

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU ROLE
DE
L'AGRICULTURE INDIGÈNE
DANS
LES COLONIES D'EXPLOITATION
ÉTUDE
SUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET MADAGASCAR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} février 1917, à 2 h. 1/2

PAR

Odet DENYS

Elève de l'Ecole coloniale en congé
Avocat à la Cour d'appel
Décoré de la Croix de guerre

Président: M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
GIDE, professeur

PARIS
JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine (VI^e)

—
1917

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU ROLE
DE
L'AGRICULTURE INDIGÈNE
DANS
LES COLONIES D'EXPLOITATION
ÉTUDE
SUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET MADAGASCAR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le 1^{er} février 1917, à 2 h. 1/2

PAR

Odet DENYS

Elève de l'Ecole coloniale en congé
Avocat à la Cour d'appel
Décoré de la Croix de guerre

Président : M. LESEUR, professeur

*Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
GIDE, professeur*

PARIS
JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine (VI^e)

1917



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE

*Hommage de ma fervente
vénération.*

A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- Bibliothèque de l'Institut colonial international. Comptes rendus des sessions de 1895 à 1910, 15 vol.
- Congrès coloniaux, procès-verbaux, rapports et mémoires, session de 1903 à 1908, 6 vol.
- Congrès colonial international de 1900. Compte rendu et rapports.
- Congrès international de sociologie coloniale de 1900. Mém. publiés. Paris, Rousseau, 1901.
- Gide (Charles)*. — Cours d'économie politique. Paris, 2^e éd., 1911.
- Leroy-Beaulieu (Paul)*. — De la colonisation chez les peuples modernes, 2 vol. Paris, 6^e éd., 1908.
- Fallot (E.)*. — L'Avenir colonial de la France. Paris, 1902.
- Girault (Arthur)*. — Principes de colonisation et de législation coloniale, 3^e édité. Paris, 1907.
- Mérignhac*. — Précis de législation et d'économie coloniales. Paris, 1912.
- Dislère (Paul)*. — Traité de législation coloniale. Paris.
- Harmaud (J.)*. — Colonisation et domination. Paris, 1910.
- Chailley (J.)*. — Java et ses habitants. Paris, 1914.
- L'Age de l'agriculture. Paris, 1896.
- Laveleye (De)*. — De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1891.
- La Propriété primitive dans les townships écossais. Paris, 1885.

- Firmin*. — De l'égalité des races humaines. Paris, 1885.
- Decker David*. — L'Agriculture indigène en Tunisie. Rapport de la Commission d'amélioration. Paris, 1912.
- Bulletin du Comité de l'Afrique française.
- Bulletin mensuel de l'Association cotonnière coloniale.
- Revue économique internationale.
- Revue indigène.
- Bulletin de colonisation comparée.
- La Quinzaine coloniale (organe de l'Union coloniale française)
- Rapports sur la situation de la Guinée (1898 et 1899).
- Rapports d'ensemble sur la situation de l'Afrique occidentale française.
- Annuaire du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.
- Savariau*. — L'Agriculture au Dahomey, Paris, 1906.
- Le Hérisse*. — L'Ancien royaume du Dahomey. Paris, 1911.
- Clozel et Villamur*. — Les Coutumes indigènes de la Côte d'Ivoire. Paris, 1902.
- Guebhard (Paul)*. — Au Fouta-Djalou. Paris, 1910.
- Arcin (Paul)*. — La Guinée. Paris, 1907.
- Dela fosse*. — Haut-Sénégal et Niger. Paris, 1912.
- Deherme*. — L'Afrique occidentale française. Paris, 1908.
- François (G.)*. — L'Afrique occidentale française. Paris, 1906.
- Henry (Yves)*. — Le Coton. Paris, 1906.
- Adam (Jean)*. — L'Arachide. Paris, 1908.
- Le Palmier à huile. Paris, 1910.
- Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.
- Brochure sur le développement de la culture du cacaoyer à la Côte d'Ivoire. Bingerville, 1915.
- Florimont (Aspe)*. — La Colonisation française avec des observations spéciales à l'Afrique occidentale française. Paris, 1902.
- Florimont (Aspe)*. — L'Organisation économique de l'Afrique occidentale française. Rapport à M. le Ministre du Commerce. Paris, 1901.

- Boudillon.* — La Question foncière et l'organisation du régime foncier en Afrique occidentale française. Conférence à Bruxelles. Paris, 1911.
- Galliéni (Général).* — Rapport sur la situation générale de Madagascar, de 1896 à 1899.
- Rapport sur la situation générale de Madagascar, de 1896 à 1905.
- Bulletin économique de Madagascar, de 1900 à 1914.
- Depincé (Ch.).* — Congrès de l'Afrique orientale. Compte rendu des travaux, 1911.
- Annuaire de Madagascar.
- Loisy.* — Notice sur Madagascar. Paris, 1914.
- Julien (G.).* — Les Institutions politiques et sociales de Madagascar. Paris, 1910.
- Lyautey (Colonel).* — Dans le sud de Madagascar. Paris, 1903.
- Bernard (Capitaine).* — L'Indo-Chine : erreurs, danger. Paris, 1901.
- Boudillon.* — Le Régime de la propriété foncière en Indo-Chine. Rapport à M. le Ministre des Colonies. Paris, 1915.
- Mathieu.* — Crédit agricole et prêt usuraire en Cochinchine. Paris, 1912.
- Office colonial. Statistique générale du commerce des colonies françaises.
- Ministère des Finances.* — Documents statistiques sur le commerce de la France.
- Daresté, Appert, etc.* — Recueil de législation de doctrine et de jurisprudence coloniales.

THÈSES

- Couillaut.* — Institutions d'assistance et de prévoyance mises à la disposition des indigènes de l'Afrique occidentale française. Poitiers, 1911.

Cheron (G.). — La Société noire de l'Afrique occidentale française. Paris, 1908.

Pain. — L'Institution du Fokon'olona. Poitiers, 1910.

Guennadon. — La Propriété foncière indigène en Afrique occidentale française. Poitiers, 1904.

Milliot. — L'Association agricole chez les musulmans du Maghreb. Paris, 1911.

PRÉFACE

La France possède un admirable domaine colonial de 11 millions de kilomètres carrés et de 30 millions d'habitants environ. La plupart des possessions qui le composent sont situées dans la zone tropicale. L'Européen ne peut pas y faire souche : ce sont des colonies d'exploitation. Grâce à leur situation, à leurs aptitudes agricoles, elles devraient fournir à la métropole presque toutes les matières premières et les denrées qu'elle se voit forcée, aujourd'hui encore, d'acheter à d'autres colonies, à des pays étrangers : caoutchouc, graines oléagineuses, cacao, café, coton...

Le commerce de la France avec ses colonies ne représente que le dixième de ses importations. En 1912, elle importait pour plus de 2 milliards de denrées coloniales. Ses colonies ne lui en fournissaient que pour 500 millions de francs. La situation difficile créée par la guerre nous fait un devoir très impérieux de restreindre autant que possible le chiffre de nos créances à l'étranger. Nos colonies pourraient nous

fournir entièrement des produits dont l'importation a le plus augmenté depuis les hostilités ; par exemple les huiles, le caoutchouc, le cuir, divers produits alimentaires. Si elles ne sont pas en mesure de le faire c'est que le problème de leur mise en valeur n'a pas encore été résolu.

A ce problème est intimement liée la question de l'*agriculture indigène*. Méconnaissant le rôle capital qu'elle doit jouer dans la mise en valeur de nos colonies, on ne comptait que sur le « colon » pour en faire de riches possessions agricoles. Les résultats fort insuffisants et décevants de l'*agriculture européenne* ont enfin, il y a quelques années seulement, déterminé un revirement dans la politique agricole de nos plus brillants Gouverneurs généraux.

Ceux-ci ont vu désormais dans le cultivateur indigène *le facteur essentiel de la prospérité de la colonie*. On se préoccupa dès lors, de faire l'éducation du paysan indigène et d'encourager son activité par des mesures judicieuses. C'est ce qu'on appelle *la Méthode de l'agriculture indigène* (1).

Malheureusement, les auteurs « coloniaux » ne semblent pas avoir saisi toute l'importance de cette méthode. Elle n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucune étude spéciale (du moins pour nos colonies tropi-

1. M. Leseur, *Cours de législation et d'économie coloniales*.
Doctorat.

cales). La colonisation agricole européenne est toujours le principal sujet des ouvrages de colonisation.

Aussi n'est-ce pas sans peine que nous avons pu réunir les éléments très dispersés de ce travail.

La bibliothèque de l'Union coloniale nous a été d'un grand secours. Qu'il nous soit permis d'exprimer ici à son éminent directeur notre bien vive reconnaissance.

Citons parmi les sources que nous avons utilisées avec le plus de profit les nombreux et précieux volumes de la bibliothèque de l'Institut colonial international, les excellents ouvrages publiés par un petit nombre d'administrateurs coloniaux, les rapports d'ensemble sur la situation de l'Afrique occidentale française et de Madagascar.

En ce qui concerne cette dernière colonie il est à regretter que les rapports du général Galliéni, des chefs-d'œuvre du genre, n'aient pas été continués par ses successeurs,

Pour étudier le rôle de l'agriculture indigène dans les colonies d'exploitation, nous avons concentré nos recherches sur deux colonies types : l'Afrique occidentale française et Madagascar. Nous avons laissé de côté l'Afrique équatoriale française parce que l'agriculture indigène n'est pas encore susceptible d'y jouer un rôle appréciable. Les naturels y sont par trop primitifs. On ne pourrait en dire autant de l'Indo-Chine où la question de l'agriculture indigène

présente un très grand intérêt. Aussi avons-nous eu l'intention de la comprendre dans cette étude. Nous y renonçons bien à regret, pour ne pas nous exposer, en embrassant trop de matières, à tout effleurer sans rien étudier.

Notre travail est divisé en deux parties : une partie générale et une partie spéciale. Dans la première partie nous étudierons le rôle de l'agriculture et les moyens de la développer (1). Elle sera elle-même subdivisée en deux titres. Au titre premier nous expliquerons pourquoi l'agriculture indigène nous paraît la condition indispensable du développement ininterrompu de nos colonies d'exploitation. Cette démonstration se fera par l'examen des différents modes d'exploitation agricole européenne.

Nous consacrerons le titre II à l'étude des principales mesures propres à développer l'agriculture indigène.

La deuxième partie comprendra l'étude particulière de l'agriculture indigène en Afrique occidentale et à Madagascar. Elle sera naturellement partagée en deux titres subdivisés en sections et chapitres.

1. Notre thèse aurait dû s'intituler : *Du rôle de l'agriculture indigène et des principales mesures propres à la développer*. Ce titre nous a semblé trop long.

DU ROLE
DE
L'AGRICULTURE INDIGÈNE
DANS
LES COLONIES D'EXPLOITATION
ÉTUDE
SUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET MADAGASCAR

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

Les colonies d'autrefois et celles d'aujourd'hui. — Prédominance actuelle des colonies d'exploitation. — Les phases successives de l'exploitation des colonies tropicales. — Le troc. — Le commerce exclusif des produits spontanés. — Ses inconvénients. — L'âge de l'agriculture. — Agriculture européenne, agriculture indigène. — Nécessité pour la Métropole de favoriser le développement de celle-ci. — Les commerçants et industriels ne vendront beaucoup aux colonies que si les indigènes sont assez riches pour leur acheter beaucoup. — Importance capitale de l'éducation agricole de nos sujets. — Les conditions du développement de l'agriculteur indigène. — La patience nécessaire.

Les nations européennes fondèrent leurs premières colonies dans des pays habités par une population rare et faible. Incapable de résister aux violences des conquérants, celle-ci ne tardait pas à leur céder la place, exterminée ou refoulée dans les régions les moins hospitalières du territoire. C'était alors,

comme l'écrit Augustin Cochin (1), la première phase de l'occupation des colonies.

Les Européens, ayant ainsi le champ libre, remplaçaient peu à peu les autochtones, et peuplaient de vastes étendues. C'est l'histoire de la colonisation espagnole, anglaise et française dans les deux Amériques. Le colon européen attiré par la perspective d'un prompt enrichissement, séduit par une existence pittoresque et facile, accueilli par un climat favorable, s'établit dans le Nouveau Monde et ne le quitte plus. Il y fonde une famille, y fait souche de nombreux descendants. Ces pays « estranges » deviennent vraiment des prolongements de la mère-patrie. Ce sont des Nouvelle Espagne, des nouvelle France, des nouvelle Angleterre.

Le domaine colonial de la France pendant tout l'ancien régime ne comprit guère que des colonies de cette catégorie, des colonies de peuplement : les Antilles, la Louisiane, le Canada.

Au Sénégal nous n'avions que des comptoirs. Quant à la Guyane, pays au climat torride, telle était alors la vogue des colonies de peuplement qu'on voulut à plusieurs reprises y installer des émigrants. On se rappelle la sinistre tentative de Choiseul en 1713 sur les bords du Kourou.

Depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'atten-

1. *Histoire de l'abolition de l'esclavage.*

tion des puissances européennes s'est concentrée sur des pays que leur climat tropical rend impropres au peuplement européen. Il ne reste plus guère de territoires vacants pour ce mode de colonisation. Ceux qu'on recherche, ce sont désormais des pays déjà peuplés et le plus abondamment possible. Mais l'Européen n'y peut pas vivre d'une façon permanente, ni cultiver le sol de ses mains.

La France, en particulier, ne possède guère de colonies de peuplement. La Nouvelle-Calédonie, trop éloignée, n'a pas encore pris un essor remarquable.

Les Antilles, au doux climat, sont malheureusement de peu d'étendue. Quant à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, pays déjà peuplés de nombreux indigènes, ayant une civilisation propre, on les considère comme des « colonies mixtes ».

Notre immense empire de 11 millions de kilomètres carrés est donc presque tout entier constitué par des colonies d'exploitation: l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale, Madagascar, la côte des Somalis, l'Indo-Chine, la Guyane. Nous devons nous en féliciter puisque notre état démographique nous interdit une émigration abondante.

Ainsi, entre notre domaine colonial d'autrefois et celui d'aujourd'hui, il y a une très grande différence « Le Français du ^{xvii}e siècle, venant de la Normandie ou de la Bretagne, emmenait ses outils, sa famille, et, pour fonder sa fortune et celle de la colonie, il

lui suffisait d'une âme courageuse » (1). Il y retrouvait sa langue, sa loi (la coutume de Paris), son climat.

De nos jours, au contraire, en débarquant dans nos plus belles colonies, en Indo-Chine, à Madagascar, en Afrique occidentale, le colon trouve un climat hostile, une population rivale possédant parfois une forte organisation, une vieille civilisation.

Comment allions-nous donc tirer parti de ces contrées dont la conquête nous a coûté tant de sacrifices en hommes et en argent ?

La période des expéditions et des explorations terminée, nous n'avons d'abord fait que de simples échanges commerciaux avec les indigènes, d'abord sur les côtes puis à l'intérieur des terres.

Le plus souvent, ces échanges prennent la forme du troc. Des agents européens apportent des cotonnades, des fusils, de la bimbeloterie, toutes sortes de bijoux baroques et grossiers, colliers de perle en verre, bracelets en cuivre, et autres marchandises de pacotille. Ils les « troquent » contre de l'ivoire, de la poudre d'or, du caoutchouc, etc. Ce commerce est assez immoral : « Le produit qui sert à l'achat est majoré de quatre fois sa valeur, et la valeur du produit acheté, est diminuée de moitié, ce qui fait que l'Européen donne 1 contre 8. Encore est-ce là un

1. Chailley, *l'Age de l'agriculture*, 1896, p. 8.

taux honnête. Dans bien des cas le rapport est de 1 à 100 » (1). Les premiers trafiquants ne tardent pas à s'enrichir. Sentant venir la concurrence, ils se hâtent de réaliser de gros bénéfices même au détriment de la colonie, poussant les indigènes à la destruction des produits spontanés du sol. *Hodie mihi*. Des concurrents surviennent en effet. Chacun surenchérit, s'efforce d'attirer les « naturels » par des prix de plus en plus élevés. Stimulés, ces derniers ne songent qu'à récolter le plus de produits possible, taillant, saccageant les lianes à caoutchouc, épuisant les richesses du pays. Les quelques cultures faites jusqu'alors sont abandonnées pour un travail moins pénible et plus rémunérateur. Cependant les statistiques, par leurs chiffres de plus en plus gros, semblent révéler une prospérité grandissante. C'est le mirage bientôt dissipé par la dure réalité. C'est l'histoire du « rush » ou « boom » du caoutchouc. Jusqu'à la fin du xix^e siècle il fournit des bénéfices considérables, provoquant l'affluence de concurrents avides, vite déçus, parfois ruinés.

Les produits spontanés du sol sont peu variés. Ils ne peuvent suffire aux besoins de l'industrie et de la consommation européenne. Leur exploitation exclusive offre tous les inconvénients, les dangereux aléas de la mono-production. Elle ne profite en définitive

1. Gide, *Cours d'économie politique*, édit., 1911, p. 237.

ni aux indigènes, qu'elle n'enrichit pas, ni à la colonie dont aucune mise en valeur rationnelle ne vient favoriser le progrès.

Le commerce à lui seul est impuissant à faire prospérer une colonie. Le commerçant ne veut pas immobiliser ses capitaux dans des entreprises agricoles de longue haleine. Le commerce n'attend pas. Sa fonction est d'échanger les richesses et non pas de les créer. Aucune nation uniquement commerçante ne jouit d'une prospérité durable, exemples : Tyr, Sidon, Carthage. Sans aller jusqu'à dire que le stade agricole doit précéder le stade commercial, nous croyons que, pour donner au commerce de la stabilité, l'agriculture doit avoir atteint un certain développement. Quant à l'industrie, pendant longtemps, elle ne sera qu'un complément de l'agriculture dont elle transforme certains produits (huileries, féculeries, sucreries). « Tant que les terres sont en abondance, les capitaux chers, la main-d'œuvre rare, il est évident que la grande industrie n'a aucune raison de s'établir, ni aucune chance de prospérer » (Frédéric List).

Ainsi, pour la mise en valeur de nos colonies d'exploitation, c'est à développer l'agriculture que doivent tendre tous nos efforts.

Mais par qui se fera cette culture ?

C'est une grave question.

Elle ne se posait guère il y a vingt ans. Il parais-

saît tout simple que les terres coloniales fussent exploitées par des Européens au moyen de la main-d'œuvre indigène. Il ne semblait pas qu'il pût en être autrement. L'ignorance, la paresse traditionnelle des indigènes les rendaient, pensait-on, incapables d'entreprendre des cultures importantes. Ils devaient donc se contenter de cueillir des bananes, des noix de coco, se confiner dans la production des racines ou céréales nécessaires à leur subsistance.

L'exploitation européenne comportait du reste diverses modalités : elle devait se faire tantôt par des Compagnies ou des Sociétés de colonisation, pourvues de gros capitaux, concessionnaires d'immenses régions ; tantôt par des individus que l'État favorise de différentes façons, en particulier par des concessions de terres gratuites, tantôt par l'État lui-même. Nous étudierons les résultats donnés par ces différents systèmes. Disons seulement dans ce rapide coup d'œil sur l'ensemble de notre sujet, que l'expérience des nations colonisatrices les a conduites à chercher ailleurs que dans l'exploitation européenne la solution du problème de la mise en valeur des colonies d'exploitation. Nous verrons quels graves conflits d'intérêts, quelles difficultés soulève la « Colonisation agricole » : difficultés relatives à la main-d'œuvre, à la question des terres vacantes.

Depuis quelques années, les plus hautes person-

nalités coloniales, nos Gouverneurs généraux les plus distingués reconnaissent et déplorent l'insuffisance de l'« Agriculture européenne ». De jour en jour on aperçoit mieux que l'intérêt de la Métropole exige le développement de la fortune propre des colonies par la satisfaction des intérêts de leurs peuples, par leur enrichissement (1):

Les colonies sont fondées dans un but essentiellement utilitaire. Sans doute, le mobile brutal de l'intérêt disparaît souvent sous les beaux reflets d'un généreux idéal. Sans doute, l'âpre poursuite de la richesse ne va point, en France surtout, jusqu'à faire oublier les devoirs d'humanité des peuples civilisés à l'égard des peuples arriérés. Pourtant les commerçants et les industriels expriment la plus prosaïque mais la moins contestable des vérités lorsqu'ils disent : « les colonies ont pour principale raison d'être de nous ouvrir des débouchés. » Or, pour qu'ils vendent aux colonies, il leur faut des acheteurs. Les rares européens qui habitent ces pays leur fourniraient une bien faible clientèle. Il leur faut donc s'assurer celle des indigènes. Ceux-ci ne refuseront pas les produits qu'on leur offrira. Mais avec quel argent les paieront-ils? « Le commerce et l'industrie, écrivait M. Chailly en 1896, n'ont pas pour le présent grand'chose à espérer d'une clientèle si pauvre.

1. Harmand, ambassadeur honoraire, *Colonisation et Domination*, 1910, p. 13.

Ils auront beau ouvrir des comptoirs, se protéger par des douanes rigoureuses, les clients ne leur viendront ni par milliers, ni par centaines, et s'ils venaient, peut-être feraient-ils sagement de s'en défier et de ne leur livrer qu'à bon escient » (1).

Ainsi nos commerçants, nos industriels ne vendront beaucoup aux colonies que si les indigènes sont assez riches pour leur acheter beaucoup. L'enrichissement de la Métropole est donc lié à celui des indigènes.

Comment les enrichirons-nous, répandrons-nous l'aisance parmi eux ? Il n'y a qu'un seul moyen. C'est de leur apprendre à tirer de leurs terres un meilleur parti, en les cultivant mieux, en multipliant les cultures.

Ce devoir d'éducation est capital. De la façon dont nous le remplirons, dépendra l'avenir de nos colonies.

Le succès de l'agriculture indigène dépend surtout des facteurs suivants : une bonne politique foncière basée sur la reconnaissance et la consolidation des droits des indigènes sur le sol, la sauvegarde de leur propriété contre leur imprévoyance ; une bonne organisation du crédit agricole l'organisation judiciaire des services de l'agriculture pour les recherches techniques et la vulgarisation ; l'exécu-

1. Chailley-Bert, *op. cit.*, p. 15.

tion de travaux d'amélioration foncière ; le perfectionnement des moyens de transport et le développement des voix de communication ; l'accroissement de la population.

L'accomplissement d'un si vaste programme rencontrera de nombreuses difficultés. En pareille matière, le principal écueil c'est de trop généraliser. *Il faut éviter les idées préconçues, l'excès de confiance, dans une théorie trop absolue.* L'œuvre de progrès essentiellement agricole que nous devons réaliser doit être subordonnée à la nature des régions, au degré de civilisation, à la densité de la population. C'est ainsi que nous ne pouvons pas encore compter sur l'agriculture indigène pour faire valoir notre Afrique équatoriale. Ignorant même la propriété collective, les Congolais sont absolument primitifs, et l'on ne pouvait guère faire mieux, malgré les abus inhérents au système, que de confier à des Compagnies concessionnaires le soin d'amorcer la vie économique de cette colonie.

Au contraire, à Madagascar, en Afrique occidentale, pays habités par des populations agricoles, rien ne justifierait semblable procédé. Il ne s'agit ici que de conseiller, de guider, de stimuler des races qui, contrairement à l'opinion générale, ne sont pas réfractaires au travail.

Seulement il faut s'armer de patience. *La colonisation est une œuvre de très longue haleine.* Pour

apprécier les résultats de nos efforts nous devons nous résigner à attendre plusieurs décades d'années.

Rappelons aux sceptiques, aux pessimistes que notre action en ces lieux s'exerce depuis cinquante ans à peine. Ce n'est pas en si peu de temps qu'on peut élever un peuple barbare jusqu'à notre brillante civilisation.

Pour ne pas être injuste envers ces peuples qu'une nature trop maternelle a jalousement tenus enfermés dans la sauvagerie loin du contact bienfaisant des autres peuples, pour ne pas les brutaliser inutilement, « nous devons par la pensée constamment nous reporter à ce qu'étaient nos pères, il y a deux mille ans et les traiter en conséquence » (1).

En résumé, notre domaine colonial, composé en majeure partie de colonies d'exploitation, ne peut prospérer que par la mise en culture de ses immenses territoires par des cultivateurs indigènes.

Le rôle de l'Européen devrait consister à leur donner le bon exemple dans les quelques plantations qu'il fera réussir, et surtout à les conseiller, à les orienter par ses achats, à stimuler leur activité par ses ventes en leur permettant de satisfaire de nombreux besoins, au grand profit du commerce métropolitain.

1. Aspe-Florimont, *l'Organisation économique de l'Afrique occidentale française*. Rapport au ministre du Commerce 1901, p. 39.

PREMIÈRE PARTIE

CONSIDÉRATIONS DOCTRINALES SUR LE ROLE DE L'AGRICULTURE INDIGÈNE ET LES CONDITIONS DE SON DÉVELOPPEMENT

TITRE PREMIER

ÉTUDE DES DIFFÉRENTS MODES DE MISE EN VALEUR D'UNE COLONIE D'EXPLOITATION

PREMIÈRE SECTION

L'EXPLOITATION DES TERRES PAR LE COLON EUROPÉEN CONCESSIONNAIRE ET LA MAIN-D'ŒUVRE INDIGÈNE

CHAPITRE PREMIER

L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET LE PROBLÈME DES TERRES VACANTES

Le mépris du droit des indigènes dans le passé. — L'expropriation sans indemnité pour cause « d'utilité humaine ». — Le procédé du cantonnement; les réserves territoriales. — La pratique contemporaine. — Les concessions de terres vacantes. — Ce qu'il faut entendre par terres vacantes. — Les jachères; les nécessités de la culture extensive. — L'opinion des administrateurs des colonies, auteurs d'ouvrages sur les coutumes indigènes. — L'aggravation du problème par les grandes concessions. — Un palliatif: les concessions emphytéotiques.

Jusqu'au début de ce siècle, les théoriciens, et les

fonctionnaires coloniaux ne concevaient pas d'autre moyen de faire valoir les vastes étendues que nous ont conquises hors d'Europe la vaillance de nos armées et la hardiesse de nos explorateurs, que le partage des meilleurs terres entre les colons européens. Tantôt les indigènes, brutalement dépossédés, étaient refoulés dans l'arrière pays ou bien exterminés comme dans les deux Amériques, comme en Tasmanie. Tantôt, plus récemment, le gouvernement lui-même, souvent de bonne foi, distribuait le plus simplement du monde, en concession gratuite, des territoires en apparence incultes ou abandonnés (1).

O n'invokait pas seulement le droit de conquête mais la nécessité. Puisque les indigènes ne savaient pas ou ne voulaient pas, par incurie et par paresse, tirer parti des richesses enfouies dans leur sol tout neuf, c'était le droit, le devoir même des nations civilisées de s'en emparer et de le faire fructifier à leur place pour le bien de l'humanité. On pratiquait ainsi l'expropriation sans indemnité pour cause d'utilité humaine : Le mécontentement provoqué chez

1. C'est ainsi qu'une convention du 9 avril 1897 a attribué à la Société de la Grande Comore toutes les bonnes terres de l'île, en oubliant de réserver les droits des indigènes qui se sont ainsi trouvés dépouillés purement et simplement (Rapport Gervais sur le budget des colonies, 1907).

Giraud, *Principes de colonisation et de législation coloniales*, (édition, 1907, p. 361, note 1).

les indigènes par une telle politique finit par déterminer l'administration à ne plus englober dans le « Domaine » que des *terres vacantes*.

Mais que fallait-il entendre par ces termes ? Malgré les précautions de plus en plus grandes, prises par le législateur pour ne pas léser les droits des indigènes, cette question soulève encore bien des difficultés.

M. de Laveleye affirmait dans son admirable ouvrage sur *la propriété et ses formes primitives* qu' « à aucune époque la terre n'a été *res nullius* » (4^e éd., p. XXVII et 544).

Comprendra-t-on parmi les terres sans maître les territoires de chasse des tribus, les terrains de parcours de leurs troupeaux ? Et si l'on s'en tient aux terres cultivées, doit-on englober dans le domaine privé de l'État les jachères sur lesquelles les indigènes pratiquent les rotations de culture ? L'exploitation du sol dans nos colonies africaines est et restera longtemps très extensive. La couche de terre féconde est très mince et par suite vite épuisée. Aussi les cultivateurs indigènes sont-ils forcés de changer fréquemment l'emplacement de leurs cultures. Ils ont recours à des assolements de quatre, cinq, sept ans, ce qui fait que leurs champs seront quatre, cinq, sept fois plus grands que s'ils faisaient une culture intensive. En Afrique occidentale certains terrains doivent se reposer dix, quinze ou même vingt

ans. Mais l'indigène n'a pas renoncé à ces terres fatiguées. Et, comme le dit le Gouverneur Ballay dans son rapport de 1898, « tel terrain qui cette année ne sera qu'une vaste et impénétrable broussaille, deviendra l'an prochain champ de riz, de mil ou d'arachide » (1). Les indigènes savent fort bien entre eux l'étendue des terres sur lesquelles sont réservés leurs droits respectifs. Chaque portion à son tour est plantée par l'ayant droit.

Dira-t-on que si l'indigène n'était pas si paresseux, et qu'il eût le courage de labourer la terre au lieu de la gratter il n'aurait pas besoin de si grands espaces ? Ce raisonnement serait faux. Malgré tout son bon vouloir, le noir trouverait dans le sol lui-même, un adversaire irréductible du labour profond. Ce labour aurait en effet pour résultat de mélanger à la terre arable de la surface un sol inerte parce que n'ayant jamais été en contact avec l'air et la lumière. Et l'agronomie nous apprend que ce mélange a pour conséquence de rendre le sol infertile pendant plusieurs années. Pour y remédier, l'indigène devrait amender son sol par de la chaux, de la marne, des scories de déphosphoration, il devrait employer des fumiers abondants. Où prendrait-il tout cela ? Ainsi la culture extensive est actuellement une condition forcée de l'agriculture des indigènes. Réduire

1. Rapport sur la situation de la Guinée, 1898, p. 139.

inconsidérément l'étendue des terres qu'ils revendiquent, serait même parfois les exposer à la famine.

En Afrique occidentale les administrateurs qui ont étudié de près les coutumes indigènes, se prononcent formellement contre la notion des terres vacantes telle que la comprend le Domaine.

A la Côte d'Ivoire toutes les terres, nous dit M. Villamur, ont leur ou leurs propriétaires. » « Il n'y a pas un pouce de terrain au Baoulé qui n'ait son ou ses propriétaires » (1).

Le Capitaine Moreau déclare : « Il y a énormément de terrains inoccupés mais point sur lesquels personne n'ait de droits à faire valoir » (2).

Dans le Haut-Sénégal et Niger, nous dit encore M. Delafosse : « Si de vastes étendues de terres sont vacantes, aucune n'est sans maître » et cet auteur conclut : « au point de vue indigène, il est donc illégal de la part de l'autorité française de considérer comme domaine de l'État français et d'accorder à des sociétés ou à des particuliers, sous forme de concessions, des parcelles quelconques de terrain » (3).

Pour la Guinée, « il faut dire cela bien haut et une fois pour toute, affirme M. Arcin, « la terre entière en Afrique occidentale est la propriété de quelqu'un.

1. Clozel et Villamur, *les Coutumes indigènes de la côte d'Ivoire (Coutumes des Agnis du Baoulé* par R. Villamur, p. 109).

2. Clozel et Villamur, *op. cit.* (*Coutumes de Sénégal*, p. 335).

3. M. Delafosse, *Haut-Sénégal et Niger*, p. 6.

Notre rôle, et nous reviendrons sur ce point, est non pas de donner ce sol à des étrangers, mais de veiller à ce que les propriétaires ne soient pas lésés » (1).

Voilà ce que disent nos administrateurs, auteurs de remarquables ouvrages.

On voit dès lors quelles difficultés peut soulever le système des concessions européennes.

Ces difficultés sont régulièrement aggravées lorsque les concessions portent sur d'immenses étendues, des milliers, parfois des millions de kilomètres carrés.

Ainsi peuvent se trouver sacrifiés les intérêts d'une population que les bienfaits de la « paix française » feront peut-être doubler d'ici cinquante ans. Que seraient devenus les Javanais si le Gouvernement hollandais n'avait pas eu la sagesse de n'accorder aux Européens que des concessions à titre temporaire? De 3.500.000 en 1815 leur nombre s'est élevé à 33 millions environ de nos jours.

Le système des baux emphythéotiques de trente à soixante-quinze ans ménagerait les intérêts des autochtones. Il est en harmonie avec la coutume des indigènes, qui ignorent ou réprouvent l'aliénation du sol, en particulier dans l'Afrique occidentale. Selon beaucoup d'auteurs, il présente, au point de vue de la production agricole, tous les avantages de la propriété, la durée du bail laissant à l'agriculteur un

1. Arcin, *la Guinée*, p. 359.

temps largement suffisant pour la rémunération de son capital et de ses efforts. Ce temps est en tout cas certainement plus long que celui des baux de ferme (en général de seize à dix-huit ans) de l'Angleterre et de nombreux pays européens. Pratiquées depuis 1870 à Java, les concessions emphytéotiques étaient en 1898 très chaleureusement préconisées par le Dr Ballay, alors Gouverneur de la Guinée. « Ils (les indigènes) savent, écrivait-il, « que le terrain est toujours à eux, ils sentent fort bien qu'on aurait pu le leur prendre par la force et ils ont confiance dans la justice et la loyauté du Gouvernement qui a dû respecter la foi des traités par lesquels ils ont cédé la souveraineté de leur pays à la France, mais qui leur ont réservé la toute propriété de leur territoire, de la manière la plus formelle » (1).

Tout récemment le Gouverneur général de l'Afrique occidentale françaises, le regretté M. W Ponty, écrivait, dans une remarquable circulaire : « Les concessions européennes ne sauraient être données qu'à *titre temporaire*. La durée de ces concessions ne devrait, en général, jamais dépasser celle d'une génération d'hommes, soit vingt-cinq à trente ans » (2).

1. Rapport sur la situation de la Guinée, année 1898, p. 50 et 51.

2. Circulaire du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, du 5 mars 1913, sur la politique agraire du Gouverneur général (*J. off. de l'Afrique occid. franç.* du 8 mars 1913).

Mais le système des baux emphythéotiques est encore très vivement combattu par des auteurs considérables. On lui reproche de décourager les initiatives, de distendre le ressort de l'activité humaine. « A famille perpétuelle, dit-on, propriété perpétuelle ». Ce n'est pas le lieu, ici, d'entrer dans le détail de cette discussion. Nous avons voulu montrer la gravité du problème posé par l'attribution des terres vacantes aux colons pour faciliter leurs entreprises agricoles. Nous n'affirmons pas l'impossibilité de trouver des territoires vacants dans aucune de nos colonies d'exploitation. Nous insistons surtout sur la gravité de la question et sur les mécontentements qu'elle risque de provoquer.

C'est principalement dans les régions très peu peuplées, quasi-désertes que le gouvernement pourra mettre un stock important de terres vagues au service de la colonisation européenne. Mais alors où prendra-t-elle la main-d'œuvre nécessaire à ses exploitations ?

Nous venons de montrer les difficultés créées à « l'Agriculture européenne » par la question des terres vacantes. Celles que suscite le problème de la main-d'œuvre ne sont pas moins graves.

CHAPITRE II

L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Difficultés soulevées par la rareté de la main-d'œuvre, la répugnance de l'indigène pour le travail salarié. — L'appel à la contrainte. — Les conflits entre colons et administration. — L'expérience étrangère.

On sait que l'Européen, sous les tropiques, ne peut pas travailler le sol de ses mains. D'autre part, son exploitation, pour être rémunératrice, doit porter sur un nombre d'hectares assez élevé. Pour les mettre en rapport, il lui faut des travailleurs. On s'imagine quelquefois qu'il ne sera pas fort embarrassé pour s'en procurer. N'entendons-nous pas dire constamment que l'Afrique est un « immense réservoir d'hommes ». Hélas ! ce peut-être bien un réservoir, mais qu'il s'agit de remplir ! Les atrocités de toutes sortes, les ravages du cannibalisme, ceux de la traite, de l'alcool, de la syphilis, l'insuffisance de nourriture ont maintenu sa population à un chiffre que Malthus n'eût même pas souhaité à la vieille Europe.

Ainsi la main-d'œuvre n'est naturellement pas abondante. De plus, même dans les districts relativement peuplés, les planteurs ne recrutent que fort peu de travailleurs. L'indigène n'est pas familiarisé avec le travail salarié. La tâche régulière à heure fixe lui déplaît. Il aime mieux cultiver son « lougan » à sa guise. Il lui répugne aussi de travailler pour un blanc la terre de ses ancêtres. Il redoute les impatiences de l'Européen, et à la moindre contrariété, déserte la plantation. Suffirait-il de faire pénétrer dans les habitudes de l'indigène de nombreuses causes de dépense, des besoins nouveaux, pour le décider à offrir ses bras au planteur ? On peut en douter. Il y a beaucoup de chances, au contraire, écrit M. Harmand, pour qu'avec l'apparition de besoins nouveaux « avec l'appréciation de la valeur du temps et du capital, l'indigène continue à trouver plus avantageux de travailler pour lui-même qu'en qualité de salarié au service d'un maître étranger » (1).

En présence de cet obstacle, que fera le colon ? Il ne peut cependant pas se passer d'ouvriers agricoles. L'immigration réglementée n'a guère donné de résultats heureux. Les possessions anglaises, hollandaises et françaises de l'Asie, défendent énergiquement leurs réserves d'hommes. Les frais de

1. J. Harmand, *op. cit.*, p. 134.

transport, de rapatriement de secours médicaux prévus dans les contrats d'engagements, grèvent lourdement une entreprise agricole naissante. Les immigrants puisés dans les bas-fonds de la société, ne fournissent que rarement un travail rémunérateur. Maladifs, épuisés par les excès, ils importent dans la colonie toute sorte de vices. Et quand ils sont vigoureux, ils se montrent exigeants, querelleurs, d'un maniement difficile et se révèlent parfois même dangereux.

Le colon se retourne donc vers l'administration. Il se juge lésé, il lui demande d'intervenir auprès de l'indigène, et au besoin de l'obliger *manu militaire* à travailler. Il croit même souvent de bonne foi que c'est là le devoir du fonctionnaire. Le gouvernement ne lui a-t-il pas promis de l'aider ? Il pense, dit M. G. Deherme, « avoir le droit de posséder la terre par concession gratuite, la main-d'œuvre par corvée » (1). Un « colon publiciste » (2) demandait à l'administration de déclarer le travail obligatoire pour les indigènes avec sanctions pénales, les travailleurs devant être fournis par les chefs de village ou de captifs (3). M. Paul Leroy-Beaulieu

1. Cité par J. Harmand, *op. cit.*, p. 122.

2. V. Leroy-Beaulieu, *de la Colonisation chez les peuples modernes*, 6^e édit., 1908, p. 586.

3. Aspe-Florimont. Rapport adressé à M. le ministre du Commerce : *l'organisation économique de l'Afrique occidentale française. Liberté. réglementation*, p. 74 à 75.

dans son ouvrage bien connu sur la colonisation, s'élève avec force contre de telles idées, elles ne tendraient à rien moins qu'à rétablir dans nos colonies une sorte de servage (1).

Les gouverneurs, les administrateurs des colonies se gardent bien d'écouter ces mauvaises suggestions.

Les plus prévenus contre les indigènes, ceux-là mêmes qui partent de la Métropole avec des théories bien arrêtées, quand ils ont exercé leurs fonctions pendant quelque temps, sont convaincus de la nécessité de protéger l'indigène, élément essentiel de la fortune du pays dont il faut favoriser et encourager l'activité. « L'Administrateur fidèle à ses devoirs et désireux de s'en acquitter en conscience, est fréquemment conduit à s'élever contre les prétentions du colon et à combattre ses tendances usurpatrices.

... Cette attitude n'est point, comme on le dit souvent le fait des mauvais fonctionnaires seulement, d'esprit étroit et soupçonneux, paresseux, défiants, jaloux des vanités de leur situation... Elle est aussi celle des meilleurs de nos agents et des plus dévoués de ceux qui comprennent le mieux la nature de leur fonction » (2).

Cette question de la main-d'œuvre est donc la cause profonde des nombreux conflits vite dégéné-

1. P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 584 et suivantes.

2. J. Harmand, ambassadeur honoraire, *op. cit.*, p. 123.

rés en querelles aiguës entre colons et administrateurs.

Ces conflits se sont produits aussi bien dans les colonies françaises que hollandaises, anglaises, allemandes. On en trouve les échos dans leur presse. Les colons allemands eux-mêmes, si plats d'ordinaire en leur qualité d'Allemands devant tout dépositaire d'une parcelle de l'*Autorité*, ont été à ce point exaspérés par les difficultés de la main-d'œuvre qu'ils osèrent accuser leurs fonctionnaires coloniaux de trahison. Ils crièrent même si fort qu'un ministre (Dernburg) jugea nécessaire d'aller en Afrique orientale voir ce qui suscitait une telle indignation. Les colons demandaient au gouvernement d'interdire certaines cultures aux indigènes pour leur en réserver le monopole, ou bien encore de restreindre considérablement l'étendue des terres constituant les réserves indigènes, afin de les contraindre à travailler pour eux (1). Au dire du ministre, leurs revendications témoignaient de la plus évidente mauvaise foi. Il se convainquit sur place de ce que la mise en valeur d'un pays tropical n'est possible que par le moyen des cultivateurs indigènes autonomes. Il refusa de rendre le travail obligatoire (2). « Nous ne sommes pas allés en Afrique orientale, concluait-il,

1. V. *Quinzaine coloniale*. n° du 25 mars 1910.

2. V. *Quinzaine coloniale*, n° du 25 juin 1910.

pour fonder trois ou quatre cents plantations, et si intéressants que soient les planteurs, le gouvernement ne peut pas compromettre la paix et la prospérité de la colonie entière pour leur donner satisfaction » (1).

Ainsi, la « Colonisation agricole » crée très souvent un antagonisme dangereux entre le colon d'une part l'indigène et l'administration de l'autre. Bien plus, l'accaparement des indigènes par un recrutement excessif au profit des plantations européennes peut amener comme dans les colonies allemandes le dépeuplement de régions entières. Les plantations allemandes ont commis tant de méfaits qu'un missionnaire a pu demander l'interdiction du recrutement des travailleurs noirs, s'indignant qu'on dépeuplât tout un pays pour le service d'une vingtaine d'individus. Et un membre du Reichstag s'est même écrié : « Les plantations sont une malédiction pour la politique coloniale allemande. Il faut en finir immédiatement avec tout le système de tromperie à l'égard des indigènes » (2).

1. Harmand, *op. cit.*, p. 127 (note).

2. *Quinzaine coloniale*, 10 mai 1914, p. 317.

CHAPITRE III

LES INSUCCÈS DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE ET LEURS CAUSÈS

Coût élevé d'une plantation européenne. — L'enquête du Comité Dupleix sur l'avenir de la colonisation européenne. — L'exemple des Anglais dans l'Inde.

La question des « terres vacantes » entretient un certain malaise dans les entreprises agricoles des colons. Le problème de la main-d'œuvre compromet leur succès. D'autres causes non moins sérieuses s'ajoutent à celles-là pour les rendre encore plus aléatoires.

Et d'abord l'ignorance du colon. Il ne connaît pas le milieu et trouve tout naturel de lui appliquer des procédés de culture en usage en Europe. Son impatience : privé de sa famille, de toute distraction, menacé par la maladie, le colon ne songe qu'à faire fortune le plus vite possible, à tout prix. Cette hâte fiévreuse ne se concilie pas avec les nécessités d'une entreprise agricole sous les tropiques, œuvre de patience, de persévérance, qui exige une expérience lentement acquise du pays et de ses habitants. L'his-

toire de la colonisation abonde en drames poignants : liquidation ruineuse pour cause de maladie, mort prématurée annihilant les résultats de louables efforts.

Mais voici la principale cause d'échec : l'agriculture européenne nécessite des frais très élevés. L'entretien du colon et de ses employés coûte très cher ; ils ne se nourrissent que d'aliments européens. Le colon est forcé de faire de temps en temps des voyages coûteux pour aller se retremper dans un climat tempéré. Pendant la période d'attente il doit vivre sur ses ressources propres. Le cultivateur indigène, au contraire, vit de ses cultures vivrières. Il travaille de ses propres bras et avec ceux de sa nombreuse famille. L'Européen est obligé d'employer un personnel coûteux de contremaîtres en double équipe, à cause des congés pour la France tous les deux ou trois ans.

Pour compenser de telles dépenses une culture intensive deviendrait nécessaire. L'usage de la charrue entraîne celui des engrais dont les frais de transport grèvent lourdement le prix. Il faut donc au planteur des capitaux considérables des centaines de milliers de francs (1). Or à ce prix, quel est l'Euro-

1. Les Sociétés coloniales, en groupant les capitaux, diminuent les risques d'insuccès et les limitent, lorsqu'elles sont anonymes, au montant de l'apport de chaque associé. Elles assurent la durée de l'entreprise au delà de la vie de ceux qui les dirigent. Les Compagnies de colonisation, les grandes Sociétés conces-

péen qui sera tenté d'aller aux colonies ? Après la guerre surtout, qui voudra passer les mers pour y placer sa fortune quand il y aura en France tant et de si belles choses à faire ?

Aussi les cas de réussite sont-ils rares. Le plus souvent ces favorisés ont atteint la fortune beaucoup plus comme spéculateurs et comme commerçants que comme planteurs. Il y a de ces hommes qui réussissent partout dans n'importe quel genre d'entreprises. « Ceux-là, dit M. Harmand, ont réussi non comme colons, mais *quoique colons* » (1).

Une association de propagande coloniale, le Comité Dupleix, créé à Paris par l'explorateur bien connu, Gabriel Bonvalot, entreprit en 1906 une enquête sur les débouchés offerts aux colons français par nos colonies. En voici les résultats, d'autant plus convaincants que ce Comité Dupleix s'était

sionnaires, peuvent contribuer à provoquer l'essor de colonies naissantes grâce à leurs puissants capitaux. Mais cette puissance même est une source d'abus. On a dit que c'étaient en réalité des compagnies d'exploitation des indigènes. L'attribution aux Sociétés concessionnaires d'immenses étendues de terres englobant des régions entières serait dans des colonies telles que Madagascar, l'Afrique occidentale française, inconciliable avec le respect dû aux droits, aux coutumes, aux intérêts des indigènes. Quant aux atteintes portées à la liberté des individus, ou même aux principes d'humanité, il vaut mieux jeter un voile sur le passé. Les Concessions régionales ont eu leur période de vogue, notamment de 1889 à 1894 puis en 1899. Nous les croyons aujourd'hui définitivement discréditées.

1. J. Harmand, *op. cit.*, p. 142.

assigné comme but dès sa fondation d'encourager l'émigration vers nos colonies (1).

SÉNÉGAL. — Réponse du Président de la chambre de commerce de Rufisque : « Peut-on y faire de la grande ou de la petite colonisation agricole ? Ni l'une, ni l'autre. Seule la culture de l'arachide donne un rendement et ne peut être faite que par l'indigène.

HAUT-SÉNÉGAL ET NIGER. — Réponse de M. Merlaud-Ponty, Lieutenant-Gouverneur, devenu depuis Gouverneur général de l'Afrique occidentale française : — « L'Européen ne peut entreprendre au Soudan ni grande, ni petite colonisation agricole. *Le véritable colon doit être l'indigène* dont le travail peut assurer la mise en valeur et dont les efforts deviendront chaque jour plus productifs grâce au développement de l'enseignement agricole et à la propagation de nouvelles cultures. Quant à l'Européen, intermédiaire entre la Métropole et la colonie, son principal rôle est d'assurer par son activité commerciales des débouchés à la production agricole de l'indigène. *Sauf quelques rares exceptions les entreprises agricoles tentées par des Européens n'ont donné que des résultats insignifiants* » (2).

GUINÉE FRANÇAISE. — Réponse du Lieutenant-Gou-

1. Robert Doucet : *Doit-on aller aux colonies ?* Enquête du Comité Duplex auprès des Gouverneurs, commerçants, etc. Préface, p. 2.

2. Robert Doucet, *op. cit.*, p. 18 et 19.

verneur : « la colonisation grande ou petite est difficile à cause de la rigueur du climat... »

COTE D'IVOIRE. — Réponse du Lieutenant-Gouverneur : « La grande colonisation agricole se heurte, pour le moment, au *manque de main-d'œuvre* et de moyens de transport. La petite colonisation agricole (celle du petit colon, vivant sur son lopin de terre et le cultivant) n'est pas d'avantage possible, sous un climat où l'Européen ne peut pas travailler de ses bras. »

DAHOMÉY. — Réponse du Lieutenant-Gouverneur, M. Liotard : « Quant à la colonisation agricole, les Européens n'y doivent point songer. Ils courraient à un échec certain. »

MADAGASCAR. — Réponse de M. Augagneur, Gouverneur général : « La grande colonisation n'a pas donné jusqu'ici de bons résultats, peut-être par faute de direction et aussi parce que les terrains de culture très étendus sont rares. »

Si ces exemples ne suffisaient pas pour démontrer que la « colonisation agricole » ne peut tenir qu'une place secondaire dans la mise en valeur de nos colonies d'exploitation nous invoquerions en outre celui de l'Inde anglaise. Les plantations européennes s'y rencontrent très rarement. Dans la plupart des provinces on ne trouve pas un seul planteur européen. A la session de Londres de l'Institut Colonial International de 1903, sir Lyall, expliquait que si

les Anglais n'ont pas évincé les Indiens dans l'agriculture c'est qu'ils n'ont pas pu soutenir leur concurrence. Ceux qui ont essayé de le faire, se sont vus finalement obligés de revendre leurs terres à des indigènes. La colonisation agricole n'a réussi qu'en certaines régions spéciales, pour la culture de l'indigo, du thé (Bengale); du quinquina, du café (dans la présidence de Madras) (1). A part ces exceptions infimes relativement à l'immense territoire des Indes, les Anglais se contentent de faire du commerce.

1. Bibliothèque de l'Institut Colonial International. Session de 1902, p. 128.

CHAPITRE IV

LE RÔLE DU COLON DANS LES COLONIES D'EXPLOITATION

Les contrats d'association de culture. — Le commerçant européen, conseiller éducateur des indigènes. — Les associations mi-commerciales, mi-agricoles. — Le métayage entre colon et indigène, ses avantages, ses inconvénients.

L'Européen, aux colonies, doit être avant tout un commerçant et un industriel. Un commerçant qui achète aux indigènes leurs produits, leur vend ceux de l'Europe, les instruments aratoires, les ustensiles et les divers objets fabriqués destinés à satisfaire les besoins multiples que l'imitation du blanc aura fait naître chez le noir. Un industriel qui égrenera, peignera, pressera le coton produit par l'indigène, transformera la banane en fécule, le manioc en tapioca, la noix de coco en coprah, végétaline, la canne en sucre et rhum, le cacao en chocolat, etc.

Un éducateur aussi, stimulant par ses achats l'activité de l'indigène, orientant sa production.

Cette action bienfaisante s'exercerait d'une façon particulièrement heureuse par certaines associations mi-commerciales, mi-agricoles de l'indigène et de

l'Européen. L'indigène par contrat s'engage à cultiver un certain nombre d'hectares sous la direction d'un capitaliste ou plutôt de ses agents qui l'éclairent de de leurs conseils. L'Européen prend à sa charge certains frais d'exploitation trop élevés pour l'indigène, tels que fumures, engrais, instruments aratoires. Il fournit des semences sélectionnées et enfin garantit à l'indigène l'achat de la récolte à un prix fixé d'avance. Ce prix serait calculé de façon à laisser au producteur un bénéfice suffisamment rémunérateur et d'autre part à garantir le colon contre les variations de prix. L'indigène, assuré d'un bénéfice dont l'importance dépend de son travail, ne craindra point de s'adonner à des cultures nouvelles.

Au lendemain de l'abolition de l'esclavage, le Gouverneur Desfourneaux eut recours à la Guadeloupe à l'association de culture, pour retenir sur les plantations les anciens esclaves émancipés. Aux Indes Néerlandaises, à Java notamment, les Hollandais concluent des contrats d'association avec les cultivateurs indigènes. Enfin ils ont été pratiqués tout récemment par l'Association cotonnière coloniale, avec un succès particulièrement marqué dans le cercle de Ségou (Afrique occidentale française) (1).

Les Européens propriétaires, les colons concessionnaires de terres aux colonies, auraient intérêt à

1. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, n° 60, p. 588.

s'inspirer pour l'exploitation de leurs terres du contrat de *m'gharsa* usité en Tunisie.

Des colons font planter leur domaine par des ouvriers indigènes en leur avançant une certaine somme d'argent. Lorsque la plantation entre en rapport, une partie assez étendue en est attribuée à ces derniers. En principe c'est la moitié, mais les « m'gharsi » doivent en abandonner une certaine part en remboursement des avances faites par le colon (1). Ce mode d'exploitation, préconisé par M. Paul Bourde et inauguré sur les terres sjulines des environs de Sfax pour la culture de l'olivier a produit d'excellents résultats, attirant plus de 3 millions de capitaux en Tunisie. Il a même eu cet excellent effet de fixer au sol un grand nombre de nomades.

Des contrats de ce genre procurent aux indigènes les capitaux qui leur manquent et contribuent à leur éducation économique. Ils les initient aux cultures riches. Ils réalisent la collaboration de l'indigène et de l'Européen, but suprême de notre colonisation.

Ces sortes de contrats ne se confondent pas avec le métayage ou colonat partiaire. Ce qui caractérise ce dernier mode d'exploitation agricole, c'est que le cultivateur travaille sur la terre d'un autre et partage la récolte avec lui, suivant l'importance de leurs

1. Milliot, *l'Association agricole dans le Maghreb*. Thèse Paris, 1911, p. 255.

apports respectifs, généralement par moitié. Le plus souvent, le métayer fournit le travail et quelques instruments aratoires, et le colon, la terre et le capital. Il existe en pays musulman (en Algérie, Tunisie) un curieux mode de partage, celui du contrat de « Khammès » ou du cinquième. La terre reçoit un cinquième, le bœuf un cinquième, la charrue un cinquième, le travail autant et autant le capital. Si le métayer apporte son travail et un bœuf, il aura droit à deux cinquièmes et le propriétaire trois cinquièmes pour la charrue, le capital et la terre.

Les partisans du métayage invoquent plusieurs arguments en sa faveur : 1^o il permet à l'Européen de surmonter la répugnance de l'indigène pour le travail salarié ; 2^o il fournit une solution au problème du crédit agricole ; 3^o il favorise le progrès de l'agriculture coloniale ; le propriétaire porte nécessairement quelque intérêt à la direction des cultures puisque sa part dépend de l'importance de la récolte (1) ; 4^o il établit des rapports intimes entre propriétaires et métayers. La solidarité de leurs intérêts est un élément de paix sociale.

Il est évident que l'Européen concessionnaire qui recourt à ce procédé a tous les avantages lorsqu'il reçoit la terre en concession gratuite. Pour constituer une association profitable à l'indigène comme à la

1. Gide, *Cours d'économie politique*, 2^e édit., 1911, p. 537.

colonie, le métayage devrait s'appliquer aux cultures riches, le propriétaire européen éclairant le métayer indigène, lui faisant l'avance de quelques capitaux moyennant un intérêt modique (1). Or, à Madagascar comme en Indo-Chine, où le système a reçu une large application, le colon a laissé l'indigène continuer la traditionnelle culture du riz, sans se soucier de le guider. La colonisation ainsi comprise ne fait faire aucun progrès à l'agriculture locale. Au contraire elle accuse une régression vers l'antique colonat partiaire du moyen âge. Le métayage ainsi compris peut même avoir pour effet d'augmenter la misère du cultivateur indigène.

1. Gide, *op. cit.*, p. 588.

SECTION II

LA COLONISATION D'ÉTAT POUR L'EXPLOITATION DU SOL TROPICAL

L'intervention administrative pour les grands travaux publics, la nécessité de capitaux importants, justifient-elles l'exploitation par l'État des terres de son domaine tropical ?

L'exploitation agricole des colons se heurte à beaucoup d'obstacles, dans un milieu auquel elle s'adapte mal. L'incertitude qui plane sur la propriété du sol, la rareté de la main-d'œuvre ou son instabilité engendrent des difficultés telles que l'administration se voit contrainte d'intervenir sans cesse. Il lui faut tantôt protéger l'indigène, tantôt empêcher l'épuisement des richesses forestières, tantôt surveiller l'exécution des cahiers des charges des concessionnaires.

De plus, l'initiative privée ne peut pas exécuter certains travaux d'intérêt général de grande envergure, tels que canaux d'irrigation ou de drainage, installation de jardins botaniques, de champs d'expérience, création de l'outillage colonial. « La colonisation d'un pays neuf écrit M. Deslinières, est une

œuvre d'ensemble qui ne peut être menée à bien sans une méthode, une coordination d'efforts, une direction générale. » Cette œuvre d'intérêt collectif « ne peut être bien accomplie que par la collectivité, l'action des initiatives individuelles dont le but est l'intérêt particulier, dont les moyens sont presque toujours insuffisants, ne peut donner que l'incohérence et la stagnation » (1).

L'État a fait les frais de la conquête : n'est-il pas légitime qu'il en réclame les profits que des particuliers voudraient s'approprier ? L'État conquérant hérite des pouvoirs des anciens chefs sur le sol. A quoi bon les rétrocéder à des individus impuissants devant une tâche trop ardue ? Pourquoi ne se chargerait-il pas lui-même de la mise en valeur de ces terres avec l'aide de ses nouveaux sujets et pour le bien de ces derniers eux-mêmes.

Plusieurs économistes même libéraux ont en effet pensé que l'exploitation d'État pouvait être très efficace pour la mise en valeur de nos colonies (2).

§ 1. — *L'exemple de la Hollande à Java. — Le système des cultures forcées. — Historique et critique.*

On invoque un exemple célèbre : celui de la

1. Deslinières, *le Maroc socialiste*, 1912, p. 47.

2. Voir les comptes rendus de session de l'Institut colonial international, années 1899, 1901 et 1903 (discussion sur le régime foncier aux colonies).

Hollande à Java. Tous les grands travaux publics, exécutés par cet État au milieu du xix^e siècle, ont été payés avec les « bonis » énormes des « cultures forcées ». De 1830 à 1860, ce système rapporta plus d'un milliard à l'État néerlandais. Bien plus, au dire de ses apologistes, il aurait enrichi les indigènes eux-mêmes. Ceux-ci, initiés à de riches cultures d'exportation, auraient en peu de temps réalisé un progrès immense.

Ce précédent ne laisse pas d'être fort impressionnant. Mais si on examine de plus près le fameux système, on s'aperçoit qu'il n'est pas à imiter. Il n'est peut-être pas sans intérêt d'en retracer la genèse.

Jusqu'à la fin du xviii^e siècle, la Compagnie des Indes qui présidait aux destinées des possessions hollandaises, obligeait les chefs indigènes à lui verser en même temps que certaines sommes d'argent, des produits déterminés spécialement du café.

Le Gouvernement s'étant substitué à elle, conserva le procédé comme mode de paiement de l'impôt. Seulement, il s'adressa désormais à la population elle-même. Le général français Daëndels, gouverneur de Java sous l'Empire, continua la tradition. De 1811 à 1816 les Anglais occupèrent les possessions hollandaises.

Un de leurs gouverneurs, Sir Stamford Rafles, ayant déclaré la couronne héritière des droits qui

appartenaient aux chefs indigènes sur le sol, les *concéda* aux détenteurs moyennant le paiement d'une sorte d'impôt foncier en nature représenté par le versement du quart de leurs récoltes (1). C'est ce système que Van den Bosch s'avisa en 1830 d'étendre considérablement.

Chaque village dut planter un cinquième de ses terres en indigo, sucre, tabac, cochenille, cannelle, café et en livrer la récolte au Gouvernement moyennant un faible prix : « 47 centimes par kilogramme » (2). De plus, si ces produits étaient plantés par des particuliers sur leurs propres terres, ils devaient obligatoirement être cédés à l'administration toujours pour un prix arbitrairement fixé par elle. Par ces moyens, en dix ans, de 1830 à 1840, 330 millions de plants de café avaient été plantés, d'après une moyenne annuelle de 25 millions de plants (Rapport Anton à l'Institut colonial international, session 1900).

La culture ou l'achat des produits indiqués plus haut étaient interdits aux Européens. Pour tirer du procédé les plus grands bénéfices possibles, l'État s'arrogea un monopole absolu.

Le système Van den Bosch ne constituait pas une véritable exploitation agricole, mais bien plutôt une

1. Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 6^e éd., 1908, p. 284.

2. Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 6^e éd., 1908, p. 288.

Selon M. Leroy Beaulieu, chaque famille était astreinte à l'entretien de 600 caféiers (p. 288).

entreprise commerciale. Le Gouvernement hollandais n'ayant pas engagé de capitaux dans ces cultures ne s'exposait à aucun risque. Il y eut cependant une exception vers 1840 pour la canne à sucre. L'administration fit alors des avances aux cultivateurs indigènes, construisit des usines pour la fabrication du sucre. Résultat : il ne tarda pas à perdre de l'argent et revint bien vite au commerce proprement dit. Les indigènes durent travailler sur leurs terres et dans les fabriques pour le compte des usiniers. Ceux-ci, à leur tour, livraient leur production à l'État, moyennant un prix rémunérateur pour les deux parties.

Sous cette forme, le « système des cultures » n'en rapportait pas moins des bénéfices énormes à l'État : de 1840 à 1875 : 781 millions de florins (brut) dont les sept neuvièmes fournis par le café (1).

Et cependant à partir de 1868, la Hollande renonça peu à peu au « système ». En 1860 elle abandonnait la culture forcée de l'indigo, du tabac, de la cannelle, de la cochenille, du poivre ; de 1870 à 1890 celle du sucre. Elle restreignit celle du café elle-même à quelques districts. M. Anton écrivait dans le rapport précité que le « système des cultures succomba sous une coalition des capitaux privés européens et des par-

1. Bibliothèque coloniale internationale Compte rendu de la session de 1899. Rapport provisoire sur le régime foncier aux colonies, p. 554.

lementaires. Aussitôt que le Parlement fut admis, à la suite d'une revision de la constitution, à contrôler la gestion coloniale du Gouvernement, les cultures forcées furent très vivement attaquées. On reprochait au Gouvernement d'abuser à l'excès de la soumission des populations indigènes. Celles-ci ne recevaient qu'un salaire mesquin pour un travail forcé, tandis que la Métropole s'enrichissait du produit de leurs souffrances. Le Gouvernement hollandais payait 15 florins des denrées qu'il revendait 75 florins en Europe. Les rizières étaient délaissées par ordre des autorités ; il en résulta des famines. Des fonctionnaires mal renseignés, obligeaient parfois des indigènes à cultiver des plantes qui ne convenaient pas à la nature de leurs terrains. On accusait un Javanais de mauvais vouloir parce que ses caféiers venaient mal : « Le café, répondit-il, n'obéit pas au commandement. »

On dit souvent qu'en définitive le système des cultures eut pour résultat de donner à l'agriculture javanaise un essor inconnu auparavant. Mais selon d'excellents auteurs, la prospérité de Java à partir de 1830 avait une autre cause : la paix. Elle coïncidait avec la fin des luttes intestines, celle de l'insurrection des provinces centrales (1). Ce système d'exploitation ne stimulait guère le zèle des cultiva-

1. Capitaine Bernard, *l'Indo-Chine, erreurs, dangers*, 1901, p. 206.

teurs. Depuis 1870 au contraire, la culture libre a donné des résultats supérieurs à ceux du monopole. Ainsi le rétablissement de la liberté de culture pour la canne à sucre en particulier, eut pour résultat d'accroître la production dans des proportions très appréciables (de 1 à 6). « Ici éclate une fois de plus, en dépit des pessimistes, la force bienfaisante de la liberté du travail, sinon immédiatement, du moins à la longue (1) ».

§ 2. — *L'exploitation agricole de l'État indépendant du Congo.*

Plus récemment, l'État indépendant du Congo se réservait l'exploitation d'un tiers du pays. (Décret de 1892.) Défense était faite aux indigènes des districts réservés, de faire le commerce des produits du sol. Les Européens qui en deviendraient acquéreurs, seraient poursuivis pour recel.

Le Gouvernement belge s'inspira du système Van den Bosch. Les chefs étaient tenus de fournir des travailleurs. Ceux-ci plantaient du cacao et du café sous la surveillance d'inspecteurs de culture et d'intendants placés eux-mêmes sous les ordres du commissaire de district. On fournissait des semences et des plants aux indigènes. Le commissaire de

1. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 290.

district fixait à chaque village l'étendue des terrains qu'il devait consacrer à la culture des denrées riches. La récolte était payée aux chefs au prix fixé par le Gouvernement, prix généralement égal à la moitié du prix du cacao ou du café sur le marché d'Anvers.

Les agents de l'État étaient expressément invités à faire tous leurs efforts pour rendre aussi productive que possible la récolte des produits domaniaux et ils y étaient personnellement intéressés (1). » Malgré les bénéfices énormes qu'il rapportait au Gouvernement belge, le système a dû être abandonné. (Décret de mars 1910.)

Ainsi, l'exploitation agricole de l'État peut lui rapporter des bénéfices appréciables. Les pouvoirs de contrainte lui assurent bras et terres. Mais cette coercition s'exerçant aux dépens des indigènes, « c'est la négation même des devoirs que la colonisation impose à l'État envers les populations indigènes placées sous sa domination » (2).

Dira-t-on qu'un Gouvernement éclairé saura ne pas commettre d'abus ? Mais « les abus c'est le système même ». La main-d'œuvre étant l'élément le plus coûteux de la production, l'État est amené à diminuer son prix de revient en obligeant les indi-

1. Rapport Anton à l'Institut colonial international, Session 1900-1902.

2. M. Leseur à son cours, année 1912-1913 : *Les Concessions de terres dans les colonies*.

gènes que rien ne protège contre son omnipotence, à lui fournir un travail considérable pour une rémunération dérisoire. M. Pierson, ancien ministre hollandais, disait à l'Institut colonial international, en 1903, que l'on s'extasiait bien à tort sur les beaux résultats du système des cultures ». — « Suivez notre exemple dans ce que nous avons fait de bon s'écriait-il mais ne le suivez pas, dans ce que nous avons fait de mal, car nous avons péché, comme tout le monde du reste, en matières coloniales. » (Institut colonial international, session 1903.) De volumineux rapports ont été publiés par le Gouvernement hollandais sur le fameux système. « Après les avoir lus, on dira quel système ! et on se gardera bien de les recommander à l'imitation (1). »

En résumé, la colonisation d'État n'est pas un mode satisfaisant de mise en valeur du sol colonial. Apparemment, elle profite à la Métropole, mais elle nuit à ses sujets.

1. Bibliothèque de l'Institut colonial international. *Discussion sur le régime foncier à Java*, session 1903, p. 157.

SECTION III

L'AGRICULTURE INDIGÈNE

Nous avons montré combien les entreprises agricoles des colons européens ou de l'État étaient ou précaires ou contraires aux intérêts solidaires des indigènes et de la Métropole. Comment donc celle-ci fera-t-elle valoir son domaine colonial ? La réponse découle de tout ce qui précède. Les véritables artisans de la prospérité agricole de nos colonies d'exploitation ce sont les indigènes travaillant la terre pour leur compte, à leur profit. « Le vrai colon, c'est l'indigène. »

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION PRÉJUDICIELLE DES APTITUDES ET DE LA PERFECTIBILITÉ DES RACES TROPICALES

Les préjugés anthropologiques. — L'influence du milieu. — L'atténuation des influences néfastes par l'industrie humaine. — L'évolution des races, les étapes de la civilisation ; exemples pris parmi les indigènes de Madagascar. — Les coutumes indigènes les plus étranges ne dénotent pas une humanité spéciale. — Ce qu'il faut penser de la paresse proverbiale des indigènes.

C'est le cultivateur indigène, disons-nous, qui fera la prospérité de nos colonies d'exploitation.

Beaucoup de gens souriront de cette conclusion. Ce sont ceux qui croient que les naturels de nos colonies tropicales, ceux de l'Afrique occidentale et ceux de Madagascar ne sont pas perfectibles, qu'ils sont voués à l'impuissance.

Certains d'entre eux, préoccupés de faire servir leurs études au triomphe d'idées préconçues, vont chercher dans l'anthropologie des arguments à leur thèse. Et voici sous quelle apparence scientifique ils produisent leurs préjugés.

La nature selon eux a moulé les créatures humaines d'après des types nettement différents et les a

marqués d'une empreinte éternelle. Cette empreinte, on la voit, dans les différences cranologiques qui distinguent les races. « Et ils vous présentent des crânes soigneusement numérotés, tantôt montés sur le reste du squelette humain, tantôt alignés sur une table poussiéreuse, triste nécropole où notre vanité grimace en chœur. » (1) Ces savants, considérant la matière cérébrale comme le substratum de l'intelligence, croient pouvoir établir une relation directe entre la dimension, le poids du cerveau et le degré d'énergie de cette intelligence. Murés dans leur système, lisant dans la forme brachycéphalique ou dolychocéphalique le destin immuable des races, ils se refusent à comprendre une vérité que chacun constate autour de soi. « C'est que les races humaines, sorties toutes d'un état inférieur, évoluent et doivent évoluer toutes, vers les formes supérieures dans le perpétuel devenir qui est la condition normale d'une nature organisée (2). » Au lieu de conclure comme le font la plupart, en certifiant que l'Africain ne pourra jamais parvenir au développement intellectuel dont les Européens ont fourni des exemples célèbres, *parce que la nature lui a donné un front étroit en exagérant la partie occipitale de sa tête*, il faudrait, dit M. Firmin, renverser la proposition et conclure « que la forme du crâne nigritien est souvent doli-

1. Firmin, *de l'Égalité des races humaines*, 1885, p. 489.

2. Firmin, *op. cit.*, p. 410.

chocéphalique parce qu'il n'a pas encore subi l'évolution que doit y amener le développement mental, que l'Européen a déjà reçu, et auquel il est redevable de cette brachycéphalie dont il est si fier » (1). Mais il y a bien mieux. De nos jours, un grand nombre d'auteurs considèrent la forme dolichocéphale caractéristique des races blondes de l'Europe septentrionale, comme un signe indubitable d'intelligence supérieure !

Ce sont les différences de sol et de climat qui expliquent les aptitudes inégales dont chaque catégorie ethnique a fait preuve jusqu'ici dans la carrière relativement courte déjà parcourue par l'espèce entière. L'être humain, à l'origine partout inférieur à tout ce que nous pouvons nous figurer d'après les hommes actuels, a continué à évoluer insensiblement sous l'empire de conditions plus ou moins favorables à son développement spécifique, réalisant peu à peu l'inégalité des races, inégalité dont l'importance doit fatalement décroître peu à peu avec les progrès de la civilisation universelle. De savants professeurs ont depuis longtemps démontré d'une manière positive, que l'on peut changer et le physique et les aptitudes morales des races en rendant le milieu qu'elles habitent plus propice à leur développement. L'in-

1. Firmin, *op. cit.*, p. 424. — Dans le même sens : Broca et Topinard.

dustrie humaine peut atténuer les influences néfastes par de multiples transformations.

Ainsi, les données du transformisme, les enseignements de l'histoire sociologique nous autorisent à conclure que toutes les races humaines sont susceptibles du plus grand perfectionnement. Certaines d'entre elles, parvenues déjà bien haut, doivent tendre une main secourable à celles qui sont restées au bas de l'échelle sociale. Leur contact devenu plus fréquent grâce aux progrès des voies de communication, l'initiation par les peuples colonisateurs, élèveront inévitablement, dans une ascension plus ou moins rapide, toutes ces races actuellement inférieures qui peuplent nos colonies tropicales jusqu'à la hauteur de leurs maîtres.

La France qui a déjà joué un si beau rôle dans l'histoire de la civilisation en remplit un bien plus noble encore, en se faisant le champion du rapprochement des races par l'élévation progressive de ses frustes sujets.

Ceux qui se montrent sceptiques sur l'avenir et la perfectibilité des indigènes semblent ignorer l'état avancé de civilisation auquel un bon nombre d'entre eux étaient parvenus avant la conquête française.

« A Fianarantsoa, écrit le général Lyautey (1), le

1. Colonel Lyautey, *Dans le sud de Madagascar*, 1903, p. 379 et suiv.

nombreux groupement Hova établi dans le Betsiléo est par le costume, l'habitation et aussi par l'assimilabilité intellectuelle et l'instruction, au degré le plus avancé de la civilisation moderne. Quelques-uns sont déjà des bourgeois de France. » Ailleurs, des agriculteurs indigènes rappellent les paysans de certaines campagnes françaises. « Les petites métairies isolées que les Betsiléos préfèrent au groupement par village (et dont) ils sèment la campagne, entourées de jardins, de haies fleuries, de champs de pommes de terre et de maïs, évoquent tels aspects du Perche et de la Bretagne (1). »

Ce rapprochement montre bien que les races humaines les plus éloignées évoluent suivant des lois inéluctables et que la nature humaine conduit les différentes variétés de l'espèce quelles que soient la couleur de leur épiderme, l'épaisseur de leurs lèvres, l'apparence de leurs cheveux, vers un même idéal de civilisation. Cette vérité apparaît plus évidente encore lorsqu'on poursuit la lecture de cette page admirable où le général Lyautey décrit les peuplades du sud de Madagascar. « (Si l'on pousse au cœur de ces pays trop peu connus) on voit s'étayer devant soi comme en une coupe géologique tous les âges de l'Histoire... En pénétrant chez les Barcas, nous voici en pleine féodalité. Nous sommes transportés au XI^e siècle. Les

1. Colonel Lyautey, *Dans le sud de Madagascar*, op. cit., p. 380.

chefs maintenant jalousement leurs liens de parenté et leurs traditions vivent sur leurs fiefs au milieu d'une nombreuse clientèle. Ils ne marchent qu'entourés de guerriers... Remontant les hautes vallées de la zone forestière, nous voici chez les Zanala, chez les Andrabé. Nouveau bond en arrière. A mon premier Kabary, à Midougy j'étais en pleine Iliade. Les tribus étaient venues de loin amenées par leurs chefs. Assis en demi-cercle sur les vastes glacis du poste, les groupes étaient massés en rangs profonds, chacun derrière son roi... Ceux-ci parlèrent tour à tour, déroulant leurs périodes nombreuses et imagées, amples dans leurs gestes, orateurs nés. Dès que l'un avait « dit » il se rasseyait après avoir jeté sur son peuple un regard circulaire ; le suivant se levait... Chacun des discours était scandé par le murmure approbateur du peuple, par le frémissement des sagaies dont les fers brillaient au-dessus des têtes. Les jeux suivirent, les hommes joutant de la sagaie, couverts du bouclier, les adolescents luttant nus, corps à corps, les femmes, frappant des mains, encourageaient de leurs gestes et de leurs chants. Et quand, selon la coutume, furent apportés les présents d'hommages, les deux jeunes hommes conduisant un taureau, leur lamba ramené sur le bas du visage, évoquèrent brusquement à mon souvenir la frise des Panathénées (1). »

1. Lyautey, *loc. cit.*

L'étude des coutumes indigènes de l'Afrique occidentale nous permettrait de multiplier les exemples qui prouvent que les mœurs les plus étranges ne sont nullement le signe d'une humanité spéciale différente de celle des Indo-Européens et obéissant à des lois physiologiques et morales particulières, comme s'il y avait eu dans le genre humain plusieurs espèces. La propriété se présente chez les Africains avec les mêmes caractères observés par César chez les Gaulois, Tacite chez les Germains, et telle qu'elle existe encore de nos jours chez les Russes.

Au témoignage d'Hérodote, la parenté s'établissait chez les Locréens, les Lycéens et les Athéniens (jusqu'à Cécrops) comme elle s'établit chez les Agnis de la Côte d'Ivoire, par la femme. « Tantôt c'est l'Agora, ses procès et ses tumultueux débats qu'on voit transplanter sur la place aux grands fiscus d'un village agni, tantôt ce sont les druidiques sacrifices d'hommes qu'on retrouve dans la forêt de Guinée tout comme ils existaient aux abords de l'île de Sein (1). Le fétichisme lui-même, que beaucoup considèrent comme une manifestation spéciale à l'âme noire n'est pas bien différent des religions indo-européennes. Le fétichiste (d'un mot qui signifie en portugais amulette et dont on a beaucoup abusé), croit en un Être suprême, assisté par une

1. Villamur, *Coutumes de la Côte d'Ivoire*, p. 79.

triade divine. Mais il juge cet Être trop au-dessus de lui pour le comprendre. Aussi recourt-il à l'intermédiaire des Génies qu'on confond souvent avec les Fétiches. Quant aux talismans eux-mêmes, si l'on ne peut nier qu'ils soient très en faveur chez les Noirs, on doit reconnaître « qu'ils le sont tout autant chez nous, et la religion des nègres ne repose pas plus sur les Fétiches que la nôtre » (1).

Les indigènes de l'Afrique occidentale française pratiquent l'épreuve judiciaire du poison, les ordalies comme les Français d'autrefois.

Toutes ces comparaisons nous autorisent à conclure que les sociétés indigènes provisoirement inférieures aux nôtres, et poursuivant à travers des phases nécessaires leur travail de perfectionnement, se développeront fatalement selon la loi des sociétés humaines.

Ce qu'il faut penser de la paresse proverbiale des indigènes. — Avant de terminer ce long chapitre sur les aptitudes des indigènes, il nous faut dire quelques mots sur la paresse renommée des races tropicales. D'après certains auteurs, la politique coloniale serait fatalement stérile à cause de l'impossibilité d'entraîner les indigènes au travail.

1. Clozel et Villamur, *ibid.*, p. 142. M. Delafosse affirme que les indigènes du Baoulé (Côte d'Ivoire) croient en un Dieu unique immatériel (V. *l'Anthropologie*, juillet et décembre, 1900).

« Le nègre, selon M. Aspe Florimont, qu'il soit civilisé ou non, déteste le travail... Laisse à lui-même il retourne à la paresse, à sa nature inférieure, et ne *semble pas susceptible de perfectionnement permanent*... C'est donc une erreur évidente, tout au moins en ce qui concerne les indigènes d'Afrique, de dire que le goût du travail est plutôt une affaire d'éducation que de race (1) ».

A cette opinion nous pourrions nous contenter d'opposer celle d'un homme d'une grande autorité à cause de sa longue expérience des choses coloniales. L'ancien directeur des travaux du chemin de fer de Matadi à Léopoldville, le colonel Thys a plus d'une fois, à l'Institut Colonial International, combattu avec force ce préjugé courant, que le noir d'Afrique est irrémédiablement paresseux et qu'il faut user de contrainte pour l'obliger à travailler. Il cite souvent l'expérience faite au Congo par la Compagnie du chemin de fer sous sa direction. « Il y a, je crois, écrivait-il encore récemment, peu de races dont on peut attendre autant que de la race noire au point de vue du travail sous quelque forme que ce soit » (2).

Pour stimuler leur ardeur, il n'est même pas indispensable de provoquer chez eux de nouveaux besoins ;

1. Aspe Florimont... *la Colonisation française avec des observations spéciales sur l'Afrique occidentale française*, 1902, p. 22 et 23.

2. *Revue Indigène*, 1911, p. 494.

il faut surtout mettre à leur portée de quoi satisfaire ceux qu'ils ressentent très vivement déjà. Le colonel Thys expliquait à l'Institut Colonial International qu'un soir, voyant grelotter ses employés noirs, il leur fit distribuer des couvertures de laine. Le lendemain chacun travaillait doublement pour gagner le prix d'une couverture. Si l'indigène travaille moins que l'Européen, c'est donc en grande partie parce qu'il ne trouve pas à utiliser son gain. L'indigène, comme n'importe qui, n'aime pas travailler pour rien. A Madagascar les conventions ou chartes de Fokon'-olonas (1) font du travail une loi, un devoir civique. Là comme en Afrique occidentale d'ailleurs, le travail agricole, loin d'être une déchéance, ainsi que l'ont prétendu certains auteurs, honore celui qui s'y adonne.

1. Associations de village.

CHAPITRE II

ROLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE L'AGRICULTURE INDIGÈNE

L'agriculture indigène est une condition essentielle de l'évolution économique et sociale de nos colonies. — C'est elle qui enrichira les indigènes et les attachera à la paix. — La rénovation et la prospérité des sociétés indigènes en dépendent.

Quand une nation entreprend la colonisation d'un territoire éloigné dans la zone tropicale, ce n'est point pour se contenter de l'exploitation avide de ses richesses naturelles exemple : le caoutchouc, l'ivoire, les amandes de palme. Celles-ci ne dureraient pas longtemps et ne suffiraient pas à la dédommager des frais de conquête et d'administration. Elle cherche au contraire à créer une société nouvelle, stable, active, productrice, capable de lui fournir le supplément de nourriture et de matière première qui lui est nécessaire, assez riche pour lui acheter ses produits d'exportation. « Pour qu'elles deviennent de puissants auxiliaires de la fortune de la Métropole, il faut en faire des sociétés riches par elles-mêmes (1). »

1. J. Harmand, *op. cit.*

Or, seuls, les indigènes peuvent constituer ces sociétés ; les Européens ne font que passer. « Le colon, disait M. Dubief, ancien ministre des Colonies, ne représente que des intérêts restreints et passagers... les indigènes, les intérêts généraux et permanents de la Métropole et des colonies (1). »

L'agriculture indigène est l'instrument essentiel du progrès matériel et moral des indigènes. En développant l'aisance parmi eux, elle éveillera le sentiment de la dignité dans leur âme. Elle les disposera à la paix. Ils ne voudront pas risquer dans de stériles révoltes le bien-être qu'ils auront acquis sous notre direction, en cultivant soigneusement leur champ. Elle fixera les tribus nomades, apaisera les méfiances et les rancunes, rapprochera nos sujets de leurs nouveaux maîtres. La meilleure façon de nous attacher les populations que nous avons soumises à notre domination c'est de tout faire pour les enrichir. En outre, le développement de l'aisance favorise l'accroissement de la population. Or les possibilités économiques d'un pays, sa capacité de production et d'échange dépendent essentiellement de l'importance de sa population, surtout lorsqu'il s'agit d'une contrée neuve.

En résumé, l'agriculture indigène est le meilleur mode de mise en valeur des colonies tropicales. Elle supprime l'irritante question de la main-d'œuvre ;

1. Cité par J. Harmand, *op. cit.*, p. 128.

elle évite la délicate question des « terres vacantes » (1). Mieux adaptée aux conditions du milieu que l'exploitation européenne, elle produit à meilleur compte. Elle enrichit à la fois les colonies et la Métropole dont les intérêts sont solidaires. C'est elle qui fera naître dans nos colonies une prospérité durable fondée sur le respect des droits de nos sujets. Si dignes d'encouragement qu'elles soient les entreprises agricoles des Européens nous apparaissent « comme incapables de servir au même degré que la productivité indigène à la politique d'enrichissement qui doit être la tâche la plus pressée et la plus impérieuse de la domination » (2). Loin d'être le mode normal d'exploitation des colonies tropicales, elles resteront donc exceptionnelles.

Il existe sans doute de très riches plantations européennes à Ceylan et à Java, où elles ont créé ou transformé, ici, la culture du tabac, de la canne à sucre là, celle du thé, des arbres à caoutchouc, du quinquina. Mais ces colonies se trouvent dans de meilleures conditions de climat et de main-d'œuvre que l'Afrique occidentale française ou Madagascar. En outre et surtout, les plantations anglaises ou hollandaises occupent un espace infime par rapport à celles des indigènes.

Chez nous, les brochures, les articles de journaux

1. M. Leseur à son cours, 1912-1913.

2. J. Harmand, *op. cit.*, p. 122.

où des colons racontent leurs déboires ne se comptent plus (1).

Nous ajouterons d'ailleurs qu'on ne doit pas songer à exclure, à entraver la « colonisation agricole ». Au contraire, le succès de quelques plantations européennes ne pourrait que favoriser l'amélioration de la culture indigène. Elles lui serviraient de modèles et feraient des ouvriers noirs une pépinière d'excellents agriculteurs familiarisés avec les procédés agricoles modernes. Mais, nous le répétons, elles ne seront jamais bien nombreuses, et ce serait une faute de fonder sur elles trop d'espoir.

1. Harmand, *op. cit.*, p. 143.

CHAPITRE III

L'ADOPTION DE LA MÉTHODE DE L'AGRICULTURE INDIGÈNE PAR LES PRINCIPALES PUISSANCES COLONIALES

L'agriculture indigène dans les colonies françaises pour la culture de l'arachide, du coton, du cacao. — L'exemple des colonies anglaises, néerlandaises, allemandes.

Il y a vingt ans la question de la participation des indigènes aux cultures d'exportation ne se posait même pas. Aujourd'hui la cause de l'agriculture indigène nous semble au contraire définitivement gagnée.

En France, malgré certains auteurs attardés dans cette erreur capitale que les colonies ne sont faites que pour les « colons nationaux », on tend de plus en plus à généraliser la méthode de l'agriculture indigène. On connaît le succès de la culture des arachides par les autochtones du Sénégal. Cette plante oléagineuse de grande utilité entre pour les quatre cinquièmes dans les exportations de cette colonie. Celle-ci lui doit toute sa prospérité. C'est à l'agriculture indigène que l'administration s'est adressée pour

développer la culture du cacao à la côte d'Ivoire où elle est en bonne voie. Nulle en 1907, l'exportation de cette riche denrée dépasse 100 tonnes actuellement.

Pour approvisionner de coton notre industrie cotonnière, nos Gouverneurs, l'Association cotonnière coloniale ont mis tous leurs espoirs dans la production indigène. La grande majorité des spécialistes en la matière déclarent qu'il ne faut pas compter sur les plantations européennes pour la culture du coton.

Les quelques chiffres qui suivent donneront une idée de l'importance qu'a déjà prise l'agriculture indigène dans les exportations de nos colonies. Dès 1910, l'Indo-Chine exportait 1.269.516 tonnes de riz. La production indigène du maïs donnait 84.280 tonnes. Les Ouolofs et les Sérères du Sénégal fournissaient à l'exportation 235 947 tonnes d'aracides, et la population indigène dans son ensemble vendait à nos commerçants 250.000 tonnes d'amandes de palme et 100.000 tonnes d'huile (1).

A l'étranger la vogue de l'agriculture indigène est encore plus grande. Dans la Gold Coast, colonie très semblable à notre côte d'Ivoire par le climat et par le sol, l'Angleterre a vulgarisé chez les indigènes la culture du cacaoyer.

1. Des chiffres plus récents seront donnés au cours de notre travail.

L'essor de cette culture est merveilleux.

La Côte d'Or se trouve actuellement le plus grand producteur de cacao du monde entier, dépassant San-Thomé et Guayaquil. (1) Les cacaoyères européennes sont en nombre infime dans cette colonie. Les plantations indigènes ne dépassent pas 30 acres. Ce sont de petites exploitations familiales ; elles n'emploient pas de salariés.

« Les noirs de la Côte d'Or ne se contentent plus de gagner leur pain quotidien, ils veulent gagner de l'argent, car ils en ont découvert la valeur et avec cet argent, désirent obtenir un certain confort, et même un certain luxe. » (2) La production de cacao de la Côte d'Or s'est accrue d'une façon régulière. En 1898, la Gold Coast n'exportait que 71 tonnes ; en 1908, elle en exportait 13.000 tonnes valant plus de 14 millions et en 1915, 79.000 tonnes.

Citons enfin l'exemple des *anciennes* colonies allemandes : *etsi ab hoste doceri*. Au Cameroun, au Togo, et dans l'Afrique orientale, le Gouvernement allemand attachait une grande importance au développement de l'agriculture indigène, lui accordant même la préférence sur les exploitations européennes. C'est surtout pour la culture du coton, que l'administra-

1. *Le Cacao à la Côte d'Or* (Quinzaine coloniale, n° du 10 mai 1912).

2. *Ibid.*

tion allemande, puissamment aidée par le Comité économique colonial de Berlin, comptait sur les indigènes. En 1914, dans l'Est africain allemand, sur 22.000 hectares cultivés en coton, les plantations indigènes couvraient 15.600 hectares. Elles étaient encouragées par de larges subventions. Le budget des colonies portait en 1914 un crédit de 150.000 marks pour la culture du coton.

A la même date, le Comité économique avait distribué aux indigènes 100.000 marks de semences, 7 000 marks de primes. Un prix fixe était garanti aux cultivateurs noirs pour leurs récoltes. Pour faciliter l'écoulement des produits agricoles, le Comité faisait construire de petits chemins de fer dans les districts importants par le nombre des fermes indigènes. Citons en particulier celui de Lindi, long de 40 kilomètres.

Notons enfin le progrès des cacaoyères indigènes du Cameroun. Les exportations de cacao de cette colonie s'élevaient en 1910 à 4.000 tonnes valant 4 millions.

A Java, c'est l'agriculture indigène qui domine de beaucoup.

Quant aux Indes anglaises, nous avons dit que les Anglais s'étaient généralement abstenus des entreprises agricoles.

Ainsi partout, dans les colonies d'exploitation, l'agriculture indigène affirme sa prépondérance sur l'agriculture européenne.

Le devoir de la Métropole est donc de la favoriser par les mesures les mieux appropriées à son développement et à son amélioration.

TITRE II

DES PRINCIPAUX MOYENS PROPRES A DÉVELOPPER L'AGRICULTURE INDIGÈNE

Si la gestion agricole de l'État nous a paru dangereuse pour les indigènes parce qu'elle aboutit à la méconnaissance des devoirs que la conquête crée au conquérant, il n'en a pas moins une tâche immense à remplir, comme organisateur et comme éducateur. Les économistes libéraux eux-mêmes reconnaissent la nécessité de l'intervention gouvernementale dans ce domaine.

Selon M. Leroy-Beaulieu, « le grand initiateur, le grand éducateur des races indigènes, c'est l'État ».

La constitution de la propriété foncière et l'organisation du crédit indigène feront l'objet de sa plus grande sollicitude. La multiplication des voies de communication restera pendant longtemps au premier plan de ses préoccupations.

Comme éducateur, il initiera les cultivateurs indigènes aux bons procédés d'exploitation, aux cultures les plus avantageuses par des stations d'essai, des champs d'expérience, des plantations modèles, enfin par des tournées fréquentes de moniteurs agricoles.

CHAPITRE PREMIER

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE INDIGÈNE

§ 1. — *De la conservation des droits des indigènes sur le sol*

Quels droits faut-il reconnaître aux indigènes ? — Les hésitations de l'administration. — Les arrêts de février et mars 1907 (Cour d'appel de Dakar). — Exposé et critique de la théorie du domaine éminent.

Parmi les questions le plus étroitement liées au développement de l'agriculture indigène, l'une des plus importantes, la plus délicate peut-être, est celle de la détermination de la propriété foncière. On risque de se perdre dans la complexité des discussions qu'elle soulève. On n'en voit pas la fin. Il s'agit de préciser les droits des indigènes sur le sol à cultiver, et de les fixer d'une façon claire, non équivoque. L'incertitude ne peut qu'exercer la plus fâcheuse influence sur l'activité agricole des indigènes. Si nous voulons obtenir d'eux plus de travail, une meilleure production, l'adoption de cultures nouvelles à rémunération lointaine le plus souvent, il faut avant tout

leur donner la sécurité de l'avenir, garantir leurs droits sur la terre *alma parens rerum*.

L'administration française a de tout temps hésité au sujet des droits qu'il faut reconnaître aux indigènes : droits inviolables ou essentiellement précaires ?

C'est au Sénégal que la question s'est posée avec le plus d'acuité. Les décisions les plus contradictoires sont intervenues. En 1829, le Gouvernement accordait des indemnités aux naturels privés de leurs terres en faveur de la colonisation agricole. Les arrêtés de 1862, 1863, 1865, que nous étudierons dans notre deuxième partie, adoptèrent des solutions assez opposées. Enfin, par deux arrêts célèbres de la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française des 8 février et 1^{er} mars 1907 (1), l'État intervenant comme tiers dans un procès concernant des indigènes, fit sanctionner par la jurisprudence *son droit de propriété sur toutes les terres du Cayor*.

Le Gouvernement français, disent ces arrêts, ayant « pris la place des anciens chefs du Cayor, est seul aujourd'hui propriétaire de *toutes les terres, de tout le sol du royaume* ; nul ne peut en détenir une portion quelconque qu'avec son autorisation » et celui-là est un simple occupant qui ne justifie pas de sa propriété par un acte de concession.

1. Dareste, *Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales*, 1907, 3^e partie, p. 78 et 97.

Ces arrêts ont, depuis, été confirmés par celui du 18 juin 1909 (Dareste, *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales*, 1909, III, p. 187). Le conflit ne s'est d'ailleurs pas localisé au Sénégal. A Madagascar, l'administration a également revendiqué le droit de l'État à la propriété du sol. Seulement, à la différence de ce qui eut lieu en Afrique occidentale, les tribunaux ont généralement défendu la propriété indigène. Dans ce sens : l'arrêt de la Cour de Tananarive du 17 octobre 1903 (Dareste, 1904, III, p. 196). — L'arrêt du 18 octobre 1906 (Dareste, 1907, III, p. 271). — Ceux du 18 septembre 1907 (Dareste, 1908, III, p. 26). — Du 3 septembre 1908 (Dareste, 1909, III, p. 13). — Du 16 mars 1910 (Dareste, 1910, III, p. 187.)

Nous retrouverons ces discussions dans notre partie spéciale. Il nous faut toutefois chercher dès maintenant à dégager une conclusion précise sur le point de savoir quelle est la nature des droits à reconnaître aux indigènes.

Que faut-il penser du droit absolu de l'État sur les terres de ses colonies ? La question est très vieille. Dès 1849, elle faisait en Hollande l'objet de vifs débats, le Gouvernement ayant soumis aux Chambres un projet de loi qui l'autorisait à vendre les terres de Java à des capitalistes européens (1).

1. Elle s'est également posée avec un intérêt particulièrement vif en Tunisie. Une commission avait été chargée depuis 1901

L'État français, dit-on, a hérité par droit de conquête ou par traité, de la pleine propriété qui appartenait aux anciens chefs de ses colonies. Il pourrait donc légalement disposer en toute souveraineté de l'ensemble des terrains occupés par les indigènes à titre précaire.

Mais quelles étaient donc exactement les prérogatives des chefs indigènes en matière de propriété foncière ?

Assurément, elles variaient suivant les régions.

Sans doute, chez certaines tribus de l'Afrique occidentale et à Madagascar, le souverain avait un pouvoir discrétionnaire sur les terres. Mais ce n'était là que le résultat d'usurpations. L'histoire des origines de la propriété foncière montre qu'en tous pays les chefs s'attribuent par violence et usurpation un droit général de propriété. Cette usurpation avait pu

d'ouvrir une enquête auprès des populations intéressées. En 1912, après onze ans de recherches, voici ce qu'écrivait l'un des rapporteurs de cette Commission, le président du tribunal de Tunis : « Vous avez devant vous des milliers d'habitants de cette régence embrassant d'une étreinte passionnée ce sol, ce sol tout entier... Et ils vous supplient au nom du droit tel qu'ils le conçoivent, simple, évident, sans argutie et sans sophisme, synonyme de bonne foi et d'honnêteté, de déconseiller aux pouvoirs publics toute entreprise qui, sous les dehors d'une prétendue légalité, ne serait à leurs yeux qu'un abus de la force et une spoliation. Ce sol est à nous, il est notre bien familial, il était à nos aïeux... *L'État qui ne le possède pas, qui n'en a jamais possédé* n'a sur lui aucun droit, aucune faculté légitime de disposition. Voilà ce que crie cette foule anxieuse, ce qu'elle crie manifestement vers nous. » (Decker-David, *l'Agriculture indigène en Tunisie*, p. 50 à 52.)

prendre « l'apparence d'un droit, mais d'un droit établi par la force » (1). Il faut toujours prendre garde, quand on étudie les institutions d'un peuple qui n'a pas de lois écrites, « à ne pas confondre le droit et l'abus ». On s'exposerait à commettre les plus graves erreurs en prenant pour une coutume exprimant la mentalité d'une tribu ou d'une race, « un état de fait subi par contrainte » (2).

Le droit absolu sur les propriétés, usurpé par les despotes, s'accompagne toujours d'un droit aussi condamnable sur la vie même de leurs sujets. Bien imprudemment les décisions judiciaires qui ont reconnu la propriété éminente de l'État en qualité d'héritier des chefs indigènes, ont pris soin d'insister sur le caractère d'absolutisme tyrannique de la souveraineté jadis exercée par ces derniers.

Ainsi la Cour de Bordeaux, dans son arrêt solennel du 24 juin 1903 (3) (affaire Rawayne-Roye) dit : « Le roi du pays (le Cayor) concentrait en sa personne le droit de propriété du sol *comme attribut de sa souveraineté absolue sur la vie et les biens de ses sujets* » L'arrêt fondamental de la Cour d'appel de Dakar du 8 février 1907, rappelle que « le Damel (roi du Cayor) voulait que les grands et le peuple ne subsistassent

1. Dareste, *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales*, II, mai 1908, p. 4.

2. Dareste, *loc. cit.*

3. Dareste, *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales*, 1904, III, p. 159.

que de ce qu'il voulait bien leur donner et ne manquait jamais de prétexte pour dépouiller ceux qui lui portaient ombrage. »

Est-ce de ces droits là que l'État français revendique l'héritage ? Est-ce pour imiter les tyrans indigènes que nous les avons renversés ?

De plus, en Afrique occidentale, les pays dont les chefs ont un droit *personnel* et absolu de propriété sur le sol, sont moins nombreux qu'on peut le croire. Le plus souvent, la propriété du sol appartient en réalité à la communauté indigène : tribu ou village ; cela ressort de toutes les études publiées sur les coutumes de cette colonie. C'est en qualité de représentant de cette communauté (l'art. 10 du décret du 23 oct. 1906 sur l'organisation de la propriété foncière en Afrique occidentale française le reconnaît) que les chefs répartissent les terres entre les membres. Partout la coutume leur interdit formellement d'en donner une part à l'étranger. Dans les pays comme Madagascar, où le principe du domaine éminent du souverain était le plus clairement établi il ne servait guère qu'à tenir l'étranger à l'écart.

« Si le Gouvernement, écrit M. Daresté (1), entendait se porter successeur des anciens chefs, il aurait

1. *Recueil de législation doctrine et jurisprudence coloniales*, mai 1908.

fallu qu'il entrât dans leur rôle, qu'il se considérât comme chargé des intérêts de la collectivité indigène, de l'observation de leurs coutumes, de la défense de leurs propriétés de famille inaliénables. (1) »

Ainsi, les chefs n'étant « les maîtres qu'en apparence, et en réalité esclaves de la coutume et des mœurs » (2), c'est s'arroger plus de pouvoir qu'ils n'en avaient, que de distribuer les terres de la communauté en concessions européennes, procédé de nature à froisser le sentiment des noirs de la façon la plus directe.

Nous savons bien que l'administration française en revendiquant la propriété des terres occupées par les indigènes ne songeait pas à les déposséder. Mais pourquoi faire naître un doute dans leur esprit, laisser subsister l'incertitude ? Rien n'est plus contraire au progrès agricole. « Il ne s'agit pas pour les indigènes, écrit encore M. Dareste, de dépendre de la faveur du Gouvernement [d'une concession], mais de faire respecter leur droit, un droit qui n'est pas si on veut (notre) droit de propriété, mais qui est un droit (3). »

Au lieu d'exposer les cultivateurs indigènes aux hasards ruineux des procès et, comme le préconisait

1. *Recueil de législation doctrine et jurisprudence coloniales*, 1908, 2^e partie, p. 15.

2. *Recueil de législation doctrine et jurisprudence coloniales*, *Ibid.*, p. 18.

M. Boudillon, inspecteur du domaine (1), de s'en remettre aux tribunaux du soin de fixer les droits, ne serait-il pas préférable de codifier les coutumes indigènes et de leur donner force de loi ?

Bien évidemment, on y ferait certaines restrictions légitimées par l'intérêt même des indigènes. C'est ainsi que dans certaines régions où l'importance des troupeaux ne justifie pas l'étendue des terrains réservés à leur parcours intermittent, certaines modifications pourraient être réalisées. Il y aurait avantage à faire deux parts de ces terrains. L'une servirait à encourager la transformation des tribus nomades en agriculteurs sédentaires. Tous ceux qui auraient commencé la mise en valeur d'un morceau de terre, recevraient un titre lui en garantissant la jouissance sa vie durant (2). Ce titre serait immatriculé gratuitement. L'autre part demeurerait affectée à la jouissance commune pour l'élevage notamment.

Un procédé analogue pourrait être appliqué en certaines régions pour les forêts immenses. Tout en réservant une certaine étendue à la jouissance des indigènes habitant les environs, on pourrait reconnaître à ceux qui en auraient défriché une certaine

1. Boudillon, *la Question foncière et le Livre Foncier* (Conférence à Bruxelles, 1910).

2. Nous expliquons plus loin les raisons qu'on peut invoquer en faveur de la jouissance viagère.

étendue un droit exclusif. Cette mesure aurait pour résultat d'accroître la superficie des terres cultivées.

§ 2. — *De la transformation des droits des indigènes
sur le sol*

Faut-il brusquer la transformation de la propriété collective en propriété individuelle? — L'apologie de la propriété collective par M. de Laveleye. — La propriété collective entretient l'esprit de solidarité, facilite l'exécution des travaux d'intérêt commun. — Les dangers d'une transformation trop rapide. — L'exemple de l'Algérie et de la Tunisie. — La politique agraire du Gouvernement hollandais. — La propriété collective correspond à l'organisation sociale des indigènes. — La copropriété des familles patriarcales. — Nécessité de protéger les cultivateurs indigènes contre leur imprévoyance ou contre les spoliateurs.

La codification dont nous parlions à la fin du dernier paragraphe, ayant pour but de consacrer les coutumes indigènes, suscite une objection. On pourrait lui reprocher de perpétuer certains usages barbares, contraires au progrès agricole, telle la propriété collective. De nombreux auteurs pensent en effet que notre tâche la plus pressée devrait être de la transformer au plus tôt en propriété privée. Mais cette question n'a qu'une apparence de simplicité. Il ne suffit pas d'affirmer la supériorité de celle-ci sur celle-là. Les avantages de la propriété individuelle sur la collective ne sont pas si incontestés que nous admettions comme un dogme la nécessité urgente de cette transformation.

Examinons cet intéressant problème. La propriété privée individuelle dit-on, est le stimulant le plus puissant du travail et de l'épargne. Elle développe le sentiment de la responsabilité. Elle seule permet au cultivateur d'entreprendre des cultures à rendement lointain, des améliorations foncières coûteuses. Il lui faut, en effet, la certitude de récolter le fruit de ses dépenses pour lui-même ou pour ses descendants.

Cependant, la propriété individuelle comporte de graves inconvénients même pour nos sociétés, à plus forte raison pour des indigènes, imprévoyants, victimes désignées des spéculateurs.

M. de Laveleye, dans un ouvrage retentissant paru en 1879, prêchait le retour aux anciennes formes collectives de la propriété. « On regardera peut-être, écrivait-il, la propriété collective comme une institution barbare dont le progrès doit sans tarder faire justice. Mais elle a au contraire fait preuve de la plus grande vitalité puisqu'elle subsiste depuis des siècles chez des peuples civilisés, en Russie, en Suisse, en Allemagne (1). »

Il affirmait que la propriété individuelle n'était pas indispensable aux progrès de l'agriculture, la propriété collective du sol ne s'opposant pas à la culture intensive, à condition que la jouissance individuelle

1. De Laveleye, *la Propriété primitive dans les Townships écossais*, p. 14.

soit assurée pendant un temps assez long. La propriété collective, quand au partage périodique, est substituée une *jouissance à vie*, apporte au travail et à l'épargne un stimulant aussi fort au moins que le bail à ferme de neuf ou dix-huit ans sans compensation pour le fermier sortant. Or, dans de nombreux pays, même en Angleterre, on se contente de ce bail.

Par contre, dans des États modernes on a pu constater les bons effets économiques de la propriété communale, exemple : l'allmend de la Suisse où la terre arable est partagée entre les habitants pour leur vie, est très bien cultivée. Elle ne fait pas obstacle à l'utilisation des machines. La commune entière peut être exploitée comme une grande ferme : les différentes opérations agricoles étant accomplies à tour de rôle pour chaque famille par toutes les autres. Les indigènes de Madagascar pratiquent cette merveilleuse mutualité.

La propriété collective facilite l'exécution de certains grands travaux qui exigent un accord des cultivateurs : canaux d'irrigation, de drainage, etc. Elle entretient entre les membres de la communauté la solidarité la plus heureuse. Elle empêche l'accaparement des terres et la création des latifundia.

Une transformation trop rapide des tenures collectives indigènes en propriété individuelle aurait inévitablement pour conséquence la dépossession d'un grand nombre d'entre eux. Qui ne voit le dan-

ger d'un tel état de choses ! En Afrique occidentale, à Madagascar, l'indigène s'endette avec une déplorable facilité. Pour satisfaire ses besoins ou ses désirs du moment, il accepte sans réflexion n'importe quelle condition. A l'échéance il se trouvera dépossédé sans s'être seulement douté qu'une telle éventualité pût se produire.

Hâter la substitution de la propriété privée individuelle à la propriété collective inaliénable, c'est risquer de créer une classe de prolétaires ruraux mécontents et de multiplier le nombre des vagabonds et des brigands. Les faits démontrent constamment la réalité de ce danger. On se rappelle ce qui eut lieu en Algérie à la suite de la loi de 1897 qui autorisait les indigènes à requérir la transformation de leur droit de jouissance en droit de propriété individuelle. Presque toutes les demandes avaient pour but de permettre aux requérants de céder leurs terrains à des créanciers. Voici un exemple plus récent. En Tunisie, dans les environs de Sfax, un certain nombre d'indigènes de la tribu des ouled Nedjem, séduits par la fortune de leurs congénères, anciens megharsis de planteurs européens devenus propriétaires d'olivettes, ont créé de petites plantations d'oliviers. Ils réussirent à donner à cette région presque morte, une vie toute nouvelle. Mais quand ils voulurent régulariser leur possession, le contrôleur civil constata que sur 70 titres, 29 étaient destinés à passer entre les mains de leurs

créanciers (1). En Russie, il y avait à peine quatre ans (loi du 9, 22 nov. 1906) qu'on permettait aux membres des communautés de villages appelées «Mir» d'opérer la même transformation de propriété collective en propriété privée qu'on se plaignait déjà des accapareurs (2).

Cette question donna lieu jadis au Parlement hollandais à des discussions passionnées. Elle y détermina même une crise assez grave au sein du parti libéral. L'un des orateurs les plus écoutés du parti conservateur s'écriait : « Je considère la conversion comme à la fois, injuste et impraticable. Sous l'apparence de doter les indigènes de leur propriété, on ne fera que leur voler leurs terres » (3). De nos jours, le Gouvernement hollandais engage ses fonctionnaires des Indes à garder la neutralité la plus absolue à ce sujet.

La propriété collective empêche un morcellement excessif. Citons encore l'exemple de l'Algérie : les lois de 1853 avaient pour but la constitution de la propriété individuelle chez les Arabes. Il arriva que la part revenant à chacun des membres d'une même famille se réduisait à une dimension infinitésimale.

1. Decker-David, *l'Agriculture indigène en Tunisie*. Rapport de la Commission d'amélioration, 1912, p. 64.

2. Voir Gide, *Cours d'économie politique*, p. 564, note 1.

3. Cité par de Laveleye, *op. cit.*, p. 73.

Parfois il fallait partager 8 hectares entre cinquante-cinq personnes (1). Aussi les indigènes s'empres-
sèrent-ils le plus souvent de revenir à leurs coutumes
primitives.

Notre propriété individuelle est faite pour une
société très différente de celle des indigènes. La pro-
priété collective convient aux familles patriarcales,
autrement nombreuses que nos familles de trois et de
six membres. Elle ne peut disparaître qu'à la suite
d'un grand changement dans l'état social des indi-
gènes. Tout chez eux repose sur la famille, une
famille organisée, où, sous l'autorité du « patriarche »
frères, sœurs, fils, filles, petits-fils, cousins, anciens
esclaves restés attachés à la terre qui les a nourris,
confondent leurs efforts, leur douleur et leur joie.
Chacun travaille selon ses aptitudes, son sexe, son
âge, ses forces, à la culture, à la garde des troupeaux,
à la fabrication des outils, à la transformation des pro-
duits destinés à leur consommation. L'imperfection
même de l'outillage et des procédés de travail néces-
site continuellement la coopération de tous les
membres (2). Une telle existence suppose la pro-
priété collective de famille.

La propriété individuelle existe toutefois, dans

1. Rapport à l'Institut Colonial International. Bibliothèque de
l'Institut Colonial International. (Compte rendu de la session
de 1900).

2. Milliot, *Association agricole chez les musulmans du Maghreb*,
op. cit., p. 168.

nos colonies d'exploitation, notamment à Madagascar. Mais elle est exceptionnelle.

En résumé, la propriété familiale pratiquée par la plupart de nos indigènes d'Afrique ou de Madagascar, ne nous paraît pas absolument incompatible avec le développement de l'agriculture. Elle a pour les indigènes plusieurs avantages économiques et sociaux.

Au lieu de ne songer qu'à sa disparition, à sa transformation prématurée en propriété *quiritaire*, efforçons-nous de la protéger contre la tyrannie de certains chefs, les tendances usurpatrices de certains éléments audacieux de la population locale les musulmans de l'Afrique occidentale française, par exemple.

Et la conclusion de cette étude sur l'opportunité de rapprocher la tenure traditionnelle des indigènes de notre propriété foncière sera celle-ci : « Laissons libre cours aux influences sociales, et les institutions qui font obstacle au progrès disparaîtront peu à peu ou tout au moins se modifieront suivant les nécessités nouvelles (1 et 2). »

1. De Laveleye, *op. cit.*, p. 36.

2. Si la propriété individuelle devait se substituer à la propriété collective, il serait sage de réserver dans chaque village une certaine étendue du territoire, destinée à être répartie viagèrement entre les familles. Cela se fait dans un grand nombre de cantons suisses et dans l'Allemagne méridionale. Cette mesure de prévoyance assurerait à chacun le coin de terre nécessaire à

§ 3. — *La propriété collective indigène et l'expérimentation des théories sur la nationalisation du sol.*

La tenure de jouissance temporaire est conforme aux coutumes des indigènes. — Les partisans de la nationalisation du sol voudraient leur épargner les inconvénients de la propriété perpétuelle. — La colonie bénéficierait de la rente du sol. — L'histoire montre que la terre a été le plus souvent cultivée par des possesseurs temporaires. — La propriété perpétuelle n'est pas indispensable au progrès de l'agriculture. — L'expérience étrangère.

La *tenure* familiale est le plus souvent viagère. Les mêmes terres restent généralement dans la même famille, mais la tradition permet au chef de la communauté de procéder à un nouveau partage, lorsque la population s'est accrue sensiblement.

Les partisans de la nationalisation du sol se réjouiront sans doute de cet état de fait. Ils ne manqueront pas de réclamer son maintien et de protester contre toute tentative de constitution chez les indigènes de la propriété perpétuelle. Ainsi pensent-ils, ceux-ci pourront ignorer les difficultés, les mécontentements provoqués dans la vieille Europe par l'appropriation individuelle perpétuelle des terres, au détriment de plusieurs millions d'individus.

sa subsistance. Elle préviendrait la formation de cette classe de misérables détachés de la terre.

On sait que pour remédier à certains maux dont souffre notre société, de nombreux économistes n'ayant même aucune attache avec les socialistes ont préconisé le remplacement de la propriété perpétuelle par une jouissance temporaire de trente, soixante-quinze ou quatre vingt-dix-neuf ans.

Si l'application de ce système se heurte en Europe à d'insurmontables difficultés à cause des indemnités formidables que l'État devrait verser aux propriétaires, les colonies offrent un excellent terrain pour expérimenter la théorie de la nationalisation du sol. La tenure de jouissance temporaire est conforme aux coutumes des indigènes de l'Afrique occidentale ou de Madagascar (du moins de la plupart d'entre eux). Elle permettrait à la colonie de bénéficier, dans un avenir plus ou moins lointain, de sommes importantes sous forme d'une redevance croissant avec la plus-value des terres. Cette plus-value sera le résultat de la création des chemins de fer, des routes, des ports qui augmenteront considérablement les profits de l'agriculteur.

L'un des principaux inconvénients du système serait la tendance que pourrait avoir l'administration à exagérer la redevance, ce qui découragerait les producteurs. Il est vrai que des meilleurs principes peuvent résulter des effets désastreux si on les applique mal. Même dans notre système fiscal

actuel, il arrive que le Gouvernement exige des indigènes trop d'impôts.

Dans beaucoup de pays européens, où la terre est en majeure partie tenue par des fermiers, le propriétaire qui, à la fin du bail, impose une augmentation considérable à son tenancier, ne tient pas grand compte de la mesure dans laquelle le travail de celui-ci a pu accroître la valeur du sol. L'exemple de ces mêmes pays prouve qu'une jouissance temporaire ne fait pas obstacle au progrès agricole.

L'histoire nous apprend, en outre, que le sol a depuis l'antiquité presque toujours été cultivé par un possesseur temporaire (1). Aujourd'hui, dans la plus grande partie du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande, la terre est cultivée par des tenanciers à bail.

Beaucoup de petits propriétaires vendent même leur terre pour prendre à bail une grande ferme. Enfin, dans plusieurs autres États, la tenure « on lease » de neuf à dix-huit ans domine. « Il est donc faux de dire que la propriété perpétuelle est indispensable à l'agriculture (2). » Pour que des améliorations sérieuses soient exécutées, des cultures à rendement éloigné entreprises, il suffit que la jouissance du sol soit assurée au cultivateur pendant un certain nombre

1. De Laveleye, *op. cit.*, p. 542.

2. *Ibid.*, p. 543.

d'années. Or, nous proposons simplement pour nos indigènes la consolidation de leur tenure traditionnelle, viagère en général. Il faudrait également d'ailleurs, nous l'avons déjà dit, n'accorder aux colons que des concessions de jouissance temporaire. On ne saurait, en la matière, appliquer deux régimes différents aux Européens et aux indigènes, sous peine d'éveiller la méfiance et le mécontentement de ces derniers.

Jusqu'à présent, l'administration ne s'est guère souciée des avantages sociaux que pourrait présenter la jouissance temporaire sur la propriété perpétuelle. « C'est justement là où il serait le plus facile de prévenir les abus de la propriété foncière qu'on en sent le moins le besoin... Et c'est seulement à mesure que la société se développe et que la population devient de plus en plus dense qu'on voit le caractère de la propriété foncière commencer à changer et prendre peu à peu les allures d'un monopole qui peut aller grandissant indéfiniment. Mais alors il est déjà trop tard pour la racheter (1). »

Notons cependant que l'Angleterre et la Hollande se sont déjà inspirées, dans une certaine mesure, des considérations que nous venons d'exposer.

A Java, depuis 1870, on ne peut obtenir du Gouvernement qu'une concession de soixante-quinze ans.

1. Gide, *op. cit.*, p. 592.

Les concessions de pleine propriété sont exclues. Dans l'Est africain britannique, le Gouvernement a adopté depuis 1910, pour les concessions d'une superficie supérieure à 120 hectares, un système de baux à long terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, moyennant une redevance annuelle révisée à la trente-troisième et à la quarantième année (1).

§ 4. — *La consolidation des tenures indigènes*

Nécessité de garantir l'indigène contre la dépossession, de dissiper toute incertitude sur ses droits fonciers. — Les deux procédés possibles : 1° l'immatriculation facultative ; 2° la délimitation des terres occupées par les indigènes et l'immatriculation d'office. — De l'adoption d'une solution analogue à celle de l'ordonnance royale du 8 janvier 1912 pour le Cambodge.

Quelle que soit la solution qu'on adopte sur le point de savoir s'il convient de conduire les indigènes à la propriété perpétuelle ou de conserver leur traditionnelle possession viagère, on ne peut pas ne pas reconnaître la nécessité de « consolider » leurs droits pour faire cesser toute insécurité, tout danger de dépossession nuisible à leur activité. L'incertitude qui règne dans la détermination des terres vacantes et sans maître, l'imprécision même de cette formule constituent pour l'agriculteur indigène une menace incessante.

1. M. Leseur à son cours, 1912-1913.

De plus, il faut protéger celui-ci contre l'arbitraire possible d'un chef de village, l'accaparement par des notables ou par des éléments trop entreprenants.

Deux grands procédés s'offrent au législateur :

1° Mettre à la disposition des indigènes les moyens de consolider leurs droits sur la terre : ce serait le procédé de l'immatriculation facultative déjà appliquée à Madagascar et en Afrique occidentale française.

2° Le deuxième procédé c'est la détermination d'office par l'administration des droits des indigènes en délimitant les terres occupées par eux.

a) Par le premier procédé, l'indigène qui désire garantir ses droits sur le sol, adresse au Service de la conservation foncière une réquisition d'immatriculation accompagnée d'une description de l'immeuble avec indication de ses limites; tenants et aboutissants. La plus large publicité est alors donnée à cette demande, afin de provoquer la révélation de tous les droits réels qui seraient déjà constitués au profit de tiers sur l'immeuble en question. Passé un certain délai, les prétentions des intéressés ayant été au besoin appréciées par un juge, cet immeuble, bien délimité, est immatriculé sur un registre spécial ou livre foncier. Un compte particulier est ouvert pour lui sur une page réservée, contenant l'énonciation de tous les droits réels qui s'y rapportent. Toutes les modifications survenues au sujet de ces

droits doivent figurer à ce compte. Un plan détaillé de l'immeuble est annexé au livre foncier.

Les inscriptions font foi à l'égard des tiers d'une façon absolue, irréfutable. On sait qu'en France, au contraire, la transcription d'un droit de propriété opérée par le conservateur des hypothèques, ne met pas ce droit à l'abri de toute contestation. Le cultivateur indigène dont les droits auraient ainsi été consolidés, recevrait une copie de la page concernant sa terre.

Les tenures collectives pourraient bénéficier de ce système. On peut cependant le trouver insuffisant. Bien peu d'indigènes y recourront spontanément. Pour de telles innovations il ne faut point compter sur l'initiative des indigènes. La consolidation de leurs droits fonciers présente cependant un tel intérêt, que l'administration ne doit pas hésiter à la réaliser d'office.

Examinons donc le deuxième procédé.

b) Il consisterait, avons-nous dit, d'une façon générale, à délimiter les terres occupées par les indigènes. L'État indépendant du Congo avait adopté cette solution. Le décret du 3 juin 1906 décidait de fixer sur un croquis, pour chaque district, les terres occupées ou utilisées par les villages indigènes ; plus une superficie égale au triple de ces terres (un supplément de superficie pouvait encore, au besoin, être accordé par le souverain). Rappelons également

les opérations de délimitation prescrites en Algérie par le sénatus-consulte du 22 avril 1863.

Mais ces délimitations de territoires collectifs ne garantiraient pas les indigènes contre l'arbitraire de leurs chefs, la spoliation en faveur de personnages influents, ou contre l'accaparement. Protégés contre le domaine, ils ne le seraient pas contre leurs congénères. Les empiètements des voisins, les cas d'usurpation, rares aujourd'hui, pourraient bien devenir très fréquents avec l'augmentation de la population et les progrès de la civilisation. Pour protéger l'indigène contre l'éviction, il faudrait instituer une sorte d'immatriculation générale faite d'office par l'administration. Les droits des indigènes seraient consignés sur des registres appuyés sur des plans cadastraux, indiquant l'emplacement de chaque tenure. Une commission composée de chefs, de notables indigènes et de fonctionnaires européens entendrait les possesseurs de chaque parcelle occupée. L'administration les convoquerait quinze jours à l'avance. Ceux qui ne répondraient pas à cette convocation seraient punis sévèrement. Le résultat de cette première enquête serait publié par voie d'affiche et surtout de « palabres », afin de provoquer les réclamations des intéressés. Les contestations seraient tranchées par le juge de paix à compétence étendue et même par l'administrateur pour les différends de peu d'importance, ceux par exemple qui ne

mettent pas en cause la nature du droit invoqué par le possesseur et qui ne portent que sur la description physique du terrain. Passé un délai de six mois, les droits du tenancier (droits conformes à la coutume locale et portant même sur des jachères suffisamment étendues pour l'extension de ses cultures) seraient consolidés irréfutablement par leur inscription au registre ou livre foncier. Le conservateur de la propriété foncière établirait au nom du chef de famille une copie du titre foncier ou tableau consacré dans le registre à la terre de l'intéressé.

Cependant l'exécution de plans parcellaires par le Service du cadastre exigerait un temps très long. On pourrait donc, par analogie avec ce qui a été réalisé au Cambodge par l'ordonnance royale du 24 juin 1908, complétée par celle du 8 janvier 1912 (1), se contenter provisoirement d'indiquer l'emplacement des tenures indigènes par un croquis approximatif.

L'adoption de ce mode d'immatriculation aurait pour résultat de faire cesser les dangereuses incertitudes entretenues par la question des terres vacantes. Elle donnerait au cultivateur indigène cette sécurité sans laquelle il ne peut y avoir de labour fécond.

1. Cette ordonnance a organisé l'immatriculation d'office des propriétés indigènes par l'administration.

§ 5. — *De la protection des propriétés indigènes*

Il faut empêcher la dépossession de l'indigène. — Le « homestead indigène ». — Prohibition des aliénations importantes et nécessité de l'autorisation d'un conseil de tutelle dans certains cas. — L'expérience étrangère. — L'immatriculation des propriétés indigènes ne doit pas avoir pour but ou pour effet de faciliter leur dépossession.

Nos colonies d'exploitation sont habitées par des peuples très imprévoyants en général. Livrés à eux-mêmes, ils se dépouilleraient avec une incroyable insouciance. Les usuriers ne tarderaient pas à les déposséder. Ce ne sont pas le plus souvent des natifs du pays qui s'enrichissent des dépouilles de leurs congénères, mais surtout des étrangers : Arabes, Chinois, Indiens.

Les colons eux-mêmes profitent parfois de l'imprévoyance de nos sujets. Le contact des peuples en retard et des peuples très avancés peut avoir pour effet aussi bien la ruine des premiers que leur élévation.

L'administration a le devoir de protéger l'indigène contre lui-même, en interdisant les aliénations d'une certaine importance, en déclarant insaisissables les petites propriétés familiales de 5 hectares environ.

Ce serait le « homestead indigène ». Cette inaliénabilité serait, d'ailleurs conforme aux coutumes traditionnelles des indigènes. En Afrique occidentale,

la tenure collective est inaliénable. A Madagascar, il répugne profondément aux autochtones de vendre leurs terres.

L'inaliénabilité, dira-t-on, met l'indigène dans l'impossibilité d'emprunter, ou l'oblige à payer des intérêts formidables. Or, le crédit lui est indispensable, en cas de disette ou bien pour lui permettre d'étendre son exploitation, d'acheter des outils, etc. Mais il y a un moyen d'obtenir un prêt sans recourir à l'usurier et sans hypothéquer ses terres : le crédit mutuel offre la meilleure des solutions. Nous l'expliquerons bientôt.

L'insaisissabilité, en éloignant l'usurier, obligera le cultivateur indigène à s'adresser aux sociétés mutuelles de crédit et ce sera un double bien.

De plus, pour atténuer la rigueur de la réglementation que nous proposons, exceptionnellement dans certains cas, des aliénations ou engagements de terre et en général toute constitution de droits réels, les baux de longue durée consentis à des personnes étrangères à la collectivité pourraient être autorisés par un *Conseil de tutelle*. Ce conseil siégeant au chef-lieu de province ou de canton ou à la rigueur, au chef-lieu du Gouvernement, serait composé de magistrats, de fonctionnaires européens et de notables indigènes.

Au chef-lieu de province, il ne comprendrait que le juge de paix à compétence étendue ou le juge de

première instance, l'administrateur chef et un notable indigène.

Notre législation subordonne les aliénations de territoires collectifs par des chefs indigènes, à l'approbation du gouverneur général (1) (art. 10 du décret du 23 octobre 1906 pour l'Afrique occidentale française). Mais elle permet à tous ceux qui auront fait immatriculer leurs terres d'en disposer aussi librement qu'un Français. Cette protection nous semble donc très insuffisante.

Les Anglais ont dû soumettre à de grandes restrictions l'aliénation des terres indigènes, dans l'Inde (2). Le Gouvernement hollandais se préoccupa de bonne heure de protéger les Javanais contre les entrepreneurs européens. Malgré les réclamations des colons, il prohiba la vente à des non-indigènes ne permettant que la location. La location elle-même fut soumise à des précautions minutieuses. Elle ne peut se faire qu'en présence d'une commission de fonctionnaires. Le bail doit être enregistré et le fonctionnaire préposé à cette opération doit vérifier : 1° si le bail a bien été consenti volontairement ; 2° si la superficie des rizières louées par un village ne compromet pas l'alimentation de la population. De plus, les deux tiers

1. Encore cette protection est-elle bien imparfaite et laisse-t-elle la place à certains abus. Voir : le cas que nous citons plus loin (note) au sujet de la Côte d'Ivoire.

2. Bibliothèque coloniale internationale. Compte rendu de la session de 1901, notamment p. 90 à 99.

au moins des habitants de ce village doivent consentir au bail. Enfin tout paiement d'avance pour plus d'un an est prohibé. On voulait éviter que les indigènes, après avoir gaspillé la somme versée par le locataire, ne fussent pas à sa merci et forcés de lui renouveler indéfiniment le bail pour se procurer des moyens de subsistance (1).

Il y a une apparence de contradiction entre la solution que nous préconisons : l'exclusion des terres indigènes de la liberté des transactions, et ce que nous avons dit sur l'immatriculation de ces biens. L'immatriculation n'a-t-elle pas pour but essentiel de faciliter les transactions immobilières : aliénations et constitutions d'hypothèques ? Le propriétaire qui désire vendre ou hypothéquer sa propriété se contente d'adresser son titre au conservateur en l'accompagnant d'une formule où sont portés le nom du bénéficiaire, le prix d'achat ou le montant de la dette garantie, la dette de la transaction. Le conservateur transcrit ces indications sur la feuille contenant l'état civil de l'immeuble intéressé, rédige un nouveau titre (et un certificat pour le créancier hypothécaire), annule le précédent.

Le propriétaire peut même donner en gage son titre de propriété (c'est-à-dire sa propriété elle-même)

1. Bibliothèque coloniale internationale. Session 1899. Compte rendu. Rapport de M. Anton sur le régime foncier à Java.

pour un emprunt à court terme de quatre-vingt-dix jours. Au cas de non paiement d'une dette hypothécaire, la vente de l'immeuble engagé est très simplifiée.

Permettre aux indigènes d'user de telles facilités serait encourager leur dépossession. L'Act Torrens dont procède l'immatriculation avait été conçu pour favoriser en Australie, colonie de peuplement, l'esprit d'entreprise des colons qui cherchaient dans les achats et les ventes de terrains, une opération très lucrative.

Mais rien ne s'oppose cependant à ce qu'on applique aux indigènes un système d'immatriculation tout en leur refusant provisoirement la libre disposition de leurs terres. L'immatriculation apparaît dès lors simplement comme un excellent moyen d'attacher l'indigène au sol en entourant son travail de la sécurité la plus complète.

CHAPITRE II

LES CAPITAUX NÉCESSAIRES A L'AGRICULTURE INDIGÈNE ET LE CRÉDIT

§ 1. — *La lutte contre l'usure par le crédit à bon marché*

Les différents modes de crédit. — Le crédit immobilier et ses inconvénients. — Le crédit mobilier : prêt sur récolte et warrantage, leur insuffisance. — Le crédit personnel et mutuel. — L'esprit de mutualité chez les indigènes. — Principes essentiels des Sociétés de crédit mutuel. — Les sources du capital à prêter. — L'aide gouvernementale, le rôle de l'épargne. — Le crédit indigène à Java. — Les granges banales de village. — Le crédit dans l'Inde.

Les droits du cultivateur indigène sur la terre étant précisés et consolidés, encouragé par cette sécurité, il augmente ses efforts et veut produire davantage. Mais ne sera-t-il pas arrêté par un gros obstacle ? Pour élargir son champ, augmenter ses ensemencements, entreprendre des cultures nouvelles, pour remplacer ses outils rudimentaires par les instruments perfectionnés que nous lui conseillons, il lui faut des capitaux. L'agriculteur indigène

n'en a guère. L'épargne lui est presque totalement inconnue. Comment se procurera-t-il les sommes indispensables sans tomber au pouvoir de l'usurier?

Disons pourtant qu'il n'aura pas besoin, en général, de dizaines de milliers de francs. Pour les plus riches, 5 à 8.000 francs seront un maximum. D'abord les cultures vivrières dont quelques-unes font d'ailleurs l'objet d'un important commerce d'exportation, tel le manioc, l'arachide, le maïs, le riz, la banane, exigent peu de capitaux par rapport aux cultures dites riches. Un outillage agricole très perfectionné ne leur est pas absolument nécessaire. Elles viennent très vite; certaines racines se multiplient avec une rapidité merveilleuse. La récolte ne se fait pas attendre plus de six à huit mois. Or, ces cultures trop souvent méconnues, resteront longtemps encore le principal élément de l'agriculture coloniale. Les Gouvernements doivent s'efforcer de les développer pour combattre les trop fréquentes famines causées par l'imprévoyance des indigènes. Elles favorisent l'accroissement de la population et préparent l'avenir en rendant possibles de plus grandes exploitations de produits plus rémunérateurs: car celles-ci demandent une main-d'œuvre abondante.

Enfin, même pour les denrées de luxe, l'indigène aura besoin de peu de capitaux. Il vit de peu, son exploitation en général de quelques hectares, se fait avec l'aide de sa famille, augmentée parfois d'une

clientèle assez nombreuse d'anciens captifs. Dans certaines régions, à Madagascar et en Afrique occidentale française, les habitants d'un village se prêtent à tour de rôle une aide mutuelle. Le cultivateur indigène peut intercaler entre les plants de café, de cacao, de coton, certaines cultures qui tout en protégeant les jeunes arbustes lui fourniront des aliments. Exemple : le maïs, le bananier, les haricots, etc.

Cependant malgré leur importance relativement faible, des capitaux sont nécessaires à l'agriculteur indigène. Ils le sont en particulier lorsque, à la suite d'une mauvaise récolte ou d'un fléau, l'indigène imprévoyant se trouve réduit au dénuement le plus complet. Ils le sont encore pour la construction d'abris pour la récolte ou le bétail, pour l'achat d'outils, pour l'augmentation des troupeaux.

Aussi recourt-il fréquemment à l'usurier, lui payant des intérêts de 50 à 200 0/0, engageant les deux tiers de sa récolte sous forme de vente anticipée. Il arrive fréquemment en Afrique occidentale ou à Madagascar que des cultivateurs noirs cèdent pour 7 francs un quintal de riz qui vaudra six mois plus tard 15 francs.

L'endettement des indigènes a causé de nombreuses révoltes. On peut citer la révolte des « cipayes » aux Indes, celle du Sud-Ouest africain allemand en 1903.

La prohibition de l'usure, premier remède auquel on a songé, est tout à fait inefficace. La seule façon

de combattre ce fléau c'est de fournir aux indigènes des capitaux à bon marché, par une bonne organisation du crédit.

Ce problème présente toutefois de sérieuses difficultés. Le crédit est à court terme ou à long terme. L'indigène fait appel au premier, surtout. Mais pour un certain nombre d'agriculteurs relativement riches, il faudrait prévoir des prêts importants jusqu'à 8.000 francs par exemple, remboursables en 10 ou 15 annuités comme sous le régime de la loi française de 1910.

Le crédit peut être réel (garanti par des immeubles ou par des meubles) ou personnel.

Le crédit hypothécaire est de tous les modes de crédit, celui auquel on pense le plus couramment. Cependant, même assis sur un excellent régime foncier, il ne nous paraît pas convenir aux indigènes. Il nécessite des formalités trop compliquées pour eux, des déplacements ennuyeux, des frais accablants. En Afrique occidentale française il est inconciliable avec le caractère inaliénable des tenures indigènes. L'incertitude qui pèsera longtemps encore sur les propriétés indigènes, jusqu'à ce qu'elles soient délimitées et immatriculées, rend le crédit immobilier très onéreux. Les indigènes le pratiquent à Madagascar sous la forme d'une sorte de nantissement immobilier improprement appelé « vente à rachat » et rappelant l'antichrèse. L'emprunteur cède à son

prêteur la jouissance de sa terre jusqu'à remboursement de la somme prêtée. Il s'en trouve en fait définitivement exproprié. Privé de ses moyens de production, il ne peut reprendre son bien. L'ancien propriétaire devient alors un fermier.

Le danger des prêts sur gage immobilier est tel que la Hollande et l'Angleterre les ont interdits aux indigènes dans leurs colonies de l'Inde et de Java.

Enfin, le crédit hypothécaire est inaccessible aux fermiers et aux métayers, à ceux qui ont le plus besoin de crédit.

Le crédit mobilier se présente comme un complément du crédit personnel lorsque le créancier demande comme gage à son débiteur sa récolte à venir. Cette récolte ne constitue pas un gage bien sûr. Elle est sujette à de nombreux aléas : sécheresse, inondation, baisse des cours. Sans doute on peut essayer de pallier cet inconvénient en n'acceptant en garantie, que des récoltes déjà pendantes et pour le tiers seulement de leur valeur probable. Ces précautions sont prévues par la législation des banques de nos vieilles colonies (lois du 11 juillet 1851, du 24 juin 1874, du 13 décembre 1901). Mais alors, le cultivateur ne profite que d'un crédit de quatre mois : c'est peu. De plus, c'est précisément pour préparer cette récolte qu'il a généralement besoin d'argent. Mais si la Banque comme celle de l'Indo-Chine (décret du 21 janvier 1875 et arrêté du 21 avril 1876)

se contente de récoltes non encore pendantes, sa garantie est presque illusoire, exposée à la mauvaise foi des emprunteurs.

Le crédit sur récoltes, fait par les banques coloniales, coûte relativement cher à cause des frais de renseignements sur la solvabilité de l'emprunteur, des frais d'expertise si la récolte est pendante, des risques énormes si elle est future, des frais de surveillance au moment de la récolte.

De plus, la fixité des échéances gêne beaucoup l'indigène habitué à l'apparente longanimité de l'usurier. Celui-ci sait attendre le bon moment, une bonne récolte.

Les longues stations dans des bureaux très éloignés, les formalités auxquelles il ne comprend rien, le rebutent. Il aime mieux retourner à l'usurier qui, lui, se contente d'une signature au bas d'une feuille de papier, ou d'un engagement devant témoins.

Il faut donc fournir au cultivateur indigène le crédit sur place et à proximité de sa résidence.

Pour terminer cette revue des différentes modalités de crédit réel auquel l'agriculteur indigène pourrait recourir, disons quelques mots des magasins généraux et du warrantage.

Lorsque le cultivateur a fait sa récolte, il lui arrive presque toujours, sous la pression du besoin et faute de locaux pour l'abriter, de la vendre à vil prix. S'il existait au contraire non loin de ses champs, de

vastes magasins où il déposerait ses produits en lieu sûr, il pourrait obtenir une avance sur leur prix de vente en attendant le moment favorable pour les écouler. Mais si des magasins « communs » sont appelés à rendre de grands services en permettant la constitution d'importantes réserves à convertir en avances de grains et de semences aux agriculteurs dans le besoin, le warrantage lui-même est un mode de crédit insuffisant. Dans une mauvaise année, l'indigène n'aura pas de récolte à donner en gage. Il peut aussi avoir besoin d'argent à l'époque des semailles pendant le cours de l'année.

Ainsi le crédit immobilier est dangereux, le crédit mobilier insuffisant. L'indigène peut-il bénéficier d'un crédit personnel sans recourir à l'usurier ?

Seul le crédit mutuel le lui procurera et pour un taux très faible.

La mutualité n'est pas une création des temps modernes ou de notre civilisation. On la trouve deux cents ans avant Jésus-Christ chez les Athéniens. On la rencontre aussi bien chez les Malgaches que chez les noirs de l'Afrique occidentale française. Mais cet esprit de solidarité dont la source est dans la charité, la religion, ou bien dans la nécessité instinctive de l'aide réciproque entre gens de même tribu, reste le plus souvent sans forme définie.

C'est au peuple organisateur de leur révéler les avantages d'une mutualité organisée. Aussi doit-on

s'efforcer d'étendre aux indigènes les bienfaits constatés en Europe des associations de crédit mutuel agricole. Il ne s'agit évidemment pas de promulguer simplement les lois de 1894, 1899, de 1910 dans nos colonies. On doit seulement leur emprunter les principes généraux et les dispositions compatibles avec l'état social des indigènes.

Les sociétés indigènes de crédit mutuel agricole réaliseront le crédit personnel basé sur la solidarité de leurs membres. Ceux-ci appartiendront à une même commune. Il faut qu'ils se connaissent bien, qu'ils constituent une sorte d'union familiale. Dans ce cadre restreint beaucoup d'entre eux seront même unis par les liens du sang. Chacun des associés se présente à tour de rôle comme emprunteur et comme prêteur. La société ne distribue aucun dividende. L'intérêt modéré qu'elle demande aux emprunteurs sert logiquement à l'augmentation du capital et à la diminution éventuelle du taux de cet intérêt.

Mais comment constituera-t-on le fonds de roulement de la société? On pense tout d'abord à l'État. Les progrès de l'agriculture indigène, à laquelle est étroitement liée la question du crédit, présentent, nous le savons, un intérêt social de premier ordre. Mais l'aide pécuniaire du Gouvernement ne doit pas se manifester sous forme de subventions. Ce serait s'engager sur une pente dangereuse et rendre un mauvais service aux intéressés. Il importe beaucoup

de ne pas habituer l'indigène à trop compter sur l'État, à le considérer comme la Providence toujours prête à le tirer d'embarras. De plus, la subvention porte au gaspillage. C'est donc sous la forme d'avances remboursables que l'État doit aider à la constitution du capital des sociétés mutuelles.

Mais partout où l'idée coopérative est appliquée, c'est l'épargne qui fournit le principal apport à l'association mutuelle. Cet apport se fera d'abord sous forme de cotisation mensuelle ou annuelle au moment de la récolte. De plus, il faudrait pouvoir amener l'indigène à déposer ses moindres petites sommes disponibles. L'indigène porterait ses gros sous chez le caissier ou chez un délégué de sa section qui lui remettrait des bons détachés d'un cahier à souche. Puis ces bons seraient échangés contre un livret de caisse d'épargne lorsqu'ils auraient atteint 1 franc. Le fonds de roulement de la société trouverait là un aliment très appréciable. Enfin, les intérêts des sommes prêtées aux associés viendraient peu à peu grossir sensiblement ce fonds.

Le crédit indigène à Java (1). — Le Gouvernement hollandais s'est vivement préoccupé de combattre l'usure à Java. A plusieurs reprises, il a consenti des avances directes aux cultivateurs indigènes. Mais

1. Bibliothèque coloniale internationale. Comptes rendus des sessions de 1907 et 1908. Discussion sur le crédit aux indigènes.

ce n'était là qu'un moyen de fortune. Le Gouvernement ne pouvait pas servir de banquier perpétuel à ses sujets. Une étude sérieuse de la question aboutit à la création de *granges banales* (1) de village où les cultivateurs déposent le surplus de leurs récoltes. Ces granges font des avances de riz aux paysans, remboursables après la récolte avec une majoration correspondant à la différence assez considérable de la valeur du riz avant et après la récolte. Cette prime contribue à alimenter le fonds de roulement de l'association. Celle-ci recourt surtout à des emprunts faits à des banques agraires. Il y en eut d'abord une par « division », puis les banques régionales furent transformées en banques centrales. Les fonds appartenant aux granges communales doivent y être déposés. Le capital de ces banques est constitué : 1° par les primes obligatoires payées par les emprunteurs ; 2° par les dépôts volontaires ; 3° par les versements des actionnaires ; 4° par les avances du Gouvernement. Cette organisation, bien qu'assez récente, semble avoir donné de bons résultats.

La grange ne fait pas seulement des avances en nature à ses affiliés, mais aussi des prêts en argent. La prime ou intérêt en nature payée par l'emprunteur permet de constituer rapidement un stock impor-

1. Bibliothèque coloniale internationale, année 1908 : exposé de M. Deventer.

tant de denrées dont on vend une partie. La grange banale devient donc une banque de village.

Aucune garantie hypothécaire n'est exigée.

L'administration des granges de village nécessite une attention rigoureuse. Elle est assurée par un conseil d'indigènes contrôlé par une commission également indigène, mais nommée par le Gouvernement. A la fin de 1907 il y avait 44 banques agraires, 7.500 granges banales disposant de 3 millions de florins.

Le crédit indigène aux Indes. — Aux Indes britanniques (1), la question du crédit agricole est aggravée par des considérations politiques. L'hypothèque, fléau de l'agriculture, aurait pour résultat de faire passer la propriété de la terre entre les mains des commerçants et des hommes de loi. Aussi le Gouvernement britannique a-t-il voulu prévenir ce danger, très grave dans ce pays de caste, en défendant aux cultivateurs d'hypothéquer leurs terres à des non-agriculteurs. Pour procurer des capitaux à ses sujets, il a institué des banques agraires.

De plus, il existe déjà notamment dans la province de Madras, des institutions de crédit que les indigènes ont eux-mêmes créées. Depuis longtemps du reste, les habitants d'un même village pratiquaient entre

1. V. Bibliothèque coloniale internationale. Compte rendu de la session de 1905. Rapport sur le crédit aux indigènes. Dr A. Zimmerman.

eux le crédit mutuel. Cinquante associés s'engageaient par exemple à se prêter 1 roupie à tour de rôle, soit 50 roupies chacun.

§ 2. — *Les sociétés indigènes de prévoyance et de crédit agricole mutuel. — Sociétés types de l'Algérie.*

L'initiative du Général Liébert. — L'organisation et le fonctionnement de la société créée par lui. — Son succès. — La multiplication des sociétés analogues. — Leur importance; leurs attributions variées. — Leur extension désirable.

La France a devancé la Hollande et l'Angleterre pour l'organisation du crédit agricole mutuel indigène.

C'est en Algérie que les premières sociétés indigènes de prêt mutuel agricole furent fondées. Nous allons les étudier rapidement car elles ont servi de modèles à celles de l'Afrique occidentale française. Dès l'année 1868, le général Liébert avait créé en Algérie, dans la commune de Milianah, une société de crédit et de secours mutuel. Il utilisait les greniers de réserve indigènes qui, alimentés par de riches aumônes, servaient autrefois à venir en aide aux pauvres atteints par la disette, aux cultivateurs dépourvus de semences. Le succès immédiat qu'il obtint s'explique principalement par les deux horribles famines qui venaient de décimer la population arabe en 1866 et 1867.

Le fonds de roulement de la société était constitué ;

1^o par une cotisation de 1 franc par mois, ou le versement d'une quantité de grains équivalente (1) ; 2^o par des dons ; 3^o par le montant des amendes dues par les habitants de la commune ; 4^o par le montant de l'intérêt annuel payé par les emprunteurs en nature ou en argent ; 5^o par des subventions diverses. Le chef-lieu de la commune était le siège de la société. Mais chaque tribu ou douar comprenait une section. Dans chaque section, il y avait un conseil de société présidé par l'adjoint indigène et comprenant huit membres au moins, nommés pour trois ans par le préfet sur la présentation de l'administrateur de la commune. Au siège de la commune, un conseil d'administration devait réunir tous les adjoints indigènes. Son président était choisi par le préfet sur une liste de trois membres présentés par la commission municipale. Chaque sociétaire possédait un livret où figurait son compte personnel, c'est-à-dire les versements effectués par lui et ses emprunts.

La société ne pouvait distribuer aucun dividende ; elle ne consentait ses prêts que pour un délai maxi-

1. Le Gouverneur général de l'Algérie a rappelé, à juste titre, dans plusieurs circulaires récentes, la nécessité de constituer de fortes réserves en nature. En effet, sans cette précaution, les sommes qui devraient être prêtées par la société pour l'achat de semences dans une mauvaise année seraient considérables, car les grains atteignent alors des prix très élevés. De plus, les prêts en nature évitent le gaspillage.

mum de trois ans. En général, elle prêtait seulement jusqu'à la prochaine récolte. Le conseil de société appréciait les besoins et la solvabilité de l'emprunteur.

Indépendamment des prêts, des secours gratuits pouvaient être distribués aux plus pauvres dans les très mauvaises années, ce qui constituait une excellente propagande pour la société.

Le succès de cette société de Milianah, détermina la fondation d'associations similaires. Elles prirent bientôt un développement considérable. En 1887, on en comptait 44 avec un capital de 1.700.000 francs ; en 1890 : 70 avec un actif de 4 millions et composées de 159.588 membres. En 1908, il y avait 515.269 sociétaires pour 192 sociétés, et 18.269.071 francs de capital. Ces 515.269 membres, tous agriculteurs mâles, représentaient la moitié de la population indigène agricole.

En 1890, les sociétés algériennes de prêt mutuel indigène, avaient avancé 1.668.518 francs ; en 1908, ce chiffre s'élevait à 6.158.691 fr. 27 (1).

Les ressources modestes de ces sociétés ne leur permettent malheureusement pas de faire des prêts de longue durée (2) et de suffire à tous les besoins.

1. Varnier, Rapport sur les opérations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêt mutuel des communes d'Algérie (1908).

2. Un certain nombre de sociétés, notamment dans le département d'Oran, ont toutefois permis à beaucoup de leurs membres

Aussi le gouvernement songea-t-il à les compléter par des *caisses* rappelant celles créées dans la Métropole par la loi de 1899. Soixante caisses locales et huit régionales ont été instituées en Algérie. Elles puisent leurs ressources dans les avances gratuites de la Banque d'Algérie. En Tunisie, des établissements analogues ont été fondés. La Banque d'Algérie avait d'ailleurs proposé pareil concours pour les sociétés indigènes de prévoyance lors de leur fondation. Elle demandait seulement que les fonds de réserve de ces sociétés fussent déposés dans ses caisses. Le gouvernement refusa.

Les sociétés algériennes ont des attributions variées : elles sont tout à la fois sociétés de secours, puisque les associés pauvres obtiennent une aide gratuite; sociétés d'épargne, puisqu'en cas de démission pour des raisons acceptables ou pour changement de commune, un associé rentre en possession de l'intégralité de ses versements; coopératives de production pour l'amélioration des produits, puisque les semences qu'elles remettent à leurs membres sont sélectionnées; et enfin sociétés de crédit mutuel.

Voici d'ailleurs comment la loi de 1893 (14 avril), reconnaissant la personnalité civile aux sociétés de crédit indigène, définit leur but : Article premier :

d'acheter des charrues, des herses, des rouleaux (Varnier, Rapport, 1905-1906).

« Ces sociétés ont pour but de venir en aide, par des secours temporaires, aux indigènes, ouvriers agricoles ou cultivateurs pauvres, gravement atteints par la maladie ou par les accidents ; de permettre, par des prêts en nature ou en argent, aux indigènes fellahs ou khammès, de maintenir ou de développer leurs cultures, d'améliorer ou d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux.

Ces organismes judicieux, conçus par la sagesse du général Liébert, sont appelés à rendre les plus grands services dans nos diverses colonies, en particulier à Madagascar, en Afrique occidentale française, où l'habitude de la vie en commun, la confiance dont jouit le chef de village offrent un terrain propice aux idées de mutualité. Deux colonies de l'Afrique occidentale française ont déjà suivi l'exemple de l'Algérie : le Sénégal et la Guinée et le gouvernement général manifeste l'intention de multiplier rapidement les sociétés indigènes de prêt agricole mutuel sur tout le territoire du « groupe ».

Nous souhaiterions les voir partout compléter par des coopératives d'achat et de vente et par des mutuelles-labours. L'achat en commun d'instruments aratoires, d'engrais, de machines de transformation, telles que décortiqueuses pour le riz et l'arachide, serait une source de notables économies. La vente en commun leur permettrait de s'affranchir d'intermédiaires coûteux et souvent malhonnêtes. Quant

aux mutuelles-labours, ce sont des sociétés qui permettent aux associés de se prémunir contre les fléaux agricoles par les revenus d'un champ social cultivé en commun. Les disponibilités de cette association peuvent servir à fonder des « caisses » ou sociétés de crédit mutuel ou encore à acheter des instruments agricoles : extirpateurs, semoirs, trieuses, etc., etc. Sous l'impulsion du gouvernement, douze de ces sociétés ont été créées dans le département de Constantine (Algérie), en 1910-1911. Les produits des champs mutuels auraient déjà fourni, en 1912, un capital de près de 100.000 francs.

En réunissant en un seul faisceau les sociétés indigènes de crédit mutuel, les coopératives d'achat et de vente, les mutuelles-labours on réaliserait pour le plus grand bien de tous la « commune rurale ».

Les sociétés mutuelles agricoles de crédit, assurance, secours et production développent l'esprit de solidarité. Elles contribuent puissamment par la fusion des intérêts au rapprochement des races si divisées dans la plupart de nos colonies d'Afrique. Elles combattent l'égoïsme.

La tâche de l'administration ne sera pas finie lorsqu'elle aura consolidé les droits de l'indigène sur la terre et mis à sa portée, une source de crédit à bon marché. Il lui faudra s'efforcer encore d'améliorer la production des indigènes par un ensemble de mesures.

Il devra diriger, prendre même à sa charge certains travaux d'amélioration foncière. Il lui faudra, enfin, faciliter l'écoulement de leurs produits par la construction de routes et de chemins de fer sans lesquels aucun développement économique n'est possible.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION DU SERVICE DE L'AGRICULTURE ET L'AMÉLIORATION DES CULTURES INDIGÈNES

Nécessité urgente de l'éducation agricole des indigènes basée sur des recherches scientifiques. Danger des innovations hâtives ; utilisation des procédés indigènes améliorés. — Le programme à remplir : l'extension, l'amélioration des cultures existantes, l'adoption de cultures nouvelles. — Les expériences agricoles et la vulgarisation.

L'importance de cette question n'échappera à personne. L'avenir de l'agriculture indigène et de nos colonies s'y trouve étroitement lié. .

On ne doit pas laisser les indigènes livrés à eux-mêmes. La négligence de l'administration amènerait à brève échéance la dégénérescence de certaines plantes qui font la richesse de nos possessions. Le commerce de l'arachide, fortune du Sénégal, a subi il y a quelques années une crise grave parce qu'on n'avait pas suffisamment étudié les moyens de lutte contre les parasites. Le palmier à huile, qui doit enrichir la Côte d'Ivoire et surtout le Dahomey, est exploité d'une façon très imprévoyante et alarmante pour l'avenir.

L'éducation des indigènes doit être basée sur des recherches scientifiques. Il faut toutefois se garder des conclusions et des innovations hâtives. Méfions-nous de ces préjugés si répandus, que les pratiques agricoles des indigènes sont absurdes. Beaucoup d'entre elles ont certainement un caractère assez rudimentaire. Mais, bien souvent, elles conviennent à une nature très spéciale. « Qu'un champ labouré profondément, bien ameubli et bien fumé donne une récolte inférieure à celui du voisin noir qui s'est contenté de gratter la terre et d'ensouir les semences d'un coup de talon, cela paraît paradoxal et cela s'est produit bien souvent au grand étonnement des intéressés » (1).

Aux Indes britanniques comme en Tunisie, l'agronomie subit un échec humiliant en voulant employer les méthodes culturales des peuples européens. Un membre de l'Institut Colonial International faisait dans l'une de ses sessions la communication suivante : « En Tunisie, des charrues perfectionnées défoncèrent le sol à 60 centimètres. On obtint d'abord des récoltes superbes. Les épis étaient lourds et renfermaient deux fois autant de grains que les épis indigènes. Mais la deuxième année fut moins brillante, la troisième désastreuse. La terre ne produisait plus rien. »

1. Henry (Yves), *le Coton en Afrique occidentale française*, 1906, p. 165.

En Afrique occidentale, les mêmes erreurs ont abouti aux mêmes échecs. On a enfin découvert que c'était là un phénomène bien simple, la charrue ramenait du sous-sol une terre inerte, dépourvue de ferments. Nous n'avons pas l'intention de démontrer la supériorité de la houe primitive de l'indigène sur la charrue européenne. Seulement la charrue européenne doit être adaptée aux nécessités du milieu et corrigée en conséquence. Il en va de même des autres procédés culturels d'Europe, que nous serions tentés d'imposer aux indigènes. On ne devra chercher à leur faire adopter des instruments nouveaux qu'après avoir reconnu d'une manière irréfutable qu'ils sont susceptibles de produire de bons résultats (1).

Au lieu de bouleverser complètement leurs habitudes il vaut bien mieux s'attacher à tirer le meilleur parti des usages agricoles qu'une expérience séculaire leur a fait adopter. « Dans le chaos des procédés routiniers de ces peuples primitifs », écrit M. Chevalier, le savant bien connu, « nous découvrirons quantités de pratiques judicieuses que nos agents d'agriculture devraient ne pas méconnaître. C'est alors seulement qu'ils pourront chercher à perfectionner les méthodes du pays » (2).

En résumé, le principe qui doit guider les agents

1. Adam, *l'Arachide*, 1908, p. 196.

2. Aug. Chevalier. Conférence à l'Institut Colonial de Marseille (*Revue Indigène*, année 1911, p. 676).

agricoles c'est une *surveillance scientifique des cultures faites à la mode indigène*.

Il s'agit : 1° d'étendre les cultures existantes ; 2° de les améliorer afin d'obtenir de plus forts rendements ; 3° de provoquer des cultures nouvelles dans la mesure où le permettent le sol et le climat. Pour remplir ce programme il faut des études assidues, poursuivies avec méthode dans des établissements scientifiques. Puis, lorsque des solutions précises auront été obtenues il faudra les vulgariser parmi les indigènes.

Le Service de l'agriculture indigène comprendra donc deux catégories d'établissements.

I. — Ceux qui sont consacrés aux recherches techniques telles que : l'étude des rapports de la végétation des espèces avec la nature des différents sols et les conditions climatiques, celle des meilleures méthodes de culture, l'étude des maladies des plantes, etc.

Ces établissements seront : a) les jardins botaniques ; b) les champs d'expériences ; c) les fermes modèles.

II. — Ceux qui ont pour but la vulgarisation agricole proprement dite. Ce seront à divers degrés :

a) Les écoles professionnelles d'agriculteurs indigènes ;

b) Les fermes écoles régionales ;

c) Les plantations modèles de village.

§ 1. — *Recherches et expérimentations agricoles*

L'exemple de l'étranger. — Une organisation type : Jardin central, champs d'expériences spécialisés, fermes modèles.

La nécessité d'une organisation méthodique de l'agriculture coloniale se fait très vivement sentir.

Quelques essais ont été faits dans ce sens. Mais nos colonies sont loin de posséder un ensemble de services agricoles satisfaisant. Depuis la fin du xix^e siècle plusieurs d'entre elles possèdent des jardins d'essai. Le général Galliéri, un des premiers entrés dans cette voie, avait doté Madagascar de grandes stations d'études agricoles. Cependant ces établissements n'étaient en réalité que des sortes de jardins d'amateur où l'on poursuivait de coûteuses recherches de plantes rares, d'espèces nouvelles, des plus diverses. De grands progrès ont été réalisés il est vrai et nos colonies de l'Afrique occidentale française, de Madagascar, ont aujourd'hui quelques « stations » où l'on fait des expériences sérieuses et pratiques.

Aucune de nos possessions n'est malheureusement pourvue d'un établissement analogue au célèbre Institut javanais de Buitenzorg, aux admirables jardins de Paradenya (près Kandi) à Ceylan, à ceux de Singapour, de Calcutta.

C'est grâce aux travaux poursuivis dans les jar-

dins de Paradenya que l'Angleterre a introduit à Ceylan le thé, le quinquina, le cacao, le caoutchouc. Le quinquina fut pendant longtemps la principale production de ce pays. Le thé occupe aujourd'hui le premier rang dans ses exploitations. Enfin le caoutchouc tient l'une des premières places dans les industries singalaises. Ces jardins ont sauvé Ceylan de la ruine en le guérissant de la crise du café. L'ancien directeur des Jardins Royaux de cette colonie, le Dr Willis, écrit : « Privé de l'aide des jardins botaniques, Ceylan serait resté une possession indigène médiocre sans aucune importance industrielle. »

Java, « la gloire et la parure de l'Empire néerlandais » (1) doit au célèbre Institut de Buitenzorg ses riches plantations de quinquina, de caoutchouc, son excellent tabac. Le caoutchouc de Java obtient de nos jours les cours les plus élevés du marché mondial : d'origine brésilienne, il avait été acclimaté dans cette possession hollandaise par les jardins de Buitenzorg.

En 1913, la Hollande dépensait pour son département spécial de l'agriculture coloniale la somme de 10.820.000 florins ; 109.000 florins sont réservés à l'achat de semences et d'instruments aratoires à répartir parmi la population. La vulgarisation agri-

1. J. Chailly, *Java et ses habitants* (Préface de la dernière édition 1914).

cole joint à elle seule d'un crédit de 115.505 florins (1). L'Institut botanique de Buitenzorg coûte 500.000 francs par an. Nos services agricoles ne sont, certes, pas si richement dotés.

Il faudrait à chacun de nos groupes de colonies :

a) Un grand jardin colonial chargé de centraliser les recherches, de constituer des collections importantes, pourvu de laboratoires et de vastes pépinières ;

b) Au-dessous de cet établissement central on entretiendrait dans les principaux centres agricoles de chaque colonie des *champs d'expérience* de plusieurs hectares, ayant pour objet d'étudier et d'améliorer les principales cultures de la région et au besoin d'acclimater, de répandre les plantes étrangères convenant tout particulièrement au pays. Le jardin central les pourvoirait de graines améliorées et sélectionnées.

Ces champs d'expériences doivent être spécialisés. Une des causes du retard de notre agriculture coloniale c'est, nous dit M. le professeur Perrot, que l'administration n'a pas encore compris l'importance primordiale du perfectionnement des cultures particulières à chaque colonie au lieu de disséminer les efforts et les capitaux à la recherche de tout ce qui pourrait être intéressant à entreprendre » (2).

1. J. Chailly, *Java et ses habitants*, 1914 (préface).

2. *Quinzaine coloniale*, année 1914.

La coexistence dans une même station d'arachides, de manioc, de café, de riz, de cacao, ne permet point de suivre chacune de ces plantes avec l'attention désirable.

Il faudrait une station pour l'arachide, une autre pour le caoutchouc, une pour les fruits, une pour les cacaoyers (comme celle de la Gold-Coast), une pour les palmiers à huile au Dahomey, une pour le cotonnier sur les bords du Niger. On pourrait toutefois réunir dans un même champ d'expériences des cultures similaires comme le café, le cacao. Nos gouverneurs sont d'ailleurs entrés dans cette voie. On peut citer comme stations spécialisées celle de Banfora, pour la culture des lianes à caoutchouc, dans le Haut-Sénégal et Niger ; celle de M^r Bambey, pour l'arachide, celle de Nanisana, à Madagascar, pour le riz.

c) Enfin, pour compléter cette organisation, il serait bon d'installer dans chaque village important de petites *fermes modèles* de 1 à 3 hectares spécialement affectées à la culture d'une ou de deux des meilleures plantes à développer aux environs. Cette culture modèle devrait être faite dans les conditions normales de la production locale. Les fermes modèles seraient entretenues par la collectivité des indigènes sous la direction d'agents de culture. Les cultivateurs y trouveraient des semences et des plants gratuits. Les sommes provenant de la vente des pro-

duits de ces fermes serviraient à récompenser les agriculteurs les plus méritants, en particulier ceux qui auraient obtenu dans leurs champs les plus beaux résultats. On arriverait ainsi à répandre jusque dans les villages les plus reculés les cultures les plus avantageuses pour les indigènes et pour la colonie.

§ 2. — *L'Enseignement et la vulgarisation agricole*

La formation d'agents de culture indigène et de moniteurs dans les fermes-écoles, leur rôle. — Les jardins scolaires.

La vulgarisation agricole prendra sa source dans les divers établissements que nous venons d'étudier.

a) Au jardin central du chef-lieu de la colonie serait annexée une grande ferme-école ayant pour but de former des agents de culture indigènes recrutés parmi les fils ou les parents de notables indigènes, déjà munis d'une instruction élémentaire. Leur apprentissage essentiellement pratique durerait trois ans environ.

Ils seraient chargés, en collaboration avec le personnel européen en nombre toujours insuffisant, de l'aménagement des champs d'essai régionaux, de faire des tournées d'enseignement, de faciliter la formation de sociétés indigènes de prévoyance et de prêt mutuel et d'en surveiller le fonctionnement, d'instruire des moniteurs.

b) Ces moniteurs seraient choisis parmi les jeunes indigènes ayant appris à l'école les rudiments de notre langue et possédant déjà quelques bonnes notions pratiques d'agriculture, puisées dans les *jardins scolaires* (nous en reparlerons bientôt).

Ils feraient dans les champs d'expériences régionales ou plutôt dans les fermes-écoles annexes, un stage de deux ans environ. Il y aurait des moniteurs fixes et des moniteurs mobiles. Les premiers demeureraient dans les champs d'essai ou les fermes modèles de village. Les seconds auraient pour fonction de surveiller les cultures indigènes, de faire des démonstrations aux cultivateurs dans leurs propres champs en travaillant de leurs propres mains, de leur donner tous les conseils utiles sur les meilleures variétés à cultiver, sur la préparation des produits de la récolte, etc. Dans la mesure du possible on les nommerait dans leur pays d'origine, à proximité de leurs champs de famille. Là, mettant en pratique leur connaissance, ils prêcheraient par l'exemple « qui fournit toujours les meilleurs leçons. »

Les fermes-écoles pourraient également recevoir des fils de notables désireux de transformer leurs plantations en exploitations modernes. Par leur exemple, ils exerceraient aussi la plus salutaire influence sur l'amélioration de l'agriculture.

De ces écoles rurales pourraient sortir encore d'excellents régisseurs pour les riches agriculteurs.

Il y aurait intérêt à ne déplacer que rarement les agents de culture. C'est une condition de continuité dans les méthodes et les observations, le meilleur moyen de les intéresser à leur tâche. Pour stimuler leur zèle, il faut leur donner le sentiment qu'ils font œuvre personnelle.

Jardins scolaires. — L'éducation agricole des indigènes peut se faire dès leur jeune âge à l'école. Celle-ci devrait disposer d'un large jardin où les maîtres intéresseraient leurs élèves aux principales cultures du pays. On leur apprendrait à tracer un sillon, à planter rationnellement certains arbres de première importance comme le cotonnier, le kolatier, le palmier à huile et divers arbres fruitiers. On les initierait à la culture maraîchère. La vente de leurs petites récoltes servirait à couvrir une bonne partie de leurs frais de pension. Ces sortes de coopératives d'enfants seraient une excellente préparation pour les sociétés de prévoyance et de prêt mutuel et toute autre forme de mutualité rurale.

Les jardins scolaires formeraient en outre une véritable pépinière de futurs agents ou moniteurs de culture connaissant suffisamment notre langue.

Telles sont, dans leur ensemble, les diverses institutions que devrait comprendre, selon nous, une bonne organisation du service agricole dans nos colonies. Nous croyons fermement que ces procédés

détermineraient un grand progrès dans l'agriculture indigène.

§ 3. — *La Méthode de l'obligation*

Lenteur des progrès des cultivateurs indigènes. — La Métropole a hâte de récolter le fruit de ses efforts. — Faut-il leur imposer la culture des riches denrées d'exportation ? — Différence entre la méthode de l'obligation et le « système des cultures forcées. » — L'application du procédé par le général Galliéni à Madagascar, par le Gouverneur Angoulvant à la Côte d'Ivoire. — Les objections. — Dangers, inconvénients de la contrainte. — Lenteur inévitable des progrès agricoles même en Europe. — Ni laisser faire, ni contrainte. — La « pression » administrative. — L'influence de l'exemple. — La méthode de l'obligation n'est appliquée qu'aux populations réfractaires. — Mais nous devons provisoirement concentrer nos efforts sur les meilleurs centres de population.

Nous ne nous faisons aucune illusion sur la rapidité avec laquelle le cultivateur indigène évoluera. Ce n'est pas au bout d'une dizaine d'années que la majorité de nos sujets adopteront les méthodes perfectionnées, les cultures soignées que nous leur préconisons. Et surtout il ne faut pas espérer voir dans un court laps de temps des plantes riches, mais difficiles comme le cacao, la vanille, le café, couvrir les territoires de l'Afrique occidentale française, de Madagascar. Ces arbres ne fructifient qu'au bout de longues années. L'indigène n'en comprend pas tous les bénéfices à venir. Il n'a pas la patience d'attendre si

longtemps : le riz, l'arachide, le maïs fournissent une récolte en six mois.

Mais la Métropole n'est-elle pas pressée de rentrer dans ses déboursés ? Ne peut-elle pas vaincre l'indifférence des indigènes en leur prescrivant la culture des riches denrées d'exportation ? Nous touchons ici à l'un des plus graves problèmes qui se soient posés aux nations colonisatrices. Il se rattache au fond à l'éternelle controverse sur la manière forte ou la manière douce, sur les bienfaits de la contrainte ou les vertus de la liberté.

En matière d'agriculture coloniale, c'est dans ces derniers temps seulement qu'on a soulevé la question de savoir si dans l'intérêt de la colonie et des indigènes eux-mêmes, il ne fallait pas recourir à la coercition.

Les « cultures forcées » de Java et du Congo belge n'étaient qu'un système d'exploitation des indigènes au profit de l'État. La « méthode de l'obligation » laisse à ces derniers le bénéfice du travail qu'on leur impose pour le bien de tous.

Le général Galliéni fut le premier à l'appliquer. Dès 1897 il posait le principe de l'obligation pour tout Malgache de cultiver certaines plantes. La circulaire du 26 mai 1898 invitait les administrateurs de l'Imérina et du Betsiléo à faire procéder pour chaque Malgache du sexe masculin de seize à soixante ans à la plantation annuelle d'un caféier et

d'un mûrier blanc (Rapport 1890-1899). Le général dut sans doute renoncer à ce système, car le rapport de 1899 à 1905 n'en parle plus. Et depuis lors nous n'en trouvons la trace dans aucun document sur Madagascar.

C'est à la Côte d'Ivoire que la méthode devait recevoir pour la culture du cacaoyer sa pleine application. Elle a jusqu'ici produit des résultats appréciables. A l'arrivée de M. Angoulvant dans la colonie (mai 1908), la Côte d'Ivoire n'exportait que 2.733 kilos de cacao. En 1914 elle « fêtait la sortie de ses 100 premières tonnes » (1).

Faudrait-il généraliser la méthode ? Les partisans du système préviendront le reproche de tyrannie en rappelant toutes les contraintes auxquelles les peuples civilisés doivent se soumettre. Les « libéraux » les plus convaincus ne protestent pas contre l'obligation imposée aux ouvriers et aux paysans pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de treize ans au lieu de les employer à un travail rémunérateur.

Voici toutefois ce qu'on peut objecter à la méthode de l'obligation. La culture obligatoire passe aux yeux des indigènes pour une nouvelle corvée. Elle est de nature à nous aliéner chaque jour davantage les populations de nos colonies ; et si on la pousse à l'extrême, à provoquer des révoltes.

1. Brochure *Sur la culture du cacao à la Côte d'Ivoire*.

Les moindres échecs subis par le cultivateur indigène se retourneront contre nous. Il ne faut pas que celui-ci croie que nous l'avons induit en erreur. Une mauvaise récolte, une mévente prolongée nuiraient considérablement à notre prestige. L'administration n'est pas infaillible. Il peut lui arriver d'imposer à certaines contrées des cultures ne leur convenant pas. « Nous avons déjà commis dans cet ordre d'idées des fautes lourdes » (1) disait à l'Institut colonial de Marseille M. Aug. Chevalier. En certains pays « nous avons engagé l'indigène à faire des plantations d'essence à caoutchouc sans être assurés préalablement si ces plantations seraient rémunératrices ». Et il ajoutait : « Des essais malheureux tentés dans ces conditions peuvent être néfastes même au point de vue politique. »

La méthode de l'obligation a pour but de brusquer l'essor de l'agriculture indigène. A-t on vraiment le droit de se montrer très impatient parce que les indigènes hésitent à accepter nos innovations, quand, en France même, de nombreux paysans refusent obstinément d'abandonner des pratiques condamnées depuis cinquante ans. « Il suffit de lire attentivement l'histoire agricole de n'importe quel pays d'Europe, écrit un directeur d'agriculture coloniale (2), pour

1. Conférence à l'Institut colonial de Marseille (*Revue indigène*, 1911, p. 676).

2. Yves Henry, *le Coton en Afrique occidentale française*, p. 165.

comprendre combien est difficile à convaincre la masse des producteurs terriens, quelle résistance elle oppose à la vulgarisation des procédés nouveaux, de cultures nouvelles, si simples et si utiles soient-elles. »

La méthode de l'obligation risque de nous entraîner très loin. L'obligation de culture amène le contrôle des soins d'entretien, la réglementation de la vente du produit pour assurer sa bonne qualité et son renom, etc. Où s'arrêtera-t-on ? C'est un colbertisme, un colbertisme aggravé.

La contrainte ne peut pas tout. Elle peut bien se briser contre la force d'inertie. Ou bien encore, très souvent nous ne serons obéis qu'en apparence. L'indigène, à contre-cœur, avec colère même, créera les plantations exigées. Mais aussitôt qu'il ne se sentira plus surveillé, il négligera ses belles cultures.

Un auteur anglais bien connu écrivait : « Essayer de révolutionner les conceptions de ces peuples en quelques années est folie ; essayer de les conduire par des mesures coercitives constitue une politique à la fois immorale, à courte vue et désastreuse » (E.-D. Morel, *Affairs of Africa*).

En outre, des auteurs considérables se demandent si l'on n'exagère pas l'importance de certaines cultures dites riches dont on veut à toute force couvrir nos colonies ? « Ce n'est nullement un mal, écrit M. Leroy-Beaulieu, qu'on ne puisse pas disperser

actuellement sur toute la surface de l'Afrique des plantations de café, de cacao auxquelles on attache une importance si enfantine » (1); et ailleurs : « L'avenir de la colonisation en Afrique ne dépend pas de la création artificielle de cafées, de cacaoyères, vanilleries, elle réside tout entière ou presque tout entière dans l'extension des cultures vivrières... le reste est, pour le moment du moins, de l'expérimentation ou de la fantaisie » (2).

L'indigène, méfiant comme tout agriculteur sans instruction, adopte cependant les cultures qui lui sont manifestement profitables. Le Guinéen a propagé de lui-même dans tout le pays le manguier, l'oranger, qu'il dit avoir reçu des Portugais (3). Le maïs, le manioc, l'arachide, introduits en Afrique après la découverte de l'Amérique, se sont répandus de proche en proche jusqu'au centre du continent Noir. « Et nous avons été tout surpris de trouver ces plantes d'origine américaine cultivées en grand même par les anthropophages des bords de l'Oubangui, c'est-à-dire par les races les plus arriérées » (4).

Au cours d'une séance de l'Institut Colonial International, M. Chailley, répondant au professeur Antôn qui, au nom de la *Science allemande tout entière*,

1. Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 6^e édition, 1908, p. 594.

2. Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 6^e édition, 1908, p. 117.

3. Arcin, *la Guinée*, 1906, p. 72.

4. H. Chevalier, Conférence à l'Institut Colonial de Marseille (*Rev. Ind.*, 1911, p. 675).

faisait l'apologie de la contrainte d'État, s'écriait : « C'est par la liberté que nous avons créé au sein du désert une contrée fertile, riche par ses arachides » (le Sénégal) (1). Les Anglais ont réussi, sans la coercition, à faire des noirs de la Côte-d'Or les plus grands producteurs de cacao du monde.

M. Chailley ajoutait que les lenteurs constatées dans les progrès de la culture du coton venaient peut-être précisément de ce qu'on avait voulu imposer aux indigènes des espèces nouvelles, des procédés étrangers, toutes sortes de complications de nature à troubler l'indigène. Et il terminait ces judicieuses observations en déclarant : « Je crois que nous ne pouvons atteindre la mise en valeur de nos colonies qu'en nous basant sur la liberté » (2).

M. Leroy-Beaulieu pense, lui aussi, que la contrainte même déguisée inspirerait aux indigènes un dégoût de plus en plus prononcé pour le travail agricole.

« En recourant à la contrainte, on obtiendrait peut-être un résultat momentané plus rapide mais au dépens de l'avenir... Quand il faudrait d'ailleurs en certaines régions des dizaines d'années pour susciter chez les noirs plus de besoin et les habituer à un travail régulier, quand même, à la rigueur, il

1. Institut Colonial International. Session 1903, p. 118.

2. Institut Colonial International. Session 1903, p. 164.

faudrait un siècle, on devrait, plutôt que de recourir au travail forcé, se résigner à cette longue période» (1).

Voilà rapidement exposée la thèse des partisans convaincus de la liberté et de la manière douce.

Quant à nous, nous n'avons pas dans les vertus providentielles du laisser faire la même foi que M. Leroy-Beaulieu. Ici, comme ailleurs, la vérité nous semble être dans un juste milieu : ni contrainte brutale, ni laisser faire. Nous croyons que de simples conseils restent trop souvent inefficaces pour des populations particulièrement têtues. Une certaine pression, c'est-à-dire une insistance inlassable, devient alors absolument nécessaire. Mais nous ne pensons pas qu'il faille user de la force et des châtiments. Le prestige d'un administrateur sérieux et ferme, la grande influence qu'il exercera sur les indigènes, suffiront presque partout à le faire écouter. Le souci de ne pas lui déplaire assurera chez les chefs indigènes, d'abord, l'exécution de ses prescriptions.

Mais la simple « pression » administrative elle-même, nous le reconnaissons, expose les indigènes à deux graves dangers : les possibilités d'erreurs, les abus. La sagesse consiste, avons nous dit, à se tenir dans un juste milieu entre la contrainte rigoureuse et le laisser faire. Le difficile c'est précisément de s'y tenir.

1. D. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, 6^e édition, 1908, p. 593 et 594.

Le système des fermes modèles de village, que nous avons préconisé pour la vulgarisation des meilleures cultures, agira mieux que toutes les prescriptions purement verbales pour persuader les indigènes. Le cultivateur indigène, comme le paysan d'Europe, ne croira aux avantages des procédés ou des cultures que nous lui vantons qu'après les avoir constatés « de visu ». Il faut les lui faire toucher du doigt. En voyant les beaux résultats des petites plantations créées sous leurs yeux par l'administration et les sommes importantes produites par elles, les indigènes les plus incrédules seront séduits, ils demanderont des graines et des plants pour les imiter.

Notons enfin que, dans l'esprit même de ses protagonistes, cette méthode n'est destinée qu'aux populations les plus réfractaires au progrès. Mais nous ne pensons pas qu'il soit bon de s'attaquer immédiatement à elles pour assurer la prospérité agricole de nos possessions. La pénétration économique, plus encore que la pénétration militaire et administrative, doit être lente aux colonies. A vouloir civiliser tout le monde à la fois, et faire surgir de tous les points de notre domaine colonial d'abondantes et riches cultures, nous risquerions d'éparpiller nos efforts et de ne rien faire du tout.

Concentrons-les, au contraire, d'abord dans les

régions les plus peuplées, les plus actives, celles où les habitants sont les plus avancés.

En restreignant ainsi le champ de notre activité nous utiliserons mieux les capitaux relativement très faibles que les dures nécessités de notre politique européenne laissent disponibles pour notre belle œuvre colonisatrice. Peu à peu, comme une tache d'huile, les progrès réalisés dans quelques districts s'étendront à l'entour et pénétreront chez les populations environnantes. « On peut être certain dit M. Leroy-Beaulieu, qu'ultérieurement, fût-ce après deux, trois, quatre générations, il n'y aura pas un seul district même au fin fond de l'Afrique où l'on ne puisse faire une œuvre de production agricole, forestière ou minière complètement efficace. »

Soyons patients, soyons tenaces, soyons justes aussi. Et toutes les fois que nous serons tentés de mettre sur le compte de l'imperfectibilité des indigènes, la lenteur avec laquelle ils transforment leurs procédés, rappelons-nous, nous le répétons, combien il a fallu d'années pour décider les cultivateurs européens à adopter l'usage des machines agricoles ou des engrais chimiques. Combien d'entre eux dans le Plateau Central et en Bretagne pratiquent encore la plus rudimentaire culture.

CHAPITRE IV

L'EXTENSION DES CULTURES PAR L'HYDRAULIQUE ET L'OUTILLAGE COLONIAL

Indépendamment des moyens précédemment exposés il en faut citer d'autres qui sont de nature à influencer considérablement sur l'élargissement de la production agricole. Ce sont les grands travaux d'amélioration foncière et d'outillage colonial.

§ 1. — *L'hydraulique agricole*

Ses effets ; les travaux accomplis à l'étranger, à Madagascar. — L'utilisation des collectivités indigènes pour la construction des canaux. — Les subventions du gouvernement.

L'hydraulique agricole réalise deux buts : 1° elle permet d'étendre la culture sur de vastes régions ou trop sèches ou trop imprégnées d'eau ; 2° elle régularise la production et l'augmente en neutralisant les effets de la sécheresse. Grâce à elle d'immenses régions désertiques, plus de 4.650 milles carrés, ont été fertilisées dans l'Inde, au Pendjab où plus d'un

million d'habitants se sont alors installés. Aux États-Unis des travaux gigantesques ont été accomplis notamment dans l'ouest (Barrage Roosevelt, dans l'Arizona) et pour la canne à sucre aux îles Havaï. Trois siècles avant l'arrivée des Espagnols au Pérou, les Incas avaient fertilisé de vastes étendues de terres arides au moyen de canaux. L'un d'eux atteignait 5 milles anglais. A Madagascar, bien avant notre occupation, les indigènes avaient transformé de nombreux marais en rizières.

Le devoir de l'administration est de continuer cette œuvre de grande importance. Les collectivités indigènes doivent être utilisées à cette fin. Elles entreprendront par elles-mêmes la construction de barrages, de digues, partiteurs, vannes. La colonie participerait à ces travaux en dressant les plans, en donnant des subventions pour les ouvrages d'art tels que charpentes, maçonneries, en avançant aux collectivités les sommes nécessaires moyennant leur remboursement par annuités dans un délai de vingt-cinq à trente ans (1). Les dépenses occasionnées

1. Le décret du 15 septembre 1897 affecté aux travaux hydrauliques à effectuer en Tunisie, 150.000 francs par an. Lorsque ces avances auront atteint 1.950.000 francs elles devront cesser. Le fonds de l'hydraulique ainsi constitué doit se suffire désormais et continuer à fonctionner par le simple jeu des remboursements. Des syndicats agricoles, formés en vue de ces travaux, prennent l'engagement sous caution de rembourser le montant des avances par annuité pendant vingt-cinq ans.

par les travaux d'irrigation et de drainage seront récupérées au centuple par une augmentation très sensible de la production agricole.

§ 2. — *Les moyens de transport*

Influence des moyens de transport sur le développement de l'agriculture. — Nos colonies en sont au régime des caravanes d'hommes et de bêtes. — Les méfaits du partage. — Le chemin de fer doit primer les routes.

La création de voies de communication et l'amélioration des moyens de transport sont d'un intérêt plus immédiat encore que les travaux d'hydraulique agricole. Tout a été dit sur l'influence des facilités de transport sur la production.

Il est évident que l'agriculteur qui ne peut pas écouler ses produits en dehors d'une zone étroite autour de son champ, faute d'instruments de transports ou à cause de leur coût élevé, ne songe guère à élargir son exploitation.

« Que de produits qui n'auraient jamais vu le jour si des moyens de transport n'étaient venus les rendre utilisables » (1).

Malheureusement ces moyens font grandement défaut à nos colonies. Le réseau ferré de tout notre empire colonial couvre environ 7.600 kilomètres.

1. Gide, *Cours d'Économie politique*, p. 257.

(Le Congo ne possède pas un seul kilomètre de rail). L'Afrique occidentale française, Madagascar en sont encore, dans leur plus grande étendue, au transport par caravanes sur des bêtes de somme ou à dos d'hommes. On connaît les inconvénients du portage. C'est d'abord un moyen onéreux. Il revient à 2, 3 francs la tonne kilométrique alors qu'en Europe le transport par voie ferrée revient à 4, 5 centimes. La morale et l'économie politique sont d'accord pour le condamner. Au point de vue moral les hommes de cœur ne peuvent voir sans tristesse traiter leurs semblables comme des *sous-chameaux*. Le portage à longue distance détruit la famille en la disloquant et nuit aussi à l'accroissement de la population, premier souci du colonisateur. La vie de plusieurs peuples se passe ainsi sur la route.

Au point de vue économique le portage prive l'agriculture de nombreux bras. Il occupe la plus grande partie de la population de nos colonies de l'Afrique occidentale. Au Congrès colonial de 1906 le lieutenant-colonel Mangin disait en parlant d'une de ses missions : « Nous avons mis en route 14.000 hommes en trois mois. Pour faire franchir 160 kilomètres à deux chaudières du *Faidherbe*, chacune pesant 500 kilogrammes, on dut atteler 400 indigènes à ces chaudières placées sur roulettes et sur quelle chaussée ! ». L'explorateur Foureau, décrivant les régions désertes de l'Oubangui où l'on

trouve des restes de villages autrefois florissants, s'exprime ainsi : « C'est le portage humain qui est la cause de la disparition de la population... Du jour où l'on aura le soin de n'employer les nègres que de village en village, c'est-à-dire pendant 20 ou 30 kilomètres, ils ne seront plus aussi réfractaires et ne désertent plus leurs cases. Là est la solution du problème, en attendant que l'on ait supprimé complètement ce barbare moyen de transport *qui anéantit chaque année des populations entières sur le sol africain* (1) ».

Quant aux caravanes de bêtes de somme, chameaux, ânes, chevaux, bœufs trainant une charrette, bien qu'infiniment moins barbares et plus utiles que le portage, elles ne peuvent desservir que des régions peu éloignées des voies navigables. Elles supposent l'existence de bêtes de trait assez nombreuses, ce qui n'est pas le cas en beaucoup d'endroits, soit à Madagascar, soit en Afrique occidentale française.

Le chemin de fer apparaît donc comme un moyen de transport indispensable à l'agriculture. Comme le dit M. Gide on l'emploie aux colonies non pas pour compléter un réseau de routes ainsi que dans les vieux pays, « mais pour percer droit à travers la brousse ou la forêt vierge » (2). « La civilisation suit

1. Foureau, *Mission Saharienne Foureau-Lamy : d'Alger au Congo par le Tchad*, 1902, p. 780 et 781.

2. Gide, *Cours d'Économie politique*, p. 264.

la locomotive. De chaque côté du rail, sur deux zones parallèles, les cultures se multiplient et « sur ces lignes de fer on voit bientôt, comme sur des troncs vivants pousser des branches qui sont des routes, et des fruits qui sont des villes » (1).

Enfin le chemin de fer a pour résultat, en facilitant le transport d'articles européens à bon marché, d'intensifier les besoins des indigènes et d'en susciter de nouveaux.

Voici un exemple frappant de l'effet bienfaisant du chemin de fer :

Vers 1883 la concurrence des arachides de l'Inde faillit ruiner celles du Sénégal. La production avait baissé considérablement lorsqu'en 1890 elle se releva assez brusquement. L'arachide sénégalaise sortait victorieuse d'une rude épreuve. Quelle était la raison de ce succès. Les prix n'avaient pas augmenté en Europe. Au contraire, à la même époque, de 1890 à 1899 ils étaient tombés de 400 à 240 francs la tonne, tandis que la production triplait. Mais le cultivateur touchait malgré la baisse un prix presque égal à celui qu'il recevait auparavant. Ce phénomène, étrange en apparence, s'explique par l'ouverture du chemin de fer Dakar-Saint-Louis. Les « traitants » avaient pu maintenir leur prix d'achat puisque leurs frais de transport jusqu'à la côte s'étaient considérablement

1. Gide *Ibid.*

réduits. De plus, l'augmentation de l'exportation s'expliquait par ce fait qu'au lieu de se limiter aux environs des ports d'embarquement, la culture de l'arachide s'étendit rapidement à l'intérieur, courant tout le long du chemin de fer.

Ainsi « cette ligne n'aurait pas été construite, la culture de l'arachide au Sénégal, en dépit de la qualité des graines produites, aurait été anéantie par la concurrence des produits similaires (et inférieurs) de l'Inde » (1).

Pour que l'agriculture soit réellement favorisée par les chemins de fer, il faut que ses produits bénéficient de tarifs très bas : 0, 05 à 0 fr. 10 la tonne kilométrique pour de grandes distances. Les produits agricoles ont peu de valeur par rapport à leur volume. Il serait même nécessaire d'accorder la gratuité de transport à certaines denrées dont on voudrait encourager la culture d'une façon particulière. L'exploitation des chemins de fer par l'État (ou la colonie) offre à cet égard des avantages certains. Une compagnie privée ne pourrait pas sans se ruiner consentir des sacrifices aussi lourds. Le budget de la colonie peut au contraire, compenser les déficits d'exploitation provisoires, en faisant appel à d'autres sources de recettes. Stimuler la production c'est accroître indirectement les ressources générales du budget. Les

1. Adam, *l'Arachide*, 1908, p. 120.

compagnies privées poursuivent la réalisation de bénéfices, l'administration cherche à provoquer la mise en valeur de la colonie.

Aux colonies, le chemin de fer prime la route et la précède. « Une route d'étapes par terre fait le vide autour d'elle; une ligne de chemin de fer ou de navigation à vapeur ramène la population et avec elle une féconde et joyeuse activité » (1). Néanmoins un réseau de voies ferrées ne saurait se suffire à lui-même. Il doit être complété par des routes ou de larges pistes qui relient les stations à l'intérieur des terres. Seulement l'utilisation de ces routes suppose la multiplication d'animaux de trait domestiqués et le développement de l'élevage. Les bœufs rendent déjà de grands services au Soudan; le cheval, le chameau, l'âne, au Sénégal (pour la traite de l'arachide).

Les cours d'eau convenablement aménagés sont aussi d'utiles compléments d'un réseau ferré. La modicité du prix de transport sur les voies fluviales favorise considérablement l'exportation des produits agricoles. Les chemins de fer doivent non seulement relier la côte à l'intérieur mais aussi les parties navigables entre elles.

Avant de terminer cet examen des principaux moyens propres à développer l'agriculture indigène, nous devons rapidement en indiquer quelques autres.

1. Discours de M. Roume, Gouverneur général de l'Afrique occidentale française au conseil de gouvernement, 1906.

Et d'abord : l'impôt. La création d'impôts nouveaux n'aurait-il pas pour effet d'obliger l'indigène à étendre ses cultures pour les acquitter. Sans doute. Mais si on les exagère on décourage l'agriculteur qui voit accaparer par le nouveau conquérant le produit d'un surcroît de travail. Sous les anciens chefs indigènes quand les impôts n'avaient d'autres limites que leur bon vouloir, les cultivateurs restreignaient leur travail à la satisfaction de leurs besoins immédiats, peu soucieux d'amasser une épargne que le « Pouvoir » allait leur enlever.

Des exemptions d'impôt accordées à ceux qui étendraient leurs champs ou entreprendraient des cultures nouvelles nous semblent au contraire un excellent stimulant.

Dans le même ordre d'idées, les récompenses honorifiques ou pécuniaires à ceux qui auraient obtenu dans les comices et concours agricoles les meilleurs résultats provoqueraient entre les agriculteurs indigènes une féconde émulation. La promesse d'un titre honorifique ou d'une décoration encouragerait beaucoup de nos vaniteux sujets.

Par ces divers encouragements, l'indigène comprendra de mieux en mieux en quelle estime nous tenons ceux qui travaillent avec zèle et qui font preuve de bonne volonté.

DEUXIÈME PARTIE
ÉTUDE SPÉCIALE DE L'AGRICULTURE
INDIGÈNE
EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET A MADAGASCAR

TITRE PREMIER
L'AGRICULTURE INDIGÈNE
EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

PREMIÈRE SECTION
AGRICULTURE EUROPÉENNE
AGRICULTURE INDIGÈNE

CHAPITRE PREMIER
PRÉLIMINAIRES

Les origines de la colonisation française en Afrique occidentale française. — L'extension de nos possessions ouest-africaines sous Faïdherbe. — L'œuvre de la troisième République. — Constitution du gouvernement général de l'Afrique occidentale. — Le milieu physique et social. — Immenses étendues cultivables. — Aptitudes agricoles des indigènes. — Les possibilités agricoles de l'Afrique occidentale française.

Les débuts de la colonisation française en Afrique occidentale sont assez lointains. Sans parler des

nombreux voyages accomplis dès le xv^e siècle sur la côte d'Afrique par de hardis navigateurs, on peut la faire remonter à l'époque de Colbert où d'importants comptoirs furent créés. Il faut citer notamment ceux de Gorée, d'Arguin. Sous André Brüe (1697-1724), à la suite de plusieurs traités passés avec les chefs indigènes notre domaine s'agrandit notablement. Les guerres de l'Empire nous firent tout perdre. Le traité de Paris (1763) ne nous rendit que Gorée. Nous reprîmes Saint-Louis en 1779. Mais jusqu'en 1855 l'ensemble de nos possessions africaines n'avait pas une bien grande importance. Faidherbe nous rendit tout ce que nous avions perdu depuis le xviii^e siècle. Il étendit même considérablement la colonie naissante.

La troisième République pénétra jusqu'à Tombouctou. Assinie, Daboue, Grand Bassam sont réoccupés. Nous réunissons au Soudan d'abord la Côte d'Ivoire puis le Dahomey. En 1895, par décret du 16 juin, le gouvernement général de l'Afrique occidentale française était fondé. Mais les Gouverneurs de chacune des colonies du groupe conservaient une certaine autonomie : Les décrets du 17 octobre 1899 et du 1^{er} octobre 1902 étendirent les pouvoirs du Gouverneur général. Le décret du 18 octobre 1904 marque le terme d'une évolution fédérative analogue à celle de l'Indo-Chine.

Notre colonie de l'Afrique occidentale française

s'étend aujourd'hui sur une superficie de 4 millions de kilomètres carrés : c'est huit fois celle de la France. Elle contient une quantité considérable de terres cultivables. Dans la vallée du Niger, entre Ségou et Tombouctou s'étend sur plus de 400 kilomètres une immense étendue appelée à devenir l'un des plus riches centres agricoles du monde entier.

Zola, dans son roman *Fécondité*, y plaçait le grenier du monde. Les inondations périodiques du Niger, comparables à celles du Nil, fertilisent plus de 3 millions d'hectares. Peut être possédons-nous là une seconde Égypte. Il existe encore tout le long du Sénégal, en amont de Podor, des milliers d'hectares malheureusement trop secs mais que l'hydraulique transformerait facilement en terres fécondes.

La forêt occupe cependant une superficie énorme. Partant du Sénégal, après avoir longé le golfe de Guinée, elle va rejoindre au Cameroun la grande forêt équatoriale. Elle forme un épais rideau qui atteint de 300 à 400 kilomètres de profondeur à la Côte d'Ivoire.

Le climat chaud et humide est celui des pays tropicaux. Il oppose un obstacle insurmontable au peuplement européen. L'Afrique occidentale française est donc essentiellement colonie d'exploitation. Sa mise en valeur exige une main-d'œuvre tropicale. Les habitants du pays sont malheureusement très peu nombreux : 12 millions pour les 4 millions de

kilomètres carrés. Cette population très disparate comprend 5 millions de musulmans, 7 millions de fétichistes. Les premiers dont un certain nombre appartient à la race blanche (Arabes, Berbères), habitent surtout le Sénégal, la Mauritanie, le Haut-Sénégal et Niger, le Fouta. Les fétichistes se montrent en majorité dans le sud de la Guinée, au Dahomey, à la Côte d'Ivoire. Sédentaires pour la plupart ils sont dans l'ensemble relativement avancés et très perfectibles. Ils ont pour la terre un attachement profond : le travail du sol n'est pas méprisé. Les classes nobles ne dédaignent pas de s'y livrer.

Les gens mal initiés peuvent croire cependant, en consultant les statistiques du commerce de la colonie que l'Afrique occidentale française n'est pas encore parvenue au stade vraiment agricole. On ne peut nier en effet que le commerce d'exportation de l'Afrique occidentale française est alimenté en très grande partie par le caoutchouc et le palmier à huile.

Mais l'agriculture n'en est pas moins très en honneur dans l'Afrique occidentale française. La culture du sol n'a pas pour unique ni même pour principal but d'entretenir le commerce d'exportation. En tous pays les plantes qui servent à l'alimentation de l'homme ont une importance primordiale. Ce n'est pas parce que les indigènes s'occupent principalement de cultures vivrières qu'ils ne sont pas des agriculteurs. Ces cultures ont une importance toute

particulière en Afrique occidentale où de nombreuses populations souffrent de l'insuffisance de nourriture.

Il est encore à noter que les produits du palmier à huile sont le résultat d'un travail agricole. « On sait aujourd'hui, dit M. Chevalier, que celles de ces plantes qui fournissent les produits exportés de la Côte occidentale d'Afrique, demandent presque autant de soins que le paysan normand consacre au pommier, ou le Provençal à l'olivier » (1).

Ainsi l'Afrique occidentale française se trouve, grâce à ses immenses étendues de terres cultivables, grâce surtout à l'état de civilisation de ses habitants et à leurs aptitudes agricoles, dans de bonnes conditions de prospérité.

Arrivée à « l'âge de l'agriculture », elle deviendra une riche colonie lorsque celle-ci sera parvenue à son plein développement.

L'Afrique occidentale française possède de nombreuses possibilités agricoles. Nous avons dit quelle importance il fallait attacher aux cultures vivrières encore insuffisantes. Mais l'attention qu'on doit leur accorder ne peut cependant pas faire négliger des denrées plus riches. Elles ne sont pas inconciliables avec celles-ci.

1. Conférence à l'Institut Colonial de Marseille, *Revue Indigène* année 1911, p. 674.

L'examen du mouvement commercial de la colonie nous révèle une situation qu'il convient d'améliorer. Le commerce d'exportation de l'Afrique occidentale française dépend presque exclusivement de trois grands produits l'arachide, le palmier à huile et le caoutchouc : le commerce total des exportations s'élevait à 126.143.852 francs en 1913 dont 93 millions environ pour l'arachide, le palmier à huile et le caoutchouc.

Le Dahomey ne produit guère que des palmiers à huile, la Guinée que du caoutchouc, la Côte d'Ivoire des palmiers, des bois et du caoutchouc, le Sénégal des arachides. Le caoutchouc, produit spontané du sol tend à s'épuiser. A la cueillette dévastatrice doit se substituer la culture. Le palmier à huile, arbre merveilleux, serait pour l'Afrique occidentale française une très grande source de richesses s'il devenait l'objet d'une culture rationnelle. Mais notre colonie se prête à bien d'autres cultures. Le coton, en particulier, trouve un terrain d'élection dans les vastes régions irriguables du Soudan, du Dahomey, du Sénégal. On pourrait en citer beaucoup d'autres : le sisal (1) qui enrichit l'Afrique orientale allemande, le cacao, le café...

L'élargissement de la production agricole de nos colonies d'Afrique devrait faire d'elles, dans un

1. Plante textile.

avenir plus ou moins proche, l'un des principaux marchés d'alimentation de la Métropole. Elle y puiserait le coton nécessaire à son industrie, échappant ainsi au monopole américain, le cacao dont nous achetons des stocks importants à l'étranger, le café qui nous vient en grande partie du Brésil, des aliments de première nécessité comme le riz, le maïs, des fécules de manioc, etc...

De beaucoup moins éloignée que l'Indo-Chine, à quelques jours seulement de nos ports de la Méditerranée, formant un tout avec nos magnifiques possessions du Nord d'une part, avec le Congo de l'autre, peuplée d'habitants plus assimilables que les Indo-Chinois parce qu'ils n'ont pas comme ces derniers une vieille civilisation fortement caractérisée, l'Afrique occidentale mérite sûrement, plus encore peut-être que nos prestigieuses « dominations » d'Orient, la sollicitude de la France. L'avenir de la France est en Afrique.

CHAPITRE II

LA MISE EN VALEUR DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE PAR LES PLANTATIONS EUROPÉENNES

Leurs échecs sous la Restauration dans la culture du coton et de l'indigo. — Nouveaux insuccès sous Faïdherbe. — Situation actuelle de la colonisation européenne. — Ses quelques succès en Guinée et à la Côte d'Ivoire dans les cultures fruitières. — Domaine réservé à l'activité des colons.

De tous temps, les puissances coloniales, en fondant une colonie nouvelle, ont eu la hantise des produits rares et riches. Les Espagnols cherchaient en Amérique l'or et l'argent, les Portugais et les Hollandais dans les Indes orientales, les précieuses épices.

Pendant tout le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècle les Français installés sur la côte occidentale d'Afrique se bornèrent à en exporter de la poudre d'or, de la gomme et des esclaves. Cependant ces quelques produits ne pouvaient suffire longtemps aux commerçants. L'interdiction de la traite leur enleva un article très rémunérateur. On ne trouvait pas de mines d'or comme en Amérique. On dut se retour-

ner vers l'agriculture. La Restauration, en reprenant possession de nos colonies eut le mérite de comprendre que leur prospérité dépendait de la culture du sol. Mais nul ne songea à s'adresser aux indigènes. Seuls des colons européens pouvaient enrichir la Métropole en créant de vastes et riches établissements agricoles.

Une mission fut chargée en 1819 d'indiquer la culture qui conviendrait le mieux au Sénégal. Elle se prononça pour le coton.

Il fallut d'abord obtenir des chefs du Oualo (traité de 1819) les terrains nécessaires aux entreprises. L'administration versa aux colons des primes considérables, leur avança outils aratoires et bestiaux. Les colons employèrent des esclaves sur leur plantation : la question de la main-d'œuvre se trouvait ainsi très simplement résolue.

Malgré de tels éléments de succès, l'échec fut complet. On abandonna le coton pour l'indigo : nouvel échec. Le prix de revient dépassait de beaucoup le prix de vente.

Sous Faidherbe, de nouvelles tentatives pour la culture du coton aboutirent au même insuccès. La Société d'agriculture du Sénégal fondée en 1875 ne réussit pas mieux. Depuis lors, de nombreuses entreprises agricoles tentées un peu partout par des colons ont dû être abandonnées.

Actuellement on peut compter les plantations euro-

péennes prospères. Et, fait très remarquable, celles-ci ne sont pas occupées par ces riches cultures d'exportation que l'on considérerait naguère comme devant être tout spécialement réservées aux Européens. Voici, au surplus les renseignements précis que nous avons puisés dans le rapport d'ensemble sur la situation de l'Afrique occidentale française en 1913 :

1° Au Sénégal il existe : dans la banlieue de Saint-Louis, une plantation de cocotier (concession de M. Bop Diara) ; dans le cercle de Podor, trois concessions d'une superficie de 590 hectares occupés par des pâturages, des rôniers (plantations forestières), des cultures vivrières ; dans le cercle de Sine Saloun, des concessionnaires font des cultures vivrières pour l'élevage des porcs ; dans la Casamance les exploitations ont diminué en nombre de 9 en 1912 à 6 en 1913. Sur une superficie de 420 hectares concédés 120 hectares seulement sont en valeur.

2° En Guinée les cultures fruitières, bananes, ananas sont le principal objectif des concessions européennes. Il en est ainsi pour la concession Dubot (plantes potagères, cocotiers, arbres fruitiers) dans la banlieue de Konakry ; pour la concession Duchêne (bananes, ananas, colatiers) ; pour la concession Beynis (bananes), la concession Leroy (200 hectares) bananes, ananas ; pour la « Camayenne » 150 hectares exclusivement plantés en bananiers ; pour la concession Lions (bananes, ananas, plantes pota-

gères) ; la concession Jean (tabac) ; la concession Mosser (20 hectares, en colas) ; la concession Bouquillon (plantes potagères, arbres fruitiers).

3° A la côte d'Ivoire, les colons européens, cantonnés dans la région des lagunes et dans le cercle d'Assinie, cultivent surtout le cacaoyer et le palmier à huile. Le caféier est à peu près délaissé. Au total il y a 34 exploitations européennes mesurant 8.659 hectares dont seulement 1.490 hectares en culture. Dans le Bas-Sassandra il existe une concession de 6.000 hectares plantée surtout en palmiers à huile ; dans les lagunes, 4 de 550 hectares ; dans le district d'Assinie 8 de 452 hectares.

4° Au Dahomey, la colonisation européenne n'existe pour ainsi dire pas.

5° Dans le Haut-Sénégal et Niger les concessionnaires s'occupent surtout du commerce et de la transformation du coton brut au moyen de défibreuses, d'égreneuses. Une société agricole et industrielle de textiles s'est dissoute.

M. Monrot cultive des légumes, surtout la pomme de terre !

De ces renseignements, il ressort : 1° que les entreprises agricoles des Européens ont rarement réussi ; 2° que les plus prospères sont, à l'exception des quelques cacaoyères de la côte d'Ivoire, celles qui se sont cantonnées dans des cultures assez faciles et d'importance secondaire. On ne peut pas les classer

parmi les « riches cultures d'exportation » que l'on considérait comme accessibles seulement aux capitaux européens.

Nous avons déjà fait connaître dans notre première partie l'opinion des fonctionnaires les plus éminents de l'Afrique occidentale française sur l'avenir réservé à l'agriculture européenne dans cette colonie. Comme M. Deherme, nous pensons que les plantations européennes n'ont guère d'utilité que par les démonstrations qu'elles constituent et par les expériences qu'elles réalisent. Elles échappent difficilement à ce dilemme : pour être rémunératrices elles doivent être très vastes, et pour de grandes plantations il faut une main-d'œuvre nombreuse qui manque. Dans l'une des rares caféières qui aient réussi en Afrique occidentale française, celle d'Élima à la côte d'Ivoire, une grande partie de la récolte se perd, faute d'ouvriers.

« Le rôle de la colonisation européenne n'est qu'un rôle de complément » (1). C'est à l'agriculture indigène que doit aller, et que va la faveur du gouvernement. « Elle sera, disait M. Ponty, la cellule essentielle de tout l'organisme colonial. »

C'est dans l'industrie agricole et le commerce que les colons emploieront le mieux leur activité. L'installation d'huileries, d'usines de décortiquage, pour le

1. M. Leseur à son cours, 1914-1915,

riz ou l'arachide, de défibreuses, d'usines de peignage pour le coton, rendra les plus grands services à la colonie et à la Métropole. Plusieurs colons sont déjà entrés dans cette voie en Afrique occidentale française. Il faut citer l'huilerie Drewin à la Côte d'Ivoire, les installations Martin au Haut-Sénégal, etc.

SECTION II

L'AGRICULTURE INDIGÈNE ET LES CONDITIONS

DE SON DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES

Le travail agricole chez les indigènes. — Le collectivisme agraire est une nécessité du milieu.

La prospérité de l'agriculture dépend du travail que fournit le cultivateur. Nous avons déjà produit et réfuté l'opinion malheureuse d'après laquelle il serait chimérique d'attendre des noirs un travail sérieux. Ajoutons cependant à ce que nous avons déjà dit d'une façon générale sur les capacités de travail de ces indigènes quelques mots sur leurs aptitudes agricoles en particulier. Les administrateurs ou les savants explorateurs qui ont vu l'indigène de près, vécu à côté de lui, s'accordent pour déclarer que nos sujets de l'Afrique occidentale française cultivent le sol avec courage et assiduité. Pendant le temps que dure la préparation des terres et l'ensemencement, ils déploient presque autant d'activité que l'ouvrier agricole d'Europe. Voici succincte-

ment l'intéressante description qu'un haut fonctionnaire du Service de l'agriculture faisait du cultivateur noir : « Il sort de sa case au jour levant, bourre et fume sa pipe avec tranquillité, échange avec ses voisins d'interminables saluts, examine le temps et se décide enfin à se mettre en route. Arrivé au « gléta », il se repose pendant quelques minutes, mange deux ou trois boules d'akassa et se met à la besogne. Il saisit sa houe, bêche d'abord avec lenteur puis s'anime progressivement. Après l'avoir cru tout d'abord indolent, on est étonné de le voir trois ou quatre heures durant manier sa houe avec une activité inlassable et une dextérité surprenante, s'arrêtant à peine de temps à autre, pour souffler un peu ou rendre leur salut aux gens qui passent » (1).

Beaucoup de gens s'imaginent que l'indigène, vivant dans une profonde apathie, se contente de gratter le sol, d'y enfoncer les semences d'un coup de talon ou d'y planter une tige de manioc. Quatre mois après, il n'aurait qu'à se baisser pour ramasser une récolte amplement suffisante pour ses besoins. C'est une grande erreur. L'indigène doit souvent mener une âpre lutte contre la nature, contre l'excès de pluie, contre la sécheresse. Sans relâche, il lui faut pendant de longs jours biner, sarcler, faire la guerre aux singes dévastateurs qui,

1. Savariau, *l'Agriculture au Dahomey*, 1906, p. 20.

embusqués sur les grands arbres, l'ont de loin vu peiner, contre les sauterelles, etc... Sans le concours de sa maisonnée, il n'arriverait jamais à triompher de tous les obstacles. Le collectivisme agraire des indigènes répond à des nécessités. Toute la famille réunie, travaille au rythme monotone de chants interminables. Les indigènes de l'Afrique occidentale française peinent donc, et même très durement dans certaines régions comme la Fouta-Djalon. Et M. Chevalier a raison de dire qu'il faut « être profondément ignorant ou avoir l'esprit de dénigrement vis-à-vis de la race noire poussé très loin pour déclarer, comme on l'a fait souvent, que l'indigène de l'Afrique occidentale française est un paresseux, inapte même au travail de la terre (1). »

La caste des agriculteurs est le plus souvent, avec celle des guerriers, la mieux considérée. Les chefs de bandè de Samory, au retour de leurs farouches expéditions redevaient dans leurs villages de simples cultivateurs.

Naturellement les nombreuses races qui peuplent l'Afrique occidentale française n'ont pas toutes les mêmes aptitudes pour l'agriculture. Les Ouolofs, très nombreux au Sénégal, sont en grande partie des commerçants. Les Sérères, très industriels, entretiennent des cultures soignées. Ce sont les grands

1. A. Chevalier, Conférence à l'Institut Colonial de Marseille (*Revue Indigène*, p. 675. Année 1911).

producteurs d'arachides et aussi de mil, de manioc, de coton. Les Dioulas cultivent le riz avec beaucoup de soin. Les Sarakolés, habitants du Haut-Sénégal et Niger, excellents travailleurs, paraissent appelés à jouer un rôle important dans la production agricole. Les Bambaras sont de remarquables cultivateurs, très laborieux. Une race d'agriculteurs particulièrement intelligents, habite le Dahomey, celle des Fons. Les populations côtières ont moins de goût pour les travaux des champs.

Dans l'ensemble, on le voit, les peuples de l'Afrique occidentale française sont essentiellement agriculteurs. (1)

« Quand on a traversé le haut plateau Fontanké, dans les régions de Timbi, Foukoumba et Labé où pas une parcelle de terrain n'est inutilisée, lorsqu'on a vu les vastes rizières des estuaires côtiers qui ne le cèdent en rien à celles de l'Indo-Chine, lorsqu'on a visité les belles plantations de maïs, de riz, et de mil de la Haute Guinée, aussi bien que les champs d'arachide du Sénégal, ce n'est certes pas sans étonnement qu'on lit certaines élucubrations échafaudées pour les besoins d'une mauvaise cause, nous représentant le noir comme inapte *proprio motu* à toute initiative en agriculture, comme dans toute autre branche de l'activité humaine ».

1. Arcin, *la Guinée*, 1907, p. 71,

La culture indigène ne peut guère être qu'une exploitation familiale. La nécessité de se grouper pour les travaux agricoles, en particulier pour opérer les débroussailllements, fait de la famille, de la *maisonnée* une unité économique autant que sociale. La *maisonnée* est un ensemble de cases enfermées dans une enceinte commune.

Un régime patriarcal réunit sous l'autorité de l'ancêtre femmes, enfants, cousins, petits-cousins beaux-frères, captifs... Les maîtres travaillent côte à côte avec des captifs, les femmes pilent le grain, filent le coton, vont puiser l'eau, portent les produits au marché. Il arrive parfois que des chefs de famille s'entendent pour envoyer un certain nombre de ménages d'esclaves sérieux fonder un village aux champs sous la direction de l'un d'eux. Ils deviennent alors de véritables colons devant payer tribut à leurs maîtres.

La culture familiale est une petite culture. Elle offre le grand avantage de n'avoir pas besoin de salariés. De grandes plantations ne sont du reste pas indispensables pour enrichir une colonie. Quand chaque chef de case possédera autour de sa demeure un petit champ de coton, de cacao bien soigné, l'ensemble de ces petites plantations fournira des récoltes considérables, comparables à celles des très modestes champs de mûriers de la Chine ou des petites cacaoyères de la Côte-d'Or.

CHAPITRE II

LES CONCESSIONS EUROPÉENNES ET L'AVENIR DE L'AGRICULTURE INDIGÈNE

La question des terres vacantes. — Les abus du régime des grandes concessions, en particulier à la Côte d'Ivoire, au Dahomey. — État actuel de la question. — Le discrédit des grandes concessions.

Pour que l'agriculture indigène se développe il faut assurer aux cultivateurs de vastes étendues de terres. Le sol de l'Afrique est généralement pauvre. D'ici longtemps, l'indigène ne pourra pas abandonner la pratique des jachères. Où prendrait-il les engrais nécessaires à la culture intensive ?

De plus, tous nos efforts tendent à favoriser l'accroissement de la population. Nous devons donc assurer des terrains aux générations à venir.

Diminuer sensiblement le stock des terres périodiquement utilisées par l'indigène, c'est entraver le développement possible de la production agricole.

S'il faut en croire d'ailleurs la plupart des administrateurs coloniaux qui ont étudié la question sur les lieux, c'est en apparence seulement qu'il existe

de grandes disponibilités de terres en Afrique occidentale française.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler ici quelques-unes des citations que nous avons faites dans notre première partie.

« A la Côte d'Ivoire, toutes les terres ont leur ou leurs propriétaires » (Clozel et Villamur). Dans le Haut-Sénégal et Niger, « si de vastes étendues sont vacantes, aucune n'est sans maître » (Delafosse). En Guinée, « la terre entière est la propriété de quelqu'un » (Arcin).

Cependant le Gouvernement, sans doute à cause de l'imperfection de ses connaissances du milieu, a jadis distribué des millions d'hectares à des sociétés européennes (1).

De 1889 à 1894, se déclare la première vogue des grandes concessions. Dans la Casamance, dans la Guinée française, dans la Côte d'Ivoire d'immenses territoires sont attribués pour trente ou cinquante ans à des Européens. Dès 1896, il est vrai, on dut prononcer la déchéance de la grande concession de la Guinée. Puis, en 1904, la Société de la Casamance renonçait elle-même non sans toucher 200.000 francs d'indemnité, à son privilège excessif. Mais, à la Côte

1. Les renseignements relatifs aux grandes concessions que nous donnons ci-après, sont en grande partie empruntés au Cours de M. Leseur, de 1914-1915, *les Concessions de terres et la colonisation agricole*.

d'Ivoire, la concession accordée à M. Verdier souleva plus de difficulté. Cet honorable commerçant avait obtenu malgré les objections de l'administration locale la jouissance trentenaire de 5 millions d'hectares dans la zone forestière de la Côte d'Ivoire avec attribution éventuelle en pleine propriété des terres mises en culture. Cette concession énorme provoqua de telles récriminations que le ministre des Colonies fut obligé de prononcer sa déchéance deux ans après qu'elle eût été octroyée (Convention de 1893). La Compagnie de Kong substituée à M. Verdier triompha cependant devant le Conseil d'État (Arrêt du 5 mars 1897). Et finalement, à la suite d'un accord avec le ministre (convention du 28 juin 1897), elle obtint une indemnité de 2 millions à la charge de la colonie, et en outre, pour se dédommager complètement, une allocation territoriale en pleine propriété de 300.000 hectares à prélever à son choix sur le domaine de la colonie.

Elle choisit 270.000 hectares à l'extrémité occidentale de la Côte d'Ivoire et 30.000 autres au centre même de la colonie dans la région de Tiassalé devenue depuis un centre important de cacaoyères indigènes. Mais comme cette compagnie faisait dans le commerce de magnifiques affaires, elle a préféré vendre ses deux immenses domaines à des Compagnies anglaises. Le bloc oriental de 270.000 hectares lui rapporta 2 millions. En définitive, la Com-

pagnie de Kong recevait ainsi un cadeau de 4 millions de francs. La Côte d'Ivoire devait pendant quinze ans supporter le poids de cette énormité. Un territoire immense passait aux mains d'étrangers.

Et cependant, comme si cette expérience n'avait pas suffi, quelques années plus tard, en 1899, le système des grandes concessions redevenait à la mode. Ce sont les populations éminemment agricoles du Bas-Dahomey qui devaient être, cette fois, victimes des erreurs du gouvernement. Un décret du 17 septembre 1899, concédait pour trente ans 136.000 hectares à la Compagnie de l'Ouémé-Dahomey dans la moitié orientale du Dahomey. Cette concession de jouissance temporaire prévoyait du reste l'attribution en pleine propriété des terres mises en valeur.

Devant l'hostilité de la population sacrifiée, la Compagnie se vit forcée de demander elle-même sa liquidation. Au bout de cinq ans, elle n'avait encore mis en culture que 67 hectares, ce qui lui donnait droit, aux termes du cahier des charges, à revendiquer en pleine propriété une allocation égale à 67×20 soit 1.340 hectares. Devant le mécontentement de la population, l'administration dut envisager le transfert de cette dotation dans une région moins peuplée de la colonie.

L'ère des grandes concessions semblait définitivement close. Mais, à la surprise générale, un décret du

2 mai 1910 accorda une superficie de 100.000 hectares à la Compagnie forestière de l'Afrique française, sur la rive gauche du Comoé, à proximité du littoral, région d'accès facile, où la pénétration administrative était terminée.

Ces grandes concessions ne sacrifiaient pas seulement les droits des indigènes. Elles avaient aux yeux des Européens eux-mêmes le grave tort de supprimer le commerce libre. La dernière grande concession octroyée avait soulevé une émotion telle que le gouvernement métropolitain crut bon de donner à entendre que ce serait la dernière (M. Leseur à son cours).

Le gouvernement général a pris pour règle de ne plus accorder que des concessions à superficie restreinte.

Dans un banquet qui lui était offert en mars 1912 à l'Union Coloniale, le Gouverneur général Ponty déclarait qu'il n'était pas partisan des grandes concessions territoriales et qu'il ne pourrait en admettre le principe que pour des régions absolument inhabitées, ce qui n'existe pas en Afrique occidentale française. Enfin, dans la circulaire du 5 mars 1913 que nous avons déjà citée (circulaire sur la politique agraire du gouvernement) celui-ci affirmait de nouveau son intention de sauvegarder les intérêts immédiats et à venir d'une population que nos mesures d'hygiène et d'assistance feront augmenter rapide-

ment. « Ainsi les générations nouvelles trouveraient les choses en l'état... et il ne tiendrait qu'à elles d'en tirer profit » (1).

On peut considérer comme grandes concessions celles qui dépassent 2.000 hectares. Le décret du 23 octobre 1904 réserve au chef de l'État le soin de les attribuer.

Mais les concessions de 200 à 2.000 hectares que ce décret permet au Gouverneur général d'accorder peuvent, elles aussi, porter atteinte aux droits des indigènes et nuire au développement futur de l'agriculture indigène. Aussi ne peut-on que se réjouir de voir le gouvernement général y renoncer.

1. Circulaire sur la politique agraire du gouvernement général de l'Afrique occidentale française (*J. off.*, de l'Afrique occ. franç. du 8 mars 1913).

CHAPITRE III

LA CONSOLIDATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE INDIGÈNE

Il faut garantir les droits de l'indigène sur le sol. Pour l'encourager au travail, il est indispensable de lui donner la sécurité du lendemain, la certitude qu'il ne sera pas dépossédé de sa terre, « qu'il peut semer, planter, cultiver et récolter en toute tranquillité et qu'à lui seul et aux siens profitera le fruit de son labeur » (1). Il faut le protéger contre les abus toujours possibles du système des concessions, contre les actes de dépossession de ses chefs, contre ses propres entraînements et sa grande imprévoyance.

§ 1. — *Les droits de l'État sur les terres indigènes*

Historique de la question. — Les hésitations de l'administration.

— Les arrêtés de 1862, 1865. — Le décret du 20 juillet 1900 sur les terres domaniales au Sénégal. — Le décret du 23 oct. 1904

1. Circulaire sur la politique agraire du gouvernement général, 5 mars 1913.

sur l'organisation du domaine en Afrique occidentale française restreint le domaine de l'État aux terres vacantes et sans maître. — Les arrêts de 1907 mettent l'indigène à la discrétion du gouvernement et font triompher la théorie du « domaine éminent » de l'État. Les obstacles mis à la consolidation des droits des indigènes par l'immatriculation à propos de l'article 58 et de l'article 65 du décret du 24 juillet 1906. — La réaction au sein de l'administration.

L'État ne peut concéder que des terres lui appartenant. Mais quelles sont ces terres ? Cette question a depuis plus de cinquante ans provoqué les plus vives controverses ; à l'heure actuelle, elle n'est pas encore résolue.

Selon beaucoup d'esprits, le domaine de l'État s'étendrait à toutes les terres de la colonie. Ce droit éminent, il le tiendrait de la conquête ou des traités passés avec les chefs indigènes. Nous avons déjà examiné dans notre première partie cette importante théorie. Nous nous contenterons de donner ici, à nos développements précédents, les compléments nécessaires.

En 1825 le gouvernement de la Restauration, nous l'avons vu, voulut encourager la création de plantations européennes au Sénégal en concédant des terres aux colons. Par le traité du 8 mai 1819, les chefs du Onalo cédaient aux Français « les terres qui leur paraîtraient convenables pour fonder des établissements ». Et cependant le gouvernement indemnisa les indigènes privés de leurs propriétés en faveur des colons.

Mais, à partir de 1860 l'administration commence à revendiquer formellement la propriété des terres détenues par les indigènes. Le Gouverneur Jauréguiberry prenait le 28 février 1862 un arrêté disant : « le domaine étant subrogé aux droits des anciens chefs, lesquels étaient seuls dispensateurs de la terre, il doit être interdit à tout indigène d'aliéner le sol dont il ne jouit qu'à titre temporaire sous peine d'exclusion de la colonie. »

Ainsi l'indigène lui-même ne pouvait devenir propriétaire qu'en vertu d'une « concession » du gouvernement.

Cependant une nouvelle conception des droits fonciers des indigènes triomphait alors dans la Métropole. L'Empereur était revenu d'Algérie, convaincu qu'il fallait non seulement respecter les droits des indigènes sur les terres « melk » ou « arch » (propriétés collectives de tribu ou individuelles), mais encore les étendre sur les terres appartenant à l'État (azel) qui auraient fait l'objet d'une très longue habitation (Lettre au général Pélissier 1863). C'était l'abandon des théories mises en application en Algérie par les premiers généraux, le maréchal Valée en particulier. C'était la condamnation des prescriptions de l'arrêté sénégalais du 28 février 1862 justement soumis à ce moment à la ratification du département.

Une dépêche ministérielle du 22 juin 1862 mit le

Gouverneur en demeure de le rapporter. Cette dépêche proposait de diviser les terres en deux parts : les terres cultivées par les indigènes devant continuer à être régies par leurs coutumes et demeurant inaliénables, et les terres incultes devant au contraire revenir à l'État « qui y aurait constitué la propriété individuelle par voie de concession » (1). Par un arrêté du 10 août 1863 le Gouverneur du Sénégal rapportait celui de 1862. Dans les considérants de ce nouvel acte, il reconnaît que « les populations de la colonie du Sénégal étaient placés sous le régime du Code Napoléon par le décret impérial du 20 mai 1857, pour tout ce qui touchait aux contrats, obligations, ventes ou achats ». Malgré cette reconnaissance formelle des droits des indigènes, l'administration accordait en 1864 à la Compagnie du Cap-Vert une concession de 500 hectares, englobant des terres occupées par des indigènes. D'ailleurs peu après, le gouverneur Faidherbe déclarait dans l'arrêté du 11 mars 1865 que « les indigènes n'ayant aucun droit de propriété » auraient, pour régulariser leur possession, la faculté de demander des titres réguliers de concession » (art. 3).

Ce dernier texte ne reçut aucune application.

Pour expliquer ce fait très mortifiant pour l'administration les uns pensent que les indigènes n'osèrent

1. *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales* (Dareste, mai 1908, II, p. 12).

pas demander de concession « parce qu'ils n'étaient ni propriétaires, ni possesseurs réguliers » ; d'autres, comme M. Dareste, croient avec plus de raison que les indigènes ont tout simplement dédaigné les titres qu'on leur offrait parce qu'ils avaient la conviction inébranlable de posséder un titre très supérieur « résultant du droit héréditaire, traditionnel et collectif de la famille » (1). Mais, selon M. Boudillon, il y a une autre explication. L'arrêté du 11 mars 1865 aurait été désapprouvé par le ministre des Colonies comme celui du 28 février 1852. « Car, dit-il, ce n'est qu'après l'Empire, que cet acte fut promulgué et publié au *Bulletin administratif* de la colonie », au début de 1871 (2). »

Un arrêté du 3 septembre 1889 institua une commission chargée de déterminer les terrains à reclasser dans le domaine de l'État (terres vagues et sans maître reconnu). L'arrêté du 3 septembre 1889 ne semble pas avoir produit de résultats appréciables.

Le décret du 20 juillet 1900 sur les terres domaniales du Sénégal, semblait consacrer définitivement la thèse de la propriété absolue de l'État. L'article premier disait : « Les terres vacantes et sans maître et les territoires résultant de la conquête (par opposition sans doute à ceux qui résultaient des traités)

1. *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales* (Dareste *loc. cit.*, p. 13).

2. Boudillon, Conférence à Bruxelles, *op. cit.*, p. 8 et 9.

dans le Sénégal et ses dépendances, font partie du domaine de l'État. Un arrêté solennel de la Cour de Bordeaux du 24 juin 1903 confirma judiciairement le droit éminent et universel de l'État sur les terres de ses colonies.

Mais le décret du 23 octobre 1904, modifiant le décret du 20 juillet 1900, restreignit formellement le domaine de l'État aux terres vacantes et sans maître.

Art. 10 : « Les terres vacantes et sans maître dans les colonies et territoires de l'Afrique occidentale française appartiennent à l'État... »

Ce même article reconnaît même formellement la propriété collective des indigènes : « les terres formant la propriété collective indigène, etc. »

Et cependant, c'est postérieurement à ce décret que la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française a rendu les célèbres arrêts dont nous avons déjà parlé dans notre première partie (8 février et 1^{er} mars 1907) (1).

L'arrêt capital du 8 février 1907, après avoir insisté sur le caractère absolu de la souveraineté des anciens chefs du Cayor qui « pouvaient réduire leurs sujets en esclavage et les vendre » conclut « qu'il est donc logique et juridique de considérer et de déclarer que le gouvernement français qui a pris

1. Dans le même sens l'arrêt du 16 juillet 1915 (au sujet du domaine communal de Rufisque).

la place des anciens chefs du Cayor est *seul aujourd'hui propriétaire* de toutes les terres, de tout le sol du royaume.

Cette théorie, avons-nous dit, permettrait à l'État de disposer en faveur de la colonisation européenne de toutes les terres de l'Afrique occidentale française (Les arrêts précités ne concernent en réalité que le Cayor et le Oualo (Sénégal), mais ils posent des principes susceptibles d'être invoqués pour tout l'Afrique occidentale française). Même les terrains occupés par les indigènes pourraient donc faire l'objet de concessions domaniales. On répondra et nous croyons que l'État français, avec la mansuétude qui caractérise sa politique envers les indigènes, leur verserait une indemnité (1). Cependant, il serait par la force des choses porté à ne pas comprendre dans cette indemnité la valeur du fonds elle-même, mais seulement les « impenses » faites par l'occupant sur le terrain et le préjudice à lui causé par l'abandon des lieux (2).

L'indigène serait en somme à la discrétion de l'ad-

1. L'article 10 du décret du 23 octobre 1904 dispose que le Lieutenant-Gouverneur statue souverainement en conseil d'administration sur les *compensations que peut comporter* l'occupation des terrains enlevés aux indigènes pour la création de centres urbains ou pour l'exécution de travaux d'utilité publique.

2. Cf. Lettre du Gouverneur général Roume au Lieutenant-Gouverneur du Sénégal en date du 16 mars 1907 (*Bulletin des décisions administratives et judiciaires*, année 1908).

ministration ; un tel état de choses constituerait une sérieuse entrave au progrès de l'agriculture indigène.

Les adversaires de la propriété indigène ont en outre multiplié les obstacles à la consolidation des droits des indigènes sur le sol. Ils se sont même servis contre ces derniers de textes édictés manifestement en leur faveur. L'article 58 du décret du 24 juillet 1906 dispose, en effet : « Dans les parties de l'Afrique occidentale française où la tenure du sol par les habitants ne présente pas tous les caractères de la propriété privée, telle qu'elle existe en France, le fait par un ou plusieurs détenteurs de terres d'avoir établi par la procédure de l'immatriculation *l'absence de droits opposables à ceux qu'ils invoquent*, a pour effet, quels que soient les incidents de la dite procédure, de consolider leurs droits hors d'usage... » Dès que les indigènes ont, en application de cet article, commencé à demander l'immatriculation de leurs terrains l'administration a fait opposition en se prévalant comme d'un droit opposable et préférable à celui des demandeurs, du droit général de propriété de l'État.

Ainsi le législateur était censé dire à l'indigène : « En vertu de l'article 53, vous pouvez consolider vos droits sur le sol *toutes les fois qu'il n'y aura pas de droits opposables au vôtre, mais...* n'oubliez pas que les droits de l'État sont précisément dans ce cas

et qu'ils seront toujours préférables à celui que vous invoquerez ! »

Le tribunal de Dakar, avec raison, a nettement repoussé de telles prétentions, notamment en deux jugements des 29 février et 7 mars 1908. On lit dans ce dernier (État Français contre Gor, M' Daron, Gueye et consorts) « qu'il faut reconnaître qu'il (l'État Français) a consenti, sous certaines conditions, l'abandon de ses droits en publiant le décret du 24 juillet 1906... qu'il serait contraire à la loi, à la justice et à l'équité de reconnaître que l'État s'est réservé ce droit pour l'exercer quand bon lui semblerait à l'encontre de certaines immatriculations et que ce serait laisser à l'arbitraire et au bon plaisir de l'État le droit de faire certaines oppositions (1) ».

L'administration fit autre chose encore pour empêcher la consolidation des droits des indigènes sur le sol. D'après l'article 65 du décret du 24 juillet 1906, pour bénéficier des dispositions de l'article 58 les détenteurs indigènes devraient produire un certificat délivré par l'administrateur de la circonscription de l'immeuble (ou par le maire), certificat constatant les conditions de l'occupation invoquée par le requérant et devant tenir lieu des titres impossibles à fournir par l'indigène. L'administration se prétendit dès lors « seule juge de l'opportunité de son octroi »

1. *Bulletin des décisions administratives et judiciaires de l'Afrique occidentale française*, 1908, t. I.

et, le considérant comme une libéralité, le refusa souvent.

Nous devons toutefois reconnaître qu'un heureux revirement s'est déjà manifesté au sein même de l'administration. Dès l'année 1908, commentant le jugement sus-mentionné du 7 mars 1908, *le Bulletin des décisions administratives et judiciaires de l'Afrique occidentale française* (institué pour faire connaître aux représentants du gouvernement la conduite à tenir dans les questions domaniales) disait : « Si l'État français... a recueilli le droit de propriété qui appartenait [aux anciens souverains du pays], ce n'a pu être qu'avec les restrictions apportées par suite des attributions de jouissance précédemment consenties ». L'article 58, ajoute-t-il, « a été introduit dans le texte organique du régime foncier pour mettre fin à une situation rappelant la distinction autrefois observée entre le domaine éminent et le domaine utile et qui ne répond plus à la conception moderne du droit de propriété » (1).

Citons aussi les conclusions de la très importante lettre du Gouverneur général Clozel au président de la Cour d'appel de l'Afrique occidentale française, en date du 23 octobre 1915 (2). Désireux de mettre

1. *Bulletin des décisions administratives de l'Afrique occidentale française*, 1908, p. 15.

2. *Recueil de législation et de jurisprudence coloniale*, 1906, I, p. 223.

fin aux difficultés que nous venons d'exposer, le Gouverneur déclarait qu'il fallait : 1° préciser par mesure législative les limites du domaine de l'État par une définition appropriée à ce pays des terres vacantes et sans maître ; 2° édicter le *droit formel* pour l'indigène qui remplit les conditions voulues et qui le demande d'accéder à la propriété française. Un arrêté du même jour nommait : 1° une commission chargée d'étudier les questions soulevées par l'établissement de la propriété foncière indigène collective ou privée ; 2° un comité permanent consultatif pour toutes les questions soulevées par l'application des diverses coutumes indigènes (1).

On ne peut que louer ces sages dispositions. Nous formons le vœu que la commission créée par l'arrêté du 23 octobre 1915 se préoccupe avant tout de sauvegarder les intérêts des cultivateurs indigènes.

La question qui se pose c'est, en résumé, de savoir quelle sorte de droits l'administration doit reconnaître à ceux qui occupent effectivement le sol. Et voici ce qu'en pense le Gouverneur Clozel : « Ce que les tribunaux s'obstinent à appeler *possession précaire* c'est un droit, différent sans doute de notre droit de propriété, mais un *droit* peut-être *plus fort*

1. *Recueil de législation et de jurisprudence coloniales*, 1916, I, p. 223.

qui s'impose aux individus et réside dans la collectivité qui ne disparaît jamais » (1).

§ 2. — *De la consolidation des tenures indigènes*

Caractères de la propriété indigène. — La propriété collective. — Les droits de la communauté sur les terrains vagues. — Le danger qu'il y aurait à les méconnaître. — La sauvegarde des droits fonciers des indigènes par l'immatriculation. — Immatriculation facultative, immatriculation d'office. — Le décret du 24 juillet 1906 et ses imperfections. — Les inconvénients des facilités d'aliénations données aux indigènes. — L'inaliénabilité dans la coutume indigène.

Il résulte des documents qui ont été publiés sur les coutumes indigènes que la tenure du sol en Afrique occidentale française est collective. Les conditions mêmes de la production, les nécessités du travail collectif déterminent la propriété collective. Le chef de tribu a partagé les terres administrées par lui au nom de la communauté entre ses compagnons, chefs de canton. Ceux-ci les ont distribuées entre les villages. Le chef de village, à son tour, a partagé entre les familles de son village le sol qui lui était attribué.

Le droit de la famille repose sur la tête du « patriarche ». Il devrait, le plus souvent, s'éteindre

1. Lettre précitée du Gouverneur général Clozel au Président de la Cour d'appel de Dakar.

avec celui-ci, mais il est renouvelé à l'avènement du nouveau chef de famille.

« Même sur les terrains qui paraissent vagues, les villages voisins de la tribu tout entière exercent un droit qui prend l'aspect, tantôt d'un usage en commun, tantôt d'une réserve au profit d'un chef, mais en sa qualité de chef, c'est-à-dire de représentant de la communauté » (1). L'État est tenté d'englober dans son domaine une partie de ces terres pour en disposer à titre de concessions domaniales au profit d'entreprises européennes. Une telle tendance, si le gouvernement s'y abandonnait trop librement, réussirait à faire de la population indigène « l'ennemie irréconciliable de la France » (2). L'État a le devoir de reconnaître les droits des indigènes sur le sol tels qu'ils résultent de leurs coutumes et de leur tradition (sauf un petit nombre de restrictions que nous avons signalées, dans l'intérêt général).

1. *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales*, 1908, II, p. 10.

2. *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniale*, 1908, II, p. 20.

Les conclusions que nous adoptons, notamment en ce qui concerne les terres vacantes, auraient pour effet de diminuer considérablement le stock de terres domaniales destinées aux « concessions européennes ». Mais elles n'aboutissent pas à l'exclusion de « l'agriculture européenne ». Les quelques colons sérieux qui voudront établir des cultures modèles dans la colonie pourront toujours se procurer des terres en passant des conventions avec les collectivités indigènes. L'administration leur offrirait son entremise. Le « Conseil de tutelle » dont nous avons demandé la

Par quel moyen l'administration consacrerait-elle ces droits ? Nous l'avons indiqué dans notre première partie : par une sorte d'immatriculation d'office. L'administration dresserait un tableau des tenures indigènes, indiquant le nom des possesseurs, celui de leurs voisins et la superficie occupée. Ce tableau serait complété par un simple croquis, à défaut de plan cadastral. L'établissement de véritables plans parcellaires par le service du cadastre n'en est pas moins le but à atteindre. Lorsque ce travail aura été accompli, les tableaux fonciers indigènes pourront être fondus avec les livres fonciers créés par le décret du 24 juillet 1906, puisqu'ils s'appuieront comme ceux-ci sur des plans précis et détaillés.

L'article 4 de ce décret permet aux indigènes de profiter des avantages de l'immatriculation. « L'immatriculation des immeubles au livre foncier est autorisée quel que soit l'état ou le statut des propriétaires ou détenteurs ». C'est une innovation considérable. Les précédents décrets de 1900 et 1901 (1) qui avaient institué dans les différentes colonies du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, un régime d'unimatriculation calqué sur celui

création devrait en tous cas donner son avis et contrôler les contrats de cette nature.

1. Décrets du 20 juillet 1902 pour le Sénégal ; 5 août 1900 pour la Côte d'Ivoire et le Dahomey ; 24 mars 1901, pour la Guinée.

du Congo (décret du 28 mars 1899) n'admettait pas les indigènes à en bénéficier (à l'exception de ceux du Sénégal et de la Guinée).

L'article 5 du décret du 24 juillet 1906 rend l'immatriculation obligatoire pour les immeubles détenus d'après les coutumes indigènes qui font pour la première fois l'objet d'un contrat écrit en conformité des principes du droit français.

Mais ce décret nous semble insuffisant et imparfait.

1^o Insuffisant parce que l'immatriculation reste facultative. Tous ceux qui ne l'auront pas demandée, c'est-à-dire la très grande majorité de la population indigène, demeurent dans l'insécurité, menacés de dépossession par leurs chefs, exposés aux revendications du Domaine qui est porté à s'attribuer, comme terres vacantes et sans maître, celles qui ne sont pas cultivées d'une façon permanente. Dira-t-on que l'indigène ne doit s'en prendre qu'à lui-même s'il ne fait pas immatriculer ses terres ? Mais c'est un mineur ; il ne faut pas compter sur lui pour prendre une telle initiative. L'administration doit se substituer à l'indigène.

2^o Imparfait parce que l'adoption du régime de l'immatriculation a pour effet de soustraire l'immeuble d'un indigène aux règles tutélaires de sa coutume traditionnelle. Article 58 *in fine* : « Le fait par un ou plusieurs détenteurs de terres d'avoir établi par la procédure de l'immatriculation l'absence de

droits opposables à ceux qu'il invoque a pour effet... de leur conférer les droits de disposition reconnus aux propriétaires par la loi française. » Or, comme le disait dans sa très remarquable circulaire du 5 mars 1913, le Gouverneur général Ponty, « l'idée qu'il (l'indigène) a des droits qu'on peut exercer sur le sol est bien éloignée de notre conception de la propriété individuelle ». Il ne voit nullement pourquoi il transformerait le mode actuel de sa tenure foncière. « C'est dans sa coutume qu'il trouve la garantie de ses droits (1). » De plus, le titre français comporte l'aliénation, l'encourage même par les facilités qu'il donne pour la vente et la constitution d'hypothèque. Or, l'aliénation est la négation même du droit de la famille tel qu'il s'exerçait depuis un temps immémorial (2). Une des caractéristiques essentielles de la tenure coutumière des indigènes, c'est l'inaliénabilité. En 1895, le chef des provinces sérères déclarait que sa situation de souverain ne lui permettait pas plus de disposer du sol détenu par les familles sérères, qu'elle ne lui permettait de disposer des terres de sa propre famille. « Si nos pères, ajoutait-il, ne nous avaient pas conservé la terre du Sine,

1. Circulaire sur la politique foncière du gouverneur de l'Afrique occidentale française, 5 mars 1913 (*Journ. off.*, du 8 mars 1913, p. 332).

2. Daresté, *le Régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française* (*Rec. de législ. ; doct. et jurisprudence. col.*, 1908, II, 13).

nous n'aurions plus les moyens de faire nos cultures, et nous aurions dû abandonner notre pays. Nous devons la transmettre intacte à nos enfants (1). »

En Guinée également, malgré l'intervention du Gouverneur Ballay, et l'offre d'une somme considérable, un chef refusa de transformer des contrats de location en contrat de vente déclarant « qu'il préférerait la mort plutôt que de consentir à un acte qui déshonorerait sa mémoire » (2).

On pourrait multiplier ces exemples.

Comment s'étonner, dès lors, que le indigènes aient manifesté si peu d'empressement pour les articles 4 et 58 du décret du 24 juillet 1906 ?

C'est en effet seulement dans les centres urbains que les noirs ont profité de la faculté que leur donnait cet article 58 pour la consolidation de leurs tenures. En 1913, 874 titres correspondant à 4.516 ha. furent délivrés tant aux Européens qu'aux indigènes, ce qui fait 5 hectares par titre environ.

Nous ne saurions d'ailleurs trop insister sur le danger qu'il y aurait à faciliter aux indigènes l'aliénation de leurs terres. On ne doit pas oublier les fâcheux résultats produits au Sénégal par l'arrêté du 5 novembre 1830. Cet acte accordait à tous les indigènes nés libres dans cette colonie la jouissance des droits accordés par le Code civil aux citoyens

1. Dareste, *Recueil de législation, etc.*, 1908, II, p. 13.

2. Dareste. *Recueil de législation, etc.*, 1908, II, p. 10.

français. Un certain nombre d'accapareurs eut tôt fait de dépouiller une grande partie de cette population imprévoyante.

Loin de leur conférer brusquement les droits de disposition reconnus par la loi aux propriétaires français, il conviendrait au contraire d'interdire ou de soumettre à l'autorisation de l'autorité supérieure les cessions de terrain ou les constitutions d'hypothèque consenties par les cultivateurs indigènes.

L'immatriculation n'en resterait pas moins un excellent moyen de constatation des droits réels appartenant aux indigènes, selon leurs coutumes.

Au lieu de nous empresser de placer les propriétés indigènes sous notre régime foncier, nous devons plutôt nous attacher « à ce qu'il exerce en toute sécurité ses droits coutumiers et qu'il en retire le maximum d'utilité » (1).

§ 3. — *La politique agraire*

du Gouvernement général. — Son évolution.

Respect des droits coutumiers des indigènes. — Leur protection, le « homestead indigène ». — Le décret du 2 mai 1906 sur la constatation écrite des conventions indigènes. — Les concessions gratuites aux indigènes, immatriculées sans frais.

Nous ne pouvons pas ne pas noter avec satisfaction l'évolution très heureuse qui se manifeste depuis quel-

1. Circulaire du 5 mars 1913, précitée.

ques années dans la politique agraire suivie par l'administration à l'égard des autochtones.

Nous avons dit quels droits excessifs elle revendiquait sur toutes les terres de l'Afrique occidentale française. Un certain changement paraît s'être produit sous l'administration éclairée du Gouverneur général Ponty. Dans la circulaire du 5 mars 1913 que nous avons déjà plusieurs fois citée, il se montrait soucieux de sauvegarder aussi complètement que possible les droits des indigènes.

« Le respect pour l'indigène, pour ses biens, ses droits coutumiers sur la terre et ses produits naturels, est un des traits les plus caractérisés de notre politique en Afrique occidentale française. » Et ailleurs, « la possession et l'usage sont reconnus aux naturels du pays. Ils peuvent les exercer effectivement (Discours à l'ouverture du Conseil de Gouvernement, 1913).

Mais, par contre, le Gouverneur Ponty se refusait à permettre aux indigènes de s'appauvrir par ignorance et imprévoyance en aliénant leurs droits à la légère. Il insistait sur la nécessité d'appliquer rigoureusement les sages dispositions de l'article 10 du Décret du 23 octobre 1904. « Les terres formant la propriété collective des indigènes ou que les chefs indigènes détiennent comme représentants de collectivités indigènes, ne peuvent être cédées à des particuliers par voie de vente ou de location qu'après

approbation par arrêté du lieutenant gouverneur en Conseil d'administration (1). »

« Si les administrations locales », ajoutait-il « comprennent toute la portée de mes instructions et tiennent fermement la main à leur application, nous aurons dès maintenant réalisé au profit de l'indigène et *selon sa propre coutume* une sorte de *homestead familial* dont il ne peut être dépossédé ni se déposer sans notre consentement, c'est-à-dire pratiquement inaliénable (2). » Et il concluait ainsi : « J'attache le plus grand prix à l'observation de ces principes et de ces règles qui deviennent pour les indigènes le plus sûr garant du respect et de la sauvegarde de leurs droits sur la terre... et qui contri-

1. Cette approbation a quelquefois été donnée trop facilement. En voici un exemple. En 1910, une société nouvellement fondée sous la dénomination de « Société française des huileries et plantations de la Côte d'Ivoire » annonçait dans une brochure que son principal fondateur avait obtenu pour trente ans, des autorités locales et de divers indigènes, la vente des récoltes et produits à provenir de leurs palmeraies occupant *une superficie d'environ 4.760 hectares* et, en outre, la *promesse de la vente desdits terrains*, y compris les palmiers, aussitôt que les formalités d'immatriculation auraient été remplies. Ces palmeraies sont situées dans la région du Comoë et du Sassandra. Que deviendront les habitants de ces contrées ? (V. *Revue Indigène*, 1910, p. 613.)

2. Discours du Gouverneur général à l'ouverture de la session du Conseil de Gouvernement de 1913 (*Annuaire de l'Afrique occid. franç.*, 1913-1914, p. 33). Ces déclarations ne sauraient pourtant suffire. Elles manquent de précision. De plus, un arrêté semble nécessaire, les simples instructions étant généralement trop éphémères.

bueront à exalter la valeur sociale que chacun d'eux représente dès maintenant, et que rehaussent chaque jour nos efforts dans ces régions (1). »

Les concessions de terres aux indigènes. —

Pour encourager l'indigène à faire des défrichements, à entreprendre des nouvelles cultures, le Gouverneur Ponty décida de lui accorder en toute propriété les terrains sur lesquels il aurait « établi des cultures industrielles, ou mis en œuvre des procédés cultureux particulièrement intéressants ». L'administration se charge des frais et des formalités de l'immatriculation. Un titre foncier conforme à celui prévu par le décret du 24 juillet 1906 est délivré à l'intéressé.

Il aurait été suprêmement injuste d'exiger des indigènes, premiers occupants du pays, des sacrifices pécuniaires. La circulaire du 5 mars 1913 corrige sur ce point les imperfections de la législation. Les arrêtés locaux réglementant les concessions inférieures à 200 hectares, les seules qui intéressent les indigènes, n'ont pas prévu de procédure spéciale pour eux. Or, celle qu'ils ont instituée est coûteuse. Le plus complet de tous, celui du 13 avril 1892, pour la Guinée, exige le paiement d'une redevance annuelle ou d'un prix d'achat, la justification d'une somme de 5.000 fr. au minimum. L'indigène ne peut évidemment pas remplir ces conditions.

1. *Annuaire de l'Afrique occidentale française*, 1913-1914, p. 34.

Il n'est pas sans intérêt de rapprocher les mesures adoptées par le Gouverneur Ponty, relativement aux concessions indigènes, des dispositions prises trois ans plus tôt par le Gouverneur général de l'Afrique équatoriale française pour organiser la propriété foncière indigène. L'arrêté local du 6 octobre 1910 (*Rec. Dareste*, 1911. 1. 667), modifiant l'arrêté d'avril 1900 et réglementant les concessions de 10.000 hectares et au-dessous prévoit, dans son article 27, l'attribution gratuite aux indigènes, à titre individuel ou *collectif*, de terrains ruraux d'une superficie de 50 hectares au maximum. En outre, les bénéficiaires peuvent être exonérés du paiement des 0 fr. 50 par hectare spécifié par l'article 13, pour frais de délimitation. Les terrains peuvent être attribués à titre définitif après mise en valeur dans un délai de six ans du quart de la superficie concédée à titre provisoire s'il s'agit de terres de culture, et après constitution d'un troupeau de cinq têtes de gros bétail ou de quinze têtes de petit bétail régulièrement entretenu depuis trois ans s'il s'agit de terres d'élevage.

Les concessionnaires indigènes ne pourront vendre lesdits terrains, pendant un délai de vingt-cinq ans à compter de l'acquisition, qu'à des personnes agréées par le lieutenant gouverneur, *sous réserve d'une superficie de 5 hectares* qui, *en aucun cas*, n'est aliénable, et constitue le « *homestead indigène* ».

CHAPITRE IV

LE CRÉDIT EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE INDIGÈNE. — LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE ET DE PRÊT MUTUEL AGRICOLE

Le fléau de l'agriculture indigène, l'usure. — La dépossession de l'indigène par la vente anticipée. — Crédit immobilier : l'hypothèque différée de l'article 43 du décret du 24 juillet 1906. — Le crédit mobilier : avances sur récoltes.

Le crédit mutuel : les institutions indigènes de prévoyance et de prêt mutuel agricole.

Nous avons, à plusieurs reprises, insisté sur la nécessité de protéger l'indigène contre la dépossession. Les usuriers sont redoutables pour le cultivateur noir. Nous avons dit qu'il fallait interdire aux indigènes les aliénations et constitutions d'hypothèques. Il est évident que cette manière de combattre l'usure serait absurde si l'on ne mettait pas à leur portée un moyen de se procurer de l'argent sans engager leurs terrains.

Actuellement, il est vrai, l'usurier ne s'attaque guère, en Afrique occidentale française, qu'aux récoltes de l'agriculteur. L'inaliénabilité des terres suffit le plus souvent pour les défendre contre l'accu-

parement des prêteurs. Au contraire, par le procédé des achats à terme, l'usurier, sous la forme d'un traitant européen ou d'un traitaillon noir, dépouille le malheureux paysan du fruit de son travail. Rien de plus nuisible à l'agriculture.

Pour satisfaire ses fantaisies de l'heure, l'indigène n'hésite pas à engager l'avenir. Le commerçant exploite cette faiblesse. Il excite ses convoitises, fait miroiter devant ses yeux ses faux bijoux, ses articles de pacotille. Il lui offre aussi de l'argent : le tout à la condition qu'il lui apportera ses amandes de palme, ses arachides à la prochaine récolte. Voici d'après un témoin oculaire ce qui se passe au Sénégal : « Au commencement de l'hivernage, alors que les réserves vivières commencent à s'épuiser, des traitants arrivaient dans les villages avec des sacs de riz, des moustiquaires, du sucre, des colas et donnaient à crédit aux cultivateurs tout ce qu'ils voulaient. Mais ces prêts étaient remboursables en arachides au prix unique de 7 fr. 50 les 100 kilogrammes... Un sac de riz d'une valeur de 5 francs était ainsi donné à crédit pour 7 fr. 50 et remboursé par 100 kilogrammes d'arachides valant 10 à 15 francs » (1). Le remboursement de ces dettes absorbe presque toute la récolte. Quand l'année est mauvaise le cultivateur ne peut même pas se libérer.

1. Adam, *l'Arachide*, 1908, p. 108.

Les intérêts déjà énormes augmentent encore. Pendant de longues années il se voit condamné à peiner pour enrichir le prêteur. Quoi de plus décourageant.

D'autre part, les indigènes, imprévoyants au possible, se déssaisissent très souvent de toute leur récolte sans en réserver une partie pour leurs semencements. Mais, au moment des semailles, ils empruntent un boisseau de riz ou d'arachides qu'ils consentent à rembourser par 3 boisseaux à la future récolte. Cette pratique exerce la plus fâcheuse influence sur l'agriculture. Les semences empruntées sont le rebut des traitants. De plus, le coût très onéreux de ces avances oblige le cultivateur à diminuer ses semencements.

Pour remédier à une telle situation, il faudrait organiser un mode spécial de crédit, comportant des avances en nature.

D'autre part, des prêts en espèces seraient nécessaires pour l'achat de quelques instruments agricoles, et pour quelques autres acquisitions utiles à l'agriculture.

En ce qui concerne ces prêts d'argent, on cite souvent, comme très avantageuse pour les emprunteurs même indigènes, l'hypothèque différée instituée par l'article 43 des décrets du 24 juillet 1906, pour les prêts à quatre-vingt-dix jours au maximum. L'inscription de l'hypothèque est différée, le créancier se contentant de faire défense au conservateur de déférer à

aucune réquisition d'inscription au préjudice de son droit de priorité. Cette opposition figure au crayon dans un cadre spécial. A l'expiration du délai le créancier doit retirer sa défense ou faire inscrire régulièrement son hypothèque. Cette procédure permettrait au propriétaire dans la gêne, notamment, dit-on (1), au cultivateur sénégalais, à l'époque de la traite, de contracter un emprunt, pour trois mois gagé sur son immeuble, sans être contraint de révéler sa situation.

Mais nous avons dit quel faible enthousiasme les paysans noirs manifestaient pour le système foncier de 1906. De plus, l'hypothèque, même sous cet aspect, d'abord inoffensive, ne nous dit rien qui vaille. Quant au crédit mobilier, les statuts de la Banque de l'Afrique occidentale française l'autorisent à faire des avances sur récoltes. Mais, en réalité, elle n'en fait pas.

La mode de crédit le plus avantageux c'est à coup sûr le crédit mutuel dont la vogue grandit dans le monde chaque pour davantage.

Nous avons dans notre premier partie exposé ses principes essentiels. Nous n'y reviendrons pas.

L'institution idéale pour les cultivateurs indigènes, celle qui répond le mieux à leurs besoins, c'est sans nul doute la Société de secours, prévoyance et prêt mutuel agricole selon le prototype algérien.

1. François, *l'Afrique occidentale française*, 1906.

La mutualité trouve en Afrique occidentale française un milieu très favorable à son développement. L'esprit d'association apparaît dans la constitution patriarcale de la famille, dans la culture familiale. On trouve dans le clan l'idée d'assistance mutuelle entre indigènes d'une même souche qui ont été dispersés loin du foyer primitif. Il existe de nombreuses associations indigènes aux règles rigoureuses, fondées sur l'idée de mutualité : 1° d'abord les « zaouias » musulmans du Soudan, possédant des caisses maraboutiques analogues à celles de l'Afrique du Nord d'où sont issues les sociétés de secours et de prêts mutuels ; 2° les « flantons », sociétés de secours mutuels, qui prennent leur source dans les associations de « circoncis ». Lorsqu'un affilié se marie, les autres lui construisent une case, lui fournissent grains et volaille. Dans certaines régions tous les habitants d'un village se joignent pour cultiver à tour de rôle le champ de chacun d'eux.

Autrefois, les chefs de Fouta-Djalon (Guinée) faisaient appel au travail collectif pour la culture de certains champs dont le produit servait aux œuvres de mutualité et de prévoyance telles que la constitution de réserves pour les mauvaises années, les secours aux indigents, etc. Cette institution rappelle les mutuelles-labours de la Tunisie ; elle constitue-

rait un utile complément des sociétés de crédit mutuel.

L'esprit de mutualité existe donc chez les indigènes, mais il a besoin d'être dirigé.

§ 1. — *Les premiers essais*

a) *Au Sénégal.* — L'utilisation des silos de réserve. — Création de la société de secours et de prêt indigène de Kaolack.

Ce fut le Gouverneur général Roume qui posa les premiers jalons des futures sociétés de prévoyance et de prêt mutuel. Il concentra ses efforts sur le Sénégal et la Guinée. Comme l'avait fait en Algérie le général Liébert, il commença par utiliser les silos de réserve. La circulaire du 20 juin 1903 prescrivait aux indigènes la création d'un grenier de réserve dans chaque village, sous la surveillance du chef de village. Chaque cultivateur devait verser une certaine quantité d'arachides proportionnelle à sa récolte. De nombreux villages firent la sourde oreille. En 1905-1907, l'administration dut même venir en aide aux cultivateurs en leur prêtant des semences. De nouvelles instructions enjoignirent aux villages de constituer des réserves. De nombreuses caves furent alors presque partout aménagées pour prévenir la famine et assurer les ensemencements. Mais les indigènes furent certainement moins convaincus par les con-

seils de l'administration que par la pénible expérience que venaient de leur infliger deux années de disette.

Au mois de juillet 1907, sur l'initiative du Gouverneur général Roume, l'administrateur Lefilliâtre créait, à titre d'essai, dans le cercle de Kaolak (Sénégal), une société de prévoyance et de prêt mutuel. Ce cercle avait été choisi à cause de sa prospérité et de l'état social assez avancé de ses habitants. Le Gouverneur général du Sénégal *avança* 20.000 francs à cette société. On se gardait bien d'adopter le principe de la subvention. Les cotisations devaient se faire exclusivement en nature pour ne pas faire croire aux indigènes qu'il s'agissait d'un nouvel impôt. Ces derniers l'auraient pensé d'autant mieux que la société était dirigée par un administrateur placé à la tête du conseil d'administration indigène. La société ne devait faire que des prêts en nature. C'était un moyen d'éviter le gaspillage de l'argent prêté, en achats de camelotte. La valeur de la cotisation annuelle était de 5 francs, le taux des prêts de 5 o/o. Mais ce taux parut ensuite tout à fait insuffisant à cause des déchets constatés dans les réserves emmagasinées. Il fut porté à 25 o/o en 1908. En janvier 1908, le nombre des membres s'élevait à 764, le capital à 28.010 fr. 90. Le remboursement des graines s'était bien effectué : 186.739 kilogrammes étaient rentrés pour 124.493 kilogrammes sortis,

d'où 86.739 kilogrammes de bénéfice correspondant à 8.010 fr. 90 (cours de 15 francs les 100 kilogrammes (1)).

La société de Kaolak demeura, jusqu'en 1911, la seule institution de prévoyance en Afrique occidentale française.

b) *Création de greniers de réserve en Guinée.* — Il n'existait pas en Guinée, comme au Sénégal, de greniers de réserve (sauf pourtant dans le Bas-Mûnez). La population, composée d'agriculteurs et de pasteurs paisibles d'un niveau moral assez élevé est malheureusement très imprévoyante. L'administration avait dû, à plusieurs reprises, leur fournir des secours. En 1907, le Gouverneur général invitait le Gouverneur de la Guinée à créer des sociétés de prévoyance et de prêt mutuel agricole. Mais on dut se contenter d'abord de quelques greniers de réserve dans les cercles de Kouroussa, du Labé et de Mella-corée. Dans le Kouroussa, les indigènes manifestèrent une certaine défiance. Dans le cercle du Labé, l'administrateur eut l'habileté de grouper les plus intelligents, les plus instruits des indigènes (on trouve même des érudits parmi les Karamokos) en commission consultative. Flattés de cette distinction ils facilitèrent notablement la tâche de l'adminis-

1. Couillaut, *Institutions d'assistance et de prévoyance mises à la disposition des indigènes de l'Afrique occidentale française* (1911), thèse, p. 127 et 128.

tration. Sur leurs conseils, on utilisa d'anciennes coutumes du pays (farilha). Chaque habitant dut fournir 1/10 de sa récolte en riz ou fonio pour la constitution de réserves emmagasinées sous la responsabilité d'un « Karamoko » assisté d'un conseil des anciens ou des notables. Dans chaque district, l'administration fit construire un magasin. Le conseil des anciens statuait sur les demandes de prêt. L'administrateur contrôlait les opérations.

Mais la comptabilité n'était pas familière aux administrateurs indigènes. Ils n'arrivaient pas à faire équilibrer les entrées et les sorties. Ils portaient d'avance sur les registres des entrées probables qui ne se produisaient pas. En un seul jour, ils vidaient les magasins, distribuant des paniers de grains à des notables aisés ; ou bien, au contraire, ils attendaient un ordre de l'administration en pleine période de disette, laissant en souffrance les demandeurs.

Enfin, le procédé du 1/10 était déplorable. Mieux valait fixer la contribution de chacun à un chiffre précis. Le système de la dime encourageait la paresse de certains associés, et pouvait susciter le mécontentement des autres. Sûrs, en effet, d'obtenir un secours, quel que fût leur apport, beaucoup de cultivateurs ne se souciaient guère d'obtenir une récolte abondante pour ne pas faire un trop fort versement.

En Mellacorée le succès fut complet. A la vérité, il ne s'agissait plus de prêt mutuel, mais de la mise en

dépôt par les intéressés de semences à retirer par eux dans les mauvais jours. De vastes magasins de 13 mètres de long sur 6 mètres de large et 3 mètres de haut, furent édifiés. Dès 1908, 50.000 kilogrammes de graines sélectionnées étaient emmagasinées.

§ 2. — *Le décret du 21 juin 1910 et celui
du 8 janvier 1915*

La réglementation des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêt mutuel agricole en Afrique occidentale française. — Leur but, leur administration, leur fonctionnement. — Les modifications apportées par le décret du 8 janvier 1915 au régime antérieur.

Les essais que nous venons d'étudier devaient fournir la base d'une réglementation générale : ce fut l'objet d'un décret du 29 juin 1910.

Le projet approuvé par le conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française fut quelque peu modifié par le département.

Le décret du 29 juin 1910 s'inspira de la loi du 14 avril 1893 sur les sociétés indigènes de l'Algérie. Il prévoit la création d'une société par cercle ; chaque société est divisée en sections ayant leur siège dans un village ou dans une tribu.

Leur but. — Les sociétés indigènes de secours, de prévoyance et de crédit agricole ont pour but ;

1° De constituer des approvisionnements de graines en vue de pourvoir aux semailles ;

2° D'acheter pour les sociétaires les instruments agricoles indispensables et de leur en faire l'avance à titre de prêt ;

3° De venir en aide en cas de nécessité à leurs adhérents atteints par la maladie ou par les accidents ;

4° De les prémunir contre les conséquences de la sécheresse, des inondations, des épizooties et autres fléaux naturels.

Elles sont administrées par un conseil composé des sociétaires délégués par les sections à raison d'un délégué par section. Le président de ce conseil, (art. 4) (1) est choisi par le Lieutenant-Gouverneur, après avis de l'administrateur chef du cercle, sur une liste de trois membres présentés par le conseil.

Le projet du Gouverneur général confiait les fonctions de président à l'administrateur lui même selon le système tunisien ; le ministère a préféré le système algérien. Les fonctions de trésorier sont remplies par le receveur régional ou par le représentant du Trésor. Seules elles sont rétribuées.

Les sociétés jouissent de la personnalité civile dans des limites déterminées (art. 9). Elles peuvent posséder des objets mobiliers et immobiliers nécessaires à leur fonctionnement, recevoir dons et legs des particuliers, des subventions de la colonie (100 fr.

1. Cet article a été modifié par le décret du 8 janvier 1915, que nous étudions plus loin.

pour les cent premiers membres adhérents, art. 11). Elles peuvent contracter pour tout ce qui concerne la gestion de leurs affaires, emprunter (mais seulement à d'autres sociétés de prévoyance et de prêt mutuel), leur consentir des prêts jusqu'à concurrence du dixième de leur disponible — contracter entre elles des assurances mutuelles contre l'incendie, la sécheresse etc...

Leurs fonds libres peuvent être placés en compte courant disponible. Le projet primitif, conformément aux vœux formulés par le Congrès colonial de 1908, autorisait l'utilisation du disponible en fonds spécial de réserve destiné à gager des emprunts pour l'exécution de grands travaux tels que la construction de canaux d'irrigation, de drainage, de puits communaux, de chemins d'intérêt local. Ce fonds de réserve devait être constitué par un prélèvement de 10 0/0 sur le disponible. Une caisse centrale devait réunir entre les mains du Trésorier payeur de la colonie, les réserves de toutes les sociétés indigènes. Un comité spécial de l'agriculture indigène était chargé d'en régler l'emploi.

Ces dispositions furent supprimées par le département des colonies.

Fonctionnement pratique des sociétés indigènes. — Le gouvernement général indiqua dans une circulaire du 3 août 1910 les règles générales

suivant lesquelles devaient fonctionner les sociétés. Les cotisations des membres se font en argent ou en nature. Les opérations de versement sont calquées sur le modèle algérien décrit dans notre première partie.

Les demandes de prêt sont adressées par les intéressés, au délégué de leur section qui les transmet, après enquête sur leur solvabilité et leurs besoins, au conseil d'administration. Celui-ci statue définitivement. Les avances se font en nature ou en espèces.

1^o *Avances en nature*. — A l'époque des semailles une liste des demandeurs de crédit est dressée par le délégué de chaque section.

Ces avances sont remboursables à la récolte prochaine et comportent un intérêt maximum de 25 0/0. Le conseil d'administration peut accorder des facilités de paiement et même, dans les très mauvaises années, des remises de dettes aux membres nécessiteux.

2^o *Avances en espèces*. — Elles ne devaient être consenties qu'un cas de maladie ou d'accidents. (On craignait la prodigalité des indigènes), et pour six mois au maximum (1). Elles ne pouvaient dépasser 50 francs. L'intérêt était fixé à 10 0/0. On faisait remarquer que, la société achetant elle-même les instruments agricoles pour les prêter à ses membres, la

1. Des prêts à long terme ont été autorisés par le décret du 8 janvier 1915 (voir plus loin).

nécessité d'importantes avances en espèces ne se faisait pas sentir.

Chaque année, après la récolte, un inventaire doit être fait et les grains en excédent vendus. Le produit de la vente vient augmenter les disponibilités en numéraire. Les sommes dépassant 2.000 francs seront employées à l'achat de valeurs françaises à déposer dans une succursale de la Banque de l'Afrique occidentale française.

Contrôle. — Le décret du 29 juin 1910 organisait un contrôle sévère, assuré : 1° par les inspecteurs des colonies en tournée et par les fonctionnaires délégués spécialement par le Lieutenant Gouverneur ; 2° par une commission de surveillance composée de l'administrateur du cercle, du receveur régional ou du représentant du Trésor, d'un notable indigène, nommé par le Lieutenant-Gouverneur sur la proposition de l'administrateur (art. 12) ; 3° par le Lieutenant-Gouverneur lui-même sur les comptes rendus que lui adresse chaque année le conseil d'administration de la société (art. 13).

En 1915, dix sociétés avaient été fondées au Sénégal et six en Guinée, comprenant en tout 300.000 adhérents. Certaines d'entre elles étaient bien modestes. Les indigènes ne montraient pas l'empressement qu'on avait escompté. En Algérie, les mêmes hésitations s'étaient, il est vrai, manifestées.

Cependant l'administration, mécontente des pre-

miers résultats, dès l'année 1913 mettait à l'étude une nouvelle réglementation des sociétés indigènes en vue d'amener l'indigène à participer plus activement à ces sociétés et de leur donner une direction plus éclairée et plus ferme.

Cette étude aboutit au décret du 8 janvier 1915 (1) qui a modifié assez profondément le décret du 29 juin 1910.

Le décret du 8 janvier 1915

La première innovation importante consiste dans l'obligation pour les indigènes habitant les cercles où l'administration aura créé une société, d'en faire partie (art. 3).

« Le Gouverneur général déterminera en conseil de gouvernement et sur la proposition des Lieutenants-Gouverneurs, après avis de la commission centrale de surveillance, les colonies ou les cercles où les indigènes cultivateurs et éleveurs feront obligatoirement partie des sociétés. »

La deuxième innovation consiste dans le mode de perception des cotisations « Leurs cotisations seront perçues comme s'il s'agissait des centimes additionnels à l'impôt » (art. 3). C'est une conséquence de l'obligation précédente.

Dans le décret du 29 juin 1910, le procédé avait

1. J. off., de l'Afrique occidentale française du 16 janvier 1915.

été expressément écarté dans la crainte de rendre les sociétés aussi impopulaires que l'impôt. Il a été emprunté aux sociétés indigènes de Tunisie.

Troisième innovation. — Le président du conseil d'administration de la société, est désormais le commandant du cercle (art. 5) (comme en Tunisie).

Quatrième innovation très importante. — Indépendamment des avances de graines remboursables au bout d'un an, la société peut désormais consentir *des prêts mutuels à long terme* en nature ou en argent à des groupements ou à des collectivités sociétaires (art. 9). Ces prêts à long terme sont accordés pour une durée maximum de dix ans. Ils sont remboursables par annuités. Le conseil d'administration apprécie la solvabilité des emprunteurs et détermine les garanties qui devront être affectées au remboursement (art. 10).

Le chef du Service de l'agriculture de chaque colonie et ses agents ont un droit de surveillance et de contrôle sur les sociétés pour tout ce qui concerne la conservation, la sélection et le renouvellement des produits et en général l'amélioration des conditions de la culture et de l'élevage (art. 13).

La composition de la commission centrale de surveillance est modifiée comme suit : elle est désormais composée du secrétaire général, président, de l'inspecteur des affaires administratives ou d'un délégué du Lieutenant-Gouverneur, du chef du service

de l'agriculture, d'un chef de bureau du gouvernement, de trois notables indigènes désignés par le Lieutenant-Gouverneur. Chaque année cette commission établit un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de la prévoyance indigène et des prêts mutuels agricoles. Le Lieutenant-Gouverneur le transmet au Gouverneur général (art. 14).

Nous espérons que cette sage organisation du crédit mutuel aura les plus heureux effets au point de vue de l'amélioration de l'agriculture indigène. Il y a le plus grand intérêt à ce que les cultivateurs puissent se procurer des semences à bon compte et de bonne qualité. Il est urgent de les soustraire à l'exploitation des intermédiaires, des traitants usuriers. Les prêts à long terme doivent rendre des services particulièrement appréciables à ceux des cultivateurs indigènes qui possèdent déjà des exploitations importantes et désirent y introduire des instruments perfectionnés : tels que charrues légères, extirpateurs, décortiqueuses pour l'arachide ou le riz, concasseurs pour les amandes de palme, égreneuses, défibreuses pour le coton, etc.

On peut toutefois se demander si les simples cotisations des adhérents et les très maigres avances du gouvernement suffiront pour satisfaire aux demandes de crédit qui deviendront de plus en plus nombreuses à mesure que les indigènes sauront mieux apprécier les avantages de ces organismes, à mesure que se

développera l'agriculture. Mais l'administration n'a pas encore voulu admettre le concours des banques privilégiées.

Les Mutuelles scolaires dont nous avons parlé dans notre première partie constitueront d'excellentes écoles préparatoires pour les sociétés indigènes de prêt mutuel. Elles habitueront les jeunes noirs aux idées de prévoyance et de mutualité.

CHAPITRE V

LES PRINCIPALES CULTURES INDIGÈNES

Les déconvenues causées par les produits de cueillette. — Le tribut payé à l'étranger par la France pour ses importations de denrées exotiques. — La production indigène pourrait suffire à nos besoins.

La prospérité de l'Afrique occidentale française et le développement de son commerce avec la Métropole dépendent essentiellement de l'agriculture. Le chiffre de nos exportations en Afrique occidentale française est en rapport étroit avec la puissance d'achat des indigènes. Il est même assez exactement représenté par l'importance de leur récolte.

Les principales cultures indigènes de l'Afrique occidentale française sont : le manioc, l'arachide, le coton, le riz, le palmier à huile, le maïs...

Les produits de cueillette sont : le caoutchouc et les gommés, la karité. Les indigènes déçus, par l'avilissement du caoutchouc, ont en ces dernières années porté leur activité sur des cultures moins faciles que l'exploitation du latex mais de revenu plus certain,

Nous avons insisté sur l'importance des cultures vivrières et principalement de celles qui, se prêtant à l'exportation, réunissent le double avantage de favoriser l'accroissement de la population et d'alimenter le commerce. Les États-Unis exportent chaque année des stocks énormes de maïs. Le climat et le sol de notre colonie se prêtent fort bien à la culture de cette denrée. Pourquoi ne deviendrait-elle pas, elle aussi, exportatrice d'importantes quantités de cet aliment ? Un premier pas a déjà été fait dans cette voie. A la suite de la disette rigoureuse qui sévit en 1910 et 1911 et des déceptions causées par le caoutchouc et les palmeraies, les indigènes, ressentant chaque jour de mieux en mieux les inconvénients d'une production trop exclusivement commerciale, ont étendu considérablement leurs ensemencements de maïs. Ainsi, ce produit qui, en 1911, avait disparu du mouvement commercial, y figure en 1912 pour 4.063 tonnes (1).

L'arachide, produit alimentaire et matière première pour les fabriques d'huile et de savon, fait la richesse du Sénégal. Elle pourrait enrichir bien d'autres régions de l'Afrique occidentale française.

Le manioc, importé d'Amérique et adopté avec enthousiasme comme aliment par les indigènes, four-

1. Rapport d'ensemble sur la situation générale de l'Afrique occidentale française en 1912, p. 601.

nit à l'industrie alimentaire une excellente matière première pour la fabrication du tapioca.

Enfin, dans le domaine des cultures dites riches, l'Afrique occidentale offre de nombreuses possibilités.

En 1912, la France importait de l'étranger 50 millions de cacao, 130 millions de café, 150 millions de graines oléagineuses, 605 millions de coton, 40 millions de viandes salées, 45 millions de caoutchouc, etc. (1). Tous ces produits peuvent être fournis par les indigènes de l'Afrique occidentale française. A nous de les orienter suivant les aptitudes spéciales à leur sol, vers les cultures qui conviennent le mieux à chacune des colonies du groupe. L'avenir n'est peut être pas si éloigné qu'on le croit où le Sénégal, augmentant ses exportations d'arachides, la Guinée ses envois de caoutchouc, de bétail et de riz, la Côte d'Ivoire ses expéditions d'huile de palme, de cacao, de colas, de caoutchouc et de bois, le Dahomey ses huiles, son maïs, son coton, et enfin le Haut-Sénégal et Niger sa laine, son coton, ses bœufs, son riz, ses arachides aussi, réduiront considérablement le lourd tribut que nous payons tous les ans à l'étranger.

Nous allons passer en revue les principales pro-

1. A. Chevalier, Conférence à l'Association française pour l'avancement des sciences.

ductions agricoles de chacune des nos colonies de l'Afrique occidentale.

§ 1. — *Productions agricoles du Sénégal*

a) *L'arachide* (1) *richesse du Sénégal.* — Les progrès considérables de cette culture, — Les dangers de dégénérescence. — Services rendus par les sociétés de prévoyance et par la station d'essai de M. Bambey. — La lutte contre les parasites et l'amélioration des procédés de culture. — Résultats peu satisfaisants donnés par les essais de labour à la charrue. — Nécessité d'un instrument spécial.

Au premier rang des cultures sénégalaises, il faut citer l'arachide. Cette plante oléagineuse fut introduite au Sénégal vers 1840 par des commerçants européens. Ses qualités nutritives la firent bien vite apprécier par les indigènes. Les porteurs noirs, dans la brousse, se contentent souvent pendant plusieurs jours de grignoter des graines d'arachide grillées. L'arachide donne, à la suite d'une opération peu compliquée, une huile douce à peine colorée, ayant un goût de noisette. Cent kilos de graines donnent de 40 à 45 kilos d'huile. Le résidu de la préparation de l'huile constitue un tourteau très nutritif pour le bétail. La paille de la plante est un excellent fourrage. La culture de l'arachide s'étendit très rapidement au Sénégal. Le terrain sablonneux de ce

1. Vulgairement appelée pistache ou cacahouète.

pays s'y prête admirablement et ne convient guère à d'autres plantes (sauf en certaines régions, dans la vallée du fleuve, propres à la culture du coton).

En 1850 le Sénégal exportait 2.600 tonnes d'arachides valant 268.000 francs, en 1882 : 83.000 tonnes valant 26.500.000 francs. Mais, pendant les années suivantes, la concurrence des arachides de l'Inde lui fit un tort considérable. Nous avons expliqué comment l'ouverture du chemin de fer de Dakar-Saint-Louis sauva de la ruine cette intéressante culture.

Le Cayor et le Baol deviennent alors de grands centres de production. Tombée à 21.729 tonnes en 1886, l'exportation reprend et dépasse 95.955 tonnes d'une valeur de 13.615.056 francs en 1898 et 148.842 tonnes valant 34.574.782 francs en 1903.]

Dans la période 1909-1912, elle atteint une moyenne de 220.000 tonnes valant plus de 45 millions, en 1913 : 229.961 tonnes valant 57 millions 278.000 francs (1).

Aujourd'hui, l'arachide entre pour plus des trois quarts dans les exportations totales du Sénégal.

Les quantités considérables d'arachides sorties en 1913 sont venues compenser la baisse accentuée du

1. La même année les exportations totales d'arachides de toute l'Afrique occidentale française n'étaient que de 242.083 tonnes.

La traite ou venté de l'arachide ne se fait plus par le troc, mais contre espèces monnayées. L'usage du numéraire est d'ailleurs, actuellement très répandu dans toute l'Afrique occidentale française.

caoutchouc de la colonie très concurrencé par les plantations de la Malaisie et de l'Extrême-Orient. Les récoltes abondantes de 1913 correspondaient à des cours très rémunérateurs de 22 fr. 50 à 25 francs les 100 kilos, au lieu de 15 francs dans les précédentes années.

L'augmentation de la production était due surtout au prolongement du chemin de fer Dakar-Kayes. La culture suit le chemin de fer. L'élévation des cours s'explique par l'amélioration de la qualité des arachides, grâce à la sélection des semences distribuées aux cultivateurs. Depuis quelque temps, les commerçants se plaignaient d'une certaine dégénérescence de la plante due en grande partie à l'utilisation de mauvaises semences et aux attaques de parasites. Les greniers de réserve et les sociétés de prévoyance ont contribué pour beaucoup à l'amélioration déjà réalisée. Elle n'est pourtant pas encore suffisante.

La station d'expérience de M. Bambey créée spécialement pour l'arachide, a rendu de très grands services. Cette station d'une superficie de 400 hectares est située dans une région où les indigènes s'adonnent très activement aux travaux agricoles, non loin du chemin de fer Thiès-Kayes. On y poursuit deux ordres d'essai : 1° l'étude comparative des diverses variétés d'arachides cultivées suivant différents procédés, et l'amélioration des modes de cul-

ture en usage chez les indigènes ; 2^o l'étude des parasites et la recherche de la meilleure méthode de conservation des graines. Les essais exécutés ont démontré que les charrues perfectionnées ne donnent pas de résultats satisfaisants. Il semble que pour ces terres peu consistantes, il faut se contenter d'appareils ne remuant pas le sol trop profondément tel un instrument tenant à la fois de la houe à cheval et de l'Hilaire (1) indigène : l'extirpateur. Cet outil a l'avantage d'économiser de longues journées de travail tout en donnant une meilleure façon que l'Hilaire. L'enlèvement des plantes adventices se faisant plus facilement le rendement augmentera notablement.

Les arachides du Sénégal, plus estimées que celles de l'Égypte et de l'Inde, leurs rivales, alimentent de grandes huileries à Marseille, Dunkerque et Bordeaux. Produits d'une culture essentiellement indigène et familiale, elles offrent un bel exemple de ce que pourra, dans l'avenir, l'agriculture indigène.

Les autres produits agricoles du Sénégal sont : le maïs, le manioc, des racines diverses, le coton. L'importance de ce dernier produit nécessite des développements spéciaux.

1. Hilaire (du nom de son créateur Hilaire Maurel), sorte de ratissoire formée d'une lame plate en fer à cheval fixée au bout d'un long manche et qui remue le sol sur une épaisseur de 3 à 5 centimètres.

b) *Le coton au Sénégal.* — Chiffre actuel de la production cotonnière du Sénégal; son importance plus grande autrefois. — Nécessité du relèvement de cette culture pour l'approvisionnement des manufactures métropolitaines. — Le monopole américain. — Les résultats obtenus par l'Angleterre et l'Allemagne dans leurs colonies. — L'Œuvre de la British Cotton Growing et du Comité économique colonial. — La collaboration de l'Association cotonnière coloniale, et de l'administration dans nos colonies. — La vallée du Sénégal, terre d'habitat du coton. — Culture européenne ou culture indigène ?

En 1912, le Sénégal a fourni 20.000 kilos de coton à l'exportation, mais en 1913, seulement 7.723 kilos. Cette plante était jadis cultivée sur de bien plus grandes étendues que de nos jours. On croit même qu'elle est indigène de ces régions. Depuis des centaines d'années, les femmes noires tissaient grossièrement le coton pour confectionner des étoffes rudes mais portables. L'introduction de la pacotille européenne fit un tort considérable à cette culture.

Pour 4 francs en effet, les coquettes peuvent se pavaner dans les toiles importées, tandis que les cotonnades indigènes coûtent 12 francs. Le relèvement et le développement de cette culture sont pourtant du plus haut intérêt pour la Métropole. L'industrie cotonnière en France emploie près de 300.000 ouvriers et 1 milliard de capitaux. Elle doit importer, nous l'avons vu environ 600 millions de coton brut. Les États-Unis ont presque le monopole de cette matière première. Les trois quarts du coton

transformé par les usines de France, d'Angleterre ou d'Allemagne viennent de la grande République américaine. Sur 17 millions de balles produites dans le monde elle en fournit 12 millions environ. Or ce pays ambitionne de consommer tout le coton de ses champs. De plus, il semble que toutes les terres propres à cette culture aux États-Unis soient actuellement occupées et leur épuisement aurait pour résultat d'affamer les usines cotonnières.

Aussi l'Angleterre et l'Allemagne se sont-elles vivement préoccupées d'implanter et de développer dans leurs colonies la culture du cotonnier. Les manufactures anglaises consomment 3.776.000 balles par an. Grâce à l'activité déployée par le Gouvernement anglais, la production des colonies britanniques suffirait à cette consommation. L'Inde et l'Égypte produisent en effet 4.125.000 balles dont 2.900.000 pour l'Inde et 1.225.000 pour l'Égypte (1).

Les colonies allemandes, moins nombreuses et moins riches que les nôtres, ont donné des résultats plus importants au point de vue de la production cotonnière. Le Togo exportait dès 1909 plus de 2.500 balles de 275 kilos, soit 687.500 kilos provenant presque uniquement de la culture indigène; l'Afrique orientale allemande 1.033 balles de 250 kilos, soit 258.250 kilos, à la même date, et

1. *Quinzaine coloniale*, n° du 10 octobre 1910.

1.080.446 kilogs valant 1.664.773 francs en 1911 (1). Or, ces deux pays n'exportaient pas une seule balle de coton en 1901.

Ces beaux résultats sont dus à l'initiative de deux grandes associations : la British Cotton growing association, société par actions, et le Comité Économique colonial allemand pour le développement de l'agriculture, fondé en 1900. Ces deux associations sont d'ailleurs puissamment aidées par leur gouvernement respectif. Le coton recevait en 1914 731.000 marks de subventions sur les budgets allemands (2).

Le Comité Économique allemand avait adopté le programme suivant : *a)* étude et extension de la culture du coton indigène ; *b)* instruction des indigènes ; *c)* installation de dépôts de charrures et autres instruments de provenance allemande à céder aux indigènes à moitié prix ; *d)* installation de dépôts de graines sélectionnées à distribuer aux indigènes, et de stations d'égrenage ; *e)* établissement de marchés d'achat et garantie d'un prix fixe de gros, pour encourager les producteurs. Le comité se chargeait en outre de vendre en Europe les récoltes des indigènes sans commission (3).

1., *Bulletin de colonisation comparée*, année 1914, p. 24.

2. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*. Mars 1914, p. 566.

3. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, n° de juin 1910, p. 597.

En France, l'Association cotonnière coloniale, fondée en 1902 par M. Esnault Pelterie et subventionnée par le gouvernement (130.000 fr.), poursuit, en collaboration étroite avec l'administration, une œuvre analogue. Ses efforts ont grandement contribué à l'accroissement de la production cotonnière de nos colonies. En 1913 elle s'élevait à 715.000 kilos. L'Algérie, la Nouvelle-Calédonie, l'Afrique occidentale sont nos principaux producteurs de coton brut. L'Afrique occidentale française, par sa proximité de la Métropole, par la nature de son sol, semble tout particulièrement désignée pour fournir à la Métropole l'aliment de ses manufactures cotonnières. En 1913 elle produisait déjà 321.671 kilos de coton pour l'exportation.

Le cotonnier recherche les climats chauds, mais il se montre très susceptible envers les pluies. La vallée du Sénégal convient parfaitement à sa culture. Son climat présente cette alternative de saison sèche et humide bien caractérisée qui sied au cotonnier.

Mais peut-on compter sur les indigènes pour la création de plantations nombreuses, et la production de belles récoltes ? Les Européens ne sont-ils pas, au contraire, seuls capables de fournir à la France une matière abondante et utilisable ? Cette question était agitée dès 1903. D'après certains auteurs, le coton exige des soins trop compliqués

pour l'indigène. Celui-ci ne produirait jamais qu'un coton de de mauvaise qualité et sans homogénéité. En outre, il serait difficile de leur inculquer l'amour du travail « leurs besoins ayant des bornes très étroites » (1).

Ces critiques ne sont pas fondées. Les noirs du Togo, de l'Afrique orientale allemande, ceux de l'Égypte ou de l'Inde produisent un coton qui donne toute satisfaction. Il ne paraît nullement impossible de donner à la production de nos indigènes l'homogénéité nécessaire. Ce sera l'œuvre des agents du Service de l'agriculture et des fermes modèles. Dès maintenant, d'ailleurs, le coton de l'indigène est propre à l'industrie. Ce qui le prouve, c'est que depuis 1913 plusieurs maisons françaises se sont mises à acheter le coton brut de l'Afrique occidentale française. Jusqu'alors les maisons allemandes et la Compagnie française du coton colonial étaient les seules acheteurs. Bien mieux, les cotons de l'Afrique occidentale française inscrits à la cote du Havre ont obtenu en 1914 des prix supérieurs à ceux du coton américain middling (2).

Quant à la culture européenne, on peut faire remarquer que jamais au Sénégal aucune entreprise agricole n'a réussi au moyen de la main-d'œuvre

1. M. Jean du Taillis au Congrès colonial de 1904.

2. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, n° 60, mars 1914, p. 589.

salariée. Aussi le Gouverneur général Roume déclarait-il dans une interview parue dans *le Temps* sous la signature de Pierre Mille : « Je suis tout à fait convaincu que seul l'indigène, sur ses propres terres, peut faire réussir cette culture et que toute concession dans ce but à des Européens donnerait des résultats politiques et économiques à redouter ». Et dans un banquet de l'Association cotonnière coloniale, le 12 octobre 1903, il disait encore : « Vous avez reconnu que, pour arriver à une production abondante et régulière du coton dans l'Afrique occidentale française, il fallait s'appuyer avant tout sur l'agriculture indigène, sur le travailleur noir cultivant, son « loutan » familial, en toute indépendance et en toute liberté. Vous avez écarté l'idée, la théorie séduisante mais souvent décevante — et dans ce cas elle le serait certainement — de grandes concessions territoriales où des escouades de nègres enrégimentés travailleraient pour le compte de puissantes sociétés financières... Voilà un premier point acquis et d'une grande importance, parce qu'il est de nature à vous éviter bien des déceptions » (1).

Ainsi l'avenir de la culture cotonnière du Sénégal dépend des indigènes. Ils y trouveront une nouvelle source de profits.

1. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, novembre 1903,

Le succès de cette culture atténuerait pour le Sénégal le danger qui résulte d'une production trop exclusive.

Cependant, les arachides ont jusqu'ici très sérieusement « handicapé » le coton. A 15 francs les 100 kilos, en effet, dit M. Yves Henry (Congrès colonial de 1906), l'arachide donne 150 à 200 francs par hectare, tandis que le coton ne rapporte que 60 à 70 francs, à 1 fr. 60 le kilo. L'amélioration des procédés culturaux et l'augmentation du rendement des cotonniers pourront, il est vrai, faire disparaître ou atténuer cette trop grande inégalité. Les efforts de l'Association cotonnière coloniale sont orientés dans ce sens. Elle a déjà obtenu de grands progrès grâce aux conseils prodigués aux indigènes aux distributions de semences sélectionnées, à ses installations mécaniques. Ses égreneuses ont rendu des services remarquables. Une égrenage soigné est de la première importance au point de vue de la qualité de la fibre. Les pratiques rudimentaires des indigènes ont souvent pour résultat de la hacher ou de la tacher. Les femmes indigènes n'arrivent à égrener que 300 gr. environ par jour. L'Association cotonnière coloniale a monté au Sénégal 5 égreneuses dont 2 à Richard-Toll, 2 à Podor, 1 à Kaolak.

§ 2. — *L'agriculture indigène en Mauritanie
et au Haut-Sénégal et Niger*

La Mauritanie est surtout un pays de pasteurs. — Le Haut-Sénégal et Niger contient au contraire une nombreuse population agricole. — Principales cultures : l'arachide et le coton. — La pression administrative pour le développement du coton. — L'action de l'Association cotonnière coloniale. — Encouragements à la culture : garantie d'un prix fixé d'avance ; contrats d'association. — Les essais de culture irriguée. — L'amélioration des variétés indigènes. — Les installations mécaniques de l'Association cotonnière coloniale. — L'influence des facilités d'évacuation sur l'accroissement de la production.

En Mauritanie, la terre n'est cultivée que par les noirs. De vastes « *lougans* » de mil se succèdent le long du Sénégal dans le *chemama* et aussi dans certaines régions de l'intérieur. Le terrain se prêterait cependant à d'autres cultures, notamment à celle du coton. Les autres fractions de la population : Maures, Toucouleurs, Peulhs (d'origine mystérieuse peut-être sémitique) s'adonnent à l'élevage et à la vente des bœufs, moutons, chameaux.

Le Haut-Sénégal-Niger, en partie peuplé lui aussi de peuples pasteurs, est cependant un pays beaucoup plus agricole que la Mauritanie grâce à l'existence d'une nombreuse population agricole (Mandés). Le développement de la culture des arachides et surtout du coton réserve un très bel avenir à cette importante partie de notre Afrique occidentale française.

En 1913, le Haut-Sénégal et Niger exportait 8.577 tonnes d'arachides valant plus de 1.500.000 fr. Lorsque les régions de l'intérieur seront reliées à la côte par le chemin de fer, cette colonie pourra fournir 300.000 tonnes d'arachides à l'exportation. Mais c'est la culture du coton qui est de la part du Gouvernement l'objet de la plus grande sollicitude.

Le Soudan possède un climat éminemment favorable au coton, caractérisé par une saison humide pour la croissance de la plante, une saison sèche pour la maturité des capsules. Le terrain formé de bancs de sable sur fonds argileux est très recherché par cette plante. Les alluvions abondantes dont les crues du Niger recouvrent les plaines et les vallées sont aussi très propices au coton. On le trouve en plus ou moins grande abondance dans toute la boucle du Niger jusque dans la forêt vierge (1). Les villages le cultivent pour leurs besoins. Les noirs plantent leurs cotonniers au milieu de leurs champs de maïs. Le maïs protège les jeunes plants ; il arrive du reste à maturité avant le textile.

Lorsque les pluies ont ramolli le sol, le cultivateur y creuse des trous espacés de 0 m. 40. Pendant la

1. Rapport Guyaumard de Préaudet au Congrès colonial de 1904 (sur l'avenir du coton du Moyen Niger). Bibliothèque des Congrès coloniaux français : *les Intérêts économiques de la France coloniale*. Rapports à la III^e section du Congrès de 1904, p. 17 et suiv.

croissance de la plante il doit soigneusement arracher les mauvaises herbes. A la saison sèche, les capsules s'entr'ouvrent. Il procède alors à la cueillette. Après séchage, elles sont égrenées par les femmes puis effilochées au moyen d'une baguette de fer et d'une pierre plate, enfin filées au fuseau. Les fils sont envoyés aux tisserands qui en font de longues bandes de 5 à 20 centimètres de large, très solides, pour la confection des boubous ou pagnes. Ces étoffes appelées « guinées » servaient d'instruments d'échange avant l'introduction de la monnaie. Elles sont moins recherchées depuis que l'usage du numéraire s'est répandu dans tout le pays. Les tisserands forment des corporations groupées dans certains villages. « On les rencontre rassemblés en grand nombre sur les places, faisant claquer leur navette du matin au soir, à l'ombre épaisse des dialas et des banans (1). »

Les Européens ont d'abord dédaigné le coton des indigènes puis, « en présence du danger, les bras tendus vers lui, les filatures de la Métropole le supplient de venir au secours de leurs broches affamées » (2). L'administration attache un si grand prix à l'extension de cette culture qu'elle a décidé d'obliger les indigènes à cultiver le coton. Les prin-

1. Guyaumard de Préaudet, *loc. cit.*

2. Guyaumard de Préaudet, *loc. cit.*

cipes posés dans la circulaire du 31 janvier 1913 pour la multiplication des lianes à caoutchouc sont les mêmes en ce qui concerne le coton. « Il y a pour l'indigène, obligation stricte de cultiver le coton (1). » Les commandants de cercle secondés par les agents du service de l'agriculture doivent veiller à l'application rigoureuse de ces mesures.

La baisse du caoutchouc en obligeant les indigènes à chercher une autre source de gain, les dispose d'ailleurs à suivre les conseils de l'administration. Celle-ci est du reste très utilement aidée par l'Association cotonnière coloniale.

L'Association cotonnière coloniale s'est d'abord efforcée d'établir solidement son influence sur certaines régions particulièrement favorisées au point de vue de la population et de la proximité des voies d'écoulement. Puis, à mesure que se développent les moyens de communication, elle étend son action sur les régions qui promettent de devenir très productrices.

Un des meilleurs moyens employés par l'Association cotonnière coloniale pour améliorer la production consiste à faire cultiver par des indigènes, sous la surveillance de ses agents, un certain nombre d'hectares. Un prix fixé d'avance leur est garanti pour la récolte. Les indigènes apprécient beaucoup cette

1. Circulaire du 27 avril 1913.

combinaison. Elle permet à l'Association cotonnière coloniale de stimuler les producteurs et en même temps de suivre les progrès de la culture, de donner enfin aux cotons du pays l'homogénéité nécessaire.

Grâce au contrôle attentif de l'Association cotonnière coloniale et aux essais qu'elle poursuit dans ses champs d'expérience, le rendement du coton indigène a passé de 125 kilogrammes brut par hectare en 1909-1910 à 200 et 267 kilogrammes en 1911-1912 (1).

La question de la culture irriguée a retenu l'attention de l'Association cotonnière. Le bassin du Niger et celui du Sénégal renferment une vaste zone dont l'irrigation doublerait la fécondité. Des essais exécutés sur 20 hectares par des agents de l'Association cotonnière coloniale à Richard Toll montrent tout l'avantage que le Haut-Sénégal-Niger retirerait de la création de canaux d'irrigation. Sur plusieurs de ces hectares irrigués le rendement a dépassé 500 kilogrammes de coton-fibre. L'Association cotonnière coloniale avait fait venir spécialement d'Egypte un expert en culture irriguée. On sait comment dans ce pays l'Angleterre a multiplié les cultures de coton en substituant le régime des irrigations à celui des inondations par un système de barrages et de canaux qui lui ont coûté 312 millions.

L'action de l'Association cotonnière coloniale est

1. *Bulletin trimestriel de l'Association cotonnière coloniale*, mars 1914, p. 589.

dominée par trois principes : 1° encourager l'indigène à étendre ses champs de coton en lui payant sa récolte un prix convenable ; 2° l'amener à améliorer sa production ; 3° lui laisser cultiver son propre coton préalablement sélectionné. Nous avons parlé des deux premiers. Disons quelques mots du troisième.

Pendant longtemps on a cru nécessaire de remplacer le coton indigène par le coton américain. Des graines américaines furent envoyées à grands frais au Soudan. L'année suivante les résultats furent superbes. Les fibres obtenues étaient si belles que les indigènes pris d'un engouement subit firent de longs trajets pour aller jusqu'à Ségou demander des semences à l'Association cotonnière coloniale. Un chef indigène, le Fama Mademba(1), planta 67 hectares en coton Mississipi. Mais les années suivantes, les graines dégénérèrent, ne donnant plus qu'un produit inférieur à celui des espèces locales. La véritable voie fut trouvée dans l'amélioration des espèces indigènes par sélection (2).

La sélection s'opère à la fois dans les champs

1. Ce chef a même envoyé l'un de ses fils en France pour lui faire apprendre l'agronomie et tout spécialement la culture rationnelle du coton.

2. Discours de M. Roy, président de l'Association cotonnière coloniale à l'assemblée générale de l'Association du 26 mars 1914 (*Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, mars 1914, p. 560).

d'essai de l'Association cotonnière coloniale qui distribue gratuitement des semences aux indigènes, et dans les usines d'égrenage où les lots de qualité inférieure sont détruits. Une certaine quantité des meilleures graines est au contraire remise aux cultivateurs.

Les installations de l'Association favorisent beaucoup le commerce du coton. Les égreneuses, au nombre de 8, assurent l'égrenage à tous acheteurs. Les indigènes apportent leur récolte en grande masse à l'usine. Le coton est compressé (il y a six presses au Haut-Sénégal-Niger), puis mis en balles de 250 kilogrammes et chargé à l'époque des hautes eaux sur des chalands que remorquent de petits vapeurs (1). Le chemin de fer de Koulikoro-Bamako à Kayes sur le Sénégal permettrait l'écoulement de la marchandise en toute saison et plus rapidement.

Le développement des cultures cotonnières est en fonction des voies et facilités d'évacuation des produits. Il faut bien que le prix de transport laisse à l'indigène la marge d'un certain bénéfice. Un kilo de coton de l'usine d'égrenage située sur les bords du Niger jusqu'au Havre paie 0 fr. 60 de fret. Or, le prix moyen du kilo ne dépasse guère 1 fr. 25. Les

1. Communication de l'agent général de l'Association cotonnière coloniale en Afrique occidentale française à l'assemblée générale de l'Association cotonnière coloniale (*Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, mars 1914, p. 586).

moyens de transport doivent donc déterminer le choix des régions où notre action s'exercera.

L'achèvement du tronçon Kayes-Bamako-Koulikoro, la substitution au portage, des convois d'ânes et de bœufs, de charrettes attelées, à mesure que les routes avancement, permettront de payer aux producteurs indigènes un prix qui les encouragera à augmenter leur production.

En 1912-1913, le Haut-Sénégal-Niger produisait 98.751 kilos de coton, dont 75 tonnes environ furent exportées, le reste étant consommé sur place. En 1911, 21 tonnes seulement étaient sorties de cette colonie.

Les autres produits agricoles du Haut-Sénégal et Niger sont le mil, le maïs, le riz, le millet, le sésame, le tabac, le manioc et diverses autres plantes alimentaires.

L'élevage rapporte 8 millions environ à la colonie. En 1913, elle exportait 2.000 chevaux, 120.000 moutons; 220 tonnes de laine. C'est la seule colonie de l'Afrique occidentale française qui exporte cette matière, les moutons de cette contrée ne portant généralement pas de laine.

§ 3. — *L'Agriculture indigène en Guinée*

La Guinée, pays du caoutchouc sylvestre. — La menace d'épuisement ; la concurrence des plantations étrangères ; la dépréciation des cours. — Nécessité d'orienter les indigènes vers d'autres productions.

La Guinée tire son principal revenu de l'exploitation des forêts de caoutchouc. En 1913, ce produit figurait encore pour 60 o/o dans les exportations de la colonie. Mais les forêts de caoutchouc ont été exploitées d'une façon si imprévoyante et si rapace qu'elles sont menacées d'épuisement. Selon M. Aug. Chevalier (1), il ne reste pas 10.000 hectares d'un seul tenant qui n'aient pas été éprouvés par les récoltants. Ainsi la Guinée risque de voir tarir sa principale source de richesses. L'administration s'est émue de ce danger. Dans sa circulaire du 31 janvier 1913, le Gouverneur général a décidé d'obliger les indigènes à planter des lianes de caoutchouc. Cette solution ne semble pas devoir suffire à conjurer le péril économique qui résulte pour la Guinée d'une production trop peu variée. On n'a d'ailleurs pas encore trouvé une espèce de caoutchouc cultivable convenant au pays. De plus, le caoutchouc, naguère considéré comme un produit précieux, tend à devenir,

1. Ancien chargé de missions agricoles en Afrique occidentale française.

s'il ne l'est déjà, un produit commun de valeur ordinaire (1). Les cours du caoutchouc ont subi dans ces dernières années une baisse considérable ; le relèvement qu'ils accusent depuis la guerre est probablement passager.

L'énorme production des plantations de l'Indo-Malaisie à laquelle celles de l'Est africain allemand fournissent un appoint de plus en plus important font craindre la surproduction. En 1912, les premières fournissaient déjà 28.000 tonnes ; bientôt elles en donneront 60.000. Les plantations de l'Afrique orientale allemande produisent actuellement près de 2.000 tonnes, et de nombreuses exploitations caoutchoutifères vont entrer en rapport. Il y a dans cette colonie plus de 33.000 hectares plantés en caoutchouc.

Le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française a donc bien raison d'orienter l'activité des indigènes vers des cultures nouvelles. Ceux-ci ont, du reste, spontanément augmenté leurs ensemencements de riz, de maïs, de sésame pour compenser la diminution de leurs ressources.

Le colatier, recommandé aux noirs par les agents du service de l'agriculture, pourrait leur procurer des bénéfices nouveaux. On trouve dans la zone

1. *Annuaire de l'Afrique occidentale française*, année 1913-1914, p. 24.

côtière un assez grand nombre de champs d'arachides et de cocotiers. Les arbres fruitiers y abondent. Nulle part, en Afrique occidentale française, on n'en trouve un si grand nombre. Le noir a répandu dans toute la colonie le manguier, l'oranger, le citronnier, l'ananas, la banane.

Enfin l'élevage, surtout celui des bœufs, est la principale richesse de certaines parties de la Guinée du Fouta-Djalou.

L'achèvement du chemin de fer Konakry-Kankan à Beyla augmentera dans de grandes proportions la production agricole de cette colonie.

§ 4. — *L'agriculture indigène à la Côte d'Ivoire*

Cultures diverses de la colonie. — Le cacaoyer, culture obligatoire. — Les résultats de la méthode. — Les moyens employés pour encourager l'indigène : concession en toute propriété des terres mises en rapport ; l'achat des récoltes par l'administration. — Les mesures destinées à assurer le renom des cacaos de la colonie. — La vulgarisation agricole.

La région la plus favorable à l'agriculture c'est la région basse. Les principales productions indigènes de la Côte d'Ivoire sont, à part les nombreux et riches bois de la forêt donnant 5.012.868 francs à l'exportation en 1913 et le caoutchouc 4 millions 684.095 francs (1) sur un total de 16.401.815 fr., le

1. En 1912, le caoutchouc entrainait pour 8.256.408 francs dans les exportations de la colonie évaluées à 17.615.775 francs. (Statistiques du commerce des colonies, 1913, p. 417 et suiv.).

palmier à huile (5.518.844 fr.), le colatier, le tabac, l'arachide, le coton et enfin le cacao. Parmi les cultures vivrières, il faut citer le bananier, le riz, le manioc, l'igname, le maïs.

Le commerce d'exportation est jusqu'ici alimenté presque en totalité par des végétaux spontanés. Mais les produits de culture prennent une importance qui grandit rapidement. Pour le riz et le bananier, par exemple, d'immenses étendues sont chaque année débroussées.

Les indigènes, suivant le conseil de l'administration, cultivent de plus en plus le maïs, qui produit deux récoltes par an et pourra donner lieu à un important commerce d'exportation, l'igname et le manioc, plantes industrielles autant que vivrières, fournissant la matière du tapioca.

La culture de l'arachide s'étend aussi et semble devoir s'accroître considérablement le jour où le chemin de fer traversera des terres favorables à sa culture.

La pénétration des voies ferrées, ici comme dans les autres colonies du groupe, est indispensable à l'extension de l'agriculture. Le riz, le maïs, le manioc, l'arachide sont des produits de faible valeur et très encombrants. Les moyens de transport actuels sont trop onéreux.

La nouvelle ligne projetée (de Bouaké au cours supérieur du Comoë) intéressera particulièrement le

commerce du maïs, du manioc, de l'arachide, du sésame et enfin du coton.

Le coton occupe une place importante dans les cultures des cercles du nord et principalement du nord-ouest. Il s'est particulièrement répandu dans les centres où l'administration, aidée par l'Association cotonnière coloniale, avait installé des égreneuses et des presses, notamment dans le Baoulé nord où se trouve l'usine d'égrenage de Bouaké (cette usine comprend 3 égreneuses, 1 presse hydraulique ; on compte, en diverses autres localités, 14 égreneuses, 2 presses). Nulles en 1912, les exportations de coton de la Côte d'Ivoire dépassaient, en 1913, 18 tonnes et la production totale atteignait 39.737 kilogrammes. Les indigènes en consomment une certaine quantité pour fabriquer des tissus.

La culture du cacaoyer. — La méthode de l'obligation. — La culture du cacaoyer à la Côte d'Ivoire mérite une mention particulière et par son importance propre et par les mesures que l'administration a cru bon de prendre pour la répandre dans la colonie.

La France consomme infiniment plus de cacao que n'en produisent ses colonies. En 1914, leur production ne s'élevait qu'à 2.000 tonnes et la consommation de la Métropole était de 26.273 tonnes environ.

Celle-ci importe 11.762.232 kilogrammes (1), de la Côte d'Or, colonie limitrophe de la Côte d'Ivoire, de même climat et de même sol que notre colonie. La région des lagunes et la zone sylvestre sont, à la Côte d'Ivoire, des terres d'élection pour le cacaoyer. Le Lieutenant gouverneur Angoulvant conçut donc l'idée de faire de sa colonie une grande productrice de cacao, capable de supplanter un jour la colonie anglaise sur le marché national.

Au premier abord, il se heurta naturellement à l'indifférence des indigènes. Les terrains qui conviennent le mieux à cette culture se trouvent précisément habités par des populations à peine pacifiées.

Le Gouverneur de la Côte d'Ivoire décréta l'obligation et prescrivit aux administrateurs de contraindre l'indigène à planter des cacaoyers en appliquant aux réfractaires les peines prévues pour le refus d'obéissance au Code de l'indigénat (décret de 1904.)

Voici comment l'auteur de cette méthode la justifie : « Il faut se pénétrer de cette idée *si choquante quelle soit de prime abord pour nos conceptions colonisatrices* que, vis-à-vis d'indigènes tels que ceux qui habitent la zone sylvestre, de la Côte d'Ivoire, le conseil est inopérant *et que seul l'ordre possède une vertu efficace*, que par la persuasion on

1. Ministère des Finances. Documents statistiques sur le commerce de la France, 1914.

ne reçoit que des assurances verbales sans suite réelle, et que c'est par l'obligation seulement qu'on obtient en toutes matières des résultats tangibles, profitables à l'indigène et à la colonie » (1).

Cette politique a soulevé des critiques assez vives, parfois violentes (2). On lui reproche d'abuser de la force, de la « manière forte », d'entretenir le mécontentement et la haine, de provoquer même des révoltes. Certains esprits ont même cru y trouver une réédition du système Van den Bosch.

Nous avons déjà dit, dans notre première partie, ce que nous en pensions. Rappelons seulement que le système des cultures forcées obligeait l'indigène à fournir certaines denrées au gouvernement hollandais pour un prix arbitrairement fixé par celui-ci. La méthode de l'obligation laisse aux cultivateurs la liberté de vendre leur cacao à qui bon leur semble.

De plus, le système Van den Bosch était un système définitif conçu pour une durée indéterminée. La méthode de l'obligation est essentiellement temporaire. Le Gouverneur Angoulvant le dit lui-même. «... Mais l'obligation n'est qu'un moyen employé temporairement pour préparer les résultats que l'indigène

1. Brochure *Sur le développement de la culture du cacaoyer à la Côte d'Ivoire*, 1915 (Préface).

2. Voir dans le livre de l'explorateur Gabriel Bonvalot *Une lourde Tâche*, 1913, p. 161 et suiv.

mal conscient encore de ses véritables intérêts, n'aurait ni l'intelligence ni l'énergie de réaliser, s'il était livré à lui-même. L'indigène n'entreprendra pas de lui-même des cultures qui ne doivent donner des fruits qu'au bout de plusieurs années. Mais les premiers bénéfices touchés, l'élan est donné et alors, c'est l'engouement » (1).

Selon la brochure publiée par le gouvernement de Bingerville, après les résistances du début, les indigènes auraient déjà montré un tel empressement pour le cacao qu'il a fallu modérer leur ardeur et les empêcher de trop négliger les cultures vivrières ou de s'endetter.

En 1908, à l'arrivée du Gouverneur Angoulvant dans la colonie, elle exportait 2 733 kilos de cacao. Au commencement de 1916 « elle fêta la sortie de ses cent premières tonnes ». Ce résultat est incontestablement très beau.

Nous ne croyons pourtant pas qu'il soit dû entièrement à l'obligation. Nous lisons en effet dans *l'Annuaire de l'Afrique occidentale française* pour 1912, que l'accroissement assez brusque des exportations de cacao de la Côte d'Ivoire s'explique en très grande partie par l'augmentation du prix payé par le commerce : de 0 fr. 60 à 1 franc et 1 fr. 30 le kilo. Les indigènes, encouragés par les nouveaux

1. Brochure précitée (Préface).

cours, auraient aussitôt commencé à porter aux commerçants des cabosses jusqu'alors perdues.

De plus, il ressort de la brochure publiée sur le cacaoyer par le gouvernement, que les centres où cette culture a pris un réel essor sont ceux « où l'initiative privée s'était déjà manifestée. »

Le cacaoyer fut introduit à Côte d'Ivoire vers 1870 par des indigènes de la Côte-d'Or.

En 1908 il y avait sur divers points de la côte plusieurs petites plantations appartenant à des noirs.

L'administration distribue de 1908 à 1911 : 14.000 cabosses.

En 1912, les indigènes les plus intelligents et les plus riches, qui s'étaient jusqu'alors consacrés exclusivement au commerce du caoutchouc et des bois, entreprennent des plantations de cacao. La crise caoutchoutière explique ce revirement. Les conseils des agents de l'agriculture y étaient sans doute pour quelque chose, mais non pas précisément la contrainte.

L'inspecteur d'agriculture, rédacteur de la brochure citée, le reconnaît en ces termes : « Les chefs de poste, malgré leur extrême bonne volonté... n'auraient certes pas pu, sans ces circonstances favorables, triompher aussi rapidement de la force d'inertie opposée par les indigènes » (1).

1. Brochure *Sur la culture du cacaoyer*, p. 12.

Il reconnaît encore que le bel aspect des plantations d'un certain nombre de cultivateurs sénégalais ou « Fantis » ne résultent pas non plus de la coercition. Ces planteurs noirs possèdent des fermes « qui peuvent soutenir la comparaison avec une exploitation européenne » (1) et qui contiennent 125.000 cacaoyers dont plus de 25.000 en rapport.

Au contraire, dans certains cercles où les indigènes trouvent des bénéfices importants dans l'exploitation de palmeraies ou dans la pêche (lagunes) ils ont « opposé une force d'inertie *contre laquelle rien n'a prévalu* » (2).

La culture obligatoire se fait généralement sous forme de plantations collectives de villages. Voici ce qu'en pense l'auteur de la brochure : « la création de vastes plantations collectives comprenant plusieurs milliers d'arbres par le travail obligatoire, n'est pas à recommander. Les indigènes montrent plus d'empressement et d'intérêt pour les plantations individuelles ».

En 1915 il y avait 1.971 plantations individuelles et 427 collectives formant un ensemble de 190.000 arbres en rapport et 1.600.000 en bas âge.

Afin de persuader les indigènes qu'ils ne seront pas dépossédés des résultats de leur travail, le gou-

1. Brochure précitée, p. 25.

2. *Ibidem*,

vernement local a pris pour règle conformément à la circulaire du 5 mars 1913, d'accorder des titres de concession provisoire aux cultivateurs. Les chefs de poste doivent les délivrer sans formalité et sans frais. Puis, lorsque les conditions de mise en valeur sont suffisantes, ils transforment les permis d'occupation en concessions régulières. L'administration a d'ailleurs décidé de n'accorder que 50 hectares au maximum et par fraction de 10 à 20 hectares, cela pour deux raisons : 1° les indigènes n'ont pas assez de ressources pour gérer une exploitation de plus de 50 hectares. Ils s'endetteraient pour louer des ouvriers. Il est nécessaire de limiter la culture indigène d'après la main-d'œuvre que peut fournir la famille.

2° Pour assurer le bon entretien des plantations il faut les restreindre. Les plantations trop vastes sont envahies par la végétation spontanée et deviennent la proie des parasites.

Il faut combattre cette tendance des indigènes à étendre chaque année leurs plantations en remplaçant au fur et à mesure les arbres épuisés faute de soins.

Il convient de noter que les « concessions » ne sont guère faites qu'aux noirs étrangers au pays qui ne peuvent bénéficier des droits d'usage réservés aux autochtones.

L'administration s'est préoccupée d'assurer la

vente des produits indigènes pour les stimuler. Les commerçants ne sont guère tentés d'acheter à chaque producteur sa faible récolte. Aussi l'administration a-t-elle dû souvent se substituer à eux. Le chef du Service de l'Agriculture proposait même, en 1913, de centraliser les cabosses à la station de Bingerville, puis de les mettre aux enchères par lots de 50 kilogrammes, après avoir adressé des circulaires aux Chambres et maisons de commerce. Le produit de la vente devait être distribué aux producteurs proportionnellement à leurs apports. Mais depuis la crise du caoutchouc, les commerçants européens ne dédaignent plus d'acheter directement aux petits planteurs leur modeste récolte.

L'administration veille jalousement sur le bon renom du cacao de la Côte d'Ivoire. Un règlement ayant pour but d'interdire la circulation et la vente dans la colonie des cacaos de qualité douteuse, vient d'être mis à l'étude. De plus, la brochure citée plus haut, annonce un prochain arrêté en vue d'obliger strictement tous les planteurs de cacaoyer à entretenir soigneusement leurs plantations. Ce ne serait même qu'un début et des mesures plus complexes suivraient bientôt (1). L'administration semble donc

1. Brochure *Sur le développement de la culture du cacaoyer à la Côte d'Ivoire*, p. 49.

résolue à recourir de plus en plus au principe de l'obligation (1).

En résumé, la Côte d'Ivoire présente de nombreuses possibilités agricoles qui lui assurent un avenir prospère. Arbres fruitiers, plantes amylacées, céréales, plantes industrielles, y viennent avec facilité. Mais il ne faut pas trop exiger à la fois de l'indigène. L'insuffisance de la population renferme la production agricole dans des limites assez étroites.

D'immenses peuplements de palmiers à huile restent inexploités faute de bras disponibles. Sans contester les avantages de cultures telles que le coton, le cacao, etc., on doit reconnaître qu'il serait déraisonnable de détourner l'indigène d'une exploitation aussi avantageuse et de laisser perdre des produits si utiles et si rémunérateurs (2). L'administration doit éviter de céder à l'entraînement du principe de l'obligation et se garder d'assigner à l'activité des indigènes trop de cultures nouvelles. Elle doit faire un choix parmi celles qui paraissent convenir plus spécialement à cette colonie et susceptibles d'être entreprises avec le plus de profit par les indigènes.

1. Elle l'a étendu à la culture du cocotier, plante de grande utilité. Une circulaire du mois de décembre 1908 (*Journ. off. de la Côte d'Ivoire*, déc. 1908), met à la charge de chaque indigène (dans le cercle des lagunes) la mise en terre de 20 noix au minimum.

2. D'après M. Adam (le palmier à huile), défalcation faite de la

§ 5. — *L'Agriculture indigène au Dahomey*

a) Le palmier à huile. — b) Le coton.

Le Dahomey est habité par des populations très industrieuses et douées d'excellentes dispositions pour l'agriculture. A leur existence précaire d'autrefois a succédé un certain bien-être dû aux bienfaits de notre paix et à leur labeur.

Les principaux produits du pays sont par ordre d'importance : le palmier à huile qui fournit les neuf dixièmes de l'exportation totale du Dahomey ; le maïs dont la culture s'est brusquement développée depuis 1912, le coton susceptible d'un grand développement ; le cocotier (plusieurs plantations ont été entreprises en ces dernières années par des indigènes. Ils se disputent les terrains qui conviennent à cette culture. En 1913, 150 hectares avaient été concédés spécialement pour cette plante et 46 hectares déjà mis en culture. Les simples conseils de l'administration ont suffi) ; le caoutchouc (des essais de repeuplement de lianes et d'arbres à caoutchouc sont en cours) ; le cacao dont la culture a pris une certaine extension depuis peu ; il en existait déjà en pleine brousse de

quantité d'huile conservée par l'indigène pour son alimentation, les quatre cinquièmes, il lui reste encore un bénéfice de 250 francs par hectare.

nombreuses petites plantations soigneusement cachées. L'indigo fait l'objet d'un commerce important dans le Haut et le Moyen Dahomey.

Le karité, très répandu dans le Haut-Dahomey, produit une graisse végétale dont l'exploitation rationnelle pourrait constituer une importante source de richesses pour la colonie. Les indigènes cultivent enfin le manioc, le mil, l'igname. L'élevage (bœufs, moutons, chèvres, chevaux) rapporte près de 156.000 francs à la colonie.

a) Le palmier à huile est la principale richesse du Dahomey. C'est, avons-nous dit, un produit très rémunérateur. Aussi, les indigènes tendent-ils à en multiplier les plantations, notamment dans les cercles de Ouida, Grand Popo et d'Allada. Béhanzin ne cessait d'encourager cette culture à laquelle il attachait un très grand prix. Une plantation contient de 115 à 200 palmiers à l'hectare. Un hectare rapporte de 250 à 320 francs. Les indigènes font, d'ailleurs, des cultures vivrières dans les palmeraies, ce qui réduit d'autant les frais d'exploitation. En 1912, le palmier à huile figurait dans le mouvement commercial du Dahomey pour 19.759.736 francs (amandes et huiles) sur 21.451.317 francs, chiffre des exportations totales de la colonie (1).

De grandes quantités d'amandes sont cependant

1. *Annuaire de l'Afrique occidentale française*, 1913-1914.

perdues chaque année. L'exportation de l'huile augmentera considérablement lorsque l'usage de procédés mécaniques pour l'extraction de l'huile se sera généralisée. La mise à la disposition des indigènes par les sociétés de prêt agricole mutuel de concasseurs, empêcherait le gaspillage des noyaux. La création de nouveaux moyens de transport augmentera notablement la quantité de produits exportés. Le chemin de fer de Djougou à Kotonou réunira l'intérieur à la côte. L'automobilisme est appelé à rendre d'importants services.

Les deux grandes artères de la colonie seront bientôt sillonnées de camions automobiles qui faciliteront l'évacuation des produits du Haut-Dahomey par les voies Savé-Niger et Zoumé-Djougou.

b) *Le coton*. — Le coton trouve au Dahomey un milieu très propice. Les indigènes le cultivent de plus en plus surtout dans le Moyen et le Haut-Dahomey. Les exportations croissent d'année en année. En 1911 elles étaient de 132.342 kilogrammes valant 105.430 francs; en 1912, de 123.386 kilogrammes, d'une valeur de 154.232 francs; en 1913, de 171.193 kilogrammes (coton en laine) valant 213.991 francs.

Le Dahomey et le Haut-Sénégal Niger sont de beaucoup les principaux centres cotonniers de l'Afrique occidentale française. Les essais de l'Association cotonnière coloniale ont démontré que, pris en grande masse, le coton des indigènes est suffisam-

ment homogène pour les filatures. Les maisons françaises et étrangères commencent même à se le disputer. Le prolongement du chemin du fer dans le nord étendra considérablement l'ère des cultures. L'administration distribue des semences aux cultivateurs. Les maisons de commerce elles-mêmes leur remettent des graines. Plus de 92.000 kilogrammes furent donnés aux indigènes en 1913.

L'Association cotonnière coloniale met à leur disposition des égreneuses, des presses.

Elle relie peu à peu ses installations du Sénégal, du Soudan et du Dahomey. Peu à peu, ses zones d'influence d'abord étroites, s'étendent. Lorsqu'elles auront couvert toutes les terres à coton de l'Afrique occidentale française, l'Association cotonnière aura accompli la tâche que s'était assignée son fondateur.

Dès maintenant l'œuvre accomplie est fort estimable. Si les quantités de coton produites dans notre colonie paraissent « une goutte d'eau dans l'océan » il ne faut pas oublier que les efforts de l'association cotonnière coloniale et de l'Administration ne remontent qu'à une quinzaine d'années. Or, il a fallu plusieurs décades aux États-Unis pour produire des récoltes importantes. En 1791 les premières balles de coton américain parvenues en Europe contenaient 95.000 kilogrammes. La France a elle seule en travaillait alors 4 millions de kilogrammes (1).

1. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, mars 1914, p. 562.

La culture du coton par les indigènes du Togo. — L'œuvre du Comité économique colonial de Berlin.

L'Allemagne avait, elle aussi, multiplié les efforts en vue d'assurer par ses colonies l'approvisionnement de ses filatures. Elle avait obtenu de remarquables résultats notamment au Togo, colonie limitrophe du Dahomey, habitée par une population intelligente et assez dense.

En 1909, le Togo exportait 2.500 balles de 275 kilos, soit 686.500 kilogrammes, chiffres bien supérieurs à ceux du Dahomey. Il n'est peut-être pas sans intérêt d'exposer les moyens employés par l'administration allemande.

D'abord, la culture du coton est faite presque exclusivement par les indigènes. Le gouvernement allemand leur laissait leurs terres. *La Couronne n'en possédait pas* (1). Les résultats obtenus ont, du reste, prouvé que les plantations européennes n'étaient pas indispensables.

Le gouvernement fit venir des États-Unis quatre directeurs nègres, hommes instruits et pourvus de connaissances pratiques. L'ambassadeur allemand lui-même s'entremet auprès du ministre de l'Agriculture pour obtenir du fameux Institut noir Booker-Washington tout un matériel de machines agricoles, charrues, rouleaux égreneuses, presses... C'est avec ces instru-

1. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, juin 1910, p. 557.

ments que les quatre noirs arrivèrent au Togo. L'administration n'eut qu'à se féliciter d'eux. Ils exercèrent l'influence la plus salubre sur leurs frères de race.

Afin de prévenir tout découragement de la part des indigènes et de détruire toute méfiance, le Comité économique garantissait aux cultivateurs noirs un prix fixe avant même qu'ils entreprissent la plantation. Des primes telles que, montres en argent et autres camelottes étaient distribuées aux meilleurs producteurs. Le Comité économique avait installé des dépôts de charrues qu'il cédait à moitié prix aux communes et aux cultivateurs. Il les prêtait parfois à des chefs indigènes, en faisait même cadeau à ceux qui avaient obtenu de belles récoltes (1).

Le comité avait organisé une école spéciale d'apprentissage pour la culture cotonnière. Les élèves âgés de seize à vingt ans, au nombre de 100, cultivaient 150 hectares environ. Leur instruction terminée, ils obtenaient une concession de 8 hectares environ dans leur commune d'origine et recevaient en outre des graines et divers instruments aratoires. Les agents du comité se chargeaient de les aider à réaliser leur récolte. Cette école, transmise au gouvernement, est devenue l'école d'agriculture.

1. *Bulletin de l'Association cotonnière coloniale*, juin 1910, p. 571.

§ 6. — *Les Services locaux de l'agriculture*
Apprentissage et vulgarisation agricole

Les Services de l'agriculture de l'Afrique occidentale française ont été réorganisés en 1913 d'après un plan très judicieux. Chacune des colonies du groupe a été divisée en circonscriptions agricoles. Le but c'est de grouper les efforts et de concentrer les observations concernant les produits spéciaux à chaque région de façon à donner aux essais une grande continuité de vue.

Les portions du territoire ayant les mêmes productions agricoles ont été rattachées à une station expérimentale spécialisée. Il faut citer parmi les stations d'essai :

Au Sénégal : 1° la station de Richard-Toll pour l'étude des cultures irriguées dans la vallée du fleuve. Elle contient un orphelinat agricole ; 2° la station de MM' Bambey spéciale à l'arachide. Elle mesure 400 hectares de superficie ; 3° la station de Hann pour l'étude des reboisements forestiers ; 4° la station de Sor qui distribue des plants de manioc, de cocotier, de sisal (plante textile), d'orangers, de manguiers, etc.

En Guinée : la station de Banfora pour le caoutchouc. Une école y est jointe. Fondée en 1898 par M. de Trentignan et améliorée par M. Ponty, elle servait primitivement à apprendre aux indigènes la

manière de saigner le caoutchouc sans tuer l'arbre. A partir de 1914, l'école a reçu mission de former des moniteurs de caoutchouc choisis parmi les parents des chefs de canton (1).

Citons encore à la Côte d'Ivoire la station de Bingerville formée de la fusion d'une ferme école et de quelques plantations et pépinières.

Il existe encore dans les diverses colonies du groupe quelques champs d'expérience. Mais, dans l'ensemble, les établissements de recherches et de vulgarisation agricoles de l'Afrique occidentale française sont encore insuffisants. Ils sont en général assez pauvrement outillés. Il n'y a pas de fermes modèles dans les villages importants. Nous avons dit dans notre première partie que les plantations locales nous paraissent indispensables pour l'éducation agricole des indigènes.

Il existe toutefois à la Côte d'Ivoire, dans le cercle de l'Indénié, des cacaoyères modèles dans chaque village. Elles sont entretenues sous la direction des agents de culture par les cultivateurs indigènes qui doivent les copier sur leurs propres plantations. On ne peut que louer l'initiative du sous-inspecteur Farrenc qui les a organisées. Les autres cercles

1. Près de Kouroussa (Niger), une ferme école a été organisée à l'intérieur d'une concession européenne ; c'est la ferme école d'Yri-Kiri. En France, les fermes écoles où se donne l'enseignement agricole sont situées sur des propriétés privées.

devraient imiter cet excellent procédé de vulgarisation.

Une série d'arrêtés ont réglementé à partir de 1912 l'organisation de l'apprentissage et de la vulgarisation agricole en Afrique occidentale française. Ce sont les arrêtés du 19 décembre 1912 pour le Sénégal ; du 1^{er} juillet 1913 pour la Guinée ; du 28 août 1913 pour le Haut-Sénégal et Niger ; des 26 et 30 août 1913 pour le Dahomey ; du 1^{er} juillet 1913, pour la Côte d'Ivoire (1).

L'économie générale de ces dispositions est la suivante : l'enseignement de l'agriculture et de l'élevage est donné sous les formes d'apprentissage pour la formation de moniteurs indigènes d'agriculture et d'ouvriers pour la colonisation ; de vulgarisation pour la formation d'agriculteurs éclairés.

L'apprentissage est donné dans les diverses stations d'essai, jardins et fermes écoles. Il dure deux ans. A l'expiration de ce stage les apprentis sont nommés moniteurs. Ils ont pour fonction de surveiller les plantations indigènes, de faire des cultures de démonstration dans les champs avec le concours des indigènes : c'est la vulgarisation.

L'arrêté relatif à la Côte d'Ivoire dispose qu'il sera en outre institué auprès de chaque station agricole un enseignement destiné aux jeunes gens de tous les

1. Voir *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales* (Dareste, Appert, année 1914, I, p. 728 et suiv.).

villages du ressort de cette station. Ils y viendront faire un stage de quatre mois par roulement. Chaque village devra détacher ainsi périodiquement 20/0 de sa population totale.

Le Service général de l'agriculture comprend en plus de ces agents indigènes au moins deux fonctionnaires européens par circonscription.

Il est chargé des recherches d'amélioration des méthodes de culture, de l'étude de l'irrigation, de l'organisation des pépinières, de traiter les questions de concessions avec le domaine, d'instruire les demandes de concession, de rédiger le cahier des charges et d'en surveiller l'exécution relativement à la mise en valeur des lots concédés, de participer à l'organisation et au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance et de prêt mutuel agricole. Il vérifie au point de vue de la qualité et de la quantité les greniers de réserve, les semences, donne obligatoirement son avis sur les projets de statuts et sur les comptes rendus annuels des opérations de ces sociétés. Il s'occupe, en un mot, des études relatives à l'agriculture, à l'horticulture, à la sylviculture et concourt à l'application de toutes les mesures favorables.

Aux institutions d'enseignement agricole se rattachent les mutuelles scolaires. Une circulaire du 22 juillet 1913 en réglemente le fonctionnement (1).

1. *Journal officiel de l'Afrique occidentale française*, du 2 août 1913.

Parmi les plus remarquables de celles qui ont déjà été organisées, citons celle qui est jointe à la station agronomique de Koulitoto ; celle de Kouroussa où l'instituteur a fait mettre en culture par ses élèves un large coin de terre voisin de l'école. Les élèves apprennent ainsi à cultiver rationnellement le maïs, le riz, le mil, le coton, etc. Ces œuvres ont l'avantage :

1° D'initier les indigènes dès leur jeune âge aux bonnes méthodes de culture ;

2° De dégrever les villages de la charge de leur entretien. Ce sont de véritables petites coopératives produisant pour consommer. Les écoliers rendus à leurs parents à l'époque des moissons et des semailles peuvent leur être très utiles.

TITRE II

L'AGRICULTURE INDIGÈNE A MADAGASCAR

PREMIÈRE SECTION

AGRICULTURE EUROPÉENNE AGRICULTURE INDIGÈNE

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Le prestige de la grande île. — Le milieu physique, le milieu social. — La population. — L'organisation communale, les « Fokon'olona », leurs chartes. — Situation. — Valeur économique et morale des indigènes. — Insuffisance de la population. — Les possibilités économiques.

Peu de colonies ont fait travailler les imaginations autant que la « Grande Isle ». Objet depuis le xvii^e siècle de convoitises ardentes, disputée par l'Angleterre à la France, Madagascar exerçait sur les esprits les plus érudits une étrange fascination. On lui attribuait des richesses fabuleuses.

Dès le xvi^e siècle de nombreux explorateurs et missionnaires le fréquentaient. Quelques-uns pénétraient jusqu'aux Hauts Plateaux du centre. Et cependant, en dépit des nombreuses relations historiques (1), en dépit même des entreprises nombreuses faites par des particuliers ou par le Gouvernement pendant le xix^e siècle, Madagascar était encore au jour de l'annexion, le 6 août 1896, très imparfaitement connu. Presque toute la région de l'ouest restait ignorée.

Depuis lors, nos connaissances ont fait des progrès rapides. Nous avons maintenant des données précises sur la superficie, la géographie physique, les populations, les possibilités économiques de cette colonie.

Madagascar couvre une superficie de 580.000 kilomètres carrés. Celle de la France, de la Hollande et de la Belgique réunies. Beaucoup plus longue que large, il s'étend sur 1.600 kilomètres environ dans la zone tropicale. Toutefois, sa structure physique et son relief le divisent en plusieurs zones climatiques très distinctes : les régions côtières est et ouest, la région du centre. Les plateaux du centre s'élevant jusqu'à 1.200 et 1.500 mètres (Tananarive est à 1.400 mètres) ont un climat qui convient aux Euro-

1. Dès 1609, l'historiographe de l'Électeur de Saxe, Mesieger, publiait une description *véridique, complète* et détaillée de l'île extrêmement riche, puissante et célèbre de Madagascar.

péens. Mais cette région est précisément la plus peuplée de l'île et ce sont des populations très avancées qui l'occupent. La colonisation de peuplement s'y heurte donc à de grosses difficultés. La France n'a pas voulu déposséder les Hovas de leurs terres. Quant aux zones côtières, chaudes et humides, les indigènes seuls peuvent y vivre en permanence.

Madagascar est donc une colonie d'exploitation. Sa mise en valeur doit se faire par les autochtones. Ceux-ci ne sont malheureusement pas nombreux : 3.170.823 habitants. Assez dense au centre, très clairsemée sur les côtes, cette population se compose d'une vingtaine de peuplades diverses qui présentent les plus grands écarts de civilisation. On peut les diviser en trois groupes principaux :

1° Les peuplades de la côte ouest et de la plus grande partie de la côte est, assez arriérées. Elles forment la moitié de la population. Celles de l'ouest, les Sakalaves, habitent la région la plus fertile ;

2° Les peuplades de la côte sud-orientale (comptant 200.000 individus), entre Fort-Dauphin et Mananjary, plus avancées. Elles ont subi l'influence des Arabes venus de Mascate. Ces derniers forment encore de nombreuses colonies ;

3° Les populations du centre composées de Hovas et des Betsiléos. Ce sont les plus nombreux.

Les Betsiléos, au nombre de 500.000, sont des agriculteurs dociles. Les Hovas, plus d'un million,

occupent les plateaux de l'Imérina. Très perfectibles, relativement civilisés, ils avaient depuis plus d'un siècle et demi (1787) un gouvernement régulier, une administration assez bien conçue, des lois souvent très judicieuses. Ces lois, jadis simples règles coutumières, ont été réunies en un code remarquable en 1881 : c'est le Code des 305 articles. Lorsqu'en 1885 nous leur imposâmes notre protectorat (protectorat assez élastique d'ailleurs), ils étaient en pleine évolution, manifestant le plus vif désir de s'instruire et de s'élever au niveau des peuples civilisés. Les Anglais prétendaient même faire de Madagascar un Japon africain. L'origine des Hovas est très discutée. D'après les uns, ce serait une race de conquérants venus d'Orient (Malaisie) au ^{vii}^e siècle. D'après d'autres, les Malais seraient venus il y a quelques siècles seulement. C'est d'eux que seraient alors sortis les nobles « Adrian ». Le reste de la population hova, bien que de teint plutôt jaune, serait descendu des habitants primitifs. Pour expliquer leur parenté physique avec les Indo-Malaisiens, on peut invoquer l'opinion de plusieurs savants selon lesquels Madagascar par sa flore et par sa faune montrerait plus d'affinités avec l'Asie qu'avec l'Afrique. Il aurait même jadis été relié aux archipels de l'Insulinde.

En tous cas, le royaume de « Mériina » fut fondé au ^{xvi}^e siècle, puis divisé entre les quatre fils d'un certain roi « Adriamasinavolana » d'où il serait

résulté une série de luttes féodales. L'unité du royaume fut reconstituée en 1787, par le grand souverain Adrianapoinimerina, fondateur de l'hégémonie hova. Il organisa le pays, distribua le territoire entre les six tribus de l'Imérina. Ces tribus furent divisées elles-mêmes en un certain nombre de circonscriptions composées de « Fokon'olonas », associations de village, unités administratives et noyaux de l'État malgache. Cette institutions supprimée pendant l'insurrection de 1895 fut définitivement consacrée par le décret du 9 mars 1902 pour l'Imérina. Le décret du 30 septembre 1904 et l'arrêté local du 31 décembre 1904, l'ont même étendu aux territoires de l'est et du nord de Madagascar. Le chef du « Fokon'tany » (1), le M'piadidy, préside la réunion du Fokon'olona où toutes les affaires de la collectivité sont discutées. Femmes et enfants participent aux délibérations. Les Malgaches ne connaissent pas l'inégalité des sexes. Les femmes prennent part aux travaux d'utilité commune. Quant aux enfants on les admet dans l'assemblée pour les initier à la vie publique (2). Le M'piadidy est désigné pour trois ans par l'administrateur chef de province sur une liste de trois membres désignés par l'assemblée générale du Fokon'olona. Il est assisté par un ou deux

1. Circonscription du Fokon'olona.

2. Pain, *l'Institution du Fokon'olona*, thèse de Poitiers, 1910, p. 51.

« M'pikarakara ». Le M'piadidy ne prend pas de décision. Il se borne à exécuter celle de l'assemblée.

Le Fokon'olona a ses usages fixés dans ses « conventions » ou Fakenempokolona. Nous aurons l'occasion d'en citer plusieurs à propos des travaux agricoles. Elles donnent en général une haute idée de la mentalité malgache. C'est ainsi que l'individu de mauvaise vie est rejeté du Fokon'olona. La femme jouit des plus grands égards malgré l'existence de la polygamie. Les veuves, les vieillards, les infirmes, les orphelins sont à la charge de la communauté, et celui qui se refuse à leur venir en aide est frappé d'une amende ou même exclu. Les Malgaches, nous dit M. Julien, le savant auteur des *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, ont eu leur loi Grammont avant nous.

Ces peuples constituent donc d'excellents éléments pour la mise en valeur du pays. Sans doute, les habitants des régions côtières, nous l'avons dit, n'ont pas atteint un niveau intellectuel aussi élevé. Mais ils suivront l'exemple des Hovas. Ceux-ci nous aideront à les améliorer.

Nos deux principales préoccupations devraient être de remédier à l'insuffisance numérique de la population et d'augmenter sa valeur économique. Ces deux problèmes, étroitement liés entre eux, sont en rapport étroit avec la question de l'agriculture indigène. Les progrès de l'agriculture par l'aisance qu'ils

répandront chez les indigènes favoriseront l'accroissement de la population. L'élévation du taux de la mortalité, cause essentielle de la stagnation de cette population, est due en très grande partie au défaut d'hygiène, à l'insuffisance du logement et des vêtements. Accroître la valeur économique du cultivateur, c'est en même temps élever son niveau moral, c'est aussi le reconcilier peu à peu avec l'hygiène.

Les produits naturels ont eu jusqu'ici une place prépondérante dans les exportations de l'île. L'or occupait encore en 1911 la première place. Son exploitation tend à être abandonnée pour d'autres plus rémunératrices (1) (il était en 1913 en diminution de 575.721 francs sur 1912 à l'exportation). Le graphite produisait en 1913 près de 3.000.000 de francs. Les produits de la grande forêt de l'Est (chêne, palissandre, bois de rose, caoutchouc, raphia, palmier) formaient le quart des exportations en 1912. Les statistiques de 1913 accusent une forte diminution, pour les exportations de caoutchouc, de 3 millions 546.021 francs sur 1912 (exportation de 1913 : 1.635.540 francs), et pour celles du raphia en diminution de 361.732 francs (exportation de 1913 : 3.426.240 francs). Ces moins values s'expliquent par l'épuisement des lianes et de la fibre.

L'élevage est une importante source de richesse

1. Madagascar renferme aussi des pierres précieuses, des gisements de charbon au nord-ouest et au sud de Bétroka.

pour Madagascar. En 1912, sur une exportation totale de 60 millions, il donnait 16 millions de francs (correspondant à 5.500.000 têtes de bétail). Le commerce des peaux s'élevait à 11 millions en 1912 et celui des conserves de viande à 3.300.000 fr. (1).

C'est dans l'agriculture qu'il faut chercher la grande richesse d'avenir de Madagascar. L'épuisement des produits spontanés se manifeste déjà.

Les opinions les plus opposées ont été émises sur la fertilité de cette île. Nous avons dit qu'avant la conquête on croyait généralement qu'elle était extrêmement fertile, donnant presque sans soin des récoltes prodigieuses. Ceux qui avaient répandu cette idée n'avaient vu que des régions fertiles. Depuis la conquête, beaucoup d'auteurs ont dit tout le contraire. Ils n'avaient vu, eux, que les régions stériles. La vérité c'est qu'à Madagascar il y a du bon, du très bon, du médiocre, du très mauvais. Tout dépend de la constitution géologique et des climats particuliers aux trois grandes régions que nous avons indiquées :

1° Dans l'Est dominant les terres à latérite (oxyde de fer rouge) pauvres en chaux, en acide phosphorique et en potasse.

1. Majunga et Diégo-Suarez possèdent des usines de conserves très perfectionnées. En 1913, une usine a été créée à Tananarive pour la préparation de conserves de porc, de saindoux. A cette date, Madagascar exportait déjà 1.135.047 francs de cette substance. L'élevage du porc tend à prendre une grande extension.

Sur les pentes de l'immense plateau qui commence à 100 kilomètres du rivage, la faible couche d'humus a disparu, brûlée par les feux de brousse des pasteurs en quête de jeunes pousses pour leurs troupeaux, entraînée par les eaux de pluie contre lesquelles elle se trouve désormais insuffisamment protégée par suite des incendies de forêts. Mais dans les bas-fonds et les vallées alluvionnaires, l'humus s'est accumulé. En outre, quelques sols volcaniques sont assez féconds ;

2° Dans le centre, les seules régions réellement fertiles sont les bas-fonds, vallées et marais. Tout autour des villages s'étend en outre une zone cultivable, grâce aux déchets qui l'ont fertilisée ;

3° Sur le versant occidental, des terres fertiles se trouvent surtout à l'embouchure des nombreux cours d'eau.

Dans l'ensemble la proportion des terres stériles semble donc plus élevée que celle des sols de bonne qualité. Mais l'étendue des terres propres à l'agriculture reste suffisamment vaste pour enrichir Madagascar. Beaucoup de régions sont considérées comme ingrates parce que les Européens ne pourraient pas en tirer des bénéfices importants. Mais elles peuvent être cultivées avec profit par les indigènes. La variété des climats constitue pour Madagascar un sérieux avantage. Les cultures les plus diverses peuvent y être entreprises ; cultures des pays tempérés (blés et

légumes d'Europe) ; cultures tropicales : vanille, café, cacao, manioc, riz, pois du Cap.

Nous avons plusieurs fois, au cours de cette étude, montré le rôle que doivent jouer dans nos colonies les cultures vivrières, en particulier celles qui donnent lieu à un commerce d'exportation.

Ce sont précisément celles-là qui, jusqu'à ce jour, tiennent la place la plus importante dans les exportations agricoles de Madagascar. Et cette importance semble devoir grandir. Les Européens eux-mêmes, loin de se cantonner dans les cultures réputées comme riches, se consacrent de plus en plus au manioc, aux pois du Cap. Les chiffres que nous donnons ci-dessous, montrent la progression de ces cultures. Le pois du Cap occupe le deuxième rang dans les exportations de produits agricoles (la vanille y entrainait en effet pour 4 millions en 1912, et seulement pour 2 millions 075.311 francs en 1913, à cause des ravages causés par les cyclones ; le pois du Cap pour 3.304.358 francs à la même date). Le manioc vient au troisième rang avec 2.658.325 francs en 1913. Il n'apparaît dans les statistiques d'exportation qu'en 1908. En 1909, il y figure pour 2.923.192 francs.

Le riz arrive ensuite avec 2.286.690 francs en 1913 (1).

En résumé, Madagascar, bien que ne répondant

1. Statistiques du commerce des colonies françaises d'Afrique. (Office colonial, 1913, p. 100).

pas aux désirs chimériques de ceux qui voient dans les colonies des pays produisant avec facilité des denrées extrêmement riches, semble devoir acquérir une grande prospérité. Les régions propres aux cultures « de luxe » étant rares, la colonisation européenne ne trouvera dans cette colonie qu'un champ très limité. Les cultures indigènes (vivrières et exportables) resteront la condition principale du développement commercial de cette colonie (1).

1. Favorisé par la diversité harmonieuse de la production locale, le commerce général de Madagascar a pris un essor remarquablement rapide. En 1896, il s'élevait à 17 millions. De 1897 à 1902 il atteignait une moyenne de 31 millions; en 1902-1907; 53 millions; en 1912, à la suite de l'ouverture de plusieurs voies de communication, à 116.944.209 francs; en 1913, il est retombé à 102.801.833 francs. La période 1910-1913 s'est même caractérisée par un excédent de 34 millions des exportations sur les importations. La part de la France dans ce commerce était en 1913 de 83 o/o pour les importations et de 64 o/o pour les exportations.

CHAPITRE II

L'AGRICULTURE EUROPÉENNE A MADAGASCAR

§ I

Les grandes concessions, leurs résultats. — Les déboires de la petite et de la moyenne colonisation agricole. — L'adoption des cultures indigènes par les colons.

Les grandes entreprises agricoles des Européens portant sur des milliers d'hectares ont piteusement échoué. Seules la petite et la moyenne colonisation ont eu quelques succès, peu nombreux du reste. Le plus souvent c'est dans les cultures indigènes qu'ils ont réussi et non pas dans ces riches cultures d'exportation que l'on prétendait naguère réservées aux capitaux européens.

Grande colonisation. — Sous l'ancien Gouvernement hova de grandes concessions avaient été faites le long de la côte à quelques Européens. Elles couvraient la superficie de plusieurs départements. Mais elles étaient faites à titre temporaire pour une période de dix à cinquante ans. La loi malgache ne permettait pas l'aliénation des terres aux étrangers.

Elles comportaient le paiement de certaines redevances. Les concessionnaires ne se soucièrent pas de les cultiver sérieusement. Ils y voyaient surtout une source de futures indemnités de guerre. Après l'annexion, les grandes concessions furent revisées et régularisées.

Le général Galliéni était partisan des grandes concessions (V. arrêté du 10 février 1899 et circulaire de même date). De 1897 à 1905 il accorda une trentaine de concessions de plus de 5.000 hectares dont 15 occupaient de 100.000 à 400.000 hectares. L'une d'elles couvrait même 3 millions d'hectares dans le sud de l'île. La plupart de ces immenses concessions étaient de pleine propriété et à titre immédiatement définitif, sans aucune prestation pécuniaire.

Il en subsiste seulement six de nos jours. Il faut espérer que l'ère de ces concessions démesurées est définitivement close. Elles sacrifient les droits des indigènes. Des concessions aussi étendues englobent nécessairement des terres utilisées par ces derniers. Certains colons considérant comme terres incultes celles que les indigènes emploient à leur semis de rizières, les demandèrent en concession. Par la force des choses, et pour pouvoir vivre, les premiers occupants sont devenus les métayers des sociétés concessionnaires. « Ils sont même le plus souvent les seuls cultivateurs, car les sociétés se sont presque

toujours à peu près uniquement préoccupées de l'exploitation des ressources forestières de revenu immédiat. Des centaines de milliers d'hectares sont dès lors restés incultes, leur aliénation ayant été faite au détriment des indigènes sans profit pour personne (1). »

Petite et moyenne colonisation. — La petite et la moyenne colonisation portant sur des concessions inférieures à 10.000 hectares accordées par le Gouverneur général (décret de 1904) n'ont causé jusqu'en 1911 que des déboires. De nombreuses déchéances ont été prononcées (120 en 1912). Ce ne sont pourtant pas les encouragements de l'administration qui ont manqué. Celle-ci allait même jusqu'à faire à certains colons des avances de 4.000 à 6.000 francs. Des essais de colonisation officielle furent tentés. Ils aboutirent au plus complet échec.

Sur les hauts plateaux, les Européens frappés par le bel aspect de quelques petites caféières indigènes, s'étaient jetés dans la culture du café. Ce fut un insuccès absolu. Les Hovas leur firent encore une concurrence victorieuse dans la culture maraîchère et dans la laiterie. Finalement les colons de l'Imérina se réfugièrent dans le métayage avec les indigènes, pour la culture du riz (2). Dans la région de

1. Compte rendu du Congrès de l'Afrique orientale, par Ch. Depincé. Rapport Jumelle, p. 378.

2. Congrès de l'Afrique orientale. Rapport Jumelle, p. 373.

Tuléar c'est aussi le métayage qui valut quelques profits aux Européens dans la culture des pois du Cap.

En 1911, dans l'ouest, si le nombre des plantations était de 538 (comprenant 32.000 hectares cultivés, sur 248.525 hectares concédés) il n'y avait que 6 planteurs qui vivaient des revenus de leur exploitation (1).

On signale cependant les succès obtenus depuis cette date par un certain nombre de colons européens. De belles plantations de vanille ont été aménagées sur le versant oriental, notamment dans la région d'Andovorando, d'Analaba et de Vohémar. On trouve également quelques caféières et cacaoyères dans les régions de Mananjary, Vantomandry et Andovorante. En 1913 : 364.954 kilos de café et 20 tonnes de cacao furent exportés de l'île.

Sur le versant occidental la vallée de Sambirano est un centre important de colonisation européenne. Après avoir échoué dans la culture de la canne à sucre et du cotonnier les Européens ont planté de la vanille, du café, du caoutchouc. Mais la plupart de leurs exploitations sont basées sur la culture du cocotier et surtout du manioc. Ils ont installé des usines très perfectionnées pour le traitement de cette amylacée.

La région de Tuléar (sud-ouest) est célèbre par

1. *Ibid.*, p. 375.

ses pois du Cap dont la culture, commencée en 1896, a pris en peu de temps une très grande importance. Cette culture indigène est également assez recherchée par les Européens.

Ces résultats obtenus après de nombreuses années d'insuccès sont d'ailleurs en grande partie l'œuvre des Réunionnais. Habités au climat, se nourrissant des aliments indigènes, n'ayant pas de voyage périodique à entreprendre dans la Métropole, ils ont des frais d'exploitation moins grands que les Européens.

De plus, leurs contremaîtres ou gérants, Réunionnais eux-mêmes, sont moins coûteux que les employés français que l'on fait venir en Afrique. Point de double équipe, point de congé tous les deux à trois ans à passer en France.

La « colonisation agricole » ne peut s'étendre considérablement. Elle se heurtera ici, comme en Afrique occidentale, à l'insoluble question de la main-d'œuvre.

§ 2

L'agriculture européenne et les difficultés de la main-d'œuvre. —
Les mesures prises par le général Galliéni pour les résoudre.
— Le travail obligatoire. — Le travail des immigrants.

Nous avons dit que la population de Madagascar était fort peu dense. De plus, par goût de l'indépen-

dance, par méfiance et parfois par hostilité à l'égard de ceux qu'ils regardent comme des spoliateurs, l'indigène n'aime pas louer ses bras à l'Européen. Le travail ne lui inspire pas, sauf en certains milieux trop agrestes, une répulsion insurmontable. Mais dans ses champs il travaille lorsqu'il lui plaît. L'Européen, peu au fait des mœurs locales, est porté à exiger brutalement de l'indigène un travail continu auquel il n'est pas préparé (1). L'indigène ignorait généralement le travail salarié. Il se montre très étonné lorsqu'on vient lui proposer de l'embaucher.

Cependant, comme il faut absolument des travailleurs aux colons, on pense naturellement à faire intervenir la contrainte directe ou mitigée.

L'Act du 27 décembre 1896 obligeait les indigènes à justifier d'un emploi et leur imposait le port d'un livret. Mais le général Galliéni s'aperçut bien vite des inconvénients du travail obligatoire. Il dut reconnaître lui-même le peu d'efficacité de la méthode (2). Une surveillance sérieuse dans un si vaste pays était impossible. L'indigène élude l'obligation par la force d'inertie. Il s'immobilise dans sa passivité. Si on accentue les mesures de rigueur, il fuit ou se révolte (3). Le colon est la première victime d'une

1. Rapport Galliéni, 1896-1899.

2. Rapport sur la situation générale de Madagascar, 1896-1905, p. 504 et 519.

3. *Ibid.*

telle réglementation, car la main-d'œuvre forcée est fort peu soigneuse.

Le général Galliéri renonçant à la contrainte directe crut préférable de recourir à des procédés nouveaux pour engager l'indigène à s'offrir comme ouvrier dans les exploitations européennes. Un premier arrêté du 31 août 1897 déclarait que les Malgaches qui contracteraient un engagement d'au moins un an avec un Français seraient exemptés des prestations publiques. L'arrêté du 29 octobre 1898 dispensait du service militaire ceux qui se seraient engagés pour cinq ans au service d'un colon. Ces dispositions donnèrent lieu à de nombreux abus. Des colons « besogneux » profitèrent du désir assez naturel des Malgaches d'échapper à la prestation pour leur signer des contrats en échange de quelques journées de travail gratuit, parfois même en échange d'une rémunération frauduleuse (1).

L'arrêté du 28 décembre 1898 supprima donc ce système. Deux arrêts du 16 janvier 1900 rétablirent cependant l'exemption des prestations au bénéfice des indigènes engagés pour un an au moins chez des colons. Mais des peines sévères étaient édictées contre les auteurs de contrats fictifs. Ils n'eurent pas plus de succès que l'arrêté du 31 août 1897. Les indigènes qui s'engageaient ne tardaient pas à abandonner

1. *Ibid.*

leurs patrons. C'est alors que l'arrêté du 7 mars 1901 décida que les Malgaches qui rompraient un contrat de travail passé avec un colon seraient sévèrement punis. Ainsi se trouvait transformé en délit, « c'est-à-dire en une atteinte à l'intérêt général, ce qui, d'après les règles de notre Code, n'est qu'une atteinte à l'intérêt particulier (1). » Au mépris du principe de l'égalité des parties contractantes ce régime d'exception n'était pas applicable au patron européen. Celui-ci, croyant que l'indigène était livré à sa discrétion, ne manqua pas d'en abuser. « La réglementation en question devint une arme entre ses mains » (2). Des salaires dérisoires étaient payés aux indigènes. L'administration dut abroger l'arrêté du 7 mars 1901 et rendre aux contrats d'engagement entre Européens et indigènes leur caractère de simples obligations civiles. L'arrêté du 1^{er} janvier 1905 abolit les sanctions pénales. « Cet acte, écrivait le général Galliéni (3), complète la réforme du 31 décembre 1900 (supprimant les prestations obligatoires pour les travaux publics) et constitue le terme de l'évolution que nous avons imprimée à nos sujets Malgaches vers la liberté absolue du travail ». En somme, le

1. Rapport Galliéni sur la situation de Madagascar 1896-1905, p. 519.

2. Rapport Galliéni sur la situation de Madagascar, 1896-1905, p. 519.

3. Rapport Galliéni sur la situation de Madagascar, 1896-1905, p. 508.

général Gallieni lui-même, suivant une évolution très instructive, après avoir été d'abord partisan de la contrainte, proclamait finalement la nécessité du travail libre. Depuis lors est intervenu un décret du 7 novembre 1911, calqué sur celui du 20 janvier 1910 pour l'Indo-Chine, du 10 juin 1911 pour l'Afrique occidentale française et punissant des peines portées en l'article 106 du Code pénal [deux mois à deux ans] les indigènes liés par contrat de travail qui détourneront ou dissiperont les avances de salaires, ou n'exécuteront pas volontairement le travail auquel ils se seront engagés pour recevoir ces avances. Mais il ne faudrait pas voir dans ce texte un retour à l'obligation de travail. Il s'agit essentiellement de punir une forme d'escroquerie.

Nous avons soulevé ici cette question de la main-d'œuvre en nous plaçant à un point de vue très spécial pour montrer quels froissements elle provoque inévitablement entre colons et indigènes (1). Afin de les éviter on a d'ailleurs songé à l'utilisation de travailleurs immigrés. Diverses tentatives ont été faites infructueusement à Madagascar. A deux

1. Le problème de la main-d'œuvre étudié en lui-même comporterait de plus longs développements où nous ne pouvions entrer sans trop nous écarter de notre sujet. C'est ainsi que nous avons dû passer sous silence les très intéressantes mesures prises récemment pour régler les conflits entre patrons européens et employés indigènes : les Conseils d'arbitrage institués par les décrets du 22 octobre 1906 et 22 octobre 1913.

reprises on fit appel aux Chinois : d'abord en 1896-1897, puis en 1901. Les résultats furent peu encourageants. Leur transport avait coûté cher, leurs salaires étaient élevés (2 fr. 70 par jour), leur travail de très faible rendement. Difficiles, querelleurs, dangereux même, ils ne purent être utilisés par les colons. La maladie les décima. On dut les rapatrier en 1902. La colonie subit des pertes sérieuses. Entre temps, on avait essayé de recruter des noirs sur la côte de Mozambique. Au moment où les engagés allaient s'embarquer, le Gouverneur portugais s'y opposa catégoriquement. Un navire avait été inutilement affrété par la colonie de Madagascar.

Un essai d'immigration hindoue ne réussit pas mieux que les précédents. Sur 1.000 immigrés, 300 furent reconnus aptes au travail. Ils ne rendirent aucun service. La colonie eut encore à supporter les dépenses du rapatriement. On a calculé que la journée de travail des immigrés revenait à 10 fr. 80.

Puisés dans les bas-fonds de la population chinoise ou hindoue, syphilitiques, tuberculeux, vagabonds et pleins de vices, ces éléments sont une piètre solution au problème de la main-d'œuvre.

SECTION II

L'AGRICULTURE INDIGÈNE

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES

L'avenir de l'agriculture indigène. — Le goût du travail agricole chez les Malgaches. — Les prescriptions des Chartes de Fokon'olona. — Le travail agricole par l'aide mutuelle.

Il ressort des longs développements que nous venons de consacrer à l'agriculture européenne, que son rôle à Madagascar est très restreint. Les entreprises agricoles des colons resteront à l'état d'exception, l'agriculture indigène est la règle. Son importance encore faible s'accroîtra rapidement sous notre domination lorsque des voies de communication traverseront les principaux centres, quand la population, protégée par nos services d'Assistance médicale et moins ignorante, se sera notablement augmentée. A notre arrivée dans l'île, la culture était localisée.

dans le centre et sur une petite partie du versant oriental. Depuis lors la superficie des terres cultivées s'est considérablement étendue.

La meilleure garantie de la prospérité future de l'agriculture indigène nous est fournie par l'esprit de progrès de la majorité de la population, par son goût pour le travail agricole, enfin par son esprit d'association.

Les Malgaches, ces « nègres orientaux » ont cependant, comme les noirs en général, une « mauvaise presse ». On les croit, eux aussi, profondément paresseux et « rebelles à l'effort opiniâtre qui assure le bien-être ».

Rien de plus faux, nous dit M. Julien ancien administrateur à Madagascar. Les Malgaches honorent le travail ; les tribus les plus arriérées appellent le paresseux le « bon à rien » (1).

Mille dictons subtiles ridiculisent le fainéant. « C'est celui qui cherche toujours à emprunter une bêche en souhaitant de ne pas la trouver » ; qui se demande « si un arbre poussera où il jette la peau d'une banane ». C'est encore celui qui s'y reprend à douze fois avant qu'on s'aperçoive qu'il a fait quelque chose.

Le fondateur de la dynastie Hova, le grand législateur de l'Imérina, exhortait son peuple à travailler

1. Julien, Rapport au Congrès de l'Afrique orientale de 1911.

le sol. « Quiconque laisse les mauvaises herbes envahir un sol pouvant porter des récoltes, est un sujet que je renie (1). » Son suprême argument était la bêche « l'angady » : « Tu ne peux pas payer l'impôt, voici une bêche », et l'indigène devait la représenter usée avec les prémices de l'année suivante. « Il affirmait publiquement sa préférence pour les sujets dont les mains calleuses attestaient le long usage de l'outil (2). »

M. Julien cite dans *le Bulletin économique de Madagascar*, une circulaire aux gouverneurs hovas parue dans *la Gazette malgache* du 4 janvier 1834.

« Messieurs... la saison des pluies est venue et nous devons nous préoccuper de l'état de nos digues et... en ce qui concerne les « tanety » exhortez vos ressortissants à les mettre en culture, les produits alimentaires étant tout à la fois la force du peuple et l'appui le plus sûr du Gouvernement. C'est en outre un devoir pour nous tous que de rendre notre terre toujours plus productive (3). »

Les Fokon'olona formulaient dans leurs chartes l'obligation stricte du travail pour tous les valides. « Les paresseux et les oisifs seront l'objet d'admo-

1. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, t. I, p. 179.

2. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, t. I, p. 201 et 202.

3. *Bulletin économique de Madagascar*, 1910, p. 2.

nestation, après quoi, ils seront punis d'une amende de deux sikajy. Quiconque laissera se dessécher au soleil des boutures de manioc et des tubercules de patates, alors qu'ils pousseraient s'ils étaient mis en terre, sera puni d'une amende d'un sikajy ». — « Si un homme vigoureux et sain d'esprit ne peut, en raison de sa pauvreté, se livrer à un commerce ou à une industrie quelconque, on lui avancera sur les fonds de la communauté une somme lui permettant, s'il connaît le travail de la terre, de faire l'achat d'une bêche et des semences nécessaires (1). »

Une dernière preuve de l'estime des Malgaches pour le travail du sol, c'est que l'affermage n'est guère pratiquée par les propriétaires. Les familles riches et des plus nobles ne dédaignent point de diriger eux-mêmes l'exploitation de leurs terres. Elles viennent assister aux travaux de labour, de repiquage et de récolte du riz.

Pour l'exécution des travaux agricoles, les membres du Fokon'olona s'empruntent réciproquement leurs bras. Cette aide réciproque affecte souvent la forme suivante : l'ensemble des travailleurs du Fokon'olona passe successivement sur toutes les propriétés jusqu'à ce que chacun des participants ait la sienne travaillée (2). Ainsi chaque intéressé à

1. Charte des Fokon'olona d'Amboatany, citée par Julien (*Bulletin économique de Madagascar*, 1910, p. 7).

2. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, t. I, p. 328.

tour de rôle excite ses camarades et la besogne peut de la sorte être rapidement menée. On évite ainsi le marchandage de l'homme considéré comme un instrument. Le *Mifampindrana* ou emprunt réciproque de bras ne comporte aucune rémunération en espèces. L'emprunteur doit seulement la nourriture aux travailleurs. De grandes étendues pourraient ainsi être cultivées, car un propriétaire peut réunir par ce procédé une centaine de travailleurs. Le Fokon'olona assure par ce travail collectif la mise en culture de toutes les terres. Les paresseux non cultivateurs se voient obligés de se joindre aux autres membres de la communauté sans pouvoir se plaindre de l'absence de réciprocité, puisque du fait qu'ils appartiennent à la collectivité ils ont nourriture, logement et tombeau assurés.

CHAPITRE II

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE INDIGÈNE A MADAGASCAR

§ 1. — *Avant la conquête*

La répartition des terres entre les collectivités indigènes; leur inaliénabilité. — Les quatre catégories de terres. — La consolidation progressive des droits des indigènes sur le sol.

Pour faire cultiver la terre et se procurer des impôts, Adrianapoinimerina partagea solennellement le sol entre les tribus de son royaume. « Je vous donnerai les vallées et marais, parce que c'est moi le seigneur de la terre, mais je vous les donnerai afin que vous fassiez mon service et pour vous entretenir. » Dans chaque tribu la terre fut répartie entre les Fokon'olona. Le Fokon'olona mit chaque famille en possession d'un lot à charge de payer au souverain la « hetra » correspondant à 130 ou 180 litres de riz par an (aujourd'hui 20 litres).

D'où le nom de terres « hetra ». Ces lots étaient inaliénables, sauf entre les membres d'un même Fokon'olona, celui-ci demeurant propriétaire. L'augmentation de la population pouvait donner lieu à de nouveaux partages.

Les coteaux et marais attribués en bloc aux Fokon'olona devaient constituer les réserves de la collectivité. Les terres vierges (lava volo, terre à longue brousse) étaient acquises en toute propriété à ceux qui les avaient défrichées et mises en valeur (1).

Il y avait trois autres catégories de terres, moins importantes que les précédentes à cause de leur caractère exceptionnel.

Les terres « luhumbitany », création de Rainilaia-rivony, le premier ministre qui voulut assurer la suprématie de la caste hova sur le pouvoir royal. Il adjugea d'immenses territoires à son entourage et à lui-même.

Les terres « petit luhumbitany » données par le souverain pour services extraordinaires et à titre de récompense nationale.

Les terres « menabe » appartenant en propre au souverain. Les indigènes qui les cultivaient devaient payer un impôt spécial.

Les terres « vodivona » étaient des fiefs constitués par le conquérant au profit des descendants des rois vaincus. Les impôts constituant les revenus de cette terre se partageaient entre le souverain et les vassaux (2).

1. Julien, *op. cit.*, p. 232, t. I.

2. Rapport Galliéni sur Madagascar, de 1896 à 1899, p. 328.

Consolidation progressive des droits des indigènes sur le sol. — Le souverain revendiquait jadis un droit absolu sur le sol. « La terre est à moi, dit Adrianapoinimerina et je la partage comme il me plait. » Un désir du souverain suffisait pour enlever au possesseur précaire le fruit de son travail.

Peu à peu, cependant, dans l'intérêt même de (1) l'agriculture, les rois malgaches durent reconnaître à leurs sujets un droit plus ferme sur le sol cultivé par eux. *La propriété de la terre passe en réalité au Fokon'olona.* C'est la propriété collective avec attribution de jouissance viagère aux membres de la communauté. En fait, la terre se transmet, toutefois, aux héritiers de celui qui l'a fécondée de ses sueurs.

La loi malgache de 1881 (Code des 305 articles), dans son article 85, consacra ce fait et reconnut même aux détenteurs le droit de vendre ou d'hypothéquer leurs terres, *mais aux indigènes seulement* (2).

§ 2. — Après la conquête

Les incertitudes de la législation. — La jurisprudence en faveur des indigènes. — La consolidation possible des droits fonciers des indigènes par l'immatriculation. — Le décret du 16 juillet 1897 et les difficultés qui en sont résultées. — Les biens du

1. *Ibidem*, p. 327.

2. Les actes translatifs de propriété ou constitutifs de droits réels devaient être enregistrés par les gouverneurs hovas et devant témoins.

Fokon'olona ; les revendications du domaine et la jurisprudence.

— Restrictions nécessaires aux droits de disposition des « Fokon'olona » sur leurs biens immatriculés. — Le décret du 4 février 1911.

La loi malgache du 9 mars 1896, dans son article 2, se contenta de dire que « les habitants continueront à jouir des parcelles sur lesquelles ils ont bâti et de celles qu'ils ont l'habitude de cultiver ».

Ce texte ne constituait pas une garantie suffisante pour les indigènes. Le terme « continueront à jouir » était bien vague. Était-ce un simple droit d'usufruit que l'État reconnaissait aux occupants ? Cet article 2 ne faisait pas mention des terres sur lesquelles ils avaient l'habitude de récolter des produits naturels ou de faire paître leurs troupeaux.

La jurisprudence, jusqu'à ces dernières années, a toujours interprété cette disposition dans le sens le plus favorable aux indigènes.

Un arrêt de la Cour d'appel de Tananarive du 6 novembre 1901, décidait que le seul fait d'avoir récolté les produits spontanés du sol conférait aux indigènes un droit opposable aux tiers (au domaine et aux concessionnaires). Un autre arrêt du 3 septembre 1908 (1) déclare que les faits de culture et d'occupation prévus par la loi du 9 mars 1896 doivent être entendus dans le sens le plus large et

1. *Recueil de législation, doctrine et jurisprudence coloniales*, 1909, III, p. 13.

que notamment des terres sur lesquelles les indigènes font paître leurs bestiaux depuis un temps immémorial peuvent être reconnues comme leur propriété.

En ce qui concerne la nature du droit reconnu par l'article 2 aux détenteurs malgaches, l'arrêt de la Cour d'appel de Tananarive du 17 octobre 1903 condamnait la théorie du domaine éminent de l'État, l'État ne pouvant pas immatriculer en son nom la nue propriété d'immeubles possédés par des particuliers en leur réservant une sorte d'usufruit perpétuel (1).

La loi du 9 mars 1896 sur l'organisation foncière de Madagascar (promulguée par arrêté du 10 septembre 1896 et modifiée en partie par le décret du 16 juillet 1897, à la suite de l'annexion) permit il est vrai aux indigènes de consolider définitivement leurs droits par la procédure de l'immatriculation.

De 1897 à 1908 : 4.280 immatriculations concernant 158.906 hectares d'une valeur de 17.912.840 frs furent requises par les indigènes. Sur ces chiffres, 3152 demandes (2.175 relatives à des immeubles urbains et 1.337 à des immeubles ruraux) reçurent satisfaction complète. Elles portaient sur 52.448 hectares valant 15.564.391 francs (2).

1. Voir toutefois en sens contraire, un arrêt du 14 octobre 1914 (*Recueil Dareste*, 1915, p. 216) qui conclut que la loi de 1896 n'a eu d'autre effet que d'assurer aux indigènes la jouissance de leur propriété avec l'étendue que cette jouissance avait dans le passé.

2. Congrès de l'Afrique orientale, 1911. Compte rendu, p. 375.

Mais on se plaignit bientôt de l'accaparement des terres par les indigènes ! Ceux-ci, disait-on, pour devancer les Européens ou éviter leur voisinage, revendiquaient des terres sur lesquelles ils n'avaient aucun droit, même des terrains vagues et des marais.

Une circulaire du général Galliéni, en date du 22 novembre 1904, attire l'attention des fonctionnaires sur la nécessité d'empêcher l'accaparement par les Fokon'olona au moyen de l'immatriculation de vastes territoires (1) non appropriés. A la suite de cette circulaire ce ne furent plus les Fokon'olona qui firent des demandes d'immatriculation, mais des particuliers, parfois groupés, parfois isolés. Il en résultâ des abus fâcheux. Un petit comité, trompant la bonne foi de la population et profitant de son influence sur elle, faisait immatriculer en son nom des terrains dépendant du village. Parfois aussi, des absents étaient sacrifiés par oubli de leur nom dans l'acte énumératif des copropriétaires du Fokon'olona.

La circulaire du 19 décembre 1907 vint alors prescrire aux chefs de province « de défendre les intérêts des Fokon'olona qui pourraient se trouver lésés par des demandes d'immatriculation tendant à l'accaparement au profit de certaines personnes des terres nécessaires au besoin de la collectivité ».

Mais s'il convient de protéger le bien de la commu-

1. Le décret du 9 mars 1902 leur avait en effet reconnu le droit de faire des réquisitions d'immatriculation.

nauté contre les dilapidations de particuliers indigènes prodigues et imprévoyants, il faut d'autre part fixer d'une façon précise et stable les droits fonciers du Fokon'olona. Le service du domaine tend à s'attribuer le plus de terres possible pour les distribuer aux concessionnaires européens. Il lui est arrivé, en effet, de requérir au nom de l'État l'immatriculation de plusieurs immeubles cultivés ou exploités par des collectivités indigènes même depuis un temps assez long. Le domaine soutenait que les Fokon'olona n'avaient qu'un droit d'usage essentiellement révocable. Il invoquait : 1^o le « droit éminent » hérité par l'État des souverains malgaches et expressément retenu par l'article premier de la loi du 9 mars 1896 ; 2^o l'article 20 du décret du 9 mars 1902 qui n'aurait reconnu aux Fokon'olona qu'un droit d'usage.

Les tribunaux de Madagascar ont constamment rejeté ces prétentions. Citons les arrêts du 20 août 1902, du 17 octobre 1903 (1). Un jugement du tribunal de première instance de Tananarive du 20 octobre 1906 (2) déclare que l'État français n'est pas fondé à faire immatriculer à son nom à titre de biens vacants et sans maître des terrains qui ont toujours été revendiqués par des indigènes des villages voisins, qui y ont fait des plantations, des travaux et

1. *Recueil Dareste*, 1904, p. 196.

2. *Recueil Dareste*, 1907, t. III, p. 271.

des récoltes, qui en paient l'impôt. Dans le même sens, l'arrêt de la Cour d'appel de Tananarive du 18 septembre 1907 (1). Le décret du 9 mars 1902 ne pouvait avoir pour effet d'ôter aux Fokon'olona un droit qu'ils tenaient de la répartition définitive faite par les souverains malgaches des coteaux et marais, droit toujours respecté par ces derniers.

A l'abri de cette jurisprudence les Fokon'olona pouvaient donc fixer leurs droits d'une façon inattaquable en faisant immatriculer leurs terres.

Cependant, cette procédure, en leur conférant des droits de disposition reconnus aux propriétaires français, n'aurait-elle pas pour résultat la dépossession progressive de la collectivité malgache ? « Il suffirait, dit un auteur (2), d'un jour de disette ou d'une cérémonie quelconque nécessitant quelque argent pour que le Fokon'olona fasse partir son patrimoine sans penser au lendemain. »

Le décret du 4 février 1911 réorganisant le régime de la propriété foncière à Madagascar, contient les bases d'une solution satisfaisante.

D'après l'article 2, les Fokon'olona pourront requérir l'immatriculation « aux fins de faire reconnaître les droits d'usage qui leur sont reconnus par le décret du 9 mars 1902, sur des terres, marais etc. ».

1. *Recueil Dareste*, 1908, III, p. 26.

2. Pain, *l'Institution du Fokon'olona*, thèse de Poitiers, 1910, p. 102.

Les conditions dans lesquelles ils pourraient exercer ces droits seront réglementées par arrêtés du Gouverneur général en conseil d'administration et soumises à l'approbation ministérielle.

Pour garantir les communautés malgaches à la fois contre les empiètements du domaine et contre leur propre prodigalité, il faudrait constater leurs droits sur des livres fonciers tout en les déclarant inaliénables (1).

§ 3. — *La propriété individuelle chez les Malgaches*

Causes qui expliquent l'existence de la propriété individuelle à Madagascar. — Le domaine éminent des anciens souverains ; son caractère fictif. — La portée d'application du droit éminent de l'État. — La garantie des droits des indigènes par l'immatriculation ou la concession.

Nous avons jusqu'ici insisté principalement sur la propriété collective. L'existence de cette excellente institution qu'est le Fokon'olona en dépend. Les terres collectives fournissent des ressources à la communauté, et constituent une réserve pour l'avenir.

1. L'arrêté du 28 mai 1915 (constituant à Madagascar des zones territoriales réservées aux besoins des indigènes et ne pouvant être concédées) dispose en son article 3 : « Les indigènes auront le droit de jouir des terres mises à leur disposition soit en les employant pour le parcours de leur bétail, soit en y faisant toutes les cultures utiles à leur subsistance. Ce droit de jouissance purement personnel ne pourra être en aucun cas ni cédé, ni converti en un droit de toute propriété. »

Elles contribuent à renforcer les liens de solidarité entre les membres du Fokon'olona.

Cependant, cette rapide étude sur la propriété chez les Malgaches serait trop incomplète, si nous n'indiquions pas l'évolution qui s'est faite vers la propriété individuelle, du moins dans l'Iméria et le Betsiléo. Deux causes principales ont agi dans ce sens : 1^o la création des Luhumbitany sur lesquels les privilégiés avaient un droit absolu de disposition ; 2^o la reconnaissance du même droit à ceux qui mettaient en valeur une terre en friche (lavavolo).

Au moment de la conquête, le « droit éminent » des souverains malgaches était devenu purement nominal. Ces derniers ne s'en servaient que contre l'étranger (Un arrêté du général Galliéni, en date du 10 décembre 1902, le dit formellement). C'est donc à tort que l'État français le revendiquerait aujourd'hui en invoquant l'article premier de la loi du 9 mars 1896. D'ailleurs une ordonnance malgache du 27 avril 1896 reconnaît aux expropriés pour cause d'utilité publique le droit à une indemnité. Enfin l'État n'a-t-il pas abandonné cette notion désuète du « domaine éminent » en restreignant son droit de propriété aux seules terres vacantes et sans maître ?

Pour mettre les terres qu'ils cultivent à l'abri de toute contestation, les Malgaches ont deux moyens :

1° les faire immatriculer : 2° obtenir une concession de l'État.

La procédure de l'immatriculation est actuellement réglée par le décret du 4 février 1911 qui a apporté certaines modifications de détail au décret du 16 juillet 1897. Dans l'ensemble, cette procédure se rapproche de celle que le décret du 24 juillet a mise en vigueur en Afrique occidentale française.

La sécurité qui devait en résulter pour leur droit de propriété semblait devoir amener beaucoup de demandes d'immatriculation. Mais, sous le régime du décret du 16 juillet 1897, le Fokon'olona et un certain nombre d'accapareurs furent seuls à faire des réquisitions. Beaucoup d'entre elles furent rejetées : 1.128 sur 4.280 demandes jusqu'en 1908 ; 100.000 hectares sur 158.906 furent refusés aux requérants (1). Si les indigènes n'ont pas demandé beaucoup d'immatriculations c'est : 1° parce que contrairement aux apparences, la propriété était encore généralement indivise ; 2° parce que les frais d'immatriculation étaient trop élevés pour de petits propriétaires.

Le général Galliéni constatait déjà dans son rapport de 1896 à 1899 la nécessité de réduire ces frais en faveur des indigènes. Il faudrait même aller jusqu'à la gratuité pour un grand nombre d'entre eux. L'exonération serait une question d'espèce. Il est

1. Congrès de l'Afrique orientale 1911 (Compte rendu p. 375).

regrettable que le législateur n'ait pas introduit dans le décret du 4 février 1911 une disposition formelle dans ce sens.

Concessions aux indigènes. — Le même reproche doit être fait au législateur, au sujet des concessions de terres, de n'avoir pas édicté de dispositions spéciales en faveur des indigènes. La récente circulaire du Gouverneur général du 20 décembre 1914 (1), relative à l'attribution des concessions de terres, ne parle même pas d'eux.

L'arrêté du 10 février 1899 établit une distinction entre les citoyens français et les étrangers. Il n'est pas question des Malgaches *sujets* français. Les *citoyens* français, seuls, peuvent obtenir une concession gratuite de 100 hectares au maximum. Aux étrangers le Domaine vend ses terres (à l'amiable ou à l'adjudication).

L'arrêté exigeait pour les ventes définitives et sans condition de mise en valeur une somme variant de 100 à 150 francs par hectare, et pour les concessions à titre onéreux proprement dites ou ventes sous condition de mise en valeur, le prix à verser n'était que de 2 francs par hectare pour les régions de l'Ouest et du Nord, de 5 francs pour celles de l'Est et du Centre.

De 1896 à 1909, 900 concessions correspondant

1. *Journ. off.*, de Madagascar du 2 janvier 1915.

à 9.413 hectares furent accordées à des indigènes, à titre onéreux et provisoire ; 285 pour 2.544 hectares devinrent leur propriété définitive, soit une moyenne de 9 hectares environ par concessionnaire.

Il y a une injustice évidente à refuser des concessions gratuites aux premiers occupants du pays. Attribuer gratuitement aux indigènes les terres mises en culture par eux serait très favorable à l'extention de la superficie cultivée. Le général Galliéni recommandait une telle mesure aux chefs de province dans une instruction du 19 décembre 1898 (1). Nous ne pouvons pas nous montrer moins généreux que l'ancien gouvernement Malgache qui reconnaissait aux indigènes un droit de pleine propriété sur les terres « lavavolo » défrichées et cultivées par eux.

1. Rapport Galliéni, 1896-1899, annexe p. 92. « Les formalités à suivre devront être aussi simples que possible. Le lotissement primitif sera constaté par une simple inscription sans frais, sur les livres consacrés à l'inscription des transactions immobilières... La propriété des parcelles incrites deviendra définitive après trois ans de culture ininterrompue. Une simple mention, en regard de l'inscription primitive, constatera les droits du nouveau propriétaire. »

CHAPITRE III

LE CRÉDIT AGRICOLE AUX INDIGÈNES

Le crédit hypothécaire. — La vente à rachat. — Le prêt sur récoltes. — De la création d'une caisse de prêts agricoles alimentée par les avances d'une Banque privilégiée ou par l'épargne des indigènes. — Le crédit mutuel. — L'esprit d'association et le mutualisme dans les traditions malgaches. — L'utilisation du Fokon'olona pour la création de sociétés de prévoyance et de crédit mutuel. — La Société coopérative indigène de Nanisana.

La question du crédit agricole n'est pas moins importante, avons-nous dit, que celle du régime foncier au point de vue du développement de l'agriculture indigène. Elles sont d'ailleurs en connexité étroite. L'un des avantages les plus vantés de l'immatriculation c'est de faciliter le crédit foncier par un accroissement de sécurité, par la simplification des procédés de constitution et de réalisation du gage.

Mais l'hypothèque, nous le répétons, est plus dangereuse qu'utile. D'ailleurs l'immatriculation n'étant pas obligatoire à Madagascar la très grande majorité

des cultivateurs indigènes ne peuvent recourir au crédit hypothécaire en raison de l'incertitude de la propriété foncière.

La terre sert pourtant déjà à garantir des emprunts. L'emprunteur indigène abandonne au prêteur la jouissance de son domaine jusqu'à l'époque fixée pour le remboursement. Les revenus de la terre tiennent lieu d'intérêts. Passé un certain délai, la terre engagée devient propriété du prêteur. Il est inutile d'insister sur les inconvénients d'une telle coutume.

Le crédit mobilier n'est guère plus accessible au cultivateur indigène. Le Comptoir National d'Es-compte, seule banque de la colonie, ne peut pas faire d'avances sur récoltes.

On a proposé la création d'une caisse de prêts agricoles destinée à venir en aide aux cultivateurs possédant un fonds déjà mis en valeur. Un arrêté du Gouverneur général du 16 janvier 1912 (1) a même institué une commission chargée d'étudier les détails de son organisation. Les autorités ne sont pas d'accord sur la façon de constituer le capital de cette caisse. On a songé, naturellement, à le demander à une Banque d'émission. Cette Banque devrait en échange de son privilège, faire à l'administration des avances sans intérêts remboursables à l'expira-

1. Modifiée par une décision du 9 août.

tion de ce privilège. A ces fonds pourraient se joindre ceux qui proviendraient de la participation de l'État aux bénéfices de la Banque.

Le choix de l'établissement privilégié est très discuté. Le Comptoir d'Escompte qui a rendu de très grands services à la colonie réclame le privilège. On répond qu'une banque locale échappe difficilement aux influences particulières et que ce n'est pas le moment d'en créer une nouvelle quand il est question de fusionner les vieilles banques coloniales. Beaucoup de coloniaux préconisent donc l'extension à Madagascar du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique occidentale française ou de celle de la Réunion. En faveur de celle-ci, on invoque sa longue expérience, sa longue pratique des prêts agricoles qui lui permettrait de faire des avances directes aux cultivateurs indépendamment de celles que le gouvernement lui demanderait pour la Caisse de crédit. La banque de la Réunion deviendrait Banque de l'Afrique orientale.

Mais c'est avec la Banque de l'Afrique occidentale française que l'administration est entrée en pourparlers, dès 1910, pourparlers qui, du reste, n'ont pas abouti. M. Nouvion, son directeur, faisait observer au Congrès de l'Afrique orientale de 1911 que les avances exigées par le gouvernement seraient une charge trop lourde pour la Banque. Il rappelait que la Banque de France n'a commencé ses avances

qu'après quatre-vingt ans d'existence. La Banque d'Algérie n'a prêté que 3 millions au gouvernement, cinquante ans après sa création, et la Banque de l'Afrique orientale n'aurait pas son importance (1).

La Caisse de prêts pourrait encore, selon d'autres, être alimentée par l'épargne. Les indigènes ont, paraît-il, des réserves de numéraire assez importantes. Elles se sont accrues d'une façon considérable en ces dernières années. En 1910, 9 millions de numéraire avaient disparu de la circulation. (Congrès de l'Afrique orientale). La création de caisses d'épargne ne serait pas un remède à cet état de chose, les fonds de ces établissements devant se concentrer à la Caisse des dépôts et consignations pour servir à l'achat de valeurs d'État.

Il serait donc plus avantageux pour la colonie de faire affluer les réserves d'argent des indigènes dans la Caisse de prêts par l'adjonction d'une Caisse de dépôt. Mais le département des Finances a repoussé cette combinaison.

L'organisation d'une Caisse de prêts agricoles ne nous paraît d'ailleurs pas une solution satisfaisante du problème. Elle exigerait inévitablement des garanties hypothécaires. En outre, la caisse projetée prêterait aussi bien aux Européens qu'aux indigènes et surtout aux premiers. Il en résulterait quelques

1. Congrès de l'Afrique orientale, Compte rendu, p. 360.

conflits, surtout si cette caisse devait être alimentée en grande partie par l'épargne indigène. Il faut aux cultivateurs indigènes des organismes de crédit tout à fait spéciaux. C'est incontestablement dans la mutualité que l'on doit chercher la bonne solution.

Sauf en quelques régions particulièrement arriérées, les indigènes sont bien préparés pour recevoir des institutions de crédit mutuel agricole. L'esprit d'association et l'idée de mutualisme se retrouvent dans les plus vieilles traditions malgaches.

« Un seul arbre ne fait pas la forêt », dit un vieux dicton malgache. « Un seul doigt ne saisit pas un pou ! ».

Voici quelques exemples d'assistance mutuelle empruntés au bel ouvrage de M. Julien. Les Malgaches attachent une très grande importance à la dignité de leurs funérailles. Aussi, lorsqu'un membre du Fokon'olona meurt dans le dénuement, tous les autres doivent obligatoirement verser une contribution de quelques sous pour payer les frais d'enterrement. Mais souvent, ils préfèrent constituer des caisses spéciales alimentées par des versements mensuels, où l'on puise les sommes nécessaires à des funérailles « simples mais dignes » (1).

Il existe en outre des associations spéciales ayant pour but de payer un remplaçant à celui des asso-

1. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, t. 1, p. 160.

ciés qui serait désigné pour accomplir une corvée gouvernementale nuisible à ses affaires, ou bien de lui fournir un « denier de route ». Dans le même ordre d'idées, beaucoup d'indigènes ont créé des associations d'assurance mutuelle contre les risques courus par leurs entreprises du fait de leur abandon, pour cause de prestation (1). Rappelons encore les pactes de « mifanpindrana » ou de « dinasa » entre les membres du Fokon'olona et aussi les engagement de services mutuels de tribu à tribu.

L'institution de Fokon'olona se prête admirablement à la création de Sociétés de prévoyance et de prêt mutuel agricole. Les conventions ou chartes de village contiennent de nombreuses clauses de mutualisme obligatoire dont la sanction est la mise à l'index ou l'expulsion. Les membres du Fokon'olona sont habitués à gérer leurs intérêts.

Chaque Fokontany (circonscription d'un Fokon'olona) pourrait devenir le siège d'une vaste *coopérative rurale* contenant grenier de réserve, appareils de décortiquage, machines pour le découpage des rondelles du manioc, caisse de prêts. Pareille organisation rendrait des services inappréciables aux agriculteurs malgaches.

Les pluies tardives, les dévastations commises par les criquets, exposent les Malgaches à la disette. Au

1. Julien, *op. cit.*, p. 185.

moment de la récolte, comme les indigènes de l'Afrique occidentale française ils se défont à vil prix, avec une facilité déplorable, de la totalité de leurs produits. S'ils pouvaient attendre jusqu'au printemps, ils bénéficieraient du relèvement des cours. Mais le besoin les presse. Ils n'ont pas de bâtiment pour abriter leur récolte. Certaines familles possèdent des greniers mais mal conditionnés et favorables aux fermentations, à l'éclosion des larves d'insectes.

Les usuriers exploitent amplement cette situation. Le cultivateur indigène, n'ayant pas conservé une partie de sa récolte en vue des semailles, doit payer très cher de mauvaises semences. A Madagascar, comme en Afrique orientale française, l'indigène s'endette donc facilement. Il paie des intérêts de 40 à 140 o/o aux usuriers. « Nul autre cultivateur n'a plus à souffrir du manque de crédit que le riziculteur malgache ; nul autre certainement n'est autant que lui, la proie de l'usurier » (1).

Des sociétés de prévoyance, de secours, assurance et de prêt mutuel agricole lui fourniraient du crédit à bon marché, des magasins pour abriter sa récolte, des semences sélectionnées. Une coopérative communale permettrait aux producteurs de se passer de nombreux intermédiaires. Elle exercerait l'influence la plus heureuse sur l'amélioration de la production

1. Pain, *l'Institut du Fokon'olona*, thèse Poitiers, 1910, p 120.

par le choix des meilleures variétés locales répondant aux besoins des marchés étrangers.

La société indigène de coopérative agricole de Nanisana. — Une expérience heureuse a déjà été faite aux environs de Tananarive, en 1909. Sous les auspices de l'administration, fut créée une *Société indigène pour la conservation, l'amélioration et la vente du riz* (arrêté du 31 mars 1909). — Les buts de la société sont les suivants : 1° la conservation des semences depuis la récolte jusqu'aux semis, et leur sélection ;

2° L'achat en commun de matières premières, engrais, instruments nécessaires à l'amélioration des cultures et des produits ;

3° La vente en commun du riz pour obtenir des prix plus réguliers ;

4° Des avances aux sociétaires qui auront déposé du riz dans les magasins de la société.

Les membres participants versent une cotisation de 0 fr. 50 par an.

La société est dirigée par un Conseil d'administration nommé par l'assemblée générale des sociétaires pour deux ans. Ce conseil comprend un président, un vice-président (agréés par le Gouverneur général), deux administrateurs, un censeur, un trésorier.

Le secrétaire-trésorier c'est le comptable de la station d'essai de Nanisana ; le censeur, le chef de

cette station. Les ressources de la société se composent :

1° D'une cotisation annuelle en argent ou en nature ; 2° des grains emmagasinés ; 3° des intérêts payés par les sociétaires auxquels la société a consenti des prêts en nature ou en argent. Les avances sur dépôt ne doivent pas excéder 50 o/o de la valeur du riz au moment de son entrée en magasin. Les bénéfices nets du magasin sont répartis entre les sociétaires au prorata de la valeur du riz déposé par eux.

La société fait usage d'un certain nombre d'appareils mécaniques à vapeur pour le nettoyage, le triage, le décortiquage et le blanchiment du riz.

Grâce à la sélection des variétés cultivées, la valeur du riz des associés a notablement augmenté.

En 1910, la Coopérative indigène de Nanisana comptait 145 membres ; en 1911 plus de 200. Les résultats déjà obtenus montrent ce qu'on peut attendre de pareilles associations.

CHAPITRE IV

ÉTUDE SOMMAIRE DES PRINCIPALES CULTURES INDIGÈNES DE MADAGASCAR

Le spectre de la famine. — Les progrès de la culture du riz. —
— Les rizières européennes sur les Hauts Plateaux. — Le manioc
ses progrès rapides. — Le pois du Cap. — L'élevage dans
ses rapports avec l'agriculture.

« Travaillez le sol qui vous rassasiera, peuple,
« disait Adrianpoinimerina, plantez du riz, et met-
« tez beaucoup de fumier, plantez aussi du manioc,
« des patates, du maïs, des haricots, des arachides,
« des pommes de terre. Les racines du manioc sont
« les colonnes de mon empire, ce sont mes soldats
« dans la bataille contre la famine. »

Jusqu'à ces derniers temps, la lutte contre la disette était restée la principale préoccupation des indigènes. Hanté par le spectre de la famine, le roi *Adrianpoinimerina* veillait strictement à ce que les cultures ne fussent pas négligées. Était-il informé que le riz renchérisait, il leur mandait aussitôt :
« Vous ne travaillez pas, les vivres sont hors de prix

chez vous, si les cours ne baissent pas rapidement, je vais vous faire piller par mes soldats !! »

La rareté des voies de communication rend le ravitaillement très difficile, Cependant de grands progrès ont été réalisés.

C'est ainsi que le riz qui en 1904 devait être importé pour 6.148.656 kilos (1.586.687 fr.) occupe de nos jours le quatrième rang dans le commerce d'exportation, après le manioc, le pois du Cap et la vanille. En 1913, Madagascar a exporté 1.487.174 kilos de riz en paille valant 185.664 francs et 9.176.942 kilos de riz entier valant 2.101.026 francs. Cultivé presque exclusivement par les indigènes dans toute l'île, le riz est certainement la plus importante de toutes les cultures de Madagascar. C'est dans le centre qu'il fait l'objet des soins les plus remarquables. L'aménagement des marais a donné lieu à des travaux énormes.

L'endiguement des rivières et l'irrigation aux environs de Tananarive avaient nécessité il y a un siècle des efforts considérables. La région volcanique de Vakinankaratra, sur le flanc de la montagne, fut transformée en une vaste rizière. Il en est de même de celle située au nord de Bétafo.

« Dans la province d'Ambositra et dans le Betsileo, les indigènes ont transformé en rizières des collines à sol latéritique et par un travail colossal, amé-

nagé des montagnes entières en gigantesques escaliers » (1).

Les principaux débouchés extérieurs du riz malgache sont l'île Maurice, l'île Bourbon, l'Afrique du Sud, Zanzibar. En 1913 la France en importa 3.256.347 kilos d'une valeur de 688.126 francs (2). Le riz de Madagascar est fortement concurrencé par celui de l'Inde. On lui reproche d'être cassant, jaune, charançonné à cause de sa mauvaise préparation. L'amélioration de sa qualité est donc de la première importance. Elle assurerait sûrement le triomphe du riz malgache sur le riz indien dans les pays voisins de notre colonie; sa proximité devrait le rendre maître de ces marchés. Les sociétés de mutualité agricole seraient les meilleurs instruments de cette amélioration.

Un certain nombre de rizeries et de minoteries créées par des Européens sur les Hauts Plateaux sont déjà fort utiles. Elles fournissent au commerce un riz de meilleur aspect et les cultivateurs indigènes y trouvent un écoulement certain. C'est là une de ces formes d'association entre Européens et indigènes dont nous avons plusieurs fois vanté les avantages. Les colons sont entrés dans cette excellente voie

1. Loisy, *Notice sur Madagascar*, 1914, p. 91.

2. Statistiques du commerce des colonies françaises, 1913, p. 999.

après avoir vainement essayé de concurrencer les riziculteurs malgaches.

La multiplication des voies de communication en vue de diminuer le coût du transport, est une condition essentielle de l'extension de la culture du riz. L'ouverture du chemin de fer Tananarive-Tamatave a eu déjà les plus heureux effets. On peut attendre les mêmes résultats de la future ligne Tananarive-Antsirabe.

Le manioc est la deuxième culture indigène au point de vue de l'alimentation. C'est la troisième au point de vue de l'exportation. Comme le riz, on le rencontre dans toutes les parties de l'île. Cette plante s'accommode des terrains les plus pauvres. Sa culture ne demande ni très grands efforts, ni capitaux importants. Ses nombreux usages la font rechercher de plus en plus. Elle sert à l'alimentation de l'homme, du bétail, à la fabrication du tapioca, de l'alcool ; elle trouve un important débouché dans les distilleries et les amidonneries du Nord de la France, ainsi que dans les usines d'encollages et d'apprêts de tissus. Ce n'est que depuis quelques années que le manioc a pris le caractère d'une culture industrielle. Les indigènes lui ont dès lors fait une place de plus en plus large dans leurs plantations. Ainsi la province de Tananarive comptait auparavant quelques arpents de manioc et bientôt après 23.000 hectares. C'est surtout dans le Nord et le Nord-Ouest

que les plus beaux résultats ont été obtenus, en grande partie grâce à de grands travaux hydrauliques.

L'abaissement du coût de transport par le chemin de fer, l'application à l'entrée en France d'une taxe de 50 francs par tonne au manioc étranger (loi du 10 août 1908) ont aussi grandement favorisé cette culture.

L'exportation du manioc nulle en 1907 se chiffrait en 1913 par 2.442.548 tonnes et ce n'est encore qu'un début.

Le pois du Cap localisé dans le Sud-Ouest (région de Tuléar et de Morondava) est une plante très rémunératrice. Il peut donner un rendement brut allant jusqu'à 1.100 francs par hectare. Les principaux acheteurs de ce produit sont les colonies anglaises du Sud-Africain et les îles britanniques. Comme le manioc, c'est une culture vivrière qui donne lieu à un important commerce d'exportation. En 1904, l'île n'en exportait que pour 248.194 francs; en 1908: 834.598 francs. En 1912, les chiffres d'exportation s'élevaient à 2.807.150 francs, et en 1913 à 3.445.489 francs.

La culture du café n'a pas pris un grand développement. Les Hovas en cultivent un petit nombre de pieds dans les fossés de leurs villages, non loin des cases. En 1909, il y avait 40.000 caféiers dans l'Imérina. Son exportation en 1913 était de 364.954 kilos valant 829.521 francs.

Le café demeurera probablement une culture auxiliaire. La loi du 5 août 1913 dégrevant des droits d'entrée dans la Métropole les denrées coloniales dites « secondaires », pourrait toutefois lui donner un certain essor. On doit en dire autant du cacao (exporté pour 82.158 fr. seulement en 1913).

Le cocotier ne donne encore lieu à aucune exportation. Le cotonnier jadis assez répandu chez les indigènes n'a laissé que quelques rares traces.

Le mûrier pour l'élevage du ver à soie n'a pas encore une importance bien grande, malgré les efforts multipliés par l'administration.]

Les indigènes cultivent enfin diverses plantes vivrières : haricots, maïs, sésame, arachides, sorgho, arbres fruitiers, légumes d'Europe, blé sur les Hauts Plateaux.

Il nous faut enfin consacrer quelques lignes à l'élevage, l'un des principaux éléments de richesse de l'indigène. L'élevage est en rapport étroit avec l'agriculture. Il lui fournit des engrais. Avant la conquête, Madagascâr était réputé posséder des troupeaux innombrables. Les rebelles en ont détruit une notable partie. Depuis quelques années le nombre des têtes de bétail s'accroît sensiblement.

En 1904, le premier recensement accusait 2.757.000 bovidés. En 1912, on en compta 5.530.000 (1).

1. Voir page 276 et note 1.

De 350, le nombre des chevaux est passé à 2.000. Mais les bœufs vivent en liberté, les indigènes pratiquent la transhumance. Il existe d'immenses troupeaux de zébus épars dans les vastes plaines herbeuses du versant occidental. Leur fumier, si utile aux terres peu fertiles de Madagascar, se perd. Toutefois, dans l'Imérina, les Hovas ont adopté la stabulation. Ils ne négligent point l'alimentation de leurs bœufs et savent les engraisser au moyen de fourrages de choix, de carottes et de manioc. Aussi sont ils les seuls à faire un usage fréquent des engrais. Ils en ont reconnu l'utilité depuis longtemps. Ils ne plantent jamais leur manioc, patates et haricots sans engrais. Au fumier ils mélangent les ordures ménagères et les cendres de leurs foyers.

L'élevage de l'autruche est appelé à prendre une certaine importance à Madagascar. On compte aujourd'hui 200 oiseaux provenant de 5 couples gracieusement offerts par un Anglais du Cap. L'élevage de l'autruche va de pair avec la culture du maïs et de la luzerne. Très rémunérateur, il n'augmente pas les dépenses de l'exploitation agricole de plus de 20 francs par an.

L'élevage des porcs procure déjà d'importants bénéfices aux indigènes.

CHAPITRE V

L'ÉDUCATION AGRICOLE DES INDIGÈNES

§ 1. — *La pression administrative et les cultures obligatoires*

Dans les premières années qui suivirent notre prise de possession de l'île, Madagascar souffrait d'une crise commerciale intense. Ses exportations se réduisaient à quelques centaines de tonnes de raphia et de caoutchouc : elles étaient loin de suffire à payer les importations.

Pour remédier à cette dangereuse situation et créer à la colonie des produits d'échange, le général Galliéni crut nécessaire d'astreindre chaque village à se conformer aux instructions du chef de Service de l'agriculture pour la culture de certaines plantes utiles au commerce.

« J'ai décidé, écrivait-il dans la circulaire du 28 mai 1898, qu'à l'avenir tout Malgache du sexe masculin, âgé de plus de seize ans et de moins de soixante ans et habitant l'Imérina, serait tenu de planter annuellement soit dans sa propriété, soit sur un terrain

spécialement désigné à cet effet, un caféier et un mûrier blanc, dont les plants lui seront cédés contre versement de 0 fr. 05 par pied, soit par la station d'essai de Nanisana soit par les pépinières que nous avons créées. »

Les commandants de cercle devaient *tenir la main* à l'observation de ces prescriptions.

Dans l'instruction du 19 novembre 1898, le général étendait considérablement le champ d'application de cette méthode. « Il faudra répartir les défrichements et l'exploitation de toutes les bonnes terres de l'île, entre les habitants, par l'intermédiaire des chefs de village et des gouverneurs indigènes. En un mot, obligation pour les indigènes de cultiver, action incessante des autorités françaises ou indigènes à tous les degrés de la hiérarchie pour assurer l'exécution de cette obligation, tels sont les deux principes dont l'application peut seule nous permettre d'atteindre le but cherché, à savoir l'extension progressive des cultures dans toutes les régions de la grande île. »

Enfin, dans son rapport général de 1899 (annexe) il indiquait que chaque village serait astreint à cultiver les plantes utiles au commerce convenant le mieux à son sol : pour les régions côtières, des cocotiers et des palmiers ; pour les environs de Fort-Dauphin, le caoutchouc ; pour la zone intermédiaire entre

la côte et les plateaux, le caféier, le cacao, le caoutchouc ; pour le Plateau Central, le mûrier.

Le général Galliéni ne craignait même pas de se recommander du système Van den Bosch. « L'initiative des autorités françaises, écrivait-il (1), à largement de quoi s'exercer dans cet ordre d'idées et ne sera certainement pas moins féconde à Madagascar en conséquence heureuse pour notre industrie et notre commerce que ne l'a été celle des Hollandais à Java lorsque le général Van den Bosch a prescrit dans toute l'île, au commencement de ce siècle, des mesures analogues à celles ci, dessus pour la culture du café, par les habitants de cette colonie. »

En définitive, cette politique de contrainte ne donna pourtant aucun résultat appréciable. Le rapport de 1905 n'en souffle pas mot (2).

L'éducation culturale des indigènes dépend bien plutôt d'une bonne organisation de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles.

1. Rapport sur la situation de Madagascar (1896-1899), annexe p. 93.

2. Le général Galliéni jugea préférable de recourir à des moyens plus doux, tels que récompenses, primes, encouragements divers. Des concours agricoles furent organisés à Tananarive (Rapport de 1896 à 1905, p. 568 et s.). Un ordre du Mérite agricole fut créé. Le général s'était sans doute convaincu que l'espérance, à la longue, est plus féconde que la crainte.

§ 2. — *La vulgarisation agricole à Madagascar.*
Les stations d'essai

Le service de la vulgarisation agricole ne comprend ni plantations modèles de village, ou régionales, ni fermes écoles pour les cultivateurs. Les écoles d'agriculture jointes aux stations d'essai ne servent qu'à former des fonctionnaires. L'ancien Service spécial de l'agriculture créé par le général Galliéni a même été supprimé en 1906 et réuni au Service de la colonisation.

Le gouvernement général de Madagascar devrait suivre l'exemple de celui de l'Afrique occidentale française.

L'arrêté du 10 décembre 1910, réorganisant l'enseignement professionnel à Madagascar, a créé dans les écoles primaires une section d'apprentissage agricole. C'est là une mesure excellente, mais qui mérite d'être complétée.

En revanche, Madagascar possède depuis 1898 quelques belles stations d'essais. En 1897, le général Galliéni fondait près de Tananarive la station de Nanisana. Elle comprend : une section de pépinières et de plantes-mères ; une section de grande culture expérimentale pour le riz ; une école agricole et séricicole. En 1912, 110.000 plants divers furent distribués par cette station, dont 60.000 mûriers. Les élé-

ves de l'école annexe y entrent à seize ans. Ils font deux ans d'étude et reçoivent un diplôme de contre-maître d'agriculture.

La station de l'Ivoloina (près de Tamatave), date aussi de 1897. On y étudie les cultures à rendement éloigné : café, cacao, caoutchouc, colas. Cette station a été organisée sur le modèle de l'Institut botanique de Buitenzorg. Elle se distingue des autres par un vaste champ d'expérience pour grande culture.

La station de Marovoay est à 80 kilomètres au sud de Majunga (ouest). Elle occupe 264 hectares, composés de collines, plaines, plateaux, vallées, terres irrigables en saison sèche, étendues inondées, etc.

CHAPITRE VI

LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION FONCIÈRE

L'œuvre accomplie par les anciens souverains malgaches. — Le concours des Fokon' olona. — Les associations syndicales et le décret du 3 juin 1913.

Les travaux d'amélioration foncière ont aussi une influence très grande, immédiate, sur le développement de l'agriculture.

L'hydraulique livre au travail agricole de vastes étendues jusqu'alors improductives, d'une part, en asséchant les régions inondées, en protégeant les champs cultivés contre les crues ; d'autre part, en arrosant des zones arides.

Trois siècles avant notre occupation, le roi Adrianjaka avait déjà fait transformer en rizières de vastes marais dans le Betsimitatatra par la construction de canaux. Plus tard, Adrianampoinimérina étendit ces travaux et édicta des mesures rigoureuses pour assurer leur entretien. De nouveaux pays jusqu'alors incultes furent mis en culture : exemple, la vallée de l'Ipoka, celle de la Mamba. Malheureusement les

successeurs du grand roi laissèrent les canaux se détériorer. Des digues cédèrent, il y eut de terribles inondations. Il fallait reprendre et compléter l'œuvre des indigènes. En 1908, de grands travaux furent entrepris sur tous les points de l'île par M. Augagneur.

Dans le centre, sur les Hauts plateaux, dès 1913, on étendit de 2.500 hectares le périmètre des terres irriguées. L'exécution des projets déjà élaborés permettrait de mettre en valeur 30.000 autres hectares. Dans l'Ouest, l'achèvement des travaux en cours dans la plaine de Marovoay augmentera de 7 à 8.000 hectares les terres cultivables.

Dans le Sud-Ouest où sévit la sécheresse, l'irrigation rendra encore de grands services. Des travaux sont entrepris depuis 1910. Dans l'est, l'assèchement de vastes marais encombrés de détritux végétaux fournira aux cultivateurs des terrains d'une très grande fertilité.

Le concours des Fokon' olona est très utile à l'administration (1). Ils ont depuis longtemps l'habitude d'exécuter par leurs propres moyens les travaux d'utilité commune, tels que digues, barrages. Les ouvrages intéressant toute une région pourraient être entrepris par des associations de Fokon' olona, rap-

1. Pain, *l'Institution des Fokon' olona*. Thèse Poitiers 1910. p. 116,

pelant les associations syndicales régies en France par les lois de 1885 et 1888 et par le décret du 9 mars 1904. La colonie leur avancerait les fonds nécessaires et les récupérerait sous forme d'impôts sur les terrains qui auraient acquis une plus-value du fait des travaux exécutés. Ce remboursement serait échelonné sur trente, cinquante ans.

Le décret du 3 juin 1913 (1) a précisé les conditions à remplir pour la formation de syndicats entre les personnes intéressées à l'exécution de travaux d'amélioration foncière. L'article premier indique la nature de ces travaux : ouvrage de défense contre la mer et les cours d'eau, assainissement des régions marécageuses, curage et approfondissement des cours d'eau et des canaux, ouverture et élargissement, prolongement des voies publiques et chemins d'exploitation, travaux d'irrigation, colmatage, établissement de barrages, de dérivations et de réservoirs, mise en valeur de terres incultes, reboisement, aménagement des forêts, enfin toute autre amélioration agricole d'intérêt collectif.

L'article 2 exige l'autorisation du Gouverneur général en conseil d'administration, pour la constitution de toute association syndicale de ce genre.

Des syndicats pourront être constitués d'office, pour certains travaux urgents, énumérés par l'article 1^{er}, § 1.

1. *Journal officiel de Madagascar*,

Les chefs de province pourront adhérer aux associations syndicales pour les biens des Fokon' olona.

Le trait caractéristique de cette réglementation, c'est une forte tutelle administrative. On fait semblant de s'en rapporter aux intéressés. Mais, en beaucoup de cas, l'administration se substitue à eux. Elle les oblige à recommencer les travaux mal exécutés. Lorsque les associés font preuve de mauvais vouloir, l'administration confectionne les rôles et recouvre d'office les cotisations.

CONCLUSION

Nous sommes arrivé au terme de notre étude. Loin de nous la prétention d'avoir épuisé toutes les questions contenues dans notre sujet, ni même d'avoir proposé les meilleures solutions pour celles que nous avons examinées. Chacune d'elles eût exigé une étude spéciale, approfondie, qui dépassait le cadre de notre travail. Nous nous sommes toutefois efforcé de les étudier aussi consciencieusement, aussi impartialement que possible. Si nos conclusions ne sont guère en faveur de la « colonisation » agricole, elles ont toujours été dominées par le souci de l'intérêt supérieur de la mère patrie.

Il ne sera peut-être pas superflu de les condenser ici.

Nous avons d'abord démontré que l'exploitation d'une colonie doit commencer par l'agriculture. Il ne peut, en effet, y avoir de commerce stable ou d'industrie dans un pays sans richesse durable, dont les habitants ne possèdent guère de moyens d'achat.

L'exploitation agricole d'une colonie tropicale

peut se faire : soit en exploitant brutalement le travail des indigènes, soit en réservant le rôle principal dans la mise en valeur du sol au colon agriculteur, tout en protégeant les indigènes contre les abus, soit en faisant du cultivateur indigène travaillant pour son propre compte le facteur essentiel de la production agricole. Le premier procédé soulève la réprobation universelle. Le deuxième est inefficace, insuffisant. Il présente de sérieux inconvénients dans une colonie dont les habitants ne sont pas absolument primitifs : inconvénients relatifs à la détermination des terres vacantes et à la main-d'œuvre.

Pour favoriser la « colonisation » agricole on risque de déposséder les indigènes ; de porter atteinte à leurs droits coutumiers, droits que nous avons le devoir de respecter, « devoir d'autant plus impérieusement dicté à l'administration... que, d'après les traités de paix, d'annexion ou de simple protectorat, ses représentants ont toujours garanti aux indigènes le maintien de leur organisation coutumière » (1).

Quant à la main-d'œuvre, les difficultés de son recrutement ne sont pas près d'être résolues. « Les aspirations communes aux populations de couleur, c'est de travailler pour leur compte » (E. Duchemin, *A propos des troupes de la Guadeloupe Quinzaine*

1. Instruction du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française (*Annuaire* 1913-1914, p. 451).

coloniale, 10 mai 1910, p. 332). C'est pour avoir tenu compte de cette vérité, et satisfait à ces vœux légitimes par une législation protectrice, que les colonies anglaises et hollandaises sont si prospères. « C'est parce qu'en haut lieu, nous avons toujours considéré la question comme secondaire que nous végétons partout, au point de vue de la colonisation agricole et que nous avons des troubles sur certains points. » (E. Duchemin, *loc. cit.*)

Les plantations européennes resteront donc peu nombreuses, exceptionnelles, « complémentaires ».

Bien plus avantageux et pour l'indigène et pour le colon que le faire-valoir direct, l'association mi-commerciale, mi-agricole entre ces deux éléments de la colonisation nous apparaît comme une combinaison harmonieuse, très recommandable. Elle serait, dans le domaine économique, une intéressante manifestation de cette politique d'association si justement vantée de nos jours. Les capitaux, les procédés techniques, la machine, voilà notre apport dans « l'association coloniale ». Son labeur, son endurance, ses terres : voilà celui de l'indigène. Nous avons indiqué sous quelle forme ces associations de culture pourraient se réaliser. L'Européen commanderait en quelque sorte le cultivateur autochtone, en lui faisant des avances d'argent. Il acquerrait ainsi le droit de le conseiller, de l'orienter. Une partie de la récolte lui serait attribuée en échange de ses

avances et l'autre vendue au cours du marché. L'indigène, certain de la rémunération de son travail, deviendrait plus laborieux. Il appartiendrait à une administration vigilante de prévenir ou de réprimer les abus. Le colon pourrait, en outre, grâce à ses installations mécaniques, transformer sur place les produits agricoles et augmenter ainsi les débouchés de l'agriculture indigène. Ainsi le commerce et l'industrie sont le domaine du colon, l'agriculture est celui de l'indigène.

L'agriculture indigène est une condition de l'enrichissement des indigènes et par suite de l'accroissement du commerce métropolitain avec ses colonies. Elles les attache à la paix. C'est elle qui, à leur situation précaire, fera succéder un bien-être que nul ne voudra risquer dans les aventures. Sur elle s'édifiera dans nos colonies une société nouvelle. Elle seule peut leur donner ce développement ininterrompu que le gouvernement a pour mission de préparer.

La tâche de l'administration consiste, avons-nous dit, dans la protection, dans la consolidation des droits exercés sur la terre par les indigènes, dans l'organisation du crédit agricole, dans l'initiation agricole des autochtones, dans l'atténuation des corvées, la suppression du portage en vue de rendre des bras à l'agriculture, dans la création de voies de communication, enfin dans l'adoption de toutes les

mesures propres à favoriser l'accroissement de la population.

La faible densité de cette population est même la principale cause de la lenteur des progrès de nos colonies. Pour encourager les naissances, l'administration devrait accorder aux pères de famille nombreuse des remises d'impôts, des primes et faveurs diverses. Ses efforts devraient tendre surtout à combattre la mortalité, en particulier la mortinatalité. La variole, la syphilis, l'alcool sont les trois grands fléaux de l'Afrique. On ne saurait donc attacher trop d'importance à l'organisation et à la multiplication des postes d'assistance médicale.

Mais, pour la réalisation de si vastes projets, il faut s'armér de patience. Ce n'est qu'à travers les difficultés et les obstacles qu'on atteint les grands résultats : *Ad Augusta per Angusta*.

Il faut prendre parti entre une évolution lente, très lente, mais sûre, basée sur l'éducation progressive des indigènes et « l'essor brusqué mais risqué de la colonie ». Ce n'est pas en un jour, par la vertu de quelques décrets, que nous ferons franchir aux peuplades africaines tout le chemin que nous avons parcouru en trente siècles.

Mais, nous les verrons, chaque jour s'attachant davantage à leurs biens, augmenter peu à peu leurs productions. L'aisance, en se répandant chez ces populations misérables, les amènera insensiblement

à transformer leurs mœurs. Le développement économique de nos colonies déterminera leur évolution sociale.

« En faisant de l'indigène un véritable cultivateur, nous aurons amené ces populations à produire des hommes au sens économique et moral du mot et nous aurons ainsi obtenu le plus appréciable résultat que la race colonisatrice puisse avoir à cœur d'atteindre » (1).

1. Circulaire du 5 mars 1913 sur la politique agraire du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française.

Vu : le Président,
PAUL LESEUR
Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	7
PRÉFACE.	11
INTRODUCTION. — Considérations préliminaires. . . .	15

PREMIÈRE PARTIE

Considérations doctrinales sur le rôle de l'agriculture indigène et les conditions de son développement .	27
---	----

TITRE PREMIER

Étude des différents modes de mise en valeur d'une colonie d'exploitation	27
---	----

PREMIÈRE SECTION

L'Exploitation des terres par le colon européen concessionnaire et la main-d'œuvre indigène	27
CHAPITRE PREMIER. — L'Agriculture européenne et le problème des terres vacantes	27
CHAPITRE II. — L'Agriculture européenne et le problème de la main-d'œuvre.	35
CHAPITRE III. — Les Insuccès de l'agriculture européenne et leurs causes	41

CHAPITRE IV. — Le Rôle du colon dans les colonies d'exploitation.	47
---	----

SECTION II

La Colonisation d'État pour l'exploitation du sol tropical	52
§ 1. — L'Exemple de la Hollande à Java. — Le système des « cultures forcées »	53
§ 2. — L'Exploitation agricole de l'État indépendant du Congo	58

SECTION III

L'Agriculture indigène	61
CHAPITRE PREMIER. — La Question préjudicielle des aptitudes et de la perfectibilité des races tropicales.	62
CHAPITRE II. — Rôle économique et social de l'agriculture indigène	72
CHAPITRE III. — L'Adoption de la méthode de l'agriculture indigène par les principales puissances coloniales.	76

TITRE II

Des Principaux moyens propres à développer l'agriculture indigène.	81
CHAPITRE PREMIER. — De la Propriété foncière indigène.	82
§ 1. — De la Conservation des droits des indigènes sur le sol.	82
§ 2. — De la Transformation des droits des indigènes sur le sol.	90
§ 3. — La Propriété collective indigène et l'expérimentation des théories sur la nationalisation du sol. . .	97

§ 4. — La Consolidation des tenures indigènes.	101
§ 5. — De la Protection des propriétés indigènes.	106
CHAPITRE II. — Les Capitaux nécessaires à l'agriculture indigène et le crédit.	111
§ 1. — Les Différents modes de crédit. — Crédit réel et crédit personnel mutuel.	111
§ 2. — Les Sociétés indigènes de prévoyance et de crédit agricole mutuel. — Sociétés types de l'Algérie.	122
CHAPITRE III. — L'Organisation du Service de l'Agriculture et l'amélioration des cultures indigènes.	129
§ 1. — Recherches et expérimentation agricoles.	133
§ 2. — L'Enseignement et la vulgarisation agricole.	137
§ 3. — La Méthode de l'obligation.	140
CHAPITRE IV. — L'Extension des cultures par l'hydraulique et l'outillage colonial.	150
§ 1. — L'Hydraulique agricole.	150
§ 2. — Les Moyens de transport.	152

DEUXIÈME PARTIE

Étude spéciale de l'agriculture indigène en Afrique occidentale française et à Madagascar.	159
--	-----

TITRE PREMIER

L'Agriculture indigène en Afrique occidentale.	159
--	-----

PREMIÈRE SECTION

Agriculture européenne. — Agriculture indigène.	159
CHAPITRE PREMIER. — Préliminaires.	159
CHAPITRE II. — La Mise en valeur de l'Afrique occidentale par les plantations européennes.	166

SECTION II

L'Agriculture indigène et les conditions de son développement	172
CHAPITRE PREMIER. — Préliminaires.	172
CHAPITRE II. — Les Concessions européennes et l'avenir de l'agriculture indigène.	177
CHAPITRE III. — La Consolidation de la propriété foncière indigène	183
§ 1. — Les Droits de l'État sur les terres des indigènes.	183
§ 2. — De la Consolidation des tenures indigènes.	194
§ 3. — La Politique agraire du Gouvernement général et son évolution. — Les Concessions de terres aux indigènes.	200
CHAPITRE IV. — Le Crédit en faveur de l'agriculture indigène. — Les Institutions de prévoyance et de prêt mutuel agricole	205
§ 1. — Les Premiers essais.	210
§ 2. — Le Décret du 29 juin 1910 et celui du 8 janvier 1915.	214
CHAPITRE V. — Les principales cultures indigènes.	223
§ 1. — Productions agricoles du Sénégal	226
a) L'Arachide, richesse du Sénégal.	226
b) Le Coton au Sénégal.	230
§ 2. — L'Agriculture indigène en Mauritanie et au Haut-Sénégal et Niger.	237
§ 3. — L'Agriculture indigène en Guinée.	245
§ 4. — L'Agriculture indigène à la Côte d'Ivoire.	247
La Culture du cacaoyer et la méthode de l'obligation	249
§ 5. — L'Agriculture indigène au Dahomey.	258
a) Le Palmier à huile.	258
b) Le Coton.	258
La Culture du coton par les indigènes du Togo.	262

§ 6. — Les Services locaux de l'agriculture. — Appren- tissage et vulgarisation agricole.	264
--	-----

TITRE II

L'Agriculture indigène à Madagascar.	269
--	-----

PREMIÈRE SECTION

Agriculture européenne. — Agriculture indigène. . .	269
CHAPITRE PREMIER. — Généralités.	269
CHAPITRE II. — L'Agriculture européenne à Madagas- car.	280
§ 1. — Les Grandes concessions. — La Petite et la moyenne colonisation agricole.	281
§ 2. — L'Agriculture européenne et les difficultés de la main-d'œuvre.	284

SECTION II

L'Agriculture indigène.	290
CHAPITRE PREMIER. — Préliminaires.	290
CHAPITRE II. — La Propriété foncière indigène à Mada- gascar	295
§ 1. — Avant la conquête.	295
§ 2. — Après la conquête.	297
§ 3. — La Propriété individuelle chez les Malgaches .	303
CHAPITRE III. — Le Crédit agricole aux indigènes. .	308
CHAPITRE IV. — Étude sommaire des principales cul- tures indigènes de Madagascar.	317
CHAPITRE V. — L'Éducation agricole des indigènes. .	324
§ 1. — La Pression administrative. — Les cultures obligatoires	324

§ 2. — La Vulgarisation agricole à Madagascar. —	
Les Stations d'essai.	327
CHAPITRE VI. — Les Travaux d'amélioration foncière.	329
CONCLUSION	332

